

Präsident: Gestatten Sie mir eine weitere Bemerkung: Die Olympischen Spiele waren in den letzten Wochen ein Treffpunkt der Welt und ein Zentrum ihrer Aufmerksamkeit. Ihr Glanz konnte ihre Problematik nicht völlig überstrahlen. Die Schweizer Athleten haben nicht so viele und nicht so wertvolle Medaillen nach Hause gebracht wie ihre Kameraden im Winter von Sapporo. Aber ist es nicht eine Gefahr für die olympische Idee, nur auf den Erfolg zu zählen? Lassen Sie mich unsern Sportlern, jenen, die in München waren und jenen, welche in den Ausscheidungskämpfen die Limite für München nicht ganz erreichten, für ihren Einsatz und ihre Anstrengungen unsere Anerkennung aussprechen.

Der Schrecken des Terrors hat vor der Olympiade nicht haltgemacht. Erpressung und Gewalt werden immer mehr zu einer Erscheinung, mit der man rechnen, mit der man leben muss. Aber Erpressung, Gewalt und Vergeltung lösen keine Probleme, sondern führen zu einer Eskalation des Hasses und der Furcht. Für die meisten Probleme dieser Welt aber gilt, was in der Präambel zur Verfassung der UNESCO vom Krieg gesagt ist: «Weil Kriege in den Köpfen der Menschen beginnen, muss in den Köpfen der Menschen Vorsorge für den Frieden getroffen werden.»

Damit treten wir nun auf die Geschäfte der Herbstsession ein.

11 148. Bundesverfassung. Aufhebung der Artikel 51 und 52 Constitution fédérale. Abrogation des articles 51 et 52

Botschaft und Beschlusentwurf vom 23. Dezember 1971
(BBl 1972 I, 105)

Message et projet d'arrêté du 23 décembre 1971
(FF 1972 I, 101)

Beschluss des Ständerates vom 28. Juni 1972
Décision du Conseil des Etats du 28 juin 1972

Antrag der Kommission

Eintreten.

Antrag Naegeli

Nichteintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Proposition Naegeli

Ne pas entrer en matière.

Berichterstattung — Rapport général

M. Chevallaz, rapporteur: «Nous avons reconnu que la Compagnie de Jésus n'était plus en état de produire ses fruits précieux et si remarquables avantages pour lesquels elle a été établie, approuvée par tant de pays et dotée de tant de privilèges. Il semble désormais absolument impossible de maintenir une paix réelle et durable à l'intérieur de l'Eglise tant que cet ordre subsistera. Guidés par ces considérations importantes et contraintes

par d'autres raisons, nous déclarons, après mûres délibérations de science certaine et en vertu de notre toute-puissance apostolique, la Compagnie de Jésus dissoute. Nous annulons toutes les charges de ses membres, leurs fonctions et leur gestion, leurs maisons, leurs écoles, leurs hospices et tous autres lieux en leur possession dans quelque province, royaume ou Etat qu'ils se trouvent.»

C'est dans ces termes que, le 21 juillet 1773, le pape Clément XIV prononçait par le bref *Dominus ac Redemptor* la dissolution de la Société de Jésus. L'épisode n'est pas unique dans l'histoire de l'ordre fondé par Ignace de Loyola. Ainsi, la catholique Espagne entre 1767 et 1932, c'est-à-dire en un siècle et demi, frappa-t-elle à cinq reprises la Société de Jésus. Aucun ordre religieux n'a provoqué dans sa propre Eglise et hors de sa propre Eglise autant de controverses passionnées que la Société de Jésus. Aucun n'a subi autant de vicissitudes au cours de ses quelque quatre siècles d'existence, tour à tour investi de privilèges et de missions de confiance ou interdit, frappé de bannissement par telle puissance ou dissous par le Saint-Siège. Soutenu en 1773 par l'hérétique Frédéric II de Prusse et par l'orthodoxe Catherine de Russie, alors même que le souverain pontife le frappait d'interdit, on lui a reproché de tous côtés à la fois ou suivant les époques et les nations sa trop grande rigueur doctrinale ou sa casuistique morale trop accommodante, tantôt son obéissance à Rome *perinde ac cadaver*, tantôt son insubordination au Saint-Siège ou à ses évêques.

Pourtant les jésuites sont les défenseurs du dogme de l'infailibilité pontificale au Concile de Trente, vainement, puis avec succès au Concile du Vatican de 1870. Mais ils sont aussi individualistes dans l'action, se souciant peu de manifestations communautaires, hardis dans l'audace de la pensée, comme un Teilhard de Chardin, tout en acceptant la hiérarchie de la société: non seulement «J'obéis» mais «Je veux obéir». On a dénoncé souvent leurs préoccupations dominantes, parfois exclusives, d'influencer les puissants dans l'ordre temporel, de s'attacher à la formation des élites destinées à gouverner ou d'être fort persuasifs dans le confessionnal des rois. Mais on leur reproche aussi, à l'occasion, d'agiter le peuple contre les autorités établies. Ainsi, tour à tour, incarneront-ils l'esprit réactionnaire ou le progressisme militant, négociateurs habiles ou missionnaires martyrs, ultramontains pour les uns, hérétiques pour d'autres. Notre tâche n'est pas d'écrire leur histoire, d'instruire leur procès ni de dresser leur panégyrique. Nous constaterons que les jésuites, par le jeu de leur remarquable efficacité dans l'éducation et dans l'action, par les défauts, sans doute aussi, de leurs brillantes qualités, ont été bien souvent la victime chargée de péchés contradictoires que l'on sacrifie pour conjurer le destin dans les heures de difficulté, à l'instar de telle race ou de telle organisation réputée secrète.

L'implication de la Société de Jésus ou sa seule évocation dans les luttes politiques qui marquèrent l'avènement d'un ordre fédéral nouveau, au milieu du siècle dernier, n'est pas dès lors un événement exceptionnel. Elle était presque dans la nature des choses, se situant dans le cadre des conflits qui peuvent à l'occasion survenir entre les Eglises et les Etats, de cette querelle des investitures périodiquement résurgente, à des intensités diverses, de la difficile délimitation du temporel et du spirituel, lorsque ne règne pas un esprit de mutuelle compréhension dans la conscience de

services l'un et l'autre nécessaires, non divergents mais parallèles.

En déclarant qu'il convenait de rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu, le Christ a fondé une dualité. Comme il n'était pas juriste, il n'en a pas démarqué les pouvoirs. Tout naturellement l'Eglise manifeste sa volonté que la pratique politique et sociale de ses fidèles se conforme à ses préceptes moraux. Parfois, même s'il a été dit que le royaume n'était pas de ce monde et si l'expérience historique, hélas, le confirme, l'Eglise peut éprouver la tentation compréhensible d'inspirer elle-même un ordre qui sera proche de la cité abstraite de justice présumée ou de fraternité souhaitable. L'Etat de son côté, et particulièrement lorsqu'il se trouve «sous tension», en cours de transformation intérieure ou sous une menace extérieure, se voit appelé à mobiliser toutes les forces matérielles et morales au service de ses objectifs. Il y a donc possibilité de conflit entre une Eglise qui entend éduquer fondamentalement, diriger les consciences, et un Etat qui exige, pour la réalisation de ses objectifs, un engagement moral qui va plus loin que le denier de l'impôt ou le respect des lois.

Le conflit suisse du milieu du siècle passé n'est pas de prime abord confessionnel. La situation politique en Europe, la formation de puissances nationales fortement armées, une interdépendance économique croissante, les progrès de l'idée démocratique exigeaient que l'on dépassât les cloisonnements cantonaux étanches du Pacte de 1815 et qu'en place d'une alliance d'Etats sans pouvoirs, au-dehors comme au-dedans, on établît un Etat fédératif ferme et cohérent. C'était une nécessité de raison, une condition de survie pour notre pays. Mais il est évident que les petits cantons, et particulièrement la minorité catholique, pouvaient craindre, face à un pouvoir central fort, une diminution de leurs droits et de leurs libertés. D'où leur résistance, d'où le conflit. Nous pouvons aujourd'hui, sereinement, apprécier les motivations des uns et des autres et mesurer aussi le chemin parcouru depuis lors. Ainsi, les mesures prises par la Diète fédérale à l'encontre de la création de nouveaux couvents et des jésuites, l'inscription de dispositions à ce propos dans la constitution de 1848, puis le renforcement en 1874, s'expliquent-elles dans la dynamique d'une période, bien qu'il soit difficile d'y mesurer la part de la raison d'Etat, celle de la passion politique, et l'influence des positions prises alors, en doctrine politique par l'Eglise catholique. Dynamique d'une période de transformation profonde. L'Etat fédéral nouveau pourtant, à la réserve de quelques incidents jusqu'à la fin du siècle dernier, s'est assez rapidement montré plus libéral, plus équitable et plus conciliant que le texte des deux articles de sa constitution. Plus exactement, le principe général de liberté de conscience et de croyance, la garantie du libre exercice des cultes l'ont emporté, dans la pratique et dans l'esprit, sur l'application rigide d'articles suscités par des circonstances particulières. Il ne s'agit pas aujourd'hui pour nous d'aller à Canossa, mais de reconnaître que les circonstances de 1972 ne sont pas celles de 1848 et de 1874, que l'histoire ne se fige pas en préjugés, qu'elle est mouvement, intelligence ouverte, plus attachée à l'esprit qu'à la lettre, à la réalité qu'aux formules.

Votre commission, dont les débats ont revêtu un vif intérêt, tient à remercier M. le conseiller fédéral Tschudi pour son travail et pour ses avis. Il a regretté que les circonstances n'aient pas permis au professeur

Kägi de terminer plus tôt son étude remarquablement construite, mais votre commission estime, dix-huit ans s'étant écoulés depuis le dépôt de la motion von Moos, que l'heure est venue de soumettre au peuple et aux cantons une solution d'équité et de raison sans attendre une éventuelle révision générale de la constitution fédérale.

Que les articles 51 et 52 de la constitution fédérale soient en contradiction avec la Convention européenne des droits de l'homme, dont nous entendons ratifier la signature, est un des éléments d'appréciation, mais non l'essentiel. Ce qui nous paraît important, c'est que ces deux articles, des articles d'exception puisqu'ils restreignent l'exercice d'une religion et qu'ils visent une congrégation particulière, n'ont plus leur place dans la constitution de notre pays, d'un pays de liberté, d'un pays qui n'existerait pas s'il ne se fondait, dépassant les querelles d'un moment, sur un esprit non seulement de tolérance, mais aussi de compréhension mutuelle et de respect des diversités.

Certes, nous n'entendons pas nier certaines évidences historiques. Nous n'allons pas faire de la Société de Jésus dans son esprit militant le défenseur ardent et constant de la liberté de conscience et de la démocratie politique. Ses brillants esprits ont beaucoup écrit, diversement écrit, sans être toujours, il s'en faut, d'accord avec eux-mêmes ni même avec l'Eglise qu'ils prétendent servir comme le bâton d'exécution dans la main du souverain pontife. Il est arrivé que le bâton s'infléchisse ou qu'il résiste. On peut donc, de leurs écrits et de leurs actions, alimenter bien des bûchers mais tirer aussi bien des pages qui sont à l'honneur de la chrétienté et de l'humanité.

Je le dis ici au nom de la commission, mais aussi en tant que protestant et en tant que radical et parce que protestant et parce que radical. Il serait illogique, injuste et ajoutons-le, désuet, de maintenir dans le texte de notre constitution une interdiction discriminatoire à l'égard d'une confession religieuse au demeurant largement représentée en ce pays et d'un ordre relevant de cette confession alors que se créent et militent tant de formations politiques ou de congrégations spirituelles ou prétendues telles qui ne sont pas en accord évident avec les conceptions de l'Etat et la doctrine des Eglises, qui peuvent même, en doctrine sinon en fait, faire profession révolutionnaire dans l'ordre politique ou dans l'ordre religieux. Si, d'ailleurs, leur anticonformisme devenait virulent au point de menacer l'ordre et la paix publics, l'arsenal constitutionnel et législatif fédéral et cantonal suffirait à empêcher que l'action d'une minorité organisée, quelle qu'elle soit, ne l'emporte sur la volonté générale et sur les institutions qui ont reçu mandat d'administrer le bien public.

Ces considérations de justice et de raison expliquent que votre commission soit à l'unanimité favorable à l'abrogation des articles 51 et 52 de la constitution. En revanche, des avis divers se sont exprimés sur l'opportunité d'élargir la révision à d'autres articles qui concernent l'exercice de la religion. Ne serait-ce pas l'occasion de définir à nouveau les rapports entre les Eglises et l'Etat? A tout le moins, ne devrait-on pas revoir les articles 25bis touchant l'abattage du bétail; l'article 50, en son 4e alinéa, subordonnant la création d'évêchés dans l'Eglise catholique à l'autorisation du Conseil fédéral, ou l'article 75 fermant aux ecclésiastiques les portes de notre haute Assemblée? Pour des raisons de fond, de procédure et d'opportunité, la forte majorité

de la commission s'est opposée à toute adjonction. Prétendre définir et préciser une conception fédérale des rapports entre l'Etat et l'Eglise serait d'abord empiéter sur la souveraineté première des cantons dans un des derniers domaines qui leur restent. Ce serait ensuite nous engager dans un exercice académique passionnant sans doute, associant la philosophie politique à la théologie, la doctrine sociale à l'ontologie, mais dont l'aboutissement ne serait pas pour demain, à supposer d'ailleurs qu'on aboutisse jamais à un accord satisfaisant.

La présence de l'article 25bis sur le mode d'abattage du bétail dans la constitution fédérale est insolite. Elle résulte, non sans ambiguïté, d'un souci de protection des animaux en soi louable — bien que les animaux n'aient pas eu l'occasion de s'exprimer sur la mort qu'ils préfèrent — et d'un sentiment moins édifiant, d'une arrière-pensée d'antisémitisme déplaisant. Le Conseil fédéral étudie actuellement l'introduction d'un article constitutionnel sur la protection des animaux. C'est dans ce cadre que l'article 25bis pourra être dépouillé de ce qui peut en paraître discrimination religieuse. Votre commission, par 16 voix contre 4, a refusé dans ces conditions de vous proposer l'abrogation *ex abrupto* de cet article, mais à la même majorité, par voie de motion, elle demande au Conseil fédéral de mener à chef l'élaboration d'un nouvel article constitutionnel à ce propos.

L'alinéa 4 de l'article 50 de la constitution subordonne à l'autorisation du Conseil fédéral la création de nouveaux évêchés catholiques romains. La commission, dans sa quasi-unanimité, souhaite l'abrogation de cette disposition. Toutefois, la consultation et les droits des cantons doivent être réservés. Là encore, la voie de la motion a été préférée à celle de la modification *ex abrupto* de l'article 50.

Quant à l'entrée des ecclésiastiques dans notre Assemblée, le principe, en l'égalité des droits, n'en peut être contesté. Une troisième motion de la commission invite le Conseil fédéral à formuler une proposition à ce propos.

Enfin, certains se sont demandé, comme le professeur Kägi l'avait fait d'ailleurs dans sa première méditation, si l'abrogation des articles 51 et 52 ne devait pas appeler, par une sorte de compensation, l'introduction à l'article 50 de dispositions précisant l'exercice de la tolérance. On eût à cet effet cherché à préciser, le complétant, le 1er alinéa de l'article 49, comme nous le propose la minorité de la commission, en stipulant que l'exercice de la liberté de conscience et de croyance est limité par la protection des mêmes droits et libertés d'autrui et par la sauvegarde de la paix publique. La majorité, par 17 voix contre 7, a écarté cet amendement. Tout d'abord parce qu'il est admis et incontesté que toute liberté publique a pour limite la liberté et les droits d'autrui. Cette limitation s'impose d'évidence, l'ensemble de la législation fédérale et cantonale, toute la jurisprudence le confirmant. Préciser ces limites, sans d'ailleurs pouvoir les définir autrement qu'en termes généraux, témoignerait d'une inquiétude particulière que rien ne saurait justifier, d'une méfiance qui affaiblirait la décision d'équité que nous vous demandons de prendre en abrogeant les articles 51 et 52.

A vouloir réglementer trop précisément l'exercice de la liberté, on finit par l'étouffer sous les paragraphes. La tolérance, au demeurant, est une affaire de disposi-

tion d'esprit, de climat communautaire et non de texte de loi.

D'autre part, la minorité proposait que fût inclus à l'article 50 de la constitution un alinéa 2bis nouveau précisant qu'une association ou institution troublant de manière durable la paix publique serait interdite par arrêté fédéral. Sur ce dernier point encore, la majorité de la commission, par 17 voix contre 6, a estimé la Confédération et les cantons suffisamment armés par les articles 2 et 3 de la constitution, par le texte actuel de l'article 50, sans qu'il soit nécessaire d'y adjoindre un complément sans efficacité témoignant au demeurant d'une méfiance encore une fois peu compatible avec l'esprit de tolérance et de compréhension qui doit marquer notre révision.

La commission a longuement débattu de la nécessité juridique et de l'opportunité politique de soumettre l'abrogation des deux articles en un bloc ou séparément à la votation du peuple et des cantons. Les avis juridiques, les arguments pratiques du conseiller fédéral Tschudi, l'autorité et la clarté de notre collègue Aubert ont conduit la commission par 15 voix contre 8 à se rallier, comme le Conseil des Etats, au vote groupé. Les considérations de procédure, la pratique constante donnent autant d'arguments au vote unique qu'au doublement. L'opportunité politique donnerait-elle la faveur à un vote séparé qui serait mieux au goût de l'électeur? On pourrait aboutir ainsi à l'abrogation de l'article 52 permettant la création de nouveaux ordres et de nouveaux couvents tout en maintenant l'interdiction des jésuites. Nous manquerions à l'esprit de la révision qui est de mettre fin à une double discrimination. En revanche, l'abrogation de l'article 51 seul serait inopérante. Le maintien en vigueur de l'article 52 interdirait le rétablissement chez nous de l'ordre des jésuites. Il y a donc en ces deux articles, comme en leur abrogation, dans la pratique et dans l'esprit, unité de matière évidente dans le sens de la constitution et d'une pratique constante, ce qui conduit la commission à vous proposer le vote en un seul arrêté.

L'abrogation des articles 51 et 52 n'est pas une formalité. Elle ne l'est pas parce qu'elle se heurte à des préjugés tenaces encore aujourd'hui. Elle ne l'est pas, parce qu'elle se rattache à un principe d'équité dans la liberté. L'histoire instruite par l'expérience donne le recul nécessaire à une appréciation des situations actuelles. Elle n'emprisonne pas dans ses formules; elle nous enseigne, dans des circonstances difficiles de division, de pressions étrangères, d'évolution et de transformation que nos prédécesseurs ont dû, y voyant le salut de la Confédération, prendre des mesures de rigueur discriminatoires et prolongeant donc l'élan de la passion politique. Mais l'histoire ne fige pas les situations. Elle démontre l'évolution des sociétés, des Etats, des groupements politiques, des Eglises même. La réforme constante de notre constitution fédérale témoigne cette nécessité d'adaptation permanente, l'abrogation graduelle des dispositions dépourvues de justification durable et chargées même d'iniquité.

En l'état actuel, depuis longtemps d'ailleurs et sans doute durablement, ni la création de couvents, ni l'activité de la Société de Jésus ne menacent ou ne menaceraient la paix religieuse ni l'ordre démocratique dans notre pays. Le maintien de dispositions discriminatoires en manifeste contradiction avec la liberté des cultes ne se justifie pas, contraste même avec la réalité helvétique non seulement de tolérance, notion

passive, mais davantage encore d'intelligence mutuelle, de collaboration active entre les Eglises, entre ces dernières, la Confédération et les cantons.

C'est dans cet esprit que la commission unanime vous demande d'entrer en matière sur l'abrogation des articles 51 et 52 de la constitution et, à une forte majorité, de vous en tenir aux propositions du Conseil fédéral et du Conseil des Etats.

Hofmann, Berichterstatter: Die Kommission unseres Rates hat am 28. August 1972 die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung vom 23. Dezember 1971 über die Aufhebung des Jesuiten- und Klosterartikels der Bundesverfassung (Art. 51 und 52 BV) behandelt. Die Botschaft darf als objektiv bezeichnet werden und erfasst das Wesentliche. Sie stützt sich unter anderem weitgehend auf ein einschlägiges Gutachten von Prof. Dr. W. Kägi, Ordinarius für Staats-, Kirchen- und Völkerrecht an der Universität Zürich, der anerkannterweise an den Fundamenten unseres Rechtsstaates arbeitet.

Die Mehrheit der Kommission ist den Anträgen des Bundesrates, die der Ständerat bereits einstimmig genehmigt hat, ohne Einschränkung gefolgt. Die Anträge des Bundesrates und der Mehrheit der Kommission lauten:

1. Artikel 51 und 52 BV sind ersatzlos zu streichen.

2. Die Aufhebung von Artikel 51 und 52 BV sollen formell in einem einzigen Erlass beschlossen und Volk und Ständen auch in einer einzigen Frage zur Abstimmung vorgelegt werden.

In unserer Kommission wurden verschiedene Minderheitsanträge vorgebracht, auf die ich später eintreten werde.

Der Anstoss zur Aufhebung der Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung geht auf die Motion von Ständerat L. von Moos aus dem Jahre 1954 zurück. Sie wurde von Bundesrat Feldmann ein Jahr später als Postulat entgegengenommen. Nun hat sie bereits eine 18jährige Geschichte hinter sich. Daraus sei folgendes erwähnt: Im Jahre 1959 beauftragte Bundesrat Wahlen Professor W. Kägi mit der Abfassung eines eingehenden Berichtes zur Frage der Aufhebung von Artikel 51 und 52 BV. Nach dem Rücktritt von Bundesrat Wahlen im Jahre 1966 wurde Herr Bundesrat Tschudi mit der Weiterführung des Geschäftes betraut. Die Kommission spricht Herrn Bundesrat Tschudi den verdienten Dank aus, dass er diese Angelegenheit, die von manchen als heisses Eisen betrachtet wird, an die Hand genommen hat, um sie zu einem guten Ende zu führen.

Im Juni 1969 hat Professor Kägi den sogenannten dritten, entscheidenden Teil seines Gutachtens mit den verfassungspolitischen Folgerungen abgeliefert. Die Teile I und II des Gutachtens sind leider noch nicht vollendet. Die Kommission stellt jedoch fest, dass den Bundesrat hierfür keine Schuld trifft. Der dritte Teil des Gutachtens stellt im übrigen eine genügende Entscheidungsgrundlage dar.

Zum Prinzip der Aufhebung von Artikel 51 und 52 BV: Sämtliche Mitglieder der vorberatenden Kommission waren sich mit 20 : 0 Stimmen darin einig, dass der Jesuiten- und der Klosterartikel aufgehoben werden sollten. Sie teilten damit in grundsätzlicher Hinsicht die Auffassung des Bundesrates und des Ständerates.

Um zu verstehen, warum der Bundesrat und die Kommission die Aufhebung der Artikel 51 und 52 der

Bundesverfassung befürworten, ist es notwendig, einige geschichtliche Tatsachen in Erinnerung zu rufen.

Wie kam es zu den Artikeln 51 und 52 der Bundesverfassung? Die Entstehung der konfessionellen Ausnahmeartikel der Bundesverfassung geht auf ideologische und politische Auseinandersetzungen zurück, die sich im 19. Jahrhundert auch in unserem Lande zwischen den Anhängern des in der Aufklärung wurzelnden Gedankengutes und den konservativen Gegnern abspielten.

Die Beurteilung der Frage, ob seinerzeit, als diese Artikel in die Bundesverfassung aufgenommen wurden, diese Ausnahmeregelungen gerechtfertigt waren, die im Widerspruch zu verschiedenen in der Bundesverfassung gewährleisteten Grundrechten, nämlich der Rechtsgleichheit, der Glaubens- und Gewissensfreiheit, der Kulturfreiheit, der Vereinsfreiheit und der Unterrichtsfreiheit stehen, muss den Historikern zur Beantwortung überlassen werden.

Der heutige Artikel 51 wurde 1848 in die Verfassung aufgenommen. Damals lautete er: «Der Orden der Jesuiten und die ihm affilierten Gesellschaften dürfen in keinem Teil der Schweiz Aufnahme finden.» Die Totalrevision der Bundesverfassung von 1874 führte zu einer Verschärfung des Jesuitenartikels, indem den Mitgliedern dieses Ordens jede Wirksamkeit in Kirche und Schule untersagt wurde.

Der Klosterartikel kam 1874 in die Verfassung. Er war gemeinsam mit der Verschärfung des Jesuitenverbotes Ausfluss des sogenannten Kulturkampfes, der auf die Verfassungsrevision einen bedeutenden Einfluss ausübte. Von den Befürwortern des Klosterartikels wurde das Wirken der Klöster als im Gegensatz zum freiheitlichen Staat stehend empfunden und als staats- und kulturfeindlich angesehen.

Dem Bundesrat kann beigespflichtet werden, wenn er in seiner Botschaft schreibt, dass das Jesuitenverbot und der Klosterartikel ihren Grund vornehmlich in weltanschaulichen, nicht in konfessionellen Gegensätzen hatten. Die Ausnahmebestimmungen ergaben sich aus der politischen Lage der jeweiligen geschichtlichen Epochen.

Der Sonderbundskrieg, der zur Verfassung von 1848 führte, war eine politische Ausmarchung um die Frage Staatenbund oder Bundesstaat. Die Sieger und Verfassungsgeber waren der Ansicht, dass das Jesuitenverbot eine Notwendigkeit zur Erhaltung der erkämpften Einheit des jungen Bundesstaates war. In die Verfassung hineingekommen ist dieser Artikel also nicht etwa, um die protestantische Kirche zu schützen. Seinerzeit haben besonnene Köpfe des schweizerischen Protestantismus, wie Jeremias Gotthelf, Alexandre Vinet, Jakob Burkhard und andere, sich von den überbordenden Angriffen gegen die Jesuiten distanziert. Indessen wurden die Artikel 51 und 52 doch als dauernde Verbotsnormen in die Verfassung aufgenommen und sind bis heute unverändert gültiges Recht geblieben.

Welches sind die Gründe für die Aufhebung der Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung?

Unter den zahlreichen verfassungsrechtlichen Gründen, die für die Aufhebung der Artikel 51 und 52 sprechen, seien nachfolgende angeführt:

1. Die beiden Artikel verletzen das Gebot der Gerechtigkeit. Wie Professor Kägi ausführt, kann nicht nachgewiesen werden, dass die Klöster und Orden, unter ihnen der Jesuitenorden, heute unsere staatliche

Ordnung gefährden und den konfessionellen Frieden stören. Den Artikeln 51 und 52 fehlt daher die Legitimität.

2. Die Artikel 51 und 52 stehen im Gegensatz zu den Grundnormen der Bundesverfassung. Der Gutachter Professor Kägi stellt fest, der Widerspruch zur Verfassung sei mehr als nur ein Widerspruch zur Staatsidee oder zum Geist der Verfassung; es sei ein Widerspruch zum Verfassungssystem als Gefüge der positivrechtlichen Grundnormen.

3. Jesuiten- und Klosterartikel widersprechen sodann der politischen Zweckmässigkeit. Die Gründe, die seinerzeit zur Aufnahme in die Bundesverfassung geführt haben mögen, sind heute weggefallen. Damit werden diese Normen zu Ausnahmartikeln und beinhalten eine Diskrimination.

4. Jesuiten- und Klosterartikel stehen ferner im Gegensatz zum Erfordernis der Anwendbarkeit. Jede Verfassungsnorm muss anwendbar sein und durch die normale Anwendung ihren Zweck verwirklichen. Die Artikel 51 und 52 sind durch die Wandlung der Verhältnisse beziehungsweise der Wertungen mit dem Rechtsbewusstsein so in Widerspruch geraten, dass sie nur noch teilweise oder in gesteigertem Masse überhaupt nicht mehr angewendet werden.

5. Die Artikel 51 und 52 widersprechen schliesslich dem Völkerrecht, insbesondere der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten des Europarates.

Nach Professor Kägi müssen Verfassungssätze, die in einem solchen Masse «unrichtiges Recht» geworden sind, korrigiert oder beseitigt werden, und zwar im Interesse des Rechtes. Es ist jedoch im Hinblick auf die Volksabstimmung wesentlich, nicht nur auf rechtliche Ueberlegungen hinzuweisen. Ob das Jesuitenverbot und der Klosterartikel im Zeitpunkt der Aufnahme in die Bundesverfassung eine notwendige Massnahme gewesen sind oder nicht, ist jetzt nicht zu entscheiden.

Offensichtlich ist:

Seit den Ereignissen im letzten Jahrhundert haben sich die grossen Potenzen Staat, Kirche und Gesellschaft in erstaunlichem Ausmass geändert.

Die Gründe, die zur Aufnahme von Artikel 51 und 52 in unser Grundgesetz geführt haben, können in der Gegenwart keine Gültigkeit mehr beanspruchen, sei es auf politischer oder kirchlicher Ebene.

In bezug auf die christlichen Konfessionen war es insbesondere Papst Johannes XXIII. (1958—1963), der eine fühlbare Entspannung früherer Gegensätze erwirkte. Gewandelt hat sich ebenfalls der Jesuitenorden. Die Lehre des Jesuitenordens deckt sich mit jener der römischen Gesamtkirche, eine Feststellung, zu der auch F. Blanke, bedeutender protestantischer Theologieprofessor für Kirchengeschichte an der Universität Zürich, in seiner Abhandlung für den heutigen Charakter des Jesuitenordens gekommen ist. Es gebe also nicht oder nicht mehr eine besondere jesuitische Ethik oder Moral.

Der Nachweis, dass die Jesuiten den Staat oder den konfessionellen Frieden heute gefährden, lässt sich nicht erbringen. Alle ausländischen Staaten, die im 19. Jahrhundert die Jesuiten auswiesen oder ihre Tätigkeit ganz oder teilweise verboten, haben denn auch diese Massnahme wieder aufgehoben, ohne dass sich daraus Missstände ergeben hätten. Jesuitenverbote ver-

mochten sich in der freien Welt nur noch in Norwegen bis 1956 und in der Schweiz bis jetzt zu halten. Für uns nicht massgebend sind die totalitären Staaten, die sich vielen Formen religiöser Betätigung entgegenstellen.

In der schweizerischen Geschichte sind nur äusserst selten Vereinigungen wegen Rechtswidrigkeit oder Staatsgefährlichkeit verboten worden. Auch heute, in einer Zeit des Aufkommens von teilweise sogar staatsgefährdenden Ideen, werden Verbote praktisch nie ausgesprochen. Das Jesuitenverbot aber, für das der Nachweis der Staatsgefährlichkeit heute nicht erbracht werden kann, ist uns erhalten geblieben.

Es muss auch hervorgehoben werden, dass die Artikel 51 und 52 Bundesverfassung eine grosse Glaubensgemeinschaft unseres Landes in ihrem Empfinden verletzen. Man muss es den Katholiken abnehmen, dass sie sich nicht damit abfinden können, dass katholischen Priestern und Ordensleuten ihr seelsorgliches Wirken verboten wird. Es ist daher notwendig, die Diskriminierung ihrer Religion durch Verbote wie das Jesuiten- oder das Klosterverbot aus der Welt zu schaffen. Der grosse protestantische Theologe Karl Barth hat das Verhältnis des Jesuiten in der heutigen Schweiz wie folgt ausgedrückt: «Weiss der schweizerische Bürger, dass die Artikel 51 und 52 unserer Bundesverfassung neben allem, was sonst gegen sie einzuwenden ist, heute auch deshalb unmöglich sind, weil sie auf einen Gegner zielen, der so, wie er damals war beziehungsweise gesehen wurde, gar nicht mehr auf dem Plan ist?»

Und kurz vor seinem Tode erklärte Karl Barth: «Die Frage ist die, ob eine Mehrheit des Schweizervolkes heute im Unterschied zu damals bereit ist, dem christlichen Glauben die Freiheit zu gewähren, sich neben seinen gewöhnlichen auch in gewissen aussergewöhnlichen Formen darzustellen.» Und weiter sagt er: «Wir Protestanten verbitten uns höflich aber bestimmt einen solchen Schutz, wie ihn Artikel 51 und 52 darstellen sollen, und wollen mit diesem Zeichen der Unfreiheit nichts zu tun haben.»

Zu der Aussprache in der vorbereitenden Kommission:

Sämtliche Mitglieder der Kommission haben also grundsätzlich die vom Bundesrat beantragte Aufhebung der Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung befürwortet. Mit dieser Aufhebung kann dem vom damaligen Ständerat L. von Moos eingereichten Postulat des Ständerates vom 23. Juni 1955 entsprochen werden.

Zur Modalität der Aufhebung:

Die Untersuchungen von Professor Kägi haben ergeben, dass Artikel 51 und 52 nur im Wege der ordentlichen Verfassungsrevision rechtmässig geändert beziehungsweise aufgehoben werden können.

Professor Kägi und der Bundesrat befürworten hiefür eine Partialrevision der Bundesverfassung, und zwar:

1. aus zeitlichen Gründen: Die Frage, ob und wann es zu einer Totalrevision unserer Verfassung kommen wird, ist heute noch völlig offen. Es lässt sich aber nicht rechtfertigen, den Entscheid über eine Aufhebung der Artikel 51 und 52 Bundesverfassung auf unbestimmte Zeit zu verschieben.

2. Für eine Partialrevision der Bundesverfassung spricht auch der Umstand, dass sich nur auf diesem Wege die Fragen in der Kampagne vor der Volksab-

stimmung allseitig und gründlich erörtern lassen, was notwendig erscheint, um vorhandene Widerstände gegen eine Aufhebung der konfessionellen Ausnahmeregel zu überwinden.

3. Aber auch im Hinblick auf eine spätere Totalrevision der Bundesverfassung scheint es geboten, vorher eine Reihe von ungelösten Einzelfragen dem Volk separat zur Entscheidung zu unterbreiten.

Die Kommission hat sich dieser Auffassung für eine beschränkte Partialrevision angeschlossen. In der Kommission wurde jedoch noch eine Anzahl von Minderheitsanträgen gestellt, die sich unter den Stichwörtern Ausweitung der Materie, Einführung eines allgemeinen Toleranzartikels und Einheit der Materie oder getrennte Abstimmung über die Artikel 51 und 52 Bundesverfassung zusammenfassen lassen.

Zur Ausweitung der Materie:

1. Mit Berechtigung kann die Frage gestellt werden, ob die Aufhebung der Artikel 51 und 52 Bundesverfassung im Rahmen einer umfassenden Revision der Verhältnisordnung Kirche und Staat durchzuführen sei. Eine umfassende Flurbereinigung ist, um mit den Worten Kägi zu sprechen, als Idealpostulat und Aufgabe auf lange Sicht kaum bestritten.

Bundesrat und Kommission vertreten jedoch die Ansicht, dass für ein so umfassendes Unternehmen, in das neben allen Ausnahmeregelungen auch die Problemkomplexe des Schulwesens und der Ehe einzubeziehen wären, der Boden noch nicht genügend vorbereitet ist.

Aus verfassungsrechtlichen Überlegungen, aus Erwägungen in bezug auf die Souveränitätsrechte der Kantone und aus abstimmungspolitischen Gesichtspunkten lehnte die Mehrheit der Kommission jede Ausweitung der Materie ab.

2. Ein Minderheitsantrag in der Kommission lautete, dass neben den Artikeln 51 und 52 auch Artikel 25bis, das sogenannte Schächtverbot, das primär die israelitische Minderheit der Schweiz tangiert, in die Partialrevision einzubeziehen sei. Dieser Konzeption liegt die Idee zugrunde, alle Verfassungsartikel, welche die Religionsfreiheit und Kulthandlungen begrenzen, gleichzeitig zu eliminieren.

Das Schächten, das heisst Schlachten durch Ausblutenlassen der Tiere, wie es der Talmud (nicht etwa das Alte Testament!) vorschreibt, ist durch Artikel 25bis Bundesverfassung keineswegs verboten, sondern lediglich die — allerdings wichtige und vom Standpunkt der Menschlichkeit unerlässliche — *conditio sine qua non* der vorgängigen Betäubung ist dort eingebaut.

Es handelt sich also beim Schächtverbot nicht nur um ein rechtliches und um ein konfessionelles Problem, sondern auch um ein ethisches im Sinne der Ehrfurcht vor der stummen Kreatur. Die offizielle Begründung des Schächtverbotes beruft sich auf den Tierschutz. Wie weit seinerzeit bei der Einführung auch ein Antisemitismus mitgespielt hat, ist umstritten. Die Meinungen über die Frage, ob das Schächten den Tieren keine oder wenigstens nicht mehr Schmerzen bereitet als eine der üblichen Tötungsarten mit Betäubung, gingen in der Kommission auseinander.

Der Bundesrat studiert zurzeit die Einführung eines Tierschutzartikels in die Bundesverfassung. In diesem Zusammenhang kann auch die Frage geprüft werden, ob das sogenannte Schächtverbot allfällig aufzuheben sei.

Das Schächtverbot ist ja 1893 auf dem Wege einer Volksinitiative in die Bundesverfassung aufgenommen worden.

Mit 16 : 4 Stimmen lehnte es die Kommission ab, die heute zur Diskussion stehende Vorlage des Bundesrates durch einen Antrag auf Streichung von Artikel 25bis (Schächtverbot) zu erweitern beziehungsweise zu belasten. Mit dem gleichen Verhältnis von 16 : 4 Stimmen beschloss sie jedoch, eine Motion auf Revision von Artikel 25bis einzureichen. Dabei haben Befürworter der Aufhebung des Schächtverbotes geltend gemacht, dass die Wirksamkeit der Aufhebung bis zum Inkrafttreten eines eidgenössischen Tierschutzgesetzes aufzuschieben wäre.

3. Weitere Minderheitsanträge (Minderheit II) tendieren auf eine Neuformulierung der Artikel 75 und Artikel 50 Absatz 4 Bundesverfassung.

Es wird gefordert, dass Artikel 75 betreffend die Wahl in den Nationalrat so angepasst werde, dass auch Bürger des kirchlichen Standes dem eidgenössischen Parlament angehören können.

Ferner wird verlangt, dass der Bistümerartikel (Artikel 50 Absatz 4) aufgehoben wird.

Mit dem Bundesrat ist die Mehrheit der Kommission auch gegen diese Ausweitung der Materie. Es hiesse die Vorlage zu stark zu belasten, wollte man diese Normen in einem einzigen Anlauf und abrupt revidieren beziehungsweise aufheben. Die Einheit der Materie würde gesprengt, obwohl auch geltend gemacht werden kann, dass sie auf einer höheren Ebene gefunden würde. Die Kantone müssten zudem vorerst noch konsultiert werden.

Die Kommission hat jedoch die diesbezüglichen Antragsteller auf den Weg der Motion verwiesen. In diesem Sinne wurde alsdann von der Kommission fast einstimmig beschlossen, zur Revision von Artikel 75 und Artikel 50 Absatz 4 Bundesverfassung je eine Motion einzureichen.

Zum Toleranzartikel:

Eingehend ist in der Kommission auch die Frage geprüft worden, ob die Artikel 51 und 52 Bundesverfassung nicht einfach nur gestrichen, sondern durch generelle Normen zur Sicherung des konfessionellen Friedens ersetzt werden sollten. Im Vordergrund steht dabei das Postulat auf Aufnahme eines sogenannten Toleranzartikels. Ein solcher Toleranzartikel wird u. a. aus folgenden Gründen vertreten:

1. Aus sachlichen Gründen, weil Toleranz eine grundlegende Voraussetzung unserer gegensatzreichen Gemeinschaft ist;

2. Aus taktischen und psychologischen Überlegungen: ein Toleranzartikel könnte sich sozusagen als ein «referendumspolitischer Schwimmgürtel» für die Aufhebung von Artikel 51 und 52 Bundesverfassung erweisen und mithelfen, negative Emotionen zu vermindern.

Der Aufnahme eines solchen Toleranzartikels in die Bundesverfassung stehen nun aber schwerwiegende rechtliche Bedenken entgegen:

1. Professor Kägi stellt fest, dass ein besonderer Toleranzartikel in unserer Verfassung gar nicht nötig ist. Was hinsichtlich der Toleranz rechtlich relevant und rechtlich fassbar ist, findet sich bereits in der Verfassung verankert, insbesondere in den Artikeln 49 und 50. Es geht zudem aus dem Sinn der Verfassung ohne

weiteres hervor, dass die Grenzen der Glaubens- und Gewissensfreiheit im Schutz gleicher Rechte und Freiheiten jedes anderen gegeben sind.

2. Eine sachliche Prüfung des geltenden Rechts führt ferner zum Ergebnis, so zeigt es auch das Gutachten von Prof. Kägi, dass die heutigen Handhaben zum Schutze der öffentlichen Ordnung und des konfessionellen Friedens völlig ausreichend sind. Es wird verwiesen auf die Staatsschutzartikel (Art. 265 ff) des Schweizerischen Strafgesetzbuches und auf dessen Artikel 261 betreffend Störung der Glaubens- und Kulturfreiheit. Unter Hinweis auf diese Bestimmungen stellte schon Bundesrat Feldmann am 23. Juni 1955 in der Antwort auf die Motion von Moos fest, es dürfe als erwiesen gelten, dass der konfessionelle Frieden heute im schweizerischen Recht auch ohne die Artikel 51 und 52 Bundesverfassung ausreichend geschützt sei und dass durchaus genügend Handhaben bestehen, um mit staatsfeindlichen Umtrieben fertigzuwerden, woher sie auch kommen mögen.

Mit 17: 7 Stimmen lehnte es die Kommission daher mit dem Bundesrat ab, die von den Minderheiten I und II beantragte Ergänzung von Artikel 49 Absatz 1 in die Verfassung aufzunehmen.

Mit 17: 6 Stimmen erachtete es die Kommission, wiederum in Uebereinstimmung mit dem Bundesrat, nicht als erforderlich, den Antrag der Minderheiten I und II in Form von Artikel 50 Absatz 2bis neu in die Verfassung einzubauen.

Zur Frage der getrennten Abstimmung über Artikel 51 und 52 Bundesverfassung:

Die Kommission hat lange diskutiert über die juristische Notwendigkeit und die politische Opportunität, ob Artikel 51 und 52 Bundesverfassung in einem Bundesbeschluss Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet werden sollen, oder ob getrennt über die Aufhebung von Artikel 51 und 52 abzustimmen sei. Es gibt für beide Varianten Argumente und Gegenargumente. Ich werde bei der Detailberatung näher darauf eintreten.

Die Mehrheit der Kommission folgte den Ueberlegungen des Bundesrates und den Ausführungen unseres Kollegen Aubert. Sie beantragt Ihnen, dem vom Bundesrat vorgezeichneten Vorgehen zu folgen und dem Volk beide Artikel gesamtlich zu unterbreiten.

Zusammenfassend beantragt Ihnen die Kommission einhellig, auf die Vorlage betreffend Aufhebung der konfessionellen Ausnahmeartikel 51 und 52 Bundesverfassung einzutreten. Eine starke Mehrheit der Kommission beantragt Ihnen zudem, die vom Bundesrat unterbreitete und vom Ständerat beschlossene Fassung ohne jegliche Aenderung zu übernehmen.

Allgemeine Beratung — Discussion générale

Präsident: Es sind 7 Fraktionssprecher und 7 weitere Redner eingeschrieben. Ich beantrage Ihnen, für die weiteren Sprecher die Redezeit auf 10 Minuten zu beschränken. (*Zustimmung — Adhésion*).

M. Vincent: Si cela m'est permis, je dirai que l'on éprouve à la fois de la confusion et de la gêne devant un débat qui nous paraît dépassé, périmé et, osons l'expression, quelque peu poussiéreux. Toutefois, ne nous abusons pas, il y a ce que nous pensons, ce que

nous disons, ce que nous ferons ici et ce que pensera et fera le peuple, ce qui n'est pas exactement la même chose. Notre rapporteur de langue française nous en prévenait tout à l'heure et nous en sommes bien persuadés.

Mais enfin, le moment est venu d'en finir avec la ou les passions, avec le manichéisme, avec les images d'Epinal. C'est bien vrai que certains mots apparaissent chargés d'un sens explosif: le mot de jésuite d'abord, le jésuitisme ensuite, une devise comme *Ad majorem Dei gloriam*, une autre devise, celle qui symbolise l'obéissance, soit *Perinde ac cadaver*, sans oublier le fait que les jésuites avaient ou ont un général que l'on a quelquefois appelé «le pape noir». Un polémiste de gauche français, il n'y a pas longtemps, définissait encore les jésuites de la manière suivante: «C'est l'ordre catholique par excellence, c'est la puissance noire, la suprême habileté, la compromission permanente avec les pouvoirs, les assassins de Port-Royal, un Etat dans l'Etat, le bras occulte de Rome.» Dans les soixante provinces, l'on trouvait des jésuites ainsi que dans les quarante vice-provinces, dont quatre pour la France, ce qui apparaissait comme un péril considérable. On rappelle encore le portrait d'Ignace de Loyola, tracé par le corregidor de Pampelune: «Il porte une cotte de cuir et est armé d'un pistolet; il est perfide, brutal et vindicatif.» On cite volontiers les exercices spirituels et l'on rappelle qu'aux trois vœux ordinaires, les jésuites en ajoutent un quatrième qui est l'obéissance absolue au Pape.

Cependant, tout cela a bien changé et, en France, le Père Danielou, qui appartient à la société des jésuites, ou le Père Calvez — un jésuite bien connu et connaisseur avisé du marxisme — sont des jésuites à la mode nouvelle, si l'on peut dire. On en compte en France environ 2278 et dans le monde 35 968. Il existe d'ailleurs des divisions entre eux: ainsi, il y a le bloc moderniste qui comprend les Français, les Allemands, les Américains, les Belges, puis les traditionalistes, ceux qui se trouvent plutôt en Italie et en Espagne.

Ce qu'ils furent au siècle dernier, nos rapporteurs vous l'ont rappelé tout à l'heure, mais il faut remarquer que ce qui était juste au début du XIXe siècle ne l'est plus aujourd'hui. Ainsi, même les mesures d'exception ont eu leurs raisons et leurs justifications. Il ne sert à rien de renier l'histoire, surtout lorsqu'il s'agit de l'histoire de la bourgeoisie conquérante et de la première révolution industrielle, du radicalisme triomphant, on le disait tout à l'heure, même si elle est unie avec le protestantisme. Quelque part dans le message du Conseil fédéral, on rappelle l'opinion de M. William Martin, qui a écrit une histoire de la Suisse; bien qu'historien libéral, M. William Martin avait cependant une conception un peu marxiste lorsqu'il trouvait le moteur de l'histoire dans le développement des forces productives. Or quand il examine ce qui s'est passé au siècle dernier, il traite de l'introduction de la machine à vapeur, du métier à tisser, de l'apparition du prolétariat, de la victoire et de l'émancipation de la bourgeoisie, qui se heurtait à la Sainte-Alliance réactionnaire, aux restaurations de l'ordre passé et au conservatisme des cantons catholiques. Selon M. William Martin, «les questions religieuses se trouvèrent mêlées fortuitement aux problèmes constitutionnels, mais la vraie cause de la lutte fut politique». Le message cite une autre phrase de M. William Martin: «Les catholiques avaient peut-être pour eux dans cette lutte le droit formel, ils avaient

contre eux la vie.» Cette lutte contre le Sonderbund était nécessaire — on l'a rappelé tout à l'heure — pour faire de la Suisse un Etat fédératif, et pour faire «une Suisse moderne», selon l'expression de M. William Martin, qui précise qu'«en 1848 la Suisse moderne était fondée».

Néanmoins, aujourd'hui nous serions bien en peine de choisir entre un jésuite et un dominicain. Ainsi à la fin de la guerre, celui qui vous parle, au cours de controverses de nature idéologique et politique, ayant eu affaire à un jésuite et à un dominicain, tombait toujours d'accord avec le jésuite, ce qui ne l'a pas pour autant incité à demander l'interdiction de l'ordre des dominicains! Si l'on prend d'autres exemples, même dans les provinces — c'est ainsi que l'on nomme les pays dans l'ordre des jésuites — les plus traditionalistes comme l'Espagne, on voit l'Eglise tenir un langage nouveau à l'égard du gouvernement et à l'égard de son chef Franco. *Ecclesia*, la revue de l'épiscopat espagnol, s'élevait au début de cette année contre les ingérences politiques et non religieuses du nonce qui, selon elle, «sont le fait d'un représentant politique de l'Etat du Vatican plus que d'un représentant du Pape et de l'Eglise». Mgr Infantes Florido, évêque de Las Palmas, dénonçait — toujours au début de cette année — le prétendu miracle des thaumaturges de l'économie. A propos des émigrés, il déplorait le fait que «nous exportons leurs souffrances et leurs misères, qu'ils n'ont pas méritées». Mgr Benavent, archevêque de Grenade, déclarait: «Il devient de jour en jour moins tolérable que les abus du pouvoir ne puissent pas être corrigés efficacement et que les faibles ne trouvent pas les voix nécessaires pour défendre eux-mêmes leurs droits.» Le cardinal Enrique y Tarancon, archevêque de Madrid et président de la conférence épiscopale, disait: «Il faut que je me fasse la voix de ceux qui ne sont pas écoutés.» C'est pourquoi il est clair que dans l'Espagne d'aujourd'hui, ce ne sont pas les jésuites qui confortent et qui soutiennent le pouvoir, c'est l'*opus Dei*. Or l'*opus Dei* est précisément combattue par les jésuites et elle les combat. Telle a été l'évolution en Amérique du Sud, au Paraguay, p. ex., c'est Mgr Rolón, archevêque d'Asuncion, qui dénonce les tortures ou c'est Don Helder Camara, évêque de Recife, qui s'élève contre les injustices sociales. Ce mouvement, d'ailleurs, n'est pas particulier aux catholiques. La Fédération protestante de France, au début de cette année, a adopté un projet de document intitulé «Eglise et pouvoir» qui contient une dénonciation passionnée du capitalisme et de ses tares et un appel à la révolte de l'Eglise.

Que prouve ceci, Mesdames et Messieurs? Tout simplement que l'Eglise ou pour parler plus nettement encore, que les Eglises sont dans le siècle et que nous ne sommes plus en 1848. D'ailleurs, lorsque l'on évoque les mesures d'exception, pour notre part, nous savons ce qu'elles représentent, car nous en avons souffert, certes pas aussi longtemps que les jésuites, mais néanmoins de 1940 à 1944. Nos partis furent interdits, nos journaux saisis, nos imprimeries aussi, nous avons été chassés du Parlement et nous fûmes, nous aussi, décrétés inéligibles. Nous avons figuré sur une liste de parias. C'était à la fois une erreur, une faute, une injustice et une iniquité. Mais animés d'un véritable esprit chrétien, nous ne voulons pas continuer à faire à d'autres ce qui nous a été fait.

D'ailleurs, pour fixer notre position vis-à-vis des croyants — ce que nous avons fait à plusieurs reprises,

non seulement en Suisse, mais un peu partout — nous dirons que ce n'est pas d'aujourd'hui qu'Aragon a parlé de celui qui croyait au ciel et de celui qui n'y croyait pas... et l'appartenance des chrétiens à notre parti ne pose aucun problème. Comme on dit dans le jargon moderne, «ça ne fait pas problème». Elle n'en a jamais posé. Nous n'entreprenons pas — je m'empresse de le dire — une impossible conciliation entre la philosophie matérialiste, qui est la nôtre, et la philosophie religieuse ou idéaliste. Nous ne demandons nullement aux chrétiens qui sont dans nos rangs de renoncer à leurs croyances. Nous ne leur demandons qu'une seule chose qui est de lutter en commun avec nous, pour les buts que nous nous sommes tracés et qu'ils se sont tracés avec nous, pour des buts qui sont très matériels et très terrestres, nous n'éprouvons pas la moindre honte à le dire et à le répéter. Un de nos camarades français examinant ce problème disait: «Quelle que soit sa représentation de Dieu, du salut, de l'Eglise, de la liturgie, dès qu'il y a une solidarité d'intérêts entre le croyant et nous, nous agissons ensemble.» Ce sont nos principes qui nous font obligation de poser le problème ainsi, ce n'est pas en dépit de notre matérialisme mais en accord avec lui que nous sommes les partisans résolus de la plus large alliance de toutes les forces de renouveau.

Quand nous disions que ce débat nous paraissait dépassé, périmé et quelque peu poussiéreux, c'est parce qu'il pose de faux problèmes. Les vrais problèmes sont ailleurs. Ils sont sur cette terre, ils sont ici, ils sont chez nous, ils sont dans notre monde, dans notre pays et pour notre peuple et pour notre classe ouvrière. Le vrai problème c'est de donner un toit à tous, un foyer, à des conditions abordables, de protéger les locataires. C'est de donner des écoles à tous les enfants, des écoles supérieures à tous les élèves doués, des universités aussi. Et tout cela, on le comprend maintenant de mieux en mieux. A Genève, le jour du 1er mai, il y avait pour la première fois dans le cortège, et à la tribune des orateurs d'ailleurs, des représentants des syndicats chrétiens. Et à Genève le grand rassemblement pour la défense des locataires comprend le Parti chrétien-social et comprend les syndicats chrétiens-sociaux à côté du Parti socialiste et à côté du Parti du travail. C'est aussi de mieux protéger la santé publique, non seulement en soignant les malades mais en prévenant la maladie et en revisant profondément la loi, et en instituant enfin l'assurance-maternité. C'est d'assurer à tous une vieillesse heureuse, à notre sens par les retraites populaires — le système qui nous paraît infiniment préférable à l'autre, celui que la majorité a imaginé. C'est de protéger l'environnement de la nature et la nature contre toutes les atteintes qui lui sont infligées, la plupart par l'industrie. C'est de donner aux travailleurs, partout, dans les entreprises publiques et privées, un droit de regard, de contrôle et d'intervention, qu'on l'appelle participation ou de tout autre nom. Et c'est enfin d'assurer aux 900 000 travailleurs immigrés l'égalité des droits dans la vie syndicale et à l'entreprise, une existence humaine digne d'être vécue. Voilà les véritables problèmes, desquels de vieilles polémiques rancieuses ne nous écartent pas.

Quant aux détails et aux amendements et aux propositions diverses: Première question: faut-il séparer le sort des deux articles 51 et 52? Nous n'en voyons pas la nécessité. Il y a à notre avis une unité de la matière. Deuxième question: faut-il prévoir l'éligibili-

té des ecclésiastiques au Conseil national et par conséquent modifier l'article 75 de la constitution fédérale? Pourquoi pas? Il y avait en France à l'Assemblée nationale le chanoine Kir qui se montrait toujours très aimable pour Mesdames les députées, qui rendit visite à Nikita Sergueievitch Khrouchtchev pour discuter avec lui du maintien de la paix et qui s'illustra encore en donnant un nouveau nom à ce qu'on appelait autrefois en France le «mélé-cass», c'est-à-dire le mélange de vin blanc et de liqueur de cassis, qui s'appelle dorénavant un «Kir». A tout prendre, il vaut mieux avoir dans nos assemblées un chanoine qu'un homme d'affaires, parce que, si vous me permettez cette expression et cet à peu près, avec un homme d'affaires on ne sait pas à qui on a à faire, tandis qu'avec un chanoine au moins on est fixé et on connaît sa profession de foi!

Troisième question: que penser de l'article 25bis prohibant le mode d'abattage israélite du bétail? Sinon qu'il a, comme le disait tout à l'heure notre collègue M. Chevallaz, un relent antisémite marqué et — on n'en fit pas mystère du reste en 1893 quand on l'introduisit dans la constitution fédérale — qu'il vaudrait mieux le remplacer par un article rigoureux si l'on veut, mais général sur la protection des animaux.

Enfin que penser d'une disposition générale sur la tolérance qui est suggérée par divers milieux et qui pourrait se placer à l'article 50, alinéa 2? Est-ce qu'on assure vraiment le respect de la tolérance politique ou confessionnelle par un article constitutionnel, nous en doutons. Quant à nous d'ailleurs, nous préférons, s'il faut dire le fond de notre pensée, une constitution laïque, telle que celle par exemple que nous connaissons à Genève, une constitution qui ne commence pas par une invocation à la divinité et qui ne prévoit pas le serment religieux des députés, et qui supprime ou qui modifie les articles 25bis, 27, 49, 50 et 75 de la constitution fédérale. On nous a dit que c'était l'affaire des cantons, pour l'essentiel. C'est bien vrai et cela vaudrait mieux pour les cantons aussi. On n'aurait pas connu une affaire Pfürtnern comme à Fribourg, on n'aurait pas eu une intervention épiscopale dans l'Université qui a fait dire aux étudiants en théologie de Suisse qu'ils protestaient «contre les méthodes moyen-âgeuses de la Commission curiale qui exige une rétractation publique du professeur Pfürtnern». Tout cela n'était d'ailleurs pas le fait des jésuites, je m'empresse de le dire, mais du catholicisme politique qui, là où il est tout-puissant ou presque, agit comme il le veut et qui finit par persécuter même des capucins rouges, parce qu'il paraît que cela se trouve! Le progrès de l'Eglise est certain mais il est lent, il est en tout cas aussi lent que le progrès de constitution fédérale. On vient de supprimer la tonsure et de supprimer l'exorciste, mais en laissant subsister l'exorcisme...

En conclusion, accordez-nous que nous nous sommes efforcés d'être clairs, de ne rien laisser dans l'ombre, de passer des problèmes d'hier à ceux d'aujourd'hui, de quitter l'histoire pour reprendre pied dans la vie. Et, dernière remarque: il y a quatre siècles, c'était le massacre de la Saint-Barthélemy. Quatre mille protestants étaient égorgés dans la nuit; l'amiral de Coligny était dépecé et ses membres étaient vendus sur le marché. Pour ce 400e anniversaire, Mgr Marty, archevêque de Paris, et le pasteur Courvoisier, président de la Fédération protestante de France, à la fin du mois d'août, ont adressé un pressant appel aux catholiques et aux protestants de l'Irlande, et singulièrement de

l'Ulster, pour les supplier de cesser d'autres hécatombes inhumaines. Même si cet appel commun n'a pas, hélas! eu grand effet, il n'est pas interdit d'y voir à la fois un symbole et un exemple.

Tanner-Zürich: Die Fraktion des Landserings stimmt dem Sachgeschäft nach dem Vorschlag des Bundesrates mehrheitlich zu und bittet deshalb, in dieser Mehrheit alle weitergehenden Anträge abzulehnen. Im Gegensatz zum Bundesrat und auch im Gegensatz zum Fraktionssprecher votiert sie allerdings dafür, Artikel 51 und 52 getrennt zur Abstimmung zu unterbreiten.

An unserer Kommissionssitzung sagte einer der Kollegen mit Recht, dass diesem Sachgeschäft Banales nicht eigne. Unter diesem Eindruck stand ich selber, seitdem Herr Ständerat von Moos im Jahre 1955 vor seinem Rat über die Ausnahmekartikel sprach und Herr Bundesrat Feldmann ihm antwortete. Ich war noch jung damals, aber bereits engagiert an der Gegenwart und der Geschichte. Die vornehme Geisteshaltung der Motionsbegründung und der bundesrätlichen Entgegennahme sind mir nachhaltig im Gedächtnis haften geblieben. Als ich vor fünf Jahren unserem Rat beitrug, bestand eine meiner persönlichen politischen Zielsetzungen darin, die Volksabstimmung über die Ausnahmekartikel zu beschleunigen. Damals hegte ich die Absicht, mit einem Postulat nachzudoppeln und der Motion von Moos endlich zu ihrem verdienten Durchbruch zu verhelfen. Ich verzichtete schliesslich darauf, nachdem mir bewusst wurde, dass die Dinge einigermassen in Fluss gekommen waren. Einigermassen sage ich deshalb, weil ich meine, dass bei aller Anerkennung der gewaltigen juristischen Kleinarbeit und der umfassenden, gründlichen historischen Studien des Experten die Expertise selber reichlich lange auf sich habe warten lassen. Soweit sie uns heute nun vorliegt und ich sie zu beurteilen wage, entspricht sie meiner Vorstellung eines modernen Rechtsstaates. Sie deckt sich im ganzen mit der Botschaft des Bundesrates. Ich vermag beiden Ueberlegungen beizupflichten.

Dass wir heute so weit sind, Ausnahmerecht, oder ich sage wohl besser und richtiger, Ausnahmerecht aus der Bundesverfassung auszuräumen, erfüllt mich mit Freude. Meine einzige Augenblickssorge ist, dass wir uns gleichsam nach den Prinzipien einer modernen Konsumgütergesellschaft dazu verleiten lassen, wie ein Kollege sich ausdrückte, dem Volk ein Multipack zu präsentieren. Ich glaube, das sollten wir nicht. Ich bin der erste, der für die Beseitigung aller noch bestehenden Sonderrechte oder -rechte in unserer Verfassung eintreten wird. Ich befürworte die Aufhebung des Schächtverbotes, die Revision des Bistumartikels. Ich habe nichts dagegen, Herr Vincent auch nicht, dass Pfarrer unserem Rat beitreten, ohne dass sie deswegen ihren Beruf aufzugeben brauchen. Aber ich bin der Meinung: nicht alles auf einmal. Wir sollten den Wagen nicht überladen, die Einheit der Materie nicht sprengen, und wir dürfen, scheint mir, den Stimmbürger nicht verstimmen. Deshalb meine Bitte: Vertuschen wir nichts, indem wir sogenannte heisse Eisen in einem grösseren Paket religiöser Toleranz und Liberalisierungs-postulate verbergen. Der Stimmbürger will nicht getäuscht sein; er will und er soll die Gelegenheit haben, jetzt nur zu jenen Ausnahmen, welche damals besonderen Zündstoff enthielten, Stellung nehmen zu können. Allerdings könnte nun gerade aus diesem Grund die Auffassung, es seien dem Volk zwei Fragen vorzulegen,

gewiss in guten Treuen vertreten werden. Meine Fraktion ist, wie gesagt, dafür. Persönlich plädiere ich für den Vorschlag des Bundesrates, denn ich glaube, dass er die Einheit der Materie nicht nur nicht sprengt, sondern dass diese im Gegenteil in diesem Vorschlag besser gewahrt sei. Wiewohl historisch verschiedenen Datums, gehören die beiden Artikel innerlich nämlich zusammen. Sie sind Dokumente einer vergangenen politisch-geistesgeschichtlichen Situation, Ausnahmebestimmungen einer damals eben erst frei gewordenen Gesellschaft, welche ihre Freiheiten gegen noch vorhandene mächtige Bedrohung zu schützen hatte; Dokumente einer vergangenen Zeit, sagte ich eben ausdrücklich. Was für die Geschichte richtig sein mochte, kann für die Gegenwart falsch sein, denn die Zeit ist nicht stillgestanden, und die Welt ist anders geworden. Die Welt, in welcher wir leben, ist eine pluralistische Welt. Im Pluralismus kennen wir Sonderfälle nicht mehr, es sei denn nur noch in dem Sinne, dass alle in ihm Platz finden müssen. Keinen Platz aber hat in ihm und jedenfalls in unserem modernen Rechtsstaat jegliche Art geistiger, geistlicher oder gar faktischer Sonderbundskriege. Deshalb war ich einigermassen erstaunt und überrascht, dass noch vor kurzer Zeit prominente katholische Ratskollegen deren Wiederaufleben und das Wiederaufkommen kulturkämpferischer Gegebenheiten befürchteten. Da traue ich unserem Schweizervolk denn doch mehr geistige und politische Reife zu. Wir befinden uns schwerlich in der irren Situation der heutigen Iren. Emotionen könnten freilich wach werden. Wie leicht sie sich entfachen lassen, beweist jede Demagogik. Ich möchte aber nicht mit konfessionellen Demagogen rechnen. Sie stünden abgesehen davon im schroffsten Gegensatz — was allerdings nicht so verwunderlich wäre — zum obersten Gebot ihres Buches, der Bibel, nämlich zum Gebot der Nächstenliebe. Falls sie sich nun aber wirklich zum Wort melden sollten, lautstark als Wölfe oder leisetreterisch als Wölfe im Schafspelz, wären sie in ihre Schranken zu weisen. Denn man ist doch wohl nicht deshalb schon ein guter Protestant, weil man gegen die Jesuiten und Klöster und die ganze andere Konfession eingestellt ist, und wohl auch nicht deshalb schon ein guter Katholik, weil man die andere Konfession attackiert oder aber intern, was man aber nicht unbedingt laut sagen würde, die Gesellschaft Jesu auf dem Zahn hat.

Konfession im eigentlichen Sprachsinne verstanden bedeutete und bedeutet ohnehin immer primär persönliches Glaubensbekenntnis. Persönlich impliziert sie aber die Individualität und damit eben wieder den Pluralismus der modernen Gesellschaft. So muss und so darf ich annehmen, wiewohl ich vorhin selber von sogenannten heissen Eisen sprach und von damals vorhandenem besonderem Zündstoff, dass Jesuiten und Klöster dies alles in unserem heutigen Volk nicht mehr sind. Mindestens die jüngere und junge Generation wird in der kommenden Abstimmung kein Problem der Staatsgefährdung erkennen. Für sie ist es klar, dass jede Diskriminierung aus der Verfassung getilgt werden muss, jede! Demzufolge wird sie sich mit der einfachen Streichung der betreffenden Artikel begnügen. Einer Kompensation im Sinne neuer zusätzlicher religiöser Absicherungen gegen eventuelle Bedrohungen des konfessionellen Friedens bedarf die jüngere und junge Generation nicht mehr, denn der Schutz des Staates und der Schutz des einzelnen Menschen im Staat vor allem Bösen, was auf uns zukommen könnte, scheint ihr in

der bestehenden Verfassung meines Erachtens zu Recht gewährleistet zu sein. Nur Aengstliche werden nicht streichen wollen, und nur Aengstliche werden, wenn doch gestrichen werden soll, mehr wollen. Aengstliche und Fanatiker würden unsere Vorlage zu Fall bringen. Fanatismus ist aber unschweizerisch und folglich unter uns kaum zu finden. Angst sollte unschweizerisch sein. Wir werden uns doch vor den Jesuiten nicht fürchten, wenn wir uns beispielsweise andererseits vor Herrn Vincent und seinen Genossen nicht fürchten! Ohne ihm schmeicheln zu wollen, würde ich heute das Zweite schon eher verstehen. Aber er hat sich mit seiner Partei sicher in unserem Rat und die Partei im Volksganzen integriert, und ich habe mir vorhin aufmerksam seine bemerkenswerten Ausführungen angehört. Wir setzen uns mit ihm und seiner Partei auseinander. Das ist gesunde, lebendige Demokratie. Ungesund, kraftlos wären wir aber, wenn wir uns weiterhin durch Verfassung und durch Gesetz vor religiösen Ideologien abschirmten, nur weil wir befürchten, sie könnten uns Gefahr und Ungemach bringen. Es braucht keinen Mut, um etwas zu verbieten. Es braucht aber mehr als nur Mut, nämlich den bewussten persönlichen Einsatz und die eigene Kraft, um diese für sich selbst beanspruchte Freiheit nach den Grundsätzen des modernen Gesellschaftsdenkens allen tolerant zu gewähren, so dass keiner dabei die Möglichkeit bekommt, mit ihr zum Schaden aller Missbrauch zu betreiben. Einfach zu untersagen und gleichzeitig übervorsichtig legiferierend, sich noch mehr schützend durch Toleranzartikel, durch weitere Verbote und dergleichen, wäre das Bequemste, aber auch unnötig umständlich. Aus Gründen eines modernen Humanismus sollten wir den Weg der Bequemlichkeit und der unnötigen Komplikation nicht beschreiten.

Ich darf es wiederholen: Was damals politisch richtig sein mochte, wäre heute politisch fraglos falsch. Und es wären Massnahmen der Angst, sogar Massnahmen der Feigheit, mindestens Massnahmen des Misstrauens in das geistige Funktionieren unseres eigenen Staatswesens. Feige waren wir Schweizer wohl nie; misstrauisch gegenüber dem selber geschaffenen Staatswerk dürften wir nicht sein, sonst wäre das geschaffene Werk in sich fragwürdig geworden. Da ich aber, wie erwähnt, unserem Schweizervolk politische und geistige Reife zutraue, vertraue ich auch darauf, dass wir im Vorfeld der Abstimmung eine zwar ernste, aber würdige Auseinandersetzung mit der, wie auch ich betonen möchte, politischen, nicht konfessionellen Frage erleben werden.

Ich danke denen, die mir zugehört haben.

Präsident: Es ist Ihnen soeben ein Antrag auf Nichteintreten verteilt worden. Er stammt von Herrn Naegeli.

Damit die folgenden Redner Kenntnis von seinen Argumenten haben, gebe ich sofort Herrn Naegeli das Wort zur Begründung seines Antrages.

Naegeli: Unser Staatswesen ist gegen hundert Jahre von jeglichen grösseren Differenzen in Religions- und Glaubenssachen verschont geblieben. Ein untrügliches Zeichen dafür, dass die Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung nicht Ausnahmetitel, sondern wesentliche Artikel der Bundesverfassung sind.

Warum sollten wir gerade jetzt diese Artikel unserer bewährten Verfassung ändern? Welche Kreise sind es, die in der momentanen Menschenrechts-Oekumene-Euphorie daran etwas ändern wollen? Jeder weitsichtige und rational denkende Protestant und sehr viele Katholiken — nicht die schlechtesten — sind für eine Beibehaltung der bisherigen Regelung.

Dass jedermann sich Gedanken machen muss, was alles in Bewegung geraten könnte, wenn diese Artikel aus der Bundesverfassung gestrichen sind, zeigen uns schon einige wenige Hinweise und Zitate wie folgt:

Die Ordensregeln der Societas Jesu (SJ) werden nicht so geändert, dass sie mit unserer Bundesverfassung in Einklang stehen — eine der Voraussetzungen für eine freie Entfaltung dieser Gesellschaft innerhalb unserer Landesgrenzen. Nein, vielmehr soll die Eidgenossenschaft ihre Bundesverfassung, ihre Fundamente korrigieren und so dieser hierarchisch geführten Geistesgruppe anpassen.

Es stehen die staatliche Unabhängigkeit, die Freiheit und die Toleranz der absoluten Intoleranz, dem Kadavergehorsam und den Vorschriften des *Codex iuris canonici* gegenüber. Eine Reihe in unserer Bundesverfassung verankerter Rechte werden von den Mitgliedern der Gesellschaft Jesu ignoriert: die Gewissensfreiheit, der konfessionslose Staatsschulunterricht (Art. 27 BV), die Freiheit in der Glaubenserziehung der eigenen Kinder, die evangelische oder nur standesamtlich getraute Mischehe usw. Nicht nur haben Jesuiten trotz Artikel 51 der Bundesverfassung in der Schweiz gelehrt und gewirkt — ich erinnere mich an meine Studienzeit und an das katholische Akademikerhaus am Hirschengraben in Zürich —, sondern, im Zeichen der offenen Türen dieses Hauses für den päpstlichen Nuntius, dem offenbar mehr Gehör geschenkt wird als Geistesträgern eines Hus, Calvin oder Zwingli, wurde auch Artikel 52 der Bundesverfassung keine Beachtung verschafft.

Der Begriff der «Landesverteidigung» ist diese Woche in aller Leute Mund — Rechten wie Linken. Es gibt nicht nur geographische Grenzen, wirtschaftliche und soziale Errungenschaften, die es zu verteidigen gilt, nein, es gibt auch eine schweizerische Geisteswelt zu verteidigen. Zu dieser gehören sowohl der römisch-katholische, der christkatholische, der jüdische wie der evangelisch-reformierte Glaube.

Es gilt scheinbar im 20. Jahrhundert wieder einmal zu protestieren, dass diese Geisteswelt, die sich trotz Diskriminierungen in verschiedenen Lagern und zu verschiedenen Zeiten zum Wohle unserer Schweiz entwickeln konnte —, eine Geisteswelt aller Glaubensbekenntnisse, die es nicht für nötig hält, sich durch eine fast 40 000köpfige Armee, die nebenbei erwähnt, 49 theologische und philosophische Hochschulen zur Heranbildung ihres Nachwuchses unterhält, 72 Universitäten nebst 700 höheren Schulen kontrolliert, 35 Bischöfe in ihren Reihen zählt und 1200 selbst redigierte Zeitungen und 24 Radiostationen besitzt, bevormunden zu lassen.

Wer waren die Drahtzieher in Zeiten politischer Unruhen im letzten Jahrhundert? Der Jesuitenorden ist kein Verein von Gläubigen, nicht eine rein konfessionelle, sondern eine notorisch religiös-politische Institution.

Wie würde heute unser Bundesrat reagieren (ich erinnere, dass zur Stunde Artikel 51 und 52 noch fest in der Verfassung stehen), wenn, wie 1873, als Papst

Pius IX. in einem Schreiben das Vorgehen unserer Landesregierung in Sachen gesetzwidrigen Verhaltens seitens eines Jesuitenpriesters offen rügte, das gleiche in diesen Tagen geschähe? Der damalige Bundesrat wies die Anschuldigung zurück und antwortete mit einer deutlichen Sprache, indem er die Nuntiatur in der Schweiz aufhob. Bundesrat Motta kommt das zweifelhafte Verdienst zu, 1920, sicher nicht unter dem Einfluss intoleranter Protestanten, die Nuntiatur wieder installiert zu haben.

Haben wir es nötig, uns einerseits mit Nichtunterzeichnern der 1953 in Kraft getretenen sogenannten «Konvention zum Schutze der Menschenrechte und grundlegenden Freiheiten» — wie beispielsweise Frankreich — oder mit Unterzeichnern und gleichzeitig Unterdrückern wichtiger Freiheitsrechte, wie Spanien, ganz zu schweigen von jungen Afrikanerstaaten, zu vergleichen?

Ich fühle mich hier einem Kreuz verpflichtet. Sie sehen dieses in der Kuppel der Eingangshalle dieses Hauses (es hat gleich lange Balken). Die heutige Gegenreformation geschieht auf freundlich umwerbende Weise, der die offiziellen evangelischen Landeskirchen immer mehr durch ihr ökumenisches Gehabe und Getue zum Opfer fallen. Man spricht von Substanzverlust der Kirche und vernebelt ihn mit einer sogenannten modernen Theologie — die *causae* schreibt man der Wohlstandsgesellschaft zu.

Wer lässt die Blüten der fanatischsten Religionsgemeinschaften ungehindert treiben? Wohl die Intoleranz und die diskriminierende Haltung schweizerischer Christen? Sehen Sie sich einmal das Quartier Brühlberg in Winterthur an, wo nicht nur durch die hellblauen klosterähnlichen Mauern eines Divine-Light-Zentrum unter einem Inder namens Swami Omkarananda alteingesessene Winterthurer Familien aller Konfessionen beglückt, sondern auch mit unüberhörbarer Musik rund um die Uhr und nächtlichem Telephonterror geplagt werden.

Erlauben Sie mir abschliessend den über unsere Landesgrenzen hinaus berühmten Staatsrechtler Fleiner zu zitieren: «Die Gesellschaft Jesu ist nach Tendenz und Methode ein Feind der Anschauungen, auf denen die Bundesverfassung beruht, und sie bekämpft die Autorität des konfessionslosen Staates mit allen Mitteln, über die der Orden kraft seiner militärischen Organisation und des unbedingten geistigen Gehorsams seiner Mitglieder verfügt. Die Gesellschaft Jesu verwirft die Gleichberechtigung der Konfessionen im Staat und sucht die Alleinherrschaft der katholischen Kirche im öffentlichen Leben aufzurichten.»

Die Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung sollten weder jetzt noch später gestrichen, ja überhaupt jemals aus der Bundesverfassung herausgenommen werden, es sei denn, die Gesellschaft Jesu und die römisch-katholische Kirche würden ihren Kodex so ändern, dass er mit unserer Bundesverfassung in Einklang wäre. Dann wäre diese Kirche aber keine katholische und der Orden kein jesuitischer mehr.

Deswegen beantrage ich Ihnen Nichteintreten auf die Vorlage.

Schwarzenbach: Wie schon die volkstümliche Bezeichnung «konfessionelle Ausnahmeartikel» besagt, handelt es sich bei Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung um zwei Verfügungen, die sich in einer freiheitlich liberalen Verfassung wie ein erraticer Block der

Unduldsamkeit ausnehmen. Die Aussage liegt auf der Hand, die beiden Ausnahmereartikel stünden sogar in direktem Widerspruch zu der in Artikel 49 der Bundesverfassung proklamierten Unverletzlichkeit der Glaubens- und Gewissensfreiheit. Bevor dies aber nun einfach leichthin behauptet und als Argument zur Aufhebung dieser beiden Verfassungsartikel ins Feld geführt werden kann, gilt es doch, sich auf die historischen Umstände zu besinnen, unter deren Vorzeichen der Jesuitenorden und die noch bestehenden Klöster mit Sanktionen belegt worden sind.

Hier stossen wir auf die Stichworte «Sonderbund» und «Kulturkampf», und selbstverständlich ist hier nicht der Rahmen gegeben, diese historischen Ereignisse, über die wir alle mehr oder weniger Bescheid wissen, noch einmal zu rekapitulieren. Ich möchte aber doch betonen, dass hinter Artikel 51 und 52 ganz besondere historische Motivationen gestanden haben, die mindestens in bezug auf Staatsgefährlichkeit von Klöstern und Jesuiten in der heutigen Zeit als restlos überholt angesehen werden dürfen. Es handelte sich, genau gesehen, bei Artikel 51 und 52 nicht so sehr um konfessionelle Artikel, auch wenn einige konfessionelle Spannungen zur Verschärfung des Jesuitenartikels geführt haben, sondern es handelte sich um Staatsschutzartikel, wie Herr Vincent in seinem Votum richtig betont hat. Es waren Staatsschutzartikel; aus Gründen des Staatsschutzes wurde der Orden verboten.

Es wäre ein müssiger Streit, im Jahre 1972, im Rahmen eines Parlaments, sich lange darüber zu unterhalten, ob solche Ausnahmereartikel erhalten bleiben sollen. Ich bin überzeugt, dass die Mehrheit sich aus Gründen, die sich in der heutigen freiheitlichen Ordnung aufdrängen, für eine Abschaffung dieser beiden Artikel aussprechen wird. Dennoch gestatte ich mir, die Warnung auszusprechen, dass die Stimmung im Parlament sich von der Stimmung im Volk unterscheiden dürfte. Als Ständerat von Moos vor 18 Jahren seine Motion eingereicht hat, war das psychologische Klima, um die Ausnahmereartikel zum Verschwinden zu bringen, wesentlich günstiger als heute. Ich kann es nicht verstehen, dass der Bundesrat volle 18 Jahre zugewartet hat und heute seine Eile damit begründet, dass wir möglichst bald die Menschenrechtskonvention von Strassburg unterzeichnen müssen. Das ist nun wirklich kein Argument, sondern es handelt sich in erster Linie darum, ob wir Schweizer selber mit diesen Artikeln noch etwas anfangen können, ob sie uns als Recht oder Unrecht erscheinen oder einfach als überholt.

Ich sagte: die Situation hat sich verschlechtert. Ich bin überzeugt, dass das Misstrauen weiter Kreise gegen die Abschaffung dieser Artikel gewachsen ist, und zwar aus folgenden Gründen: Seit 18 Jahren hat in unserem Land eine konfessionelle Verschiebung stattgefunden. Wir haben aus der traditionellen Formel einer protestantischen Mehrheit und einer schwachen katholischen Minderheit heute den neuen Akzent, dass dank der ausländischen Einwanderung, hauptsächlich aus lateinischen Ländern, die schweizerische Wohnbevölkerung mehrheitlich katholisch geworden ist. Ich bitte, dieses Argument sachlich zu betrachten, nicht im Sinne etwa des xenophoben Eifers, wie man mir gerne vorhält. Die Ausländer sind an dieser Sachlage nur insofern beteiligt, dass sie ein Faktum ausgelöst haben, das mindestens in der zur Minderheit gewordenen protestantischen Bevölkerungsschicht Sorge und Unruhe auslöst. Ich glaube, dass wir im Jahre des Heils 1972 mit

einer schärferen Opposition zu rechnen haben, als es im Jahre 1954 der Fall gewesen wäre.

Darum würde ich auch den Antrag des Kollegen Sauser und der Kollegin Sahlfeld lebhaft unterstützen, nun nicht einfach diese beiden Artikel zu streichen, sondern etwas Positives für alle Konfessionen — ich möchte sagen: für alle Staatsbürger Gültiges — hinzuzusetzen im Sinne eines Toleranzartikels, so wie es im Antrag der Kommissionsminderheit umschrieben ist: eine Garantie in jeder möglichen Situation, dass der religiöse Frieden gewahrt bleibt, dass keinerlei Störung entstehen, und dass sogar das Motiv des Staatsschutzes auch wieder spielen kann.

Ich weiss nicht, ob Kollege Vincent, dessen Rhetorik ich immer ausserordentlich schätze und der zu einem flammenden Befürworter des Jesuitenordens geworden ist, nun wirklich vermochte, die Öffentlichkeit zu beruhigen oder ob er sie nicht im Gegenteil doch eher beunruhigt hat. Denn ich meine, wenn man nun plötzlich diesen Orden im Jahre 1972 als den Verbündeten und Lichtträger sowie Vorkämpfer des Marxismus darstellt, was er ja nur teilweise ist, dann könnte doch leicht der Verdacht erwachsen, dass eben doch etwas richtig sei an der Ueberlegung, dass dieser Orden vom Geist des Opportunismus gelenkt werde und gestern mit der Reaktion marschierte — was ihm ja Herr Vincent vorwerfen würde —, heute aber mit der Revolution, wofür er dankt und applaudiert. Für die übrigen Schweizerbürger ist es nicht unbedingt eine Beruhigung, wenn Herr Vincent applaudiert, und ich möchte sagen: er hat einen Teil einer Wahrheit enthüllt, die ich in seiner Position lieber verschwiegen hätte. Aber gesagt ist gesagt, ganz gleich, aus welchem Munde das kommt.

Explosiv ist die Angelegenheit. Sie ist kein Politikum, sondern sie ist in erster und in letzter Linie eine Frage, die sich an den einzelnen wendet. Ich möchte sie sogar eine Gewissensfrage nennen. Ich persönlich — das möchte ich nicht verschweigen — habe eine grosse Hochachtung vor dem Orden der Jesuiten; die Männer des Ordens, die ich bis jetzt kennengelernt habe, waren wirklich Träger des Geistes und des Lichtes und nicht Intriganten. Sie waren bemüht, die christliche Frohbotschaft zu verkünden und nicht Verwirrung unter den Menschen zu stiften.

Das gleiche gilt von den Klöstern, vor deren Leistungen (vor allem von den beschaulichen Klöstern) und Haltung ich tiefste Hochachtung habe. Aber ich kann und muss es verstehen, wenn Angehörige anderer Konfessionen oder Konfessionslose nicht zu den gleichen Schlüssen kommen. Es muss daher nicht ein politischer Entscheid gefällt werden. Meiner Ansicht nach kann eine politische Partei — ganz gleich, auf welchem Boden sie immer steht — zu dieser Frage gar nichts anderes sagen als Stimmfreigabe. Es soll jeder einzelne entscheiden. Ich bin dafür, dass diese Frage vor das Volk kommt; ich bin aber dafür, dass das Volk in aller Freiheit, ohne Beeinflussung von irgendwelcher Seite, entscheiden kann. Das setzt auch voraus, was ich noch im einzelnen begründen werde, dass man dem Volk nicht zwei Fragen in einer vorlegt, nämlich: Wollt ihr das Klosterverbot aufheben, wollt ihr den Jesuitenorden wieder gestatten? In zwei getrennten Fragen müssen diese Sachen behandelt werden, damit hier absolute Ehrlichkeit und Klarheit herrscht.

Die republikanische Fraktion stimmt für Eintreten.

Sauser: Ich bin von der liberalen und evangelischen Fraktion beauftragt worden, zum Eintreten zu sprechen, obschon ich — wie Sie aus der Fahne entnehmen können — nachher einen Minderheitsantrag zu vertreten habe, der von der Mehrheit unserer Gruppe nicht unterstützt wird.

Um aber jede Unklarheit auszuschliessen, möchte ich zunächst betonen, dass Mehrheit und Minderheit in unserer Fraktion darin übereinstimmen, dass auf die Vorlage eingetreten werden sollte. Auf eine nähere Begründung für diese Auffassung kann ich verzichten, um nicht zu wiederholen, was schon in der Botschaft und von meinen Vorrednern dargelegt worden ist. Das Eintreten ist also unbestritten.

Die Meinungen in unserer Fraktion gehen nur darüber auseinander, ob die vom Bundesrat beauftragte ersatzlose Streichung der Artikel 51 und 52 richtig sei, oder ob irgend etwas an deren Stelle neu in die Verfassung hineinkommen sollte. Es besteht ferner eine Meinungsverschiedenheit darüber, ob der Revisionskatalog zu erweitern sei, oder ob man es im Sinne einer gewissen «Salamitaktik» für diesmal bei der Aufhebung des Jesuiten- und des Klosterartikels bewenden lassen solle. Schliesslich stellt sich die Frage, ob über die einzelnen Artikel getrennt entschieden werden müsse, oder ob die Einheit der Materie soweit bejaht werden könne, dass dem Stimmbürger nur eine einzige Frage vorgelegt zu werden brauche.

Auf diese verschiedenen Möglichkeiten werden wir in der Detailberatung eingehend zurückkommen. Ich möchte mich deshalb in der Eintretensdebatte auf einige grundsätzliche Ueberlegungen beschränken.

Es kann wohl nicht bestritten werden, dass es sich um eine Vorlage handelt, bei der die berühmten Emotionen wieder einmal eine erhebliche Rolle spielen werden. Einen Vorgeschmack von dem, was vor der Volksabstimmung in dieser Hinsicht zu erwarten sein wird, vermitteln uns die zahlreichen Zuschriften aus der Bevölkerung, die uns jetzt schon ins Haus fliegen. Ein Mitglied der Evangelischen Volkspartei dürfte dabei noch besonders im Schussfeld stehen. Auch in mündlichen Unterhaltungen über das offenbar immer noch heisse Thema «Jesuiten» stossen wir mit unserer Auffassung, die Ausnahmeartikel sollten eliminiert werden, auf einigen Widerstand. Es ist zuzugeben, dass es diesmal nicht die Jugend ist, die kritisch reagiert, sondern unsere Mitbürger der mittleren und älteren Jahrgänge. Widerstände bestehen hier bei Protestanten, religiös Indifferenten und Atheisten, zu meiner Uebersetzung aber auch bei Katholiken.

Wenn man die fast einhellige Zustimmung in unseren grossen politischen Parteien und die glatte Annahme der Vorlage im Ständerat als Mass für das Resultat der Volksabstimmung ansehen könnte — Herr Kollege Schwarzenbach hat soeben davor gewarnt, das zu tun —, so würden sich alle Befürchtungen über das weitere Schicksal der Verfassungsrevision erübrigen. Eine realistische Einschätzung der Lage wird aber davon ausgehen müssen, dass auch fast einhellig beschlossene Parteiparolen bei der Aufhebung der konfessionellen Ausnahmeartikel die Stimmberechtigten nur in sehr beschränkter Masse zu beeinflussen vermögen. Ein Ja ist bei einer Volksabstimmung ohnehin weniger leicht zu erreichen als ein Nein. Das gilt vor allem dann, wenn keine unangenehmen wirtschaftlichen Konsequenzen zu befürchten sind. Bei unserer heutigen Vorlage

wird aber niemand mehr Lohn oder AHV-Rente bekommen, oder weniger Steuern bezahlen müssen, wenn er zur Urne geht und dort ein Ja einlegt. Er kann ruhig seinen Gefühlen freien Lauf lassen und sein von den Vätern ererbtes Misstrauen gegenüber den Jesuiten, oder auch nur gewisse Ressentiments gegenüber der katholischen Kirche oder gegenüber dem Bundesrat mit einem Nein abreagieren. Ein Argument, das man jetzt häufig hört, lautet auch nur ganz einfach so: «Wir sind doch mit der jetzigen Ordnung recht gut gefahren, wir haben keine derartigen konfessionellen Spannungen wie in Nordirland, warum also etwas ändern?»

Es kann auch nicht übersehen werden, dass sich bereits zwei Aktionskomitees gebildet haben, eines im deutschen und eines im französischen Sprachgebiet, die zweifellos auf die Volksabstimmung hin ihre Aktivität noch steigern werden. Sie widersetzen sich grundsätzlich der Aufhebung des Jesuitenartikels. Ob sie auch die Streichung des Klosterartikels bekämpfen, ist nicht eindeutig zu erkennen. Wahrscheinlich sind darüber innerhalb der beiden Komitees die Meinungen geteilt.

Ich bilde mir nicht ein, dass wir mit der Annahme eines der drei Minderheitsanträge, über die wir in der Detailberatung zu befinden haben werden, die konsequenten Gegner der Aufhebung des Jesuitenverbots dazu bringen könnten, auf ihre Opposition gegen die Verfassungsrevision zu verzichten. Es gibt aber im Chor der Stimmen zu dieser Vorlage verschiedene Zwischentöne, die im Interesse der Sache nicht überhört werden sollten. Ich erwähne zum Beispiel das Schreiben der Zürcher Frauenzentrale, das Ihnen mit Datum vom 12. September — leider etwas spät — zugegangen ist. Darin wird die Aufhebung der Ausnahmeartikel befürwortet, jedoch an ihrer Stelle ein sogenannter Toleranzartikel vorgeschlagen. So weit will die Kommissionsminderheit nicht gehen. Sie macht Vorschläge, die etwa zwischen einem eigentlichen Toleranzartikel und der ersatzlosen Streichung liegen.

Auch Professor Kägi hat in seinem Gutachten keine ersatzlose Aufhebung der Artikel 51 und 52 vorgeschlagen. Leider hat er nachher seine Meinung geändert. Dort, wo er fest geblieben ist, nämlich beim Vorschlag einer getrennten Abstimmung, ist ihm der Bundesrat leider nicht gefolgt. Wenn wir damit schon beim Gutachten Kägi sind, so möchte ich doch meinem Bedauern darüber Ausdruck geben, dass die Teile I und II bisher nicht veröffentlicht worden sind, obschon das der Bundesrat in Beantwortung meiner Kleinen Anfrage vom 25. Januar 1971 versprochen hat. Ich habe keinen Grund, an den Erklärungen zu zweifeln, die uns Herr Bundesrat Tschudi in der Kommission darüber abgegeben hat. Ich möchte aber dem Vertreter des Bundesrates mit dieser Bemerkung Gelegenheit geben, sich auch öffentlich über diese ausgebliebene Publikation auszusprechen und damit die von den Gegnern der Vorlage bereits geäusserten Verdächtigungen zu entkräften.

Ich muss ferner meinem Bedauern darüber Ausdruck geben, dass der Bundesrat sich nicht hat dazu entschliessen können, die Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens zu veröffentlichen. Es wäre doch recht interessant gewesen, zu erfahren, wer was geantwortet hat. Die Angaben darüber mussten in der sonst ausgezeichneten Botschaft natürlich eher lückenhaft bleiben, womit sich der Bundesrat bei den Gegnern der Verfassungsrevision der Kritik ausgesetzt sieht, er habe die Auswahl der Zitate aus dem Vernehmlassungsverfahren willkürlich getroffen.

Diese kritischen Bemerkungen richten sich nur gegen gewisse methodische Mängel bei dieser Vorlage. Sie gelten nicht der Sache selber. Wir sollten gemeinsam den besten Weg suchen, ein überlebtes Relikt aus dem letzten Jahrhundert zu beseitigen.

In diesem Sinne bitte ich Sie im Namen unserer Fraktion, auf die Vorlage einzutreten.

Binder: Im Namen der christlichdemokratischen Fraktion habe ich zur Vorlage des Bundesrates folgende Erklärung abzugeben:

Das Gutachten Kägi und die Botschaft des Bundesrates haben uns die Grösse, aber auch die Schwierigkeit und die emotionale Vorbelastung der Aufgabe aufgezeigt, die gemeinsam zu bewältigen wir berufen sind. An sich bestehen keine vernunftmässigen Einwendungen gegen die Aufhebung des Jesuiten- und Klosterartikels der Bundesverfassung. Wir anerkennen auch dankbar, dass innerhalb der nationalrätlichen Kommission sich keine Kollegin und kein Kollege gegen die Anträge des Bundesrates betreffend Aufhebung dieser beiden Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung gewendet hat. Diese Einmütigkeit darf uns allerdings nicht darüber hinwegtäuschen, dass unsere eigene Ueberzeugung noch lange nicht zur Ueberzeugung und zum allgemeinen Gedankengut des ganzen Volkes geworden ist. Eingaben und Kampfschriften beweisen, dass noch viele Vorbehalte, Vorurteile, Missverständnisse und Aggressionen gegen Jesuiten und Klöster im Unterbewusstsein vieler Schweizerinnen und Schweizer liegen. Emotionen und Gefühlsausbrüche, die der Widerlegung kaum zugänglich sind und vielleicht da und dort unschöne Formen annehmen könnten, werden in nächster Zeit kaum zu verhindern sein. Uns ist aber trotzdem die verfassungsmässige Pflicht übertragen, richtiges und gerechtes Recht zu schaffen. Dazu gehört sehr oft Entschlusskraft und Zivilcourage.

Die Vorlage über die Aufhebung des Jesuiten- und des Klosterartikels der Bundesverfassung ist die späte Frucht der Motion von Moos vom 24. Juni 1954, welche am 23. Juni 1955 vom Ständerat als Postulat angenommen worden ist. Seither haben die Räte wiederholt ihren Willen bekundet, dass vor allem das Jesuitenverbot und das Klosterverbot aufzuheben seien, so etwa anlässlich der ersten Beratung der Menschenrechtskonvention oder in den Debatten zu den Richtlinien des Bundesrates über die Regierungspolitik. Der Bundesrat handelte also — um das jetzt schon zu sagen — durchaus im Rahmen unserer eigenen Anregungen und Postulate, wenn er uns jetzt ein kleines Revisionspaket vorlegt und nicht schon eine umfassende Flurbereinigung der Verhältnisordeung Kirche und Staat anstrebt. Der Inhalt dieses kleinen Revisionspaketes wiegt schon schwer genug. Um dieses kleine Paket vorzulegen, benötigte der Bundesrat 18 Jahre. Wir möchten ihm deswegen keinen Vorwurf machen. Gerade im Verhältnis zwischen Kirche und Staat können jahrhundertealte Missverständnisse und Spannungen nicht kurzfristig überwunden oder auf ein Mindestmass abgebaut werden.

Rückblickend betrachtet — und hier habe ich eine andere Optik als Herr Kollege Schwarzenbach —, ist es vielleicht geradezu ein Glücksfall, dass diese Vorlage erst nach dem Zweiten Vatikanischen Konzil und erst nach der Oeffnung der katholischen Kirche durch Papst Johannes XXIII an Parlament und Volk weitergeleitet wird. Die katholische Kirche anerkennt vorbehaltlos die

Religionsfreiheit, und sie hat in ihren neuesten Dokumenten ausdrücklich postuliert, dass dieses Freiheitsrecht von den Staaten zu einem bürgerlichen Recht auszubauen sei. Im Verlaufe der letzten 100 Jahre haben Gesellschaft und Staat sich gewandelt, aber auch die Kirche hat sich gewandelt. So scheint uns denn, der Zeitpunkt sei gekommen, um wenigstens einen ersten Schritt zu tun und Bestimmungen aus der Verfassung zu entfernen, die der heutige Staat zu seinem eigenen Schutz sicher nicht mehr benötigt, die aber für Teile der katholischen Kirche und damit indirekt auch für die Katholiken eine schwere und ungerechte Diskriminierung darstellen.

Die Kernfrage der bundesrätlichen Vorlage lautet, ob Artikel 51 und Artikel 52 der Bundesverfassung, also ob das Jesuiten- und das Klosterverbot aufzuheben seien. Hier ist das Gutachten Kägi derart schlüssig und überzeugend, dass ich mich auf die Zitierung seiner Zusammenfassung beschränken kann, und ich möchte nur bitten, dass auch Herr Kollege Naegeli, der offenbar doch noch etwas tief im 19. Jahrhundert steckt, dieses Gutachten einmal genau studiert. Professor Kägi sagt: «Zusammenfassend gelangen wir zur Feststellung, dass der Jesuiten- und Klosterartikel der Bundesverfassung, was immer seine Rechtfertigung und Geltung 1874 gewesen sein mag, heute den vier Grundanforderungen an einen Verfassungssatz nicht mehr zu entsprechen vermögen. Sie stehen im Widerspruch zu den Geboten unserer Staatsidee und des in ihr sich ausdrückenden Willens zur Gerechtigkeit, zu den Geboten unseres Verfassungssystems, zu den Geboten der politischen Zweckmässigkeit und zu den Anforderungen der Praktikabilität. Verfassungssätze, die in einem solchen Masse unrichtiges Recht geworden sind, müssen — im Interesse des Rechtes selber — korrigiert oder beseitigt werden.»

Das Prinzip der Aufhebung des Jesuiten- und des Klosterartikels dürfte also trotz Antrag Naegeli in diesem Rate kaum stark umstritten sein.

In der Kommission und auch hier im Rat konzentrierte und wird sich die Diskussion noch auf die beiden Fragen konzentrieren: Umfang der Verfassungsrevision und Einheit der Materie. Die CVP-Fraktion befindet sich hier in einer wenig beneidenswerten und fast heiklen Lage. Sie kann so oder anders stimmen, ihre Haltung wird immer zu Miss- und Fehldeutungen sowohl im eigenen Parteivolk wie bei Aussenstehenden Anlass geben können. Wir wollen jedoch nicht kneifen, und wir möchten kurz unsere Haltung zu diesen Fragen darstellen.

Die CVP hat in ihrer Vernehmlassung zum Gutachten Professor Kägi über den Jesuiten- und den Klosterartikel der Bundesverfassung keineswegs verschwiegen, dass sie an sich eine Gesamtlösung der religiösen Freiheitsrechte und eine umfassende Flurbereinigung im Verhältnis zwischen Kirche und Staat begrüssen würde. In diesem Sinn befürworten und unterstützen wir denn auch uneingeschränkt die in der Kommission angemeldeten Motionen, die eine Aufhebung des Schächtverbotes, eine Aufhebung des Bistumsartikels und eine Aufhebung des Verbotes der Wahl von Geistlichen in den Nationalrat verlangen. Wir meinen jedoch — und Erfahrungen in den letzten Wochen und Tagen bestätigen wohl diese Auffassung —, dass das gesamte Ausnahmerecht der Bundesverfassung nur nach und nach, in kleinen Schritten, in einem immerwährenden Ringen um den jeweiligen Konsens von Volk und Ständen

ausgemerzt werden kann, oder anders ausgedrückt: Wir möchten bitten, jetzt das Schiff nicht so stark und schwer zu beladen, dass es sicher untergehen wird.

Die grosse Leitidee «Freie Kirche im freien Staat» ist faszinierend und verlockend zugleich. Aber diese grosse Leitidee könnte nur dann verwirklicht werden, wenn wir fähig wären, das ganze Verhältnis zwischen Kirche und Staat neu zu regeln, also auch die Fragen der Staatskirchen, des Schulwesens usw. Wir zweifeln daran, ob wir heute die Weitsicht und die Kraft aufbrächten, eine so grosse Revision, die auch die aktive Mitwirkung der Kantone voraussetzen würde, durchzubringen. Sowohl im Staat wie in der Kirche ist momentan vieles in Bewegung geraten, und klare Konturen für die Zukunft zeichnen sich noch kaum ab. In dieser Zeit des Wandels und Ueberganges, in dieser Zeit des eingeleiteten Gärungsprozesses sind wir froh und allen dankbar, wenn wir schrittweise und unter Aufhebung der eigentlichen Ausnahmekartikel zu einem besseren Verhältnis zwischen Kirche und Staat beitragen können.

So darf ich vielleicht sagen, dass uns zum Beispiel der Bistumsartikel keine besonders grosse Sorge bereitet, denn seine Aufhebung würde an der materiellen Rechtslage kaum viel ändern. Die Errichtung oder Veränderung eines Bistums muss stets durch Vereinbarung zwischen Kantonen und Vatikan erfolgen. Solche Vereinbarungen oder Konkordate sind jedoch Staatsverträge gemäss den Artikeln 8 bis 10 der Bundesverfassung und bedürfen also ohnehin der Zustimmung des Bundes. Der Bund ist also an der Umschreibung der Bistümer immer beteiligt, so dass Artikel 50 Absatz 4 der Bundesverfassung im Grunde genommen als überflüssig erscheint. Wenn wir aber diesen Bistumsartikel in das vorliegende Revisionsverfahren einbeziehen, dann wird sich die nachfolgende öffentliche Diskussion auch auf die Beziehungen zwischen dem Vatikan (Papst) und der Schweiz ausweiten. Damit würde unserer Meinung nach die Vorlage belastet. Wir können uns also der optimistischen Lagebeurteilung, die von einzelnen Mitgliedern der Kommission vorgenommen wird, nicht anschliessen. Wir würden uns jedoch in der Volksabstimmung sehr gerne vom Gegenteil überzeugen lassen.

Die Kommissionsminderheit I möchte in Artikel 49 Absatz 1 und Artikel 50 Absatz 2 bis eine Art Ersatzlösung für die Aufhebung des Jesuiten- und des Klosterartikels einbauen. Wir können diesen Vorschlägen nicht zustimmen. Rechtslehre und Rechtsprechung sind sich einig, dass es keine absoluten und schrankenlosen Freiheitsrechte gibt. Jedes Freiheitsrecht findet seine Schranken im gleichen Recht des Mitmenschen, und jedes Freiheitsrecht hat vor den Anliegen des öffentlichen Friedens und der öffentlichen Ordnung zurückzutreten. Es ist also nicht einzusehen, dass diese selbstverständlichen Schranken, die für alle Freiheitsrechte gelten, nun nur gerade bei der Glaubens- und Gewissensfreiheit ausdrücklich in den Verfassungstext einzufügen wären. Wir haben schon in unserer Eingabe zum Gutachten Kägi gesagt: «Was für ernsthafte Argumente können denn ins Feld geführt werden, um im letzten Drittel des 20. Jahrhunderts wiederum von Verfassung wegen zu präsumieren, es seien in erster Linie die Religionsgemeinschaften und ihre Angehörigen, die die öffentliche Ordnung und den öffentlichen Frieden gefährden.» Gegen die Störung des religiösen Friedens ist unsere Rechtsordnung bereits genügend stark ausge-

baut. Es sei auf Artikel 56 Bundesverfassung — Verbot von rechtswidrigen und staatsgefährlichen Vereinen —, auf Artikel 50 Absatz 2 Bundesverfassung — Massnahmen der Kantone und des Bundes gegen die Störung des öffentlichen Friedens — und auf Artikel 261 des Schweizerischen Strafgesetzbuches hingewiesen — Störung der Glaubens- und Kulturfreiheit. Wir brauchen für unseren stark gewordenen Staat keine neuen Staatsschutzbestimmungen gegen die Kirche.

Die Kommissionsminderheit III stellt den Antrag, den Jesuitenartikel und den Klosterartikel getrennt der Abstimmung des Volkes und der Stände zu unterbreiten. Die Mitglieder dieser Kommissionsminderheit III verneinen also die Einheit der Materie. Wir haben uns mit dieser wichtigen Frage sehr sorgfältig auseinandergesetzt. Niemand kann bestreiten, dass zwischen Artikel 51 und Artikel 52 eine sehr enger Zusammenhang besteht. Auch Professor Kägi sieht in diesen beiden Bestimmungen die eigentlichen diskriminierenden Ausnahmekartikel der Bundesverfassung. Es ist zuzugeben, dass über die Einheit der Materie in der Rechtslehre verschiedene Auffassungen vertreten werden. Die Praxis der Bundesversammlung ist aber der strengen Zürcher Schule, die vor allem von Professor Giacometti geprägt worden ist, nicht gefolgt. Gerade um die Volksrechte nicht einzuschränken, wurde bis heute vom Parlament noch nie eine Initiative wegen mangelnder Einheit der Materie als ungültig erklärt. Auch bei eigenen Vorschlägen hat die Bundesversammlung den Begriff der Einheit der Materie immer weit gefasst. Es sei auf die Wirtschaftsartikel vom Jahre 1947 oder an die Zusammenfassung von zwei Verfassungsvorlagen über die Eigentumsgarantie und über die Raumplanung vom Jahr 1969 hingewiesen, wenn also rechtstheoretisch mit guten Gründen beide Meinungen vertreten werden können, das heisst die Einheit der Materie sei gegeben oder die Einheit der Materie sei nicht gegeben. Wenn aber gestützt auf die bisherige Praxis der Bundesversammlung eindeutig die Einheit der Materie gegeben ist, dann reduziert sich das angeblich grundsätzliche juristische Streitgespräch auf eine politische Frage. Nachdem es doch aber der ausgesprochene politische Wille des Rates ist, die beiden klassischen konfessionellen Ausnahmekartikel aufzuheben, drängt sich wohl eine einzige Fragestellung gegenüber dem Volk auf.

Wir gelangen zum Schluss, dass sich die Verfassungsrevision jetzt auf die Artikel 51 und 52 beschränken sollte und dass die Aufhebung der beiden Ausnahmekartikel in einem einzigen Bundesbeschluss dem Volk zur Annahme zu empfehlen sei. Wir machen daraus jedoch keine Prestigefrage, und wir könnten in der Schlussabstimmung auch zustimmen, wenn das Revisionswerk aus übergeordneten Überlegungen ausgeweitet und dem Volk allenfalls mehrere Fragen unterbreitet würden.

Vielfach ist angeregt worden, in die Bundesverfassung sei eine Art Toleranzartikel einzufügen. Wir könnten uns einem solchen Antrag nicht anschliessen. Toleranz gehört zur ethisch-geistigen Haltung des Menschen und kann verfassungsrechtlich weder normiert noch durchgesetzt werden. Die Forderung nach Toleranz ist eine vor- und eine überrechtliche Forderung. Jeder von uns muss sich täglich bemühen, andersdenkende Mitmenschen zu akzeptieren und zu ertragen, und jeder von uns muss auch täglich mit sich selber

und gegen seine eigenen Schwächen kämpfen, um wirklich ein toleranter Mensch zu sein.

Abschliessend möchten wir beiden Kommissionsreferenten, allen Experten und Mitarbeitern des Departements des Innern, die die Grundlagen für diese sachliche Diskussion gelegt haben, danken. Unsere Anerkennung und unser Dank gilt aber vor allem Herrn Bundesrat Tschudi, der einmal mehr bewiesen hat, dass er den Ueberblick besitzt und dass er auch den Mut aufbringt, sich für das gerechte Recht einzusetzen, selbst wenn dies da oder dort unpopulär sein sollte. Das ist eine wahrhaft staatsmännische Haltung eines Bundesrates.

Wenn in der kommenden Volksabstimmung die Affäre Pfürtnier, die besondere Gehorsamspflicht — ich möchte das Wort «Kadavergehorsam» hier nicht verwenden — der Jesuiten oder andere schwierige Probleme der Kirche hochgespielt werden, dann möchte ich Ihnen sagen, dass auch wir Katholiken unter diesen ungelösten Fragen leiden und vieles bedauern, was geschieht. Aber Sie müssen verstehen: Auch in der Kirche sind Menschen, Menschen in ihrer ganzen Grösse und in ihrer grossen Schwäche am Werk. Vieles ist dort in Gang geraten und noch keineswegs ausgereift. Wir können nur wünschen, dass das Volk, wenn wir offen und umfassend aufklären, uns nicht wegen kleinlichen und entstellten Anschuldigungen und Verdächtigungen in einer guten und gerechten Sache im Stiche lassen wird.

Wir beantragen Ihnen, so auf die Vorlage einzutreten und die Vorlage so zu verabschieden, wie sie uns vom Bundesrat und vom praktisch einstimmigen Ständerat zugeleitet worden ist, und den Nichteintretensantrag des Herrn Naegeli abzulehnen. Die Ausnahmeartikel der Bundesverfassung stehen prinzipiell im Widerspruch zu unserem heutigen, gemeinsamen geistigen und politischen Weltbild. Sie sind deshalb aufzuheben.

Tanner-Thurgau: Ich kann mich im Namen der Schweizerischen Volkspartei sehr kurz fassen. Sie stimmt der Aufhebung der Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung einstimmig zu. Die Beseitigung der konfessionellen Ausnahmeartikel aus der konfessionell und politisch bewegten Zeit ist heute eindeutiges Gebot der Gerechtigkeit. Die Argumente hiefür sind bereits hinreichend dargelegt worden; ich möchte deshalb Gesagtes nicht wiederholen. Unsere Fraktion ist mit der Mehrheit der Kommission und dem Bundesrat der Auffassung, dass keine weiteren Verfassungsbestimmungen in das Revisionsverfahren einbezogen werden sollten.

Diese vorliegende Revision allein stellt uns, im Blick auf die Volksabstimmung, vor eine schwierige Aufgabe. Die Diskussion in der Kommission hat schon gezeigt, dass noch einige Widerstände zu überwinden sind. Aufgrund der zahlreich erschienenen Presseartikel und Zuschriften kann nicht bestritten werden, dass es gilt, viele noch vorhandene Emotionen zu beseitigen.

Es ist Aufgabe der Politiker, die Volksbefragung so vorzubereiten, dass Angriffspunkte möglichst vermieden werden. Wir müssen alles unternehmen, um das Aufreissen neuer Gräben zu verhüten. Im Blick darauf, Vertrauen zu schaffen und alten Vorurteilen möglichst den Boden zu entziehen, beantragt Ihnen unsere Fraktion, dem Minderheitsantrag I zuzustimmen. Der Artikel 49 Absatz 1 würde bestimmt mithelfen, viele zu beruhigen. Der Bürger sieht darin die Garantie des

Schutzes und der Wahrung des öffentlichen Friedens. Vielen könnte das Ja zur Aufhebung der Ausnahmeartikel bedeutend erleichtert oder überhaupt ermöglicht werden. Selbst Professor Kägi hat in seinem Gutachten III. Teil einen Toleranzartikel vorgeschlagen, ihn dann aber im Nachtrag zum III. Teil wieder fallengelassen.

Mit dem Artikel 50 Absatz 2bis neu streben wir das gleiche Ziel an. Wir können damit zu einer wesentlichen Beruhigung beitragen. Es wird uns entgegengehalten, dass der jetzige Artikel 50 Absatz 2 der Bundesverfassung genügend Schutz biete. Wir sind aber überzeugt, dass dieser Zusatz eine Klärung bringt; er dürfte bestimmt eine positive Wirkung auf die Volksabstimmung haben, weil damit gewissermassen ein Ersatz sichtbar wird.

Unsere Fraktion kann sich dem Antrag des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit nicht anschliessen, der vorsieht, die Aufhebung der beiden Artikel in einem Bundesbeschluss dem Stimmbürger vorzulegen. Ob bei diesem Vorgehen die Einheit der Materie gewahrt sei oder nicht, kann nicht gleichgültig sein. Sie ist weder historisch noch sachlich gegeben. Ein grosser Teil der Juristen verneint die Einheit oder stellt sie zumindest ernsthaft in Frage. Selbst der Gutachter des Bundesrates, Professor Kägi, kommt im Nachtrag zu seinem Gutachten unverändert zum gleichen Schluss, die beiden Artikel seien dem Stimmbürger in getrennter Fragestellung zu unterbreiten. Nur dann wird die freie Willensäußerung des Bürgers uneingeschränkt ermöglicht. Eine gemeinsame Abstimmung würde unfehlbar der Gegnerschaft neue Argumente in die Hand spielen. Der Vorwurf der Abstimmungstaktik und Manipulation wäre nicht leicht zu parieren. Wir dürfen in der ohnehin mit Emotionen geladenen Abstimmung die Vorlage nicht noch mit einer ungerechtfertigten Einschränkung der Meinungsäußerung des Souveräns belasten. Nur bei getrennter Fragestellung wahren wir die demokratischen Rechte. Wir unterstützen deshalb den Minderheitsantrag III, wie er ebenfalls von Professor Kägi vorgeschlagen wurde.

Im Sinne dieser Ueberlegungen beantragt Ihnen die Schweizerische Volkspartei Eintreten und Zustimmung zur Vorlage.

Frau Sahlfeld: Die sozialdemokratische Fraktion ist einstimmig für die Aufhebung des Jesuiten- und des Klosterartikels. Wir betrachten die Aufhebung dieser aus einer vergangenen Zeit stammenden und wie Fossilien in unsere Welt herübertagenden Bestimmungen ganz einfach als ein Gebot der Gerechtigkeit. Ausnahmebestimmungen, seien sie nun religiöser, konfessioneller oder sonstiger Art, sind eines Rechtsstaates unwürdig. Sie widersprechen unserer Staatsidee und stehen überdies im Gegensatz zu den Menschenrechten. Allein das sollte Grund genug sein, sie auszumerzen.

Es hat sich allerdings bereits eine Gruppe gebildet, die der beabsichtigten Aufhebung der Artikel 51 und 52 den Kampf angesagt hat. Diese Gruppe begründet ihre Kampfansage mit der Behauptung, gerade diese konfessionellen Ausnahmeartikel hätten uns bis heute den konfessionellen Frieden bewahrt. Nun ist der konfessionelle Friede sicher ein nicht hoch genug zu veranschlagendes Gut. Es muss jedoch deutlich gesagt werden, dass die heutige entspannte konfessionelle Situation nicht wegen jener Ausnahmeartikel herrscht, sondern trotz dieser. Das gute ökumenische Verhältnis zwischen den Kirchen unseres Landes basiert nicht auf Verboten,

Einschränkungen und Furcht voreinander, sondern ganz schlicht auf gegenseitigem Vertrauen.

Ich wollte eigentlich keine Auseinandersetzung zwischen Protestanten hier im Rate austragen. Aber das Votum zum Antrag auf Nichteintreten veranlasst mich doch einiges zu sagen. So bedaure ich sehr, dass gewisse Kreise, ob sie sich nun Bund aktiver Protestanten oder anders nennen, in diese so schön aufgegangene Saat des Vertrauens die Giftsamen des Misstrauens werfen. Protestantisch ist das nicht, denn protestantisch heisst schliesslich nicht einfach antikatholisch, wie diese Kreise meinen, sondern ich meine vielmehr, dass protestantisch gemäss dem lateinischen Wort «protestari» auch heute noch bedeutet: Zeugnis ablegen, und zwar eben Zeugnis für die Wahrheit. Und die Wahrheit ist doch die, dass die katholische Kirche nicht mehr die katholische Kirche von 1517 ist und dass auch die Jesuiten des 20. Jahrhunderts nicht die Jesuiten des 16. oder 19. Jahrhunderts sind. Die Wahrheit ist doch auch die, dass ein Kloster heute etwas anderes ist als vor 500 oder vor 100 Jahren. Für diese Wahrheit sollten die Protestanten eintreten und von ihrem Antikatholizismus abkommen. Gerade als Protestantin und als protestantische Pfarrerin und als Mitglied einer evangelisch-landeskirchlichen Synode muss ich daher den Antrag auf Streichung des Jesuiten- und Klosterartikels vorbehaltlos unterstützen. Ich tue es aber auch als Mitglied einer Partei, die von allem Anfang an Anhängern aller Konfessionen offen stand und die sich immer für den Schutz von Minderheiten eingesetzt hat.

Die sozialdemokratische Fraktion ist weiter der Auffassung, dass sich die abstimmungspolitische Situation entschärfen würde, wenn wir die Vorlage erweitern würden zu einer Vorlage über die Herstellung der gleichen Rechte und Freiheiten auf religiösem Gebiet. Wir sind der Auffassung, dass eine solche umfassende Flurbereinigung erheblich grössere Chancen hätte, vom Volk aufgenommen zu werden als eine — anscheinend, sage ich — nur katholische Interessen berücksichtigende Minivorlage oder eine «partielle Partialrevision», wie sie in der Presse genannt worden ist.

In der Debatte im Ständerat ist mehrfach betont worden, es gehe bei der Abschaffung der Artikel 51 und 52 gar nicht in erster Linie um die Jesuiten und die Klöster, sondern es gehe hierbei um Artikel, die im Widerspruch zum Rechtsstaat stehen, ganz abgesehen von ihrem konkreten Inhalt. Es wird nun eben darauf ankommen, diesen Gesichtspunkt vor der Abstimmung auch dem Volke ganz deutlich zu machen. Es wäre verhängnisvoll, wenn sich die Abstimmungskampagne auf die Frage pro oder kontra Jesuiten konzentrieren würde. Die Abstimmungskampagne sollte sich auf die Frage konzentrieren: Rechtsstaat — ja oder nein? Denn wie gesagt, religiöse oder gar konfessionelle Ausnahmeartikel sind eines Rechtsstaates unwürdig, und unter diesem Aspekt muss man die Artikel 51 und 52 sehen. Wenn das Schweizervolk sie unter diesem Aspekt sieht, wird es ihrer Abschaffung ohne Zweifel zustimmen. Wenn wir nun aber die übrigen religiösen Ausnahmebestimmungen in der Bundesverfassung belassen, dann erleichtern wir dadurch den Gegnern der Vorlage die Argumentation. Sie werden schnell bei der Hand sein mit dem Argument: wenn es wirklich um das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit ginge, so würde man nicht zwei Bestimmungen aus der Bundesverfassung ausmerzen und die übrigen stehenlassen. Sie werden gleich sagen: also geht es eben doch nicht, wie vorgegeben wird,

darum, den Rechtsstaat auszubauen, sondern man will die Jesuiten hereinholen.

Damit hätten die Gegner der Vorlage die Diskussion genau an dem Punkt, an dem sie sie haben möchten, wo die Diskussion aber auf gar keinen Fall hingehört. Das sollten wir nicht zulassen. Wenn es stimmt, dass der ganzen Angelegenheit mehr grundsätzliche rechtsstaatliche oder ideelle als materielle Bedeutung zukommt — und das ist nicht nur im Ständerat, sondern auch in der Presse immer wieder zu Recht betont worden —, dann sollte auch die Frage erledigt sein, ob wir dem Volk getrennte Fragen zu den einzelnen Artikeln vorlegen wollen oder nicht.

Die religiösen Ausnahmebestimmungen stehen in einem inneren Zusammenhang, nicht so sehr, dass sie sich grossenteils gegen die katholische Kirche wenden, sondern vielmehr darin, dass sie gegen die Menschenrechte verstossen und gegen unsern Rechtsstaat, und vor allem daher sollten wir mit der Einheit der Materie sehr grosszügig sein. Ich hoffe auch, dass Herr Kollege Schwarzenbach seinen Antrag zurückziehen wird, wenn die von uns gewünschte Erweiterung kommt; das scheint zwar paradox, ist es aber gar nicht.

Neben den Artikeln 51 und 52, die der Bundesrat allein aufheben möchte, sind es doch noch drei weitere Artikel, die hier in Frage kommen: das Schächtverbot, die Bewilligungspflicht für die Errichtung von Bistümern und die Beschränkung der Wählbarkeit in den Nationalrat auf Schweizerbürger weltlichen Standes. Zum ersten: das Schächtverbot hat ohne Zweifel unter anderm auch antisemitische Wurzeln und könnte daher als religiöse Ausnahmebestimmung gewertet werden. Es hat daneben aber auch tierschützerischen Charakter und daher sollte es durch einen allgemein gehaltenen Tierschutzartikel ersetzt werden. Zu dieser Frage hat glücklicherweise der Bundesrat bereits das Vernehmlassungsverfahren eingeleitet, und darum steht heute ja auch kein Antrag zur Diskussion, in dem das Schächtverbot mitenthalten wäre.

Es bleiben daher noch der Bistumsartikel und der Artikel 75. Diese aber sollte man mit den Artikeln 51 und 52 zu einem Paket zusammenfassen.

Zu Artikel 50 Absatz 4 haben Sie bereits im Jahre 1964 hier im Nationalrat eine Motion Ackermann als Postulat überwiesen, das die Aufhebung der zweifellos überflüssigen Bewilligungspflicht für die Neugründung von Bistümern fordert. Und wie Sie wissen, ist ja vor einigen Jahren das Bistum Basel/Lugano auch aufgeteilt worden, ohne dass man deswegen nach Artikel 50 Absatz 4 hätte vorgehen müssen. Wenn der Artikel 50 Absatz 4 nicht wie die übrigen Artikel eine fest umrissene Minderheit von Schweizerbürgern diskriminiert, so sollte er doch wegen der in ihm enthaltenen Rechtsungleichheit jetzt zusammen mit den übrigen aufgehoben werden. Dagegen wird durch Artikel 75 eine fest umrissene Gruppe von Schweizerbürgern, nämlich diejenigen geistlichen Standes, ganz eindeutig diskriminiert. Es wäre nach einer allfälligen Aufhebung des Jesuiten- und Klosterartikels der einzige derartige Artikel. Ihn stehen zu lassen, wäre unseres Erachtens daher nicht vertretbar.

Wir befinden uns übrigens mit unserer Argumentation im Einklang mit dem nicht jetzigen Bundesrat, aber immerhin mit dem des Jahres 1921. Nachdem 1919 gleich zwei Motionen zu Artikel 75 überwiesen worden waren, hat der Bundesrat am 4. April 1921 in einer sehr ausführlichen Botschaft an die Bundesver-

sammlung zum Schluss geschrieben: «Wir halten dafür, dass die Revision von Artikel 75 vorzunehmen ist, wenn solche Einzelrevisionen an die Hand genommen werden, mit denen Artikel 75 in einem inneren Zusammenhang steht.» Weder bei der Vernehmlassung zu den Artikeln 51 und 52 noch in der Vernehmlassung zur Totalrevision habe ich auch nur eine Stimme gefunden, die sich für die Beibehaltung des jetzigen Wortlauts ausgesprochen hätte. Sie sehen, umstritten ist also nicht, dass Artikel 75 geändert werden muss, sondern nur wann. Die sozialdemokratische Fraktion ist der Meinung, dass das eben jetzt geschehen soll mit den Artikeln 51 und 52. Ich werde in der Detailberatung noch etwas zur Geschichte und zur Anwendung von Artikel 75 anführen.

Stellen wir allein die Artikel 51 und 52 zur Abstimmung, erwecken wir den Anschein, als ob es um die katholische Kirche bzw. die Jesuiten ginge, und das würde die Abstimmung unnötig konfessionell belasten. Das möchte niemand.

Nehmen wir das ganze Paket zusammen, also Artikel 50 Absatz 4, Artikel 51, 52 und 75, entlasten wir die Abstimmung von eventuellem konfessionellem Gezänk und machen sie zu einer rein politischen Abstimmung. Das entspricht auch dem historischen Ursprung der Artikel. Die Frage lautet dann einfach: Wollen wir mit Artikel 4 der Bundesverfassung (alle Schweizer sind vor dem Gesetze gleich) ernst machen oder nicht? Die Antwort darauf wird dem Volk sicher leicht fallen.

Die sozialdemokratische Fraktion schlägt Ihnen daher vor, zusammen mit den Artikeln 51 und 52 auch den Artikel 50 Absatz 4 und den Artikel 75 in einem Viererpaket zur Abstimmung zu bringen. Was nun die von Herrn Kollega Sauser vorgeschlagenen Ergänzungen zu den Artikeln 49 und 50 betrifft, den sogenannten Toleranzartikeln, so meinen wir, dass sie sich nicht unbedingt aufdrängen, denn sachlich ist das in ihnen Enthaltene schon jetzt in der Bundesverfassung enthalten. Und ob sie die abstimmungspolitische Situation erleichtern, was Herr Kollege Sauser mit ihnen erreichen möchte, ist mindestens noch ungewiss.

Masoni: Namens der Mehrheit der freisinnigen Fraktion befürworte ich die Motion und die Vorschläge der Kommissionmehrheit und empfehle Ihnen Eintreten auf die Vorlage.

Wir könnten versucht sein, bei dieser Vorlage zuerst die beiden aufzuhebenden Artikel sowie die Kämpfe, die damals zu diesen Artikeln führten, herabzuwürdigen und abzuwerten. Ferner könnte man versucht sein, die heutige Vorlage als eine Konzession an die katholische Seite im weiteren Sinne aufzufassen. Vor diesen beiden Versuchungen müssen wir uns hüten. Erstens müssen wir uns sagen, dass die beiden Bestimmungen im Geiste der damaligen Zeit und der damaligen Kämpfe absolut gerechtfertigt waren. Wir müssen froh sein, dass wir die damaligen Kämpfe in dieser Art lösen konnten. So haben wir reifen können. Durch diese Streitigkeiten und durch diese Lösungen sind unser Land und unsere Demokratie reifer geworden. Damals fanden solche Bestimmungen Unterstützung nicht nur von freisinniger Seite; man konnte damals auch Quellen von katholischer Seite zugunsten solcher Bestimmungen anführen. Schon in den kirchlichen Strömungen gegen die Jesuiten und in einer verbreiteten Literatur gegen die Jesuitenbewegung, die bereits im 18. Jahrhundert florierte, konnte man dafür auch bei den katholischen

Liberalen eine Rechtfertigung finden. Als sehr repräsentativ kann ich den Abbate Vincenzo Gioberti anführen, einen der Führer der neowelfischen Bewegung in Italien, der ein bedeutendes Werk gegen die Jesuiten verfasste und an den Anfang dieses Werkes die berühmten Verse der «Divina Commedia» von Dante stellte, indem er die Jesuiten als jene Sekte bezeichnete, die Gott und seinen Feinden missfallen: «E questa era la setta dei cattivi, a dio spiacenti ed ai nemici sui.»

Man kann die historische Rechtfertigung dieser beiden Normen nicht absprechen, und die lange Zeit, die gebraucht wurde, um sie aufzuheben und zu begründen, bezeugt, wie wichtig diese Normen für uns waren.

Es wäre aber auch gefährlich zu denken, die Aufhebung dieser Bestimmungen sei eine Konzession an die katholische Seite. Das ist nicht der Fall. Diese Vorlage entspringt der Feststellung, dass der liberale Geist unserer Verfassung obsiegte und sich erfüllte. Es ist eines der grossen Verdienste dieser Verfassung, dass es uns gelungen ist, die katholische Partei im Bundesstaat vollständig zu integrieren und in der katholischen Partei eine der Stützen unserer Demokratie zu haben. Die heutige Vorlage ist keine Konzession, sondern entspringt der Feststellung, dass der damalige Geist gesiegt hat und diese Bestimmungen ihre Aufgabe erfüllt haben, so dass es jetzt Pflicht ist, sie aufzuheben.

Vom liberalen Standpunkt aus ist es durchaus verständlich, dass man diese bescheidene Reform auf weitere Verfassungsänderungen erweitern möchte. Inhaltlich sind alle diese Änderungen gerechtfertigt und unserer freisinnig-demokratischen Fraktion sehr nahe. Aber für solche Vorschläge scheint es uns zu spät zu sein. Es ist vielleicht schade, dass die Motion Ackermann und die Schlussfolgerungen des Experten Professor Kägi damals den Bundesrat nicht veranlasst haben, die Studien auf diese weiteren Gebiete auszudehnen. Nachdem jedoch die Botschaft des Bundesrates auf einfache Aufhebung der zwei Artikel lautete und der Prioritätsrat im selben Sinne entschieden hat, ist es heute für diese Vorschläge zweifellos zu spät. Da das ganze Verfahren, das 1955 den Anfang in der Motion von Moos hatte, bereits abgeschlossen ist, könnte man sich vorstellen, hier andere Änderungen zu entscheiden, ohne ein ausführliches Verfahren durchzuführen und ohne die Kantone zu befragen? Dazu kommt noch ein Argument: Wenn diese Vorschläge, die heute vorgebracht werden, wirklich eine Gesamtbereinigung des konfessionellen Problems mit sich bringen würden, würde es sich lohnen, diese Normen in der Kommission eingehend zu prüfen und die Kantone um ihre Stellungnahme zu bitten. Aber diese Annahme scheint eher eine Täuschung zu sein. Wir müssen uns bewusst sein, dass wir keine Generalbereinigung auf dem Gebiet durchführen können, ohne den Kern des Problems zu berühren. Der Kern des Problems liegt in der Abschaffung jeglicher Vorrangstellung der einen oder der anderen Kirche und wird durch diese Änderungsansätze nicht berührt. Dieses Problem liegt in der Zuständigkeit der Kantone und eine tatsächliche Generalbereinigung ist nicht vorstellbar, wenn nicht auch zugleich das Problem der konfessionellen Schulen aufgegriffen wird. Glauben Sie, dass diese Fragen, die wirklich gründlich beraten werden müssen, jetzt tatsächlich behandelt werden könnten? Nein, ich glaube, dafür sind Mühe, Zeit und Studien nötig und dafür brauchten wir noch einmal so ein langes Verfahren wie für die vorliegenden

zwei Artikel. Es hat darum wirklich keinen Sinn, die Vorlage heute auf andere Gebiete und Artikel auszudehnen, ohne den Kern dieser Probleme wirklich in Angriff zu nehmen. Wir müssen bescheiden sein und uns nicht anmassen, auf einmal einen Schlusstrich unter dieses Kapitel zu ziehen. Vielmehr haben wir uns auf die Probleme zu beschränken, die gründlich genug studiert und behandelt wurden, zu denen die Kantone bereits Stellung bezogen haben und die in der Öffentlichkeit und in der Presse behandelt wurden.

Ich glaube, aus diesen Ueberlegungen heraus wäre es unrealistisch, die heutige Auseinandersetzung auf andere Gebiete auszudehnen; wir müssen uns auf diese Vorlage beschränken und die Aufhebung der beiden Artikel allein behandeln. Dies ist eine Reform, die niemanden stört, da heute das Bewusstsein reif geworden ist, dass diese Artikel abgeschafft werden müssen. Niemand kann ernsthaft dagegen kämpfen.

Aus diesen Ueberlegungen unterstützt die freisinnig-demokratische Fraktion die Vorschläge und die Motion der Kommissionsmehrheit und empfiehlt Ihnen Eintreten auf die Vorlage des Bundesrates.

Diethelm: Ich habe im Jahre 1956, nachdem Ständerat Ludwig von Moos sein Begehren für die Teilrevision der Bundesverfassung vertreten konnte und nachdem in Norwegen die Diskriminierung von Ordensleuten durch Kabinettsbeschluss beseitigt wurde, an einer grossen Volksversammlung als junger Politiker für die Eliminierung der Ausnahmeartikel aus unserem Verfassungswerk gesprochen. Eine überwiegende Mehrheit der Versammlungsbesucher war damals mit mir gleicher Meinung, dass diese Flurbereinigung kommen müsse. In einem Rechtsstaat, so argumentierte ich, wo die Toleranz weitgehend das öffentliche Leben prägt, haben derartige Bestimmungen keinen Platz mehr. Meine damaligen Ausführungen haben mir zum Teil offene, zum Teil versteckte, aber auch sehr harte Kritiken eingetragen. Inzwischen hat der für die Fanatiker extrem wirkende Zündstoff der besseren Einsicht weitgehend Platz gemacht. Ich erachte den Zeitpunkt für gekommen, die Artikel 51 und 52 aus unserer Bundesverfassung auszumerzen. Ich wage mit Zuversicht zu glauben, dass das Schweizervolk die geistige Kraft aufbringt, diese antikirchlichen Relikte aus der Entstehungsgeschichte der Bundesverfassung zu beseitigen. Ich bin dem Bundesrat dankbar, dass er sich auf die Schwerpunkte, auf die dringenden Postulate rechtsstaatlicher Natur konzentriert hat, wobei ich im Gegensatz zu einigen kritischen Bemerkungen, die in der Kommission gefallen sind, für die ausgezeichnete Botschaft ein Lob aussprechen möchte.

Mit diesen Feststellungen bringe ich auch zum Ausdruck, dass ich für die Vorlage bin, wie sie gemäss Antrag des Bundesrates und Beschluss des Ständerates, also im Sinne der Beschlüsse unserer Kommissionsmehrheit vor uns liegt. Die sozialdemokratische Fraktion hat mehrheitlich beschlossen, auch die Artikel 50 Absatz 4 und Artikel 75 in die Revision einzubeziehen.

Ich bin nach wie vor nicht von meinem Standpunkt abzubringen, den ich in der Kommission geäussert habe. Ich habe davor gewarnt, das Fuder zu überladen. Man darf die sehr wichtige Vorlage nicht mit wohl achtbaren, aber nicht zwingenden zusätzlichen Postulaten belasten. Ich bleibe meiner Ueberzeugung treu. Wir alle, namentlich die Mitglieder der Kommission, haben es aus den verschiedensten Zuschriften erfahren, dass

immer noch Zündstoff vorhanden ist, dass versucht werden wird, mit emotionell hochgespielten Beispielen aus der Vergangenheit die Vorlage zu Fall zu bringen.

Ueberrascht hat mich trotzdem das Votum unseres Kollegen Nägeli. Ich bedaure ausserordentlich, dass er bei der Begründung seines Nichteintretensantrages in die Zeit zurückblendete, die von andern Ereignissen geprägt wurde. Mir scheint, dass diese Argumente in der heutigen Geisteswelt keinen Platz mehr haben. Sie beinhalten Gedanken der Intoleranz und des Misstrauens, auf die ich nicht mehr eintreten will. Ich bin weit davon entfernt, den zusätzlichen Begehren, wie sie in einzelnen Minderheitsanträgen angemeldet sind, ihre Berechtigung abzuspochen. Sie sollten meines Erachtens aber zu einem späteren Zeitpunkt, in einem gesonderten Paket, eventuell mit der Totalrevision der Bundesverfassung bereinigt werden.

Ich unterstützte die Motion der Kommission. Wir müssen uns jetzt auf die grossen völkerrechtlichen Aspekte beschränken. Sie liegen unbestrittenermassen bei den rechtsstaatlichen Postulaten für die Aufhebung der Artikel 51 und 52. Wir müssen für die Toleranz, die Glaubens- und Gewissensfreiheit und die Wahrung der Menschenrechte demonstrieren und alles tun, um das grosse Ziel zu erreichen. Die gleiche Sorge, ja keine Verwirrung zu stiften, um die Stimmbürger mit einer einfachen, klaren Frage zu konfrontieren, veranlasst mich auch, dafür einzutreten, für die Verfassungsrevision dem Volk beide Artikel in einem Paket vorzulegen. Eine Trennung in zwei Abstimmungsfragen wäre rechtlich mindestens mit gleich guten Gründen vertretbar. Ein negativer Entscheid in einer Frage wäre aber verhängnisvoll.

Ich bitte Sie daher, auf die Vorlage einzutreten, die Abänderungsanträge abzulehnen und sich bis zur Volksbefragung aus Gerechtigkeitsgründen und aus rechtsstaatlichen Erwägungen für die Beseitigung des Ausnahmerechts einzusetzen. Die Verantwortung liegt hier fast ausschliesslich bei den politischen Parteien. Sie müssen die Aufklärung übernehmen. Es wird kaum möglich sein, die grossen Wirtschaftsverbände in der Abstimmungskampagne zu engagieren. Ich bin überzeugt, dass es uns gelingen wird, den Geist der Toleranz und der Gerechtigkeit durchzusetzen, wenn wir bereit sind, daran zu glauben, dass unser Staatswesen auf diese beiden Artikel verzichten kann, ohne dass der Friede zwischen Staat und Kirche gestört wird. Ich bin bereit, mich für diese dringend notwendige Verfassungsrevision im Sinne der Vorlage des Bundesrates einzusetzen, und ich bitte Sie, in diesem Sinne auf die Vorlage einzutreten.

Stahelin: Das Kloster- und Jesuitenverbot war im letzten Jahrhundert eindeutig eine politische Angelegenheit. Die massgebenden protestantischen Kreise und deren einflussreiche Vertreter, wie z. B. Jeremias Gottleb, lehnten das Verbot entschieden ab, wenn sie persönlich auch keine Freunde der Jesuiten waren. Es ist daher eine unzulässige Gewichtsverschiebung, wenn man vorschnell von konfessionellen statt politischen Ausnahmeartikeln und der Wahrung des konfessionellen statt des allgemeinen Bürgerfriedens spricht. Es ging damals nicht darum, die katholische Kirche zu treffen oder gar zu diskriminieren. Man wollte sich gegen Gegner unserer Staatsordnung wehren und ihre staatsfeindlichen Umtriebe unterbinden. Will man nun heute die Jesuiten wieder zulassen, so scheint sich mir deshalb

als die naheliegendste Frage diejenige nach ihrer heutigen Einstellung zu unserem heutigen Staate und seinen Einrichtungen aufzudrängen. Wie steht es damit? Heute werden den Jesuiten von den allerverschiedensten Kreisen und Persönlichkeiten nur die allerbesten Leumundzeugnisse ausgestellt. Nicht nur von katholischer Seite, auch von Herrn Professor Kägi, vom Bundesrat und vor allem auch von namhaften protestantischen Theologen wird uns versichert, dass sich im Jesuitenorden ein gewisser Wandel vollzogen hat und seine Vertreter heute in keiner Weise mehr als gefährlich angesehen werden können. Es liegt mir fern, den Aussagewert solcher Zeugnisse anzuzweifeln, aber sie stammen doch alle nur aus zweiter Hand. Warum haben die massgebenden Jesuiten selber bisher noch keine diesbezügliche authentische Erklärung abgegeben? Dürfen wir diese Erklärung noch rechtzeitig erwarten, bevor wir uns im Abstimmungskampf zu ihren Gunsten einsetzen sollen?

Nun hat im Laufe der Jahre die ursprünglich politische Jesuitenfrage zweifellos einen sehr starken konfessionellen Einschlag bekommen, der sich im Bewusstsein der Bürger immer mehr in den Vordergrund zu drängen scheint. Man muss aber auch hier vorsichtig sein. Wie viele Leute entdecken jetzt, wo es um die Jesuiten geht, plötzlich ihr protestantisches Herz, das sonst gar nicht so laut zu klopfen pflegt! Und bei wie vielen Leuten scheint sich der Protestantismus ganz einfach in einem platten Antikatholizismus zu erschöpfen. Damit sei kein Wort gesagt gegen diejenigen Protestanten, die aus ernsthaften Gründen glauben, der Ausmerzung der Ausnahmeartikel nicht zustimmen zu können. Sie bemängeln vor allen Dingen, dass die konfessionelle Flurbereinigung, die durch die Streichung der Ausnahmeartikel angestrebt wird, einseitig ist und nur der katholischen Seite zugute kommt, während die Elemente, die die Protestanten als Benachteiligung und als Diskriminierung empfinden, nicht auch aus der Welt geschafft werden. Es betrifft dies vor allen Dingen die katholische Praxis in der Mischehenfrage bzw. die Nichtanerkennung einer protestantisch getrauten Mischehe. Es betrifft auch die Nichtbeachtung des Artikels 27 Bundesverfassung über die Wahrung der Glaubens- und Gewissensfreiheit an öffentlichen Schulen in einem oder in zwei Kantonen, um nur diese zwei Beispiele zu nennen.

Persönlich kann ich solchen Bedenken nicht jede Berechtigung absprechen, halte sie aber letzten Endes nicht für ausschlaggebend. Ich werde Ihnen, meine Damen und Herren, also kein Tauschgeschäft beantragen und meinerseits der Vorlage zustimmen.

Die Front der Gegner setzt sich nun aber bei weitem nicht nur aus missgestimmten Protestanten zusammen, sondern noch aus einer unübersehbaren Zahl der allerverschiedensten Elemente. Auch römische Katholiken befinden sich darunter. Es ist eine äusserst heterogene Gesellschaft. Bei öffentlichen Veranstaltungen und Diskussionen kommt erschreckend viel unterschwelliges Ressentiment ans Tageslicht, zum Teil ganz irrationale Emotionen, denen mit Vernunftgründen nicht beizukommen ist. Die Jesuiten werden zu Sündenböcken für alles mögliche und unmögliche gemacht, zum Teil für Dinge, mit denen sie selber gar nichts zu tun haben. Ob diese Strömungen im Abstimmungskampf genügend Gewicht bekommen werden, um einen positiven Ausgang ernsthaft zu gefährden, ist vorläufig schwer vorauszusehen. Wir sollten uns aber vor einem allzu leichtfertigen Optimismus hüten. Wir werden den

Abstimmungskampf sorgfältig vorbereiten müssen.

Und gerade weil mir dies am Herzen liegt, möchte ich zum Schluss eine eindringliche Bitte an Sie richten: Der Antrag des Bundesrates, über die Aufhebung des Kloster- und des Jesuitenartikels mit einem einzigen Stimmzettel statt mit separater Fragestellung abstimmen zu lassen, hat in der Öffentlichkeit weitgehend Befremdung und bei den aktiven Protestanten, die gewillt sind, sich kräftig für die Vorlage einzusetzen, Enttäuschung ausgelöst. Wenn diese Leute, die in konfessionellen Fragen wohl den engsten Kontakt mit unserem Volk haben, uns sagen, dass mit einer gekoppelten Abstimmung ihr positiver Einsatz wesentlich belastet und ihre Arbeit erschwert werde, so können sie dies besser beurteilen als wir hier vom politischen Parkett aus, die wir geneigt sind, der Frage keine so wesentliche Bedeutung beizumessen. Wir würden gut daran tun, diesem Wunsche zu entsprechen. Ich verzichte im Moment auf eine nähere Begründung und behalte mir vor, in der Detailberatung unter Umständen auf die Sache zurückzukommen. Der Antrag auf getrennte Abstimmung wird auch von der grossen Mehrheit der Fraktion des Landesringes unterstützt. Alles in allem schliesse ich mich dem Antrag auf Eintreten und Zustimmung zur Vorlage an.

Zwygart: Dass die zur Diskussion stehenden Artikel 51 und 52 mit ändern noch den Geist des letzten Jahrhunderts widerspiegeln, ist offensichtlich. Aber ebenso klar ist, dass ihrer Aufhebung erheblicher Widerstand erwächst. Das geht aus der vielen Post hervor, die uns aus den verschiedensten Lagern zugestellt wird. Wenn sich nun zur Vorlage des Bundesrates, die Artikel 51 und 52 seien aufzuheben, verschiedene Fragen aufdrängen, so geschieht das aus folgenden Gründen: Einmal ist es schade und schwer verständlich, dass den Räten die Vorlage zur Genehmigung unterbreitet wird, bevor das Gutachten Kägi in allen Teilen vorliegt. Es würde uns sehr interessieren, wie die beiden uns vorenthaltenen Teile des Gutachtens aussehen. Es ist ein Novum, dass die Begründung einer Vorlage vorgenommen wird, ohne die vollständige Untersuchung, welche zu den beantragten Schlüssen führte, in Händen zu haben. Ein Arzt setzt mit der Behandlung eines Patienten erst ein, wenn die Diagnose vorliegt; in unserem Falle fehlt sie noch. Zum ändern sind wir der Meinung, solange eine Satzung in unserer Verfassung steht, sei sie für uns Verpflichtung, auch wenn sie nicht mehr zeitgemäss ist. Wir sind sicher alle der Meinung, dass der Artikel 75 der Bundesverfassung ebenso revisionsbedürftig ist wie die zur Diskussion stehenden Artikel 51 und 52. Nun steht aber im Artikel 75 — wir haben es heute schon mehrmals gehört —, dass nur Schweizerbürger weltlichen Standes in den Nationalrat gewählt werden können. Unsere Kollegin Sahlfeld musste zuerst auf die Ausübung ihres Pfarrerberufes verzichten, bevor ihr Einsitz in unserem Rat gewährt wurde. Es wäre eine Verletzung unserer Verfassung gewesen, hätte man Frau Sahlfeld nicht auf den revisionsbedürftigen Artikel 75 verpflichtet. Nun steht aber in Artikel 51: «Der Orden der Jesuiten darf in der Schweiz keine Aufnahme finden, und es ist seinen Gliedern jede Wirksamkeit in Kirche und Schule untersagt.» In der vorliegenden Botschaft jedoch lesen wir, dass in der jesuitischen Vizeprovinz Schweiz heute 70 bis 80 Jünger Loyolas in verschiedenen Stellungen ihren Dienst tun. Es liegt auf der Hand, dass hier seit Jahren

der klare Text der Bundesverfassung mehrfach verletzt worden ist, ohne dass die kantonalen und eidgenössischen Behörden eingeschritten sind. Ein solches Verhalten ist schwer zu verstehen. Es gäbe heute kaum eine ernsthafte Diskussion, wenn die Ausgangslage verfassungsmässig sauber wäre. Das ist sie nun eben nicht. Wir als Rat und ebenso das Schweizervolk sollen nachträglich gutheissen, was man verfassungswidrig vorweggenommen hat. Das ist eine ganz unerfreuliche Situation, vor der wir stehen, und eine schwere politische Hypothek, mit der die Vorlage belastet ist. Unsere vorberatende Kommission hat es sich offenbar nicht leicht gemacht und den ganzen Problemkreis gründlich studiert und unterbreitet uns verschiedene Vorschläge. Es ist sehr zu hoffen, dass unsere Beratungen hier sachlich geführt werden können. Das dürfte eine gute Voraussetzung werden, dass auch in der anschliessenden Abstimmungskampagne zu dieser politischen Frage der konfessionelle Friede nicht gestört werde. Das muss unser heisses Bemühen sein; denn wenn wir unsern religiösen Frieden, für den wir sehr dankbar sein wollen, nicht bewahren könnten, würde es ja doch nur Verlierer geben. Eine solche Prüfung möge dem Schweizervolk erspart bleiben.

Müller-Zürich: In unserer Zeit, die sich dem Materialismus wie dem Wohlfahrtsstaat verschrieben hat, tragen sich offenbar weniger Parlamentarier in die Rednerliste ein, wenn es gilt, zu einem rein ideellen Thema Stellung zu beziehen, bei dessen Behandlung man sich bestenfalls die Finger verbrennen kann. Dies um so mehr, weil die Ansichten zum bundesrätlichen Entwurf über die Aufhebung der Artikel 51 und 52 unserer Verfassung — mit einer Ausnahme — geteilt sind und quer durch die Reihen der politischen Parteien verlaufen.

Grundsätzlich ist festzuhalten, dass der Bundesrat meines Erachtens schlecht beraten war, als er aus einer Gesinnung der Toleranz, nach sattsam bekannter Salomitahtik, einmal mehr nicht das Gesamtproblem ein für allemal aus der Welt zu schaffen trachtete und demgemäss sämtliche konfessionellen Ausnahmeartikel, also mit den beiden zur Diskussion stehenden ebenfalls den Bistumsartikel 50 Absatz 4, den Wählbarkeitsartikel von Geistlichen, Artikel 75, und ebenso das Schächtverbot in Artikel 25bis unserer Verfassung, aufzuheben beantragte. Wenn das Schweizervolk schon reif zur vollen Toleranz ist, dann hat es dies gegenüber jeder Weltanschauung und Religion zu sein. Warum also die falsche Bescheidenheit? Mit dem Argument der Toleranz lässt sich nur fechten, wenn man auch tatsächlich tolerant ist. Wenn wir heute allein zum Kloster- und zum Jesuitenartikel Stellung beziehen dürfen, so werden wir im Grunde genommen bevormundet wie das gesamte Schweizervolk. Die Sache wird nicht besser, wenn man zwei der Materie nach absolut verschiedene Artikel in Zuwiderhandlung von Artikel 121 Absatz 3 der Bundesverfassung mit der dreisten Behauptung dem Stimmvolk anbietet, es handle sich um ein und dieselbe Sache. Aus der Sicht der katholischen Kirche mag das durchaus so erscheinen, aus der Sicht aller andern Konfessionen bestimmt nicht. Ein Kloster und ein Orden sind zwei völlig verschiedene Begriffe. Das erste ist ein sich selbst erhaltender Betrieb mit Sachwerten, der sich die Gesellschaftsform eines Ordens gibt. Der Jesuitenorden dagegen ist ein Orden zur Ehre des Allmächtigen und zur Stärkung der Kirche Roms. Man kann dem einen

bestimmen oder beidem oder sogar beides ablehnen. Wenn nun durch eine Partialrevision unserer Verfassung verschiedene Materien revidiert werden sollen, so hat jede derselben Gegenstand einer besondern Abstimmung zu sein. Der Stimmberechtigte soll bei der Abstimmung seinen wirklichen Willen zum Ausdruck bringen können und nicht nur ja oder nein stimmen dürfen in bezug auf einen Gegenstand, während er den zweiten Gegenstand mit in Kauf nehmen muss, wenn er das eine oder das andere stimmen will. Das ist ein Uebertölpelungsversuch, wenn nicht gar Erpressung. Man merkt die Absicht und wird verstimmt. Das Volk wird möglicherweise der Aufhebung des Klosterverbots zustimmen, nicht aber so gewiss der des Jesuitenverbots. Leider würde bei einer solchen Abstimmung mangels eines Verfassungsgerichtshofes einmal mehr ein gezieltes Unrecht in Recht verwandelt. Ob der innere Zusammenhang der Materie gegeben ist, muss im übrigen selbstverständlich vom Gesichtspunkte der Stimmberechtigten und keinesfalls von jenem der Initianten aus beurteilt werden. Nun hat aber die Praxis tatsächlich diesen Verfassungsartikel wiederholt missachtet. Ob man aber aus der widerrechtlichen Praxis, die mehr als nur Verfassungsritzungen beinhaltet, gar für die erneute, heute vorliegende Missachtung des Grundsatzes der Einheit der Materie im Sinne von Artikel 121 Absatz 3 unserer Verfassung eine Berechtigung ableiten darf, ist eindeutig mit nein zu beantworten. Die Sache wird noch obskurer, wenn heute bereits die Kommission des Nationalrates *pro futuro* zur Besänftigung der Gemüter eine Motion zur Aufhebung der Artikel 25bis, Artikel 50 Absatz 4 und Artikel 75 lanciert, um den Souverän gefügig zu machen. Genau das haben wir bei der Abstimmung der zweiten Ueberfremdungs-Initiative bereits erlebt, als der Bundesrat die Stabilisierung der Fremdarbeiterzahl versprach, um die Verwerfung zu erreichen, worauf der Familiennachzug erst recht in Schwung kam, die Niederlassungsbewilligungen von 5000 auf 47 000 zunahmen und zusätzlich noch fast 40 000 Ausländergeburten zu registrieren waren, die nicht mitgezählt werden, alles unter dem beschwichtigenden Titel «Stabilisierung».

Die Verdienste der Gesellschaft Jesu, vor allem auch auf dem Gebiete der Lehrtätigkeit, sind bewundernswert, und sie verdienen volle Anerkennung. Um so betrüblicher ist es, dass der genannte Orden nach Methode und Tendenzen eher als ein Feind der Autorität des konfessionslosen Staates gilt und in höchster Unduldsamkeit die Gleichberechtigung aller Konfessionen im Staate bekämpft, um seinem Glaubensbekenntnis die Alleinherrschaft zu sichern. Heute erwartet man von uns Toleranz diesem Orden gegenüber, während wir eher Intoleranz von ihm zu erwarten haben. Die geübte stillschweigende Duldung aktiver Jesuiten in unserem Lande, die sich unbestritten grosse Verdienste im Erziehungswesen erworben haben, bildet selbstverständlich noch keine Rechtsgrundlage dafür, den rechtswidrigen Zustand in einen rechtmässigen umzuwandeln. Das Jesuitenverbot richtet sich ja schliesslich vor allem an die Behörden, die ihre Aufsichtspflicht in den letzten Jahrzehnten leider vernachlässigt haben. Wenn schon nicht alle konfessionellen Ausnahmeartikel aufgehoben werden sollen, so wird man rechtlich wie sachlich das vorliegende Problem am besten auf dem Wege des Antrages der Minderheit I lösen, allenfalls auch im Sinne des Minderheitsantrages II, eventuell im Sinne der Minderheit III. In diesem Sinne allein beantrage ich

Eintreten und glaube, mich damit gleichzeitig auch zur Detailberatung geäussert zu haben.

M. Chavanne: Pour le non-juriste, les deux articles constitutionnels que nous abrogerons aujourd'hui, j'en suis persuadé, ne sont plus appliqués depuis de très nombreuses années, probablement parce qu'ils ne sont plus applicables. Si les jésuites n'enseignent plus dans les écoles au sens strict, leur intervention dans la vie intellectuelle de notre pays est évidente à travers, par exemple, l'excellent groupe de rédaction de la revue *Choisir* de Genève. Quant aux écoles qui ont été fondées par les congrégations, probablement sans autorisation, elles sont si nombreuses que j'ai eu la chance de gagner ma vie dans l'une d'elles, pendant mes études.

Si nous attribuons une telle importance à la disparition de ces deux articles, c'est qu'elle constitue pour nous un pas évident vers la séparation réelle des Eglises et de l'Etat, vers la liberté d'opinion, vers la liberté de groupement. La phrase célèbre «Mon royaume n'est pas de ce monde» retrouve enfin sa signification: les Eglises chrétiennes s'efforcent actuellement de repenser certaines de leurs attitudes passées en face, par exemple, de la guerre ou de l'argent en les confrontant à l'éthique de leur fondateur, et nous nous en réjouissons. Mais elles doivent, en conséquence, abandonner la politique de conservatisme matérialiste, qui n'est plus de mise pour elles, et acquérir leur indépendance vis-à-vis des groupements politiques qu'elles ont eu le tort de patronner trop longtemps.

C'est dire aussi que les rapports Eglises-Etat, qui étaient encore si importants il y a quelques dizaines d'années, s'établissent à présent dans une atmosphère nouvelle faite d'indépendance et de respect mutuel sur le plan fédéral et, je l'espère, sur le plan des cantons. Les Eglises abandonnent l'espoir d'intervenir dans des chapitres de la vie sociale et politique qui ne dépendent évidemment pas d'elles. Mais cela prouve que les autres articles constitutionnels confessionnels doivent être revus, entre autres celui qui interdit l'abattage rituel juif des animaux, souvenir de l'antisémitisme qui régnait dans notre pays en 1893 et qui y régnait encore au cours de la dernière guerre. Cet article doit disparaître de la constitution fédérale. Les prêtres et pasteurs, citoyens suisses, qui désirent siéger parmi nous doivent pouvoir le faire. Quant au nombre des diocèses, il faut que l'Eglise catholique puisse en décider elle-même. Je ne vois pas pour quelle raison l'Etat fédéral intervient dans ce domaine.

Et enfin, puisque nous parlons de liberté d'opinion et de l'obstacle que ces fameux articles constitutionnels inappliqués, sans aucune importance pratique, opposent à notre adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme, il ne faut pas oublier les autres articles qui restreignent la liberté des citoyens suisses. Je veux parler des dispositions relatives à l'administration de la justice et à l'internement administratif. La décision que nous prendrons aujourd'hui — j'espère qu'elle sera ratifiée par le peuple — signifiera un pas vers une véritable liberté d'opinion, un véritable droit des hommes, et des citoyens, à se grouper et discuter ensemble des problèmes qui les préoccupent.

Keller: Ich möchte mich ganz kurz äussern zur Motion der Kommission, nämlich zu II (Art. 25bis BV), dem sogenannten Schächtverbot.

Es ist anzuerkennen, dass diese Sache nicht unbedingt in die Bundesverfassung gehört; sachlich ist sie jedoch gerechtfertigt. Das Schweizervolk ist sicher einhellig der Auffassung, dass, wenn schon ein Tier getötet werden muss, dies so zu geschehen habe, dass dieses nicht unnötige Angstzustände und Schmerzen erdulden muss. Dies ist beim Schächten nicht der Fall. Es ist zurzeit ein Entwurf für einen Tierschutzartikel in der Vernehmlassung. Wenn dieser Verfassungsartikel und das entsprechende Bundesgesetz in Kraft sind, kann über die Aufhebung des Verfassungsartikels 25bis diskutiert werden. Das Bundesgesetz müsste allerdings die Betäubung der Tiere vor dem Blutentzug unbedingt enthalten, ansonst ihm oder der Aufhebung des Verfassungsartikels 25bis aus den genannten Gründen der Kampf angesagt werden müsste.

Kaufmann: Um die Vorlage des Bundesrates in Ruhe werten zu können, sind einige sachliche und rechtliche Überlegungen in den Vordergrund zu rücken. Die Bedeutung der bündnerischen Vorlage liegt weniger in praktischen Auswirkungen für die betroffenen Personen und den mitbeteiligten Konfessionsteil; man hat hier an andern Sorgen zu tragen als an Klostergründungen und Expansion. Die Bedeutung der Vorlage liegt vorab im Grundsätzlichen, im Niederlegen von Grenzen im staatlichen Zusammengehörigkeitsgefühl und auch im Bekenntnis zu unserm liberalen Rechtsstaat.

Die Beibehaltung von Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung käme nicht nur einer Ungerechtigkeit gleich, wie das von Herrn Professor Kägi dargetan worden ist. Ich glaube, wir müssen hier nochmals ganz einlässlich darauf hinweisen, dass es sachlich keinen Grund gibt für die Artikel 51 und 52, und zwar rechtlich gemeint. Die öffentliche Ordnung und der konfessionelle Friede lassen sich ohne diese Artikel problemlos verwirklichen. Wir haben Rechtsgrundlagen in Fülle für alle Verbote, gegen irgendjemanden. Herr Vincent hat mir heute abend den Beweis praktisch ins Haus geliefert. Es ist tatsächlich so: wir haben vor 30 Jahren die kommunistischen Parteien verboten — wo finden Sie aber in der Bundesverfassung ein Verbot der Kommunistischen Partei? Und gleichwohl wurde dieses Verbot durchexerziert. Mittlerweile ist es längst aufgehoben worden, Bestand haben aber immer noch die Artikel 51 und 52.

Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung verletzen auch den Grundsatz der Verhältnismässigkeit. Jede menschliche Person hat das Recht auf religiöse Freiheit. Natürlich gilt jedes Freiheitsrecht nur im Rahmen der öffentlichen Ordnung, Ruhe, Sittlichkeit und Sicherheit. Diese Einschränkung unterliegt jedoch ihrerseits dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit. Die Verbote in den Artikeln 51 und 52 gehen weit über das hinaus, was zur Sicherung der öffentlichen Ordnung erforderlich wäre. Wir besitzen heute strafrechtliche und zivilrechtliche Vorschriften, die für die Aufrechterhaltung dieser Ordnung durchaus genügen, ohne dass wir auf generelle Verbote zurückgreifen müssen.

Ich glaube, sachgemäss und von Rechts wegen kann man vernünftigerweise nicht zweierlei Meinungen besitzen. Es fragt sich lediglich, ob gemäss dem Vorschlag des Bundesrates lediglich die Aufhebung der Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung vorgenommen werden soll, oder ob weitere Bestimmungen der Bundesverfassung ausgemerzt und neue eingefügt werden sollen.

Ich darf vielleicht in diesem Zusammenhange daran erinnern, dass die Idee, die Aufhebung der Artikel 51 und 52 in den Rahmen einer grösseren Partialrevision zu kleiden, gerade von unserer Partei im Vernehmlassungsverfahren postuliert worden ist. Diese grössere Partialrevision hätte sich auf die Neuformulierung der verfassungsrechtlichen Prinzipien der Religionsfreiheit zu erstrecken, nachdem die Artikel 49 und 50 der Bundesverfassung doch zu einem grossen Teil überholt erscheinen.

Die Kommissionsminderheit will zwar auch eine erweiterte Partialrevision; sie bezweckt aber weniger die neue Umschreibung der Religionsfreiheit, sondern wir müssen das ganz offen sagen, sie will vorab aus abstimmungstaktischen Gründen auch der andern Seite etwas bieten. Ich habe für diese zweifelsohne korrekten Befürchtungen unserer Kollegen durchaus Verständnis, und ich habe persönlich auch versucht, hier noch in letzter Stunde gewisse Brücken zu bauen; denn ich bin überzeugt: nichts schadet dem Religiösen mehr als das Gezänk der Konfessionen.

Trotz einer vielleicht wohltuenden Optik, die diesen Minderheitsanträgen eigen ist, kann ich diese Minderheitsvorschläge im wesentlichen nicht gutheissen. Ich klammere dabei die Revisionsvorschläge betreffend die Artikel 75 und 50 Absatz 4 allerdings von dieser Feststellung aus. Aber die übrigen Vorschläge der Minderheit stossen wiederum an Ausnahmerecht, enthalten wiederum in anderer Form diskriminierenden Charakter. Artikel 50 Absatz 2 zum Beispiel: Weshalb sollen nur Vereinigungen oder Institutionen verboten werden können, die den religiösen Frieden stören? Den politischen Frieden stören darf man offensichtlich nach dieser Formulierung. Es liegt wiederum eine kleine Diskreditierung hinter diesem Antrag, und zudem würde mit diesem Antrag (Art. 50 Abs. 2) eine Bestimmung erneut bestätigt und sanktioniert, die nach unserem Dafürhalten ebenfalls überholt ist und die nicht mehr in unsere Bundesverfassung hineingehört. Und was soll die Beschränkung zu Artikel 49 Absatz 1 der Bundesverfassung, die für alle Freiheitsrechte gleichermaßen ohnehin und automatisch gilt? Deklamatorische Erklärungen wollen wir aber in unserer Bundesverfassung nicht.

Die berechtigten Anliegen auf Aufhebung von Artikel 50 Absatz 4 und Artikel 75 der Bundesverfassung sind unbestritten. Es fragt sich hier nur, wie man vorgehen will. Wollen wir diese bereits heute in die Revision einbeziehen, oder wollen wir sie mit der eingereichten Motion verwirklichen? Vielleicht sind die Minderheitsvorschläge in dieser Richtung doch auch etwas überstürzt. Neue Bestimmungen können in der Regel nicht einfach aus dem Aermel und ohne Vernehmlassungsverfahren innert weniger Wochen beantragt und beschlossen werden. Das entspricht nicht unserer Eigenart des Erdauerns und Abwägens, vor allem in Verfassungsfragen.

Einer Meinung, die besonders auch von Herrn Schwarzenbach vertreten wird, muss ich aus juristischen Gründen entgegenreten, der Meinung nämlich, mit den ergänzenden Vorschlägen der Minderheit wäre die Einheit der Materie wiederhergestellt. Hier wird das Prinzip der Einheit der Materie verkannt. Es dient der möglichst eindeutigen und klaren Ermittlung des Volkswillens. Je getrennter eine Abstimmung, um so klarer tritt der Volkswille in Erscheinung. Dieses Prinzip hat seine Schranken lediglich von der Praktikabilität her

und von der möglichst weitgehenden Berücksichtigung des Volkswillens bei Einreichung von Initiativen des Volkes auf Partialrevision. Das Prinzip der Einheit der Materie ist nicht dann am besten gewahrt, wenn ein möglichst grosser Materienkomplex in die Revision miteinbezogen wird, so zum Beispiel wenn das ganze Gebiet von Kirche und Staat oder alle Wirtschaftsartikel oder die Freiheitsrechte gesamthaft überprüft werden müssten. Zudem werden durch die Minderheitsanträge ja nur Fragmente eingeschoben und ausgemerzt. Es wird nicht einmal das Gebiet der religiösen Freiheitsrechte abschliessend geregelt. Also gewinnen wir mit diesen Minderheitsanträgen auch für die Abstimmung nichts, weil wir doch die Abstimmung aufteilen müssen. Das einzige Argument, das wir heute abend gehört haben und das für die Minderheitsanträge sprechen würde, liegt in den aufgezeigten Emotionen im Volk und in den Sorgen um die Abstimmung. Aber genügt dieses Argument für die Minderheitsanträge? Können wir uns nicht von vornherein schon damit trösten, dass Emotionen und konfessionelle Aggressionen höchst selten auf religiösem oder christlichem Boden wachsen? Können wir uns andererseits gegenseitig immer bestätigen, die Artikel 51 und 52 seien klarerweise aufzuheben, sie stellten Unrecht dar — und dann nicht ganz zu unserer Auffassung stehen, aus Angst, wir würden vom Volke desavouiert?

Hier vor allem noch eines: Wir haben leider noch vieles an Emotionen, fast Pathologischem, abzutragen, übrigens hüben und drüben, auf beiden Seiten der Grenze. Wahrscheinlich genügt zur Ueberwindung aller aufgetauten Gefühle das stillschweigende Uebergehen der Divergenzen nicht. Zur Ueberwindung der Generationen überdauernden, irrationalen Emotionen bedarf es von Zeit zu Zeit einer Anstrengung. Anlass zu einer solch besonderen Anstrengung bietet uns die Volksabstimmung. Ich möchte dem Bundesrat dafür danken dass er uns mit der objektiven Botschaft diesen geraden Weg gewiesen hat.

Jäger-Basel: Artikel 51 Absatz 1 der Bundesverfassung lautet: «Der Orden der Jesuiten und die ihm affilierten Gesellschaften dürfen in keinem Teil der Schweiz Aufnahme finden, und es ist ihren Gliedern jede Wirksamkeit in Kirche und Schule untersagt.»

Wir alle wissen, dass am Hirschengraben in Zürich ein Jesuitenzentrum besteht. Ich selbst bekomme die Bulletin dieser Zentrale regelmässig zugestellt. Ich weiss nicht, ob auch in anderen Orten der Schweiz Jesuiten Aufnahme gefunden haben. Es dürfte aber von niemandem bestritten werden, dass nicht nur der Aufenthalt, sondern auch die Tätigkeit dieser Mitglieder der Gesellschaft Jesu in direktem Widerspruch zu Artikel 51 der Bundesverfassung steht. Andererseits sind in Artikel 102 die Befugnisse und Obliegenheiten des Bundesrates unter anderem wie folgt festgelegt: «2. Er hat für Beobachtung der Verfassung, der Gesetze und Beschlüsse des Bundes sowie der Vorschriften eidgenössischer Konkordate zu wachen.»

Die Eidesformel, die wir geschworen oder gelobt haben, beginnt wie folgt: «Ich schwöre vor Gott dem Allmächtigen, die Verfassung und die Gesetze des Bundes treu und wahr zu halten...» Nun sollen wir und das Volk den verfassungswidrigen Zustand, der Jahrzehnte andauerte, sanktionieren! Es werden Dissertationen darüber geschrieben, weshalb die Stimmbeteiligung immer schlechter werde. Es wird von Malaise

gesprochen. Wundern Sie sich darüber, wenn Sie zum Beispiel solche Zustände betrachten und überdenken? Auch bei der Debatte über die Erhöhung der Lastwagenmasse und -gewichte hat der damalige Kommissionspräsident erklärt, dass deren Annahme im Grunde nur eine Legalisierung des bereits bestehenden Zustandes bedeuten würde. Es darf einfach nicht vorkommen, dass die Verfassung und die Gesetze nicht peinlich genau eingehalten werden. Bitte, wenn etwas nicht mehr richtig ist oder nicht mehr der Mehrheit des Volkes entspricht, dann können wir das ja absolut legal auf den verfassungsmässigen Wegen bereinigen. Ich kann Sie versichern, dass allein schon aus diesem Grunde sehr viele Bürger gegen die Aufhebung stimmen werden. Stellen Sie den verfassungsmässigen Zustand her, und der Erfolg ist Ihnen sicherer. Ich nehme es in Kauf, dass einzelne oder vielleicht auch viele von Ihnen mich als Pedanten betrachten. Ich habe aber einfach einen viel zu grossen Respekt vor Verfassung und Gesetz, um die Situation, in der wir uns in dieser Frage befinden, nicht mit aller Klarheit darzulegen.

Aus diesem Grunde bitte ich Sie, den Antrag auf Nichteintreten von Kollega Naegeli zu unterstützen.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

Ici, le débat est interrompu.

Schluss der Sitzung um 19.20 Uhr

La séance est levée à 19 h 20

Zweite Sitzung — Deuxième séance

Dienstag, 19. September 1972, Vormittag

Mardi 19 septembre 1972, matin

8.00 h

Vorsitz — Présidence: Herr *Vontobel*

11 148. Bundesverfassung. Aufhebung der Artikel 51 und 52 Constitution fédérale. Abrogation des articles 51 et 52

Fortsetzung — Suite

Siehe Seite 1376 hiervor — Voir page 1376 ci-devant

M. **Chevallaz**, rapporteur: Je ne vais pas reprendre dans le détail un débat qui a été fort riche en valeur, en substance et en nuance aussi et qui, d'une manière générale, a été favorable aux thèses que nous avons défendues ici. M. Vincent, par exemple, nous a donné hier de la liberté de conscience et d'expression le plus émouvant des plaidoyers. Comme nous sommes, pour quelques heures, dans l'intimité des jésuites nous lui donnons acte des restrictions mentales que sa brillante intelligence n'aura pas manqué de formuler.

Mais je voudrais surtout et fort brièvement, avant le vote sur l'entrée en matière, répondre aux réserves et aux inquiétudes ainsi qu'à la méfiance exprimées par quelques-uns de nos collègues.

M. Schwarzenbach est un homme trop subtil pour affronter les jésuites en prise directe. Il transfère ses réserves sur le problème de la population étrangère. La manœuvre est très habile, elle vise à faire coup double tout en donnant au problème qui nous occupe un supplément de passion. Le retour aux vertus de la Suisse d'autrefois implique, sans doute, à son avis, que l'on ranime le feu des oppositions confessionnelles ou en tout cas que l'on ne fasse rien pour le conjurer. M. Naegeli s'oppose à l'entrée en matière en invoquant, avec franchise, une certaine simplicité historique, pour ne pas reprendre le terme d'images d'Epinal, les motifs de son opposition. Il souligne le décalage qui pourrait exister entre l'opinion du Parlement, d'une part, et, d'autre part, les sentiments populaires. Nous avons déjà, en d'autres circonstances, connu ce décalage. Doit-il nous condamner à l'immobilité ou à proposer les seules mesures qui soient certaines d'une adhésion générale et enthousiaste, et laisser subsister des dispositions constitutionnelles qui sont à la fois dépassées par le temps, injustes dans leur généralité et inefficaces dans leur réalité? Nous avons pris connaissance, sans doute comme vous tous, de l'abondante documentation que des comités, pénétrés de la crainte des jésuites, ont déjà largement diffusée. Nous n'irons pas dans l'éloge de la Société de Jésus au-delà de certaines limites. Mais quelle que puisse être la brillante influence des jésuites — influence d'ailleurs très controversée et contradictoire; je rappellerai aussi que les jésuites ont été les

Bundesverfassung. Aufhebung der Artikel 51 und 52

Constitution fédérale. Abrogation des articles 51 et 52

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1972
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	11148
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.09.1972 - 15:30
Date	
Data	
Seite	1376-1399
Page	
Pagina	
Ref. No	20 001 288

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

gesprochen. Wundern Sie sich darüber, wenn Sie zum Beispiel solche Zustände betrachten und überdenken? Auch bei der Debatte über die Erhöhung der Lastwagenmasse und -gewichte hat der damalige Kommissionspräsident erklärt, dass deren Annahme im Grunde nur eine Legalisierung des bereits bestehenden Zustandes bedeuten würde. Es darf einfach nicht vorkommen, dass die Verfassung und die Gesetze nicht peinlich genau eingehalten werden. Bitte, wenn etwas nicht mehr richtig ist oder nicht mehr der Mehrheit des Volkes entspricht, dann können wir das ja absolut legal auf den verfassungsmässigen Wegen bereinigen. Ich kann Sie versichern, dass allein schon aus diesem Grunde sehr viele Bürger gegen die Aufhebung stimmen werden. Stellen Sie den verfassungsmässigen Zustand her, und der Erfolg ist Ihnen sicherer. Ich nehme es in Kauf, dass einzelne oder vielleicht auch viele von Ihnen mich als Pedanten betrachten. Ich habe aber einfach einen viel zu grossen Respekt vor Verfassung und Gesetz, um die Situation, in der wir uns in dieser Frage befinden, nicht mit aller Klarheit darzulegen.

Aus diesem Grunde bitte ich Sie, den Antrag auf Nichteintreten von Kollega Naegeli zu unterstützen.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

Ici, le débat est interrompu.

Schluss der Sitzung um 19.20 Uhr

La séance est levée à 19 h 20

Zweite Sitzung — Deuxième séance

Dienstag, 19. September 1972, Vormittag

Mardi 19 septembre 1972, matin

8.00 h

Vorsitz — Présidence: Herr *Vontobel*

11 148. Bundesverfassung. Aufhebung der Artikel 51 und 52 Constitution fédérale. Abrogation des articles 51 et 52

Fortsetzung — Suite

Siehe Seite 1376 hiervor — Voir page 1376 ci-devant

M. **Chevallaz**, rapporteur: Je ne vais pas reprendre dans le détail un débat qui a été fort riche en valeur, en substance et en nuance aussi et qui, d'une manière générale, a été favorable aux thèses que nous avons défendues ici. M. Vincent, par exemple, nous a donné hier de la liberté de conscience et d'expression le plus émouvant des plaidoyers. Comme nous sommes, pour quelques heures, dans l'intimité des jésuites nous lui donnons acte des restrictions mentales que sa brillante intelligence n'aura pas manqué de formuler.

Mais je voudrais surtout et fort brièvement, avant le vote sur l'entrée en matière, répondre aux réserves et aux inquiétudes ainsi qu'à la méfiance exprimées par quelques-uns de nos collègues.

M. Schwarzenbach est un homme trop subtil pour affronter les jésuites en prise directe. Il transfère ses réserves sur le problème de la population étrangère. La manœuvre est très habile, elle vise à faire coup double tout en donnant au problème qui nous occupe un supplément de passion. Le retour aux vertus de la Suisse d'autrefois implique, sans doute, à son avis, que l'on ranime le feu des oppositions confessionnelles ou en tout cas que l'on ne fasse rien pour le conjurer. M. Naegeli s'oppose à l'entrée en matière en invoquant, avec franchise, une certaine simplicité historique, pour ne pas reprendre le terme d'images d'Epinal, les motifs de son opposition. Il souligne le décalage qui pourrait exister entre l'opinion du Parlement, d'une part, et, d'autre part, les sentiments populaires. Nous avons déjà, en d'autres circonstances, connu ce décalage. Doit-il nous condamner à l'immobilité ou à proposer les seules mesures qui soient certaines d'une adhésion générale et enthousiaste, et laisser subsister des dispositions constitutionnelles qui sont à la fois dépassées par le temps, injustes dans leur généralité et inefficaces dans leur réalité? Nous avons pris connaissance, sans doute comme vous tous, de l'abondante documentation que des comités, pénétrés de la crainte des jésuites, ont déjà largement diffusée. Nous n'irons pas dans l'éloge de la Société de Jésus au-delà de certaines limites. Mais quelle que puisse être la brillante influence des jésuites — influence d'ailleurs très controversée et contradictoire; je rappellerai aussi que les jésuites ont été les

professeurs et les maître d'un des plus brillants libérateurs: Voltaire — nous estimons qu'elle ne met pas en cause notre Etat fédéral. Et surtout, nous affirmons que la conviction protestante est assez forte dans notre pays pour n'avoir pas besoin de mauvaises barricades constitutionnelles ou de la béquille des lois pour se protéger.

Hofmann, Berichterstatter: Es geht jetzt um die Diskussion Eintreten oder Nichteintreten. Ihre Kommission beantragt Ihnen einstimmig Eintreten auf die Vorlage.

Kollega Naegeli hat den Antrag auf Nichteintreten gestellt. Der Antrag Naegeli auf Nichteintreten ist abzulehnen. Die Argumente, die Kollega Naegeli gegen die Aufhebung der Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung aufgeführt hat, werden durch das Gutachten von Professor Kägi und die Botschaft des Bundesrates eindeutig widerlegt. Warum Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung aufgehoben werden sollen, ging unter anderem auch aus meinem Eintretensvotum hervor. Ich trete daher nicht mehr näher darauf ein.

Zu einer Aussage von Kollega Naegeli möchte ich aber noch Stellung beziehen. Herr Naegeli befürchtet insbesondere Intoleranz, wenn die Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung aufgehoben werden. Dazu möchte ich als Protestant sagen: Gerade die Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung sind ein Inbegriff von Intoleranz. Es ist jetzt ein Akt der Toleranz fällig, der die Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung beseitigt, der auch den Jesuitenorden und die Klöster und damit die römisch-katholische Kirche und den römisch-katholischen Volksteil in den Besitz der vollen rechtsstaatlich geschützten Religionsfreiheit bringt.

Wenn Herr Kollega Naegeli das vortreffliche Buch von Willy Bremy «Der Weg des protestantischen Menschen bis zur Gegenwart» lesen wollte, dann würde er feststellen, dass das protestantische Angebot auch ein Angebot der Toleranz sein muss.

Was die Ausweitung der Materie, den eigentlichen Toleranzartikel und die Einheit der Materie betrifft, so wird man in der Detailberatung noch darauf eintreten können.

Noch einige persönliche Bemerkungen zum sogenannten Schächtverbot. Ich glaube, dass viele Ratsmitglieder hier zu leichtfertig glauben, dass dieses aufgehoben werden könne. Artikel 25bis der Bundesverfassung ist durch Volksabstimmung über eine Verfassungsinitiative 1893 aufgenommen worden, und zwar gegen den Willen von Parlament und Bundesrat. Persönlich halte ich dafür, dass noch zu viele Fragen offen sind, als dass man heute schon einen Entscheid fällen könnte, ob dieses Schächtverbot aufzuheben sei.

Artikel 25bis lautet: «Das Schlachten der Tiere ohne vorherige Betäubung vor dem Blutentzug ist bei jeder Schlachtart und Viehgattung ausnahmslos untersagt.» Im Gegensatz zu Kollegin Sahlfeld: Es sind insbesondere auch evangelische Theologen, die sich gegen das Aufheben des Schächtverbotes wenden. Ich zitiere Pfarrer Hans Joachim Haller in der «Reformation». Er sagt hier folgendes: «Das Schächten, d. h. Schlachten durch Ausblutenlassen der Tiere, wie es der Talmud, nicht etwa das Alte Testament vorschreibt, ist durch Artikel 25bis der Bundesverfassung keineswegs verboten, sondern lediglich die allerdings wichtige und vom Standpunkt der Menschlichkeit unerlässlich *conditio sine qua non* der vorgängigen Betäubung ist dort eingebaut.» Weiter schreibt dieser Theologe: «Der Artikel verbietet

generell die Quälerei des Schlachtens ohne Betäubung, wobei vor dem Gesetze alle Schlächter und Schächter, ob jüdischen, christlichen, islamischen oder anderen Glaubens, ausnahmslos gleich bleiben. Weshalb die Juden hier diskriminiert sein sollen, ist unerfindlich; so kann denn auch von einer Verletzung der Glaubens-, Gewissens- oder Kultusfreiheit durch ungerechtfertigte Ausnahmeregelungen keine Rede sein. Die Glaubens- und Gewissensfreiheit gewährt jeglicher Dogmatik und Verkündigung Raum, nicht aber unbesehen jeder Praxis, die man allenfalls daraus folgern möchte, einer derart scheusslichen, wie sie das Schächten ohne Betäubung darstellt, schon gar nicht. Es wird zum Beispiel niemand unter Berufung auf das alttestamentliche Gebot die Steinigung von Sittlichkeitsverbrechern verlangen und bei Verweigerung des Rechtes dazu über Verletzung der Glaubens- und Gewissensfreiheit klagen können.» usw.

Es gibt auch zahlreiche Tierärzte, selbst jüdische, die sich gegen das Schächten ohne vorherige Betäubung wenden. Es darf also nicht einfach gesagt werden, Artikel 25bis sei ein blosser konfessioneller Ausnahmeregelung oder Artikel 25bis sei ein Ausdruck des Antisemitismus. Artikel 25bis ist für viele Schweizer, und wahrscheinlich immer noch für die Mehrzahl, ein Gebot des Tierschutzes. Wir sollten daher die Aufhebung der Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung nicht noch mit der gleichzeitigen Aufhebung des sogenannten Schächtverbotes belasten wollen.

Bundesrat Tschudi: Am Ende einer eindrucklichen Debatte gestatten Sie dem Vertreter des Bundesrates, die grundsätzlichen Erwägungen nochmals zu unterstreichen, die ihn zu seiner Vorlage veranlasst haben. Anschliessend werde ich mich besonders zum Vorschlag auf Ausdehnung der Verfassungsrevision auf weitere Artikel äussern, einem Vorschlag, der meines Erachtens von nicht überzeugenden Voraussetzungen ausgeht.

Ich darf dankbar feststellen, dass alle in diesem Rate vertretenen Fraktionen der Aufhebung der konfessionellen Ausnahmeregelung zustimmen und dass Ihr Rat offensichtlich bereit ist, auf unsere Vorlage einzutreten. Diese Stellungnahme des Nationalrates ist nicht neu; denn im Jahre 1969 hatten Sie bei Beratung unseres Berichtes über die Europäische Menschenrechtskonvention den Bundesrat beauftragt, der Bundesversammlung sobald wie möglich Vorschläge zu unterbreiten, welche die Streichung der bei der Ratifikation der Konvention notwendigen Vorbehalte erlaubt, insbesondere zur Einführung des Frauenstimm- und -wahlrechts und auf Ausmerzung der konfessionellen Ausnahmeregelung. Die erste Verpflichtung, die das Frauenstimm- und -wahlrecht betraf, ist erfüllt; nun beraten wir über den zweiten, durch eine Motion verbindlich erteilten Auftrag.

Besonderen Dank schulde ich den Herren Referenten, den Herren Nationalräten Chevallaz und Hofmann, für die umfassende und klare Darlegung der Problematik und für ihre sorgfältige Begründung der Stellungnahme der Kommission. Als Historiker hat Herr Nationalrat Chevallaz in grossen Zügen, aber mit eindrucklichen Formulierungen, die Entwicklung und die Bedeutung des Jesuitenordens geschildert. Es erübrigt sich deshalb, dass ich mich mit Zielsetzung, Verfassung und Tätigkeit des Jesuitenordens befasse und seine über 400-jährige Geschichte mit Höhepunkten und Niedergang, Erfolgen und Irrtümern, mit bedeutenden Persönlichkei-

ten vom Gründer des Ordens, Ignatius von Loyola, bis zu Kardinal Bea in unmittelbarer Vergangenheit schildere. Dies kann schon deshalb nicht unsere Aufgabe sein, weil wir uns nicht mit den Jesuiten und Klöstern in der Vergangenheit zu befassen haben, sondern mit ihrer Tätigkeit in der Gegenwart. Auch haben wir nicht die weltanschaulich-theologische Seite zu beurteilen, sondern einzig die staatsrechtlich-politische Problematik. Doch sei nochmals ausdrücklich hervorgehoben, dass eine präzise Orientierung weitester Bevölkerungskreise, vor allem über die Jesuiten, einem Bedürfnis entspricht. Angesichts der emotionellen Stellungnahmen ist die Entmythologisierung — französisch besser: *démystification* — des Ordens wichtig, damit allgemein zum Bewusstsein kommt, dass bei den Jesuiten weder Geheimnisvolles noch Aufsehenerregendes zu finden ist. Ich hoffe, dass bis zur Volksabstimmung Fachleute aus protestantischer, katholischer und aus laizistischer Sicht diese Information übernehmen werden; denn die Behauptungen, die Herr Nationalrat Naegeli gestern hier vorgetragen hat, sind unbewiesen und unbeweisbar. Die Jesuiten bilden einen Teil der katholischen Kirche, sie halten sich streng an deren Dogmen. Dass diese im Gegensatz zum freiheitlichen Rechtsstaat stehen, ist eine unberechtigte Kritik am katholischen Volksteil. Herr Nationalrat Naegeli hat den Schweizergeist berufen. Sehr einverstanden, der Schweizergeist, das ist der Geist der Freiheit und nicht der Geist der Einschränkung und der Verbote.

Nicht weniger spannend als die Geschichte des Jesuitenordens ist für uns Schweizer das Studium der Entstehung des Jesuiten- und Klostersverbots. Hiebei handelt es sich um ein zentrales Thema der Geschichte des 19. Jahrhunderts: Sonderbundskrieg und Kulturkampf. Die Schaffung der Bundesverfassung von 1848 und die Totalrevision von 1874 wurden stark durch diese Fragen beeinflusst. Die Behandlung dieses Zeitabschnitts ist um so interessanter, als wir im Zeitalter der ökumenischen Bestrebungen Mühe haben, uns in die Gedankenwelt unserer Urgrossväter und Grossväter zurückzusetzen. Doch müssen wir in dieser Debatte auf solche Darlegungen verzichten, weil wir die konfessionellen Ausnahmeartikel einzig und allein aus der Sicht der Gegenwart zu beurteilen haben und nicht mit den Massstäben des 19. Jahrhunderts. Damit wird gleichzeitig klar und eindeutig hervorgehoben, dass mit dem Antrag auf Aufhebung der Artikel 51 und 52 keinerlei Kritik an den Entscheidern der Verfassungsgesetzgeber von 1848 und 1874 verbunden ist. Sie haben die Bundesverfassung in einer historischen Situation geschaffen, die sich von der heutigen grundlegend unterscheidet. Es wäre höchst ungerecht, ihr Werk, das sich hervorragend bewährt hat, zu kritisieren. Nur wenige Verfassungen haben sich während so langer Zeit gehalten wie die Bundesverfassung von 1848 bis 1874. Sie hat unserem Volk eine kulturelle Entfaltung und einen wirtschaftlichen Aufschwung ermöglicht, den inneren Frieden und stabile Institutionen gesichert. Diese staatspolitische Leistung bleibt bewundernswert, auch wenn wegen neuen Entwicklungen immer wieder Revisionen an unserer Verfassung vorgenommen werden müssen. Insbesondere diese Anpassungsfähigkeit, die Revisionsmöglichkeiten, gehören auch zu den Vorzügen unserer Bundesverfassung.

Nur eine Feststellung historischer Natur muss immer wieder unterstrichen werden: Das Jesuitenverbot hat seinen Ursprung nicht im konfessionellen Gegensatz

zwischen Katholiken und Protestanten, es wurde nicht zuerst in protestantischen, sondern in katholischen Ländern, in Portugal, in Spanien und in Frankreich verhängt. Die katholische Kirche selber, nämlich Papst Clemens XIV., hatte den Orden während einigen Jahren aufgehoben. Träger des Kulturkampfs auf antikatholischer Seite war nicht die evangelische Kirche, sondern die Führung lag bei den Radikalen. Es ging um eine politische und nicht um eine konfessionelle Auseinandersetzung.

Die Botschaft des Bundesrates gibt Aufschluss über die Vorbereitung unserer Vorlage. Ich möchte nicht auf diese Ihnen bekannten Ausführungen zurückkommen. Ich darf nur daran erinnern, dass Herr Professor Dr. Werner Kägi zwar erst den dritten Teil des von ihm erbetenen Gutachtens abgeliefert hat, dass aber dieser Teil, der die verfassungspolitischen und rechtlichen Erwägungen enthält, die entscheidenden Grundlagen für die Revision bietet, um so mehr als die Stellungnahme und die Schlussfolgerungen überzeugend sind.

Wie schon in der Kommission hat Nationalrat Sauser sich nach Teil I und II des Gutachtens Kägi erkundigt. Ich zitiere aus den Ausführungen von Herrn Professor Kägi selber, mit denen er die Verzögerung begründet: «Nicht voraussehen konnte ich dagegen die grosse und in diesem Jahrzehnt ständig noch steigende Belastung in unserer in besonderer Weise überlasteten Fakultät. Hiezu kam eine lange gesundheitliche Behinderung. Ich habe dem hohen Bundesrat über die Gründe der Verzögerung ausführlich Aufschluss gegeben. Eine Auseinandersetzung mit den zum Teil phantastischen Vermutungen und Verdächtigungen über andere ‚Hintergründe‘ der Verzögerung, die erneut zeigen, wie irrational und affektgeladen der ganze Fragenkomplex auch heute noch ist, erübrigt sich. Sie wäre auch völlig nutzlos, da man dort die sachliche Aufklärung gar nicht hören will. So kann ich nur einfach und schlicht feststellen: Es gab und gibt keine andern Gründe der Verzögerung als die oben genannten sachlichen und persönlichen, insbesondere keinerlei Weisungen, Interventionen, Behinderungen oder gar Pressionen und Drohungen von seiten der Behörden, der Klöster und Orden, der Gesellschaft Jesu und der Kirchen.» Soweit Herr Professor Kägi über die Verzögerung der Erstellung des ersten und zweiten Teils seines Gutachtens.

Endlich sei noch hervorgehoben, dass das umfassende Vernehmlassungsverfahren ein eindeutiges Resultat ergeben hat. Einmütig wird von allen befragten Stellen die Aufhebung der konfessionellen Ausnahmeartikel empfohlen und fast ausnahmslos auch die Vornahme einer Partialrevision und nicht die Verschiebung auf die Totalrevision der Bundesverfassung befürwortet. In diesem Sinne lautet insbesondere auch die Stellungnahme des Schweizerischen Evangelischen Kirchenbundes nach gründlicher Diskussion in sämtlichen kantonalen Synoden.

Die Frage, die wir zu beurteilen haben, lautet: Bilden aufgrund ihres heutigen Wirkens und ihres heutigen Ideengutes Klöster und Jesuiten eine Gefahr für die staatliche Ordnung und für den konfessionellen Frieden? Erscheint diese Gefahr als so gross, dass sich ein dauerndes Verbot und gar ein Verbot auf der Verfassungsstufe rechtfertigt? Eine solche Massnahme ist unerhört weitgehend und hart, wenn man sie vergleicht mit sonstigen Freiheitsbeschränkungen. Allerdings wird sie dadurch gemildert, dass die Praxis in der

Anwendung des Verbots seit ungefähr 50 Jahren erheblich gelockert wurde; meines Wissens mit Zustimmung der eidgenössischen Räte. Jedenfalls habe ich nie von einer Kritik in den letzten 50 Jahren etwas vernommen. Ich muss auch Herrn Nationalrat Jäger darauf aufmerksam machen, dass die Verfassung nicht allgemein das Wirken der Jesuiten verbietet, sondern lediglich das Wirken in Schule und Kirche.

Die Antwort auf die von mir gestellten Fragen kann nur Nein sein. Unser stabiles Staatswesen könnte doch nicht von einigen Klöstern und einigen Jesuiten in Gefahr gebracht werden, sogar nicht, wenn sie nicht positiv zu unserem demokratischen Rechtsstaat Stellung nehmen würden. Ich befürworte es, dass Trotzkiten, Anarchisten und Faschisten ihre Auffassungen vertreten dürfen. Darf man dies aber gleichzeitig den Jesuiten verwehren? Kann man eine Lockerung oder gar eine Beseitigung des Redeverbots für ausländische Politiker empfehlen, jedoch schweizerische Jesuiten nicht predigen lassen? Mit Herrn Professor Kägi muss festgestellt werden, dass die Ausnahmeartikel unter den heutigen Gegebenheiten gegen wichtigste allgemeine verfassungsrechtliche und verfassungspolitische Grundsätze verstossen, nämlich gegen die Gerechtigkeit, gegen die Legitimität, gegen die Freiheit und gegen die Rechtsgleichheit. Der freiheitliche Rechtsstaat will möglichst ausgedehnte individuelle Freiheitsrechte gewährleisten. Dazu gehört auch die Freiheit des Lehrens und die Freiheit des Predigens, die den Jesuiten heute verwehrt wird, wie die Freiheit der persönlichen Lebensgestaltung, also auch des Lebens in einer klösterlichen Gemeinschaft, die durch Artikel 52 eingeschränkt wird. Die Glaubens- und Gewissensfreiheit, die konfessionelle Freiheit, ist im Prinzip durch Artikel 49 der Bundesverfassung umfassend gewährleistet, und zwar für Christen und für Nichtchristen, für Gläubige wie für Ungläubige. Es kann mit sachlichen Argumenten nicht begründet und nicht gerechtfertigt werden, warum für Jesuiten und für Klöster eine Ausnahme zu gelten hat.

Unser Antrag ist klar und einfach; wir schlagen eine Streichung der Artikel 51 und 52 der Verfassung vor, wobei die entstehende Lücke weder formell ausgefüllt durch Aufteilung des jetzigen Artikels 50 auf drei Artikel noch materiell durch Aufnahme eines Toleranzartikels ergänzt werden soll. Der Verzicht auf eine Vermeidung von Leerstellen in der Verfassung wurde in dem Ihnen bekannten Ergänzungsgutachten von Herrn Professor Kägi begründet. Auch das Vernehmlassungsverfahren hat dieses Ergebnis gezeitigt. Die Fragestellung für Volk und Stände muss einleuchtend und unkompliziert sein. Ein Toleranzartikel würde dem Aufbau unserer Verfassung widersprechen, weil es sich nur um eine Proklamation, um eine Zielsetzung handeln würde, jedoch nicht um eine Rechtsvorschrift. Toleranz ist eine Grundlage unseres Staatswesens mit seinen vier Sprachen, verschiedenen Glaubensbekenntnissen, zahlreichen politischen Parteien. Was rechtlich fassbar ist, findet sich bereits in der Bundesverfassung.

Herr Nationalrat Schwarzenbach und andere Votanten treten allerdings nicht für einen Toleranzartikel ein, sondern sie wünschen, dass als Ausgleich für den Wegfall des Jesuitenverbots eine Verstärkung des Staatsschutzes, eine Verstärkung des Schutzes des Religionsfriedens aufzunehmen sei. Herr Nationalrat Schwarzenbach hat diese Forderung damit begründet, dass in der protestantischen Bevölkerung eine gewisse Beunruhigung entstanden sei. Doch habe ich nie gehört

oder gelesen, dass die evangelische Kirche solche Schutzbestimmungen verlangt. Ich bin selbstverständlich nicht ermächtigt, in ihrem Auftrage zu sprechen, doch bin ich überzeugt, dass die evangelische Kirche dieses Schutzes nicht bedarf. Ihre Stärke liegt in der Glaubensüberzeugung der Protestanten, nicht in staatlichen Paragraphen und in einem polizeilichen Schutz.

In Ihrer Kommission und auch gestern wurde ein Gedanke aufgenommen, den Professor Kägi in seinem Gutachten eingehend und einleuchtend behandelt, nämlich die Idee einer umfassenderen Partialrevision. Dabei unterscheidet er zwei Möglichkeiten, eine sogenannte grosse Revision, das heisst eine Gesamtbereinigung des Verhältnisses zwischen Staat und Kirche oder, noch umfassender, zwischen Staat und Religion, und die kleine Partialrevision, die Ausmerzung der Artikel 25bis, 51 und 52. Diese umfassende Flurbereinigung ist erwünscht. Im Verhältnis Staat und Religion sind heute andere Vorstellungen und Prinzipien massgebend als im 19. Jahrhundert, doch muss eine Neuordnung sorgfältig und gründlich vorbereitet werden, und die Probleme sind eingehend zu diskutieren. Diese geistige Vorarbeit wurde noch nicht in genügendem Umfange geleistet. Ich hoffe, dass die Vorbereitung der Totalrevision der Bundesverfassung die Veranlassung bieten wird, die Problematik zu vertiefen. Die Neuregelung des Verhältnisses Staat—Kirche könnte durch die Totalrevision der Bundesverfassung erfolgen. Falls diese in abschbarer Zeit nicht möglich ist, könnte allenfalls aufgrund der Studien im Hinblick auf die Totalrevision eine umfassende Partialrevision der Bestimmungen über Staat und Religion an die Hand genommen werden.

Die Erwartung, die mit der Erweiterung der Revision gemäss dem Vorschlag der Minderheit II verbunden ist, geht dahin, dass mit der höheren und umfassenderen Zielsetzung die Einzelpunkte Jesuiten- und Klosterartikel in den Hintergrund treten würden und alte Vorurteile und Gegnerschaften überwunden werden könnten. Professor Kägi bezeichnet es als illusionäre Erwartung, dass heiss umstrittene Probleme sich im Rahmen einer umfassenden Partialrevision leichter lösen lassen. Die Fülle kontroverser Materien (Schächtverbot, Schulfragen, Eheschliessung usw.) würde eher die Opposition anfachen, die Gegnerschaft kumulieren. Der springende Punkt ist aber, dass nicht etwa eine Globalabstimmung mit einem Ja oder Nein bei der umfassenden Partialrevision rechtlich möglich ist, da das Prinzip der Einheit der Materie nicht gewährleistet wäre. Es müssten also gleichzeitig oder rasch hintereinander viele Fragen einzeln Volk und Ständen zum Entscheid unterbreitet werden. Uebrigens würde jeder Versuch, anders vorzugehen, beim Volk grösstes Misstrauen erwecken, man wolle durch Zusammenfassung verschiedener Materien seine Stellungnahme manipulieren, und damit wäre der Misserfolg besiegelt. Die kleine Partialrevision nach Professor Kägi, die neben den gegen die römisch-katholische Kirche gerichteten Artikeln 51 und 52 auch den die israelitische Minderheit tangierenden Artikel 25bis umfassen würde, beruht auf der Konzeption, es seien die gegen die Religionsfreiheit gerichteten Artikel zu beseitigen. Frau Nationalrat Sahlfeld und die Minderheit II möchten Artikel 50 Absatz 4 (Genehmigung zur Errichtung von Bistümern) und Artikel 75 (Ausschluss von Geistlichen von der Wahlfähigkeit in den Nationalrat) einbezichen. Eine solche Revision ist gesetzestechisch einfach, sie wäre aber auch weniger attraktiv als eine umfassende Partial-

revision. Von einer Flurbereinigung, von einer Neugestaltung des Verhältnisses Staat—Religion könnte nicht die Rede sein. Wegen des Grundsatzes der Einheit der Materie wäre es ausgeschlossen, alle vier Artikel oder gar alle sechs — wenn man nach dem Vorschlag von Herrn Nationalrat Sauser die Artikel 49 und 50 auch noch einbezieht — in einem Bundesbeschluss zusammenzufassen und gemeinsam zur Abstimmung zu bringen. Im übrigen würde auch hier nur die Gegnerschaft kumuliert, indem sowohl die Anhänger der Beibehaltung des Jesuitenverbots wie auch die Anhänger der Beibehaltung anderer Einschränkungen mit Nein stimmen würden. Zum Teil dürften die Anhänger des einen oder andern Verbots nicht identisch sein. Aber auch die Durchführung getrennter Abstimmungen am gleichen Termin über die Aufhebung der verschiedenen Artikel brächte mehr Nachteile als Vorteile. Die gründliche Orientierung der Stimmbürger über die Notwendigkeit der Aufhebung des Jesuiten- und des Klosterverbotes und die eingehende Diskussion in der Öffentlichkeit würden beeinträchtigt.

Die ablehnende Stellungnahme des Bundesrates gegen eine Erweiterung der Vorlage, gegen eine Partialrevision, die nicht nur die Artikel 51 und 52 erfasst, bedeutet keineswegs, dass der Bundesrat die Revisionsbedürftigkeit der übrigen Bestimmungen nicht bejahen würde. Er ist deshalb bereit, die von Ihrer Kommission eingereichten Motionen entgegenzunehmen. Dagegen erscheinen ihm die Revisionspunkte von unterschiedlicher Dringlichkeit. Keiner dieser Artikel verstösst, wie die Artikel 51 und 52, gegen die Europäische Menschenrechtskonvention und damit gegen das moderne Völkerrecht. Am dringlichsten ist die Aufstellung eines Tierschutzartikels anstelle des geltenden Schächterverbots. Hier kommt im Gegensatz zu den Artikeln 51 und 52 eine Aufhebung unter keinen Umständen in Frage, sondern der Artikel 25 muss ersetzt werden durch einen Tierschutzartikel. Aufgrund des neuen Artikels wird ein Tierschutzgesetz zu erlassen sein. Die Vorbereitungsarbeiten sind im Gange, das Vernehmlassungsverfahren wurde bereits durchgeführt, und es hat ein positives Ergebnis erbracht.

Der Bistumsartikel hat kaum praktische Bedeutung. Ich erinnere Sie an die Schaffung des Bistums Lugano. Die Beschränkung der Wahlfähigkeit auf Personen weltlichen Standes hat auch in kirchlichen Kreisen Anhänger; die Bestimmung entspricht dem kanonischen Recht. Doch sollen die Kirchen selber bestimmen, ob ihre Geistlichen politische Ämter versehen dürfen oder nicht. Ein grundsätzlicher Ausschluss durch die staatliche Verfassung verstösst gegen das Gleichheitsprinzip und gegen das Prinzip des allgemeinen aktiven und passiven Wahlrechts. Ich werde auf diese Punkte bei Behandlung der Motionen noch kurz zurückkommen. Jetzt sei lediglich unterstrichen, dass aus rechtlichen Gründen, wegen der Einheit der Materie, und aus politischen Erwägungen (einfache, klare, für jedermann verständliche Fragestellung, Konzentrierung des Abstimmungskampfes auf ein Thema) die Revision auf die Aufhebung der Artikel 51 und 52 beschränkt werden muss. Wir nehmen damit eine genügend grosse Aufgabe in Angriff; eine zusätzliche Belastung wäre nicht als mutiges, sondern als unvorsichtiges Vorgehen zu bezeichnen.

Abschliessend darf ich auf einen Gedanken, auf eine Zielsetzung zurückkommen, die mir besonders am

Herzen liegt. Das Jesuitenverbot ist — wie ich schon erwähnt habe — zwar kein Produkt von Auseinandersetzungen zwischen den beiden christlichen Konfessionen, sondern ein Produkt politischer Kämpfe, doch belastet es das Verhältnis zwischen evangelischer und katholischer Kirche. Es dient dazu, konfessionelle Gegensätze zu schaffen oder zu verschärfen. Die Jesuitendiskussionen rufen bei einem Teil unseres Volkes noch Emotionen hervor. Darum möchte ich anstreben, dass die Behandlung der Ausnahmeregel zu einer sachlichen Stellungnahme zum Jesuitenorden, zu einer ruhigen Beurteilung seines Wirkens, das durchaus kritisch sein darf, führt. Ich möchte der Hoffnung Ausdruck geben, dass die Diskussion im Hinblick auf die kommende Volksabstimmung das gegenseitige Verständnis zwischen den christlichen Konfessionen vertiefen wird. Frau Nationalrat Sahlfeld hat als Theologin sehr mit Recht hervorgehoben, dass gegenwärtig das gute Verhältnis zwischen evangelischer und katholischer Kirche nicht wegen der Artikel 51 und 52 besteht, sondern trotz den Artikeln 51 und 52. Nicht nur der ökumenische Gedanke kann durch ernsthafte Aussprachen zwischen den Angehörigen der verschiedenen Konfessionen gewinnen. Die Vorbereitung der kommenden Abstimmung über die Streichung der Artikel 51 und 52 kann auch politische Früchte bringen, nämlich die verstärkte und vertiefte Erkenntnis des Wertes des freiheitlichen Rechtsstaates. Unsere Vorlage steht unter dem Motto der Toleranz. Dieses Prinzip liegt unserem Staatswesen zugrunde, das sich aus mehreren Sprachen, verschiedenen Glaubensbekenntnissen und divergierenden politischen Ueberzeugungen zusammensetzt. Die Behandlung des Jesuiten- und Klosterartikels sollte benützt werden, um unser Bekenntnis zur Toleranz, zur Freiheit und zum Rechtsstaat zu erneuern. Damit diese Prinzipien lebendig bleiben, muss jede Generation sich neu mit ihnen auseinandersetzen, muss sie neu überdenken und auf ihre Verhältnisse und Gegebenheiten anwenden. In dieser Klärung der Ideen kann die kommende Auseinandersetzung einen wichtigen Beitrag leisten. Ich hoffe vor allem, dass die junge Generation, die nicht durch eine kulturkämpferische Vergangenheit belastet ist, aktiv mitwirken und dass sie ihr Bekenntnis zu unsern Freiheitsrechten in die Tat umsetzen wird.

Ich möchte Sie meinerseits bitten, auf die Vorlage einzutreten.

Präsident: Die Kommission und der Bundesrat beantragen Eintreten auf die Vorlage. Herr Naegeli stellt den Antrag, auf die Vorlage nicht einzutreten.

Abstimmung — Vote

Für den Eintretensantrag der Kommission 155 Stimmen
Für den Nichteintretensantrag Naegeli 4 Stimmen

Präsident: Zur Detailberatung schlage ich Ihnen folgendes Vorgehen vor:

Titel und Ingress werden zurückgestellt. In der Folge werde ich den Vertretern der Minderheiten I und II das Wort erteilen. Wir entscheiden dann über die Artikel 49, 50, 75 und 50 Absatz 4 in separater Abstimmung. Nach Bereinigung dieses Blockes werde ich zur Grundsatzfrage dem Antragsteller Schwarzenbach das Wort zur Begründung seines Antrages erteilen, und dann wird der Entscheid in grundsätzlicher Hinsicht getroffen. Sie sind damit einverstanden.

*Artikelweise Beratung — Discussion des articles***Anträge der Kommission***Minderheiten I und II**Titel und Ingress***Bundesbeschluss**

über die Wahrung des konfessionellen Friedens
und die Herstellung der gleichen Rechte und Freiheiten
auf religiösem Gebiet

*Die Bundesversammlung
der Schweizerischen Eidgenossenschaft*

in Anwendung der Artikel 118 und 121 Absatz 1 der
Bundesverfassung,
nach Einsicht in eine Botschaft des Bundesrates vom
23. Dezember 1971,

beschliesst:

Minderheit I

(Sauser, Augsburg, Gut, Meier Kaspar, Tanner-Thurgau,
Schwarzenbach)

*Ziff. 1^a)**Ingress*

Die Artikel 49 und 50 der Bundesverfassung werden
wie folgt geändert:

Art. 49 Abs. 1

Die Glaubens- und Gewissensfreiheit ist unverletzlich.
Die Ausübung dieser Freiheitsrechte findet ihre Schranke
im Schutz gleicher Rechte und Freiheiten jedes andern
und in der Wahrung des öffentlichen Friedens.

Art. 50 Abs. 2bis (neu)

Das Verbot einer Vereinigung oder Institution, die
dauernd den religiösen Frieden stört, erfolgt durch
Bundesbeschluss.

Ziff. I und II

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Minderheit II

(Meier Kaspar, Gut, Sahlfeld, Sauser, Schwarzenbach)

*Ziff. 1^a)**Ingress*

Die Artikel 49, 50 und 75 der Bundesverfassung
werden wie folgt geändert:

Art. 49 Abs. 1

Gemäss Antrag der Minderheit I.

Art. 50 Abs. 2bis (neu)

Gemäss Antrag der Minderheit I.

Art. 75

Wahlfähig als Mitglied des Nationalrates ist jeder
stimmberechtigte Schweizerbürger.

*Ziff. 1**Ingress*

Die Artikel 50 Absatz 4, 51 und 52 der Bundesverfassung,
die wie folgt lauten:

Art. 50 Abs. 4

**Die Errichtung von Bistümern auf schweizerischem
Gebiete unterliegt der Genehmigung des Bundes.**

Für den Rest von Ziff. I und Ziff. II Zustimmung
zum Beschluss des Ständerates.

Minderheit III

(Schwarzenbach, Augsburg, Gut, Meier Kaspar,
Sauser, Staehelin, Tanner-Thurgau)

A**Bundesbeschluss**

über die Aufhebung des Jesuitenartikels
der Bundesverfassung (Art. 51)

*Die Bundesversammlung
der Schweizerischen Eidgenossenschaft,*

in Anwendung von Artikel 118 und 121 Absatz 1
der Bundesverfassung

beschliesst:

*Ziff. 1**Ingress*

Artikel 51 der Bundesverfassung, der wie folgt
lautet, wird aufgehoben:

*Art. 51**Abs. 1*

Der Orden der Jesuiten und die ihm affilierten
Gesellschaften dürfen in keinem Teile der Schweiz
Aufnahme finden, und es ist ihren Gliedern jede
Wirksamkeit in Kirche und Schule untersagt.

Abs. 2

Dieses Verbot kann durch Bundesbeschluss auch auf
andere geistliche Orden ausgedehnt werden, deren
Wirksamkeit staatsgefährlich ist oder den Frieden der
Konfessionen stört.

*Ziff. II**Abs. 1*

Dieser Beschluss wird der Abstimmung des Volkes
und der Stände unterbreitet.

Abs. 2

Der Bundesrat ist mit dem Vollzug beauftragt.

B**Bundesbeschluss**

über die Aufhebung des Klosterartikels
der Bundesverfassung (Art. 52)

*Die Bundesversammlung
der Schweizerischen Eidgenossenschaft,*

in Anwendung der Artikel 118 und 121 Absatz 1
der Bundesverfassung

beschliesst:

*Ziff. 1**Ingress*

Artikel 52 der Bundesverfassung, der wie folgt
lautet, wird aufgehoben:

Art. 52

Die Errichtung neuer und die Wiederherstellung aufgehobener Klöster oder religiöser Orden ist unzulässig.

*Ziff. II**Abs. 1*

Dieser Beschluss wird der Abstimmung des Volkes und der Stände unterbreitet.

Abs. 2

Der Bundesrat ist mit dem Vollzug beauftragt.

Propositions de la commission*Minorités I et II**Titre et préambule**Arrêté fédéral*

sur la sauvegarde de la paix confessionnelle et l'institution de l'égalité des droits et des libertés dans le domaine religieux

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu les articles 118 et 121, 1er alinéa, de la constitution;
vu le message du Conseil fédéral du 23 décembre 1971,

arrête:

Minorité I

(Sausser, Augsburgger, Gut, Meier Kaspar,
Tanner-Thurgovie, Schwarzenbach)

*Ch. I^a)**Préambule*

Les articles 49 et 50 de la constitution sont modifiés comme il suit:

Art. 49 al. 1

La liberté de conscience et de croyance est inviolable. L'exercice de ces droits individuels est limité par la protection des mêmes droits et libertés d'autrui et par la sauvegarde de la paix publique.

Art. 50 al. 2bis (nouveau)

L'interdiction d'une association ou d'une institution qui trouble de manière durable la paix religieuse, est prononcée par arrêté fédéral.

Ch. I et II

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Minorité II

(Meier Kaspar, Gut, Sahlfeld, Sausser, Schwarzenbach)

*Ch. I^a)**Préambule*

Les articles 49, 50 et 75 de la constitution sont modifiés comme il suit:

Art. 49 al. 1

Selon proposition de la minorité I.

Art. 50 al. 2bis (nouveau)

Selon proposition de la minorité I.

Art. 75

Tout citoyen suisse ayant le droit de voter est éligible comme membre du Conseil national.

*Ch. I**Préambule*

Les articles 50, 4e alinéa, 51 et 52 de la constitution, dont la teneur suit, sont abrogés:

Art. 50 al. 4

Il ne peut être érigé d'évêchés sur le territoire suisse sans l'approbation de la Confédération.

Pour le reste du chiffre I et chiffre II: Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Minorité III

(Schwarzenbach, Augsburgger, Gut, Meier Kaspar,
Sausser, Staehelin, Tanner-Thurgau)

A*Arrêté fédéral*

abrogeant l'article de la constitution fédérale sur les jésuites (art. 51)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu les articles 118 et 121, 1er alinéa, de la constitution,

arrête:

*Ch. I**Préambule*

L'article 51 de la constitution, conçu comme il suit, est abrogé:

*Art. 51**Al. 1*

L'ordre des jésuites et les sociétés qui lui sont affiliées ne peuvent être reçus dans aucune partie de la Suisse, et toute action dans l'église et dans l'école est interdite à leurs membres.

Al. 2

Cette interdiction peut s'étendre aussi, par voie d'arrêté fédéral, à d'autres ordres religieux dont l'action est dangereuse pour l'Etat ou trouble la paix entre les confessions.

*Ch. II**Al. 1*

Le présent arrêté sera soumis à la votation du peuple et des cantons.

Al. 2

Le Conseil fédéral est chargé de l'exécuter.

B*Arrêté fédéral*

abrogeant l'article de la constitution fédérale sur les couvents (art. 52)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu les articles 118 et 121, 1er alinéa, de la constitution,

arrête:

*Ch. I**Préambule*

L'article 52 de la constitution, conçu comme il suit, est abrogé:

Art. 52

Il est interdit de fonder de nouveaux couvents ou ordres religieux et de rétablir ceux qui ont été supprimés.

Ch. II

Al. 1

Le présent arrêté sera soumis à la votation du peuple et des cantons.

Al. 2

Le Conseil fédéral est chargé de l'exécuter.

Sausser, Berichterstatter der Minderheit I: Beim Studium der Fahne mag es für diejenigen Mitglieder unseres Rates, die nicht der vorberatenden Kommission angehört haben, keineswegs auf den ersten Blick klar geworden sein, worin sich die Anträge der Minderheiten I und II unterscheiden. Kollege Kaspar Meier, der nachher für die Minderheit II sprechen wird, hat auch meinen Antrag mitunterzeichnet und ich den seinigen. Der Sinn dieses Vorgehens besteht darin, Ihnen zwei verschiedene Möglichkeiten zur Ergänzung des bundesrätlichen Vorschlages gewissermassen zur Auswahl anzubieten. Die Vertreter der beiden Minderheiten sind überzeugt, dass durch ihre Anträge die Chancen für eine Annahme der Vorlage in der Volksabstimmung verbessert werden können. Persönlich neige ich der Auffassung von Kollege Kaspar Meier zu, dass der Revisionskatalog erweitert werden sollte, um mit den konfessionellen Ausnahmebestimmungen in unserer Bundesverfassung *tabula rasa* zu machen. Zweifellos möchten aber nicht alle Mitglieder unseres Rates, denen bei einer ersatzlosen Streichung der Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung nicht ganz wohl ist, auch weitere konfessionelle Ausnahmevorschriften in die Revision einbeziehen. Deshalb habe ich auch den bereits in der Kommissionsberatung gestellten Minderheitsantrag I aufrechterhalten. Seine Annahme wäre nach meiner Auffassung immer noch besser als die Zustimmung zum Antrag des Bundesrates. Genau genommen handelt es sich beim Minderheitsantrag I um zwei verschiedene Anträge, nämlich um eine Ergänzung von Absatz 1 des Artikels 49 und um einen neuen Absatz 2bis im Artikel 50. Ich habe auch die Anträge seinerzeit auf zwei separaten Blättern eingereicht. Vom Sekretariat der Bundesversammlung sind sie dann souverän zu einem einzigen Antrag vereinigt worden. Ich bin dem Herrn Präsidenten dankbar, dass er zugesichert hat, dass über die beiden Ergänzungen nachher separat abgestimmt werden solle. Ich kann mir nämlich denken, dass es Ratsmitglieder gibt, die wohl bereit sind, den Zusatz zum Artikel 49 zu akzeptieren, nicht aber denjenigen zu Artikel 50 oder umgekehrt. Wir hatten dieses Bild auch in der Kommission. Die Annahme wenigstens einer Ergänzung wäre dann immer noch besser als gar keine. Im Gegensatz zu dem, was Herr Bundesrat Tschudi soeben ausgeführt hat, bin ich der Meinung, dass die Einheit der Materie wenigstens mit dem Artikel 51 durchaus gewahrt bliebe, denn es handelt sich ja nur um gewisse Ersatzzufügungen, die an die Stelle des wegfallenden Artikels 51 treten sollen.

Ich äussere mich zuerst zum Artikel 49. Der erste Absatz dieses Artikels lautet in der heutigen Fassung: «Die Glaubens- und Gewissensfreiheit ist unverletzlich.» Ich möchte diesem unbestrittenen Text noch einen zweiten Satz mit folgendem Wortlaut anfügen: «Die Ausübung dieser Freiheitsrechte findet ihre Schranke im Schutz

gleicher Rechte und Freiheiten jedes andern und in der Wahrung des öffentlichen Friedens.» Dieser Text ist nicht von mir selber erfunden worden. Er ist aus den Beratungen einer ökumenischen Studiengruppe hervorgegangen, die sich schon vor mehreren Jahren in Zürich mit der Aufhebung der konfessionellen Ausnahmeartikel befasst hat. Er ist im Vernehmlassungsverfahren sowohl von der Evangelischen Volkspartei der Schweiz wie auch von der Kirchensynode des Kantons Zürich vorgeschlagen worden. Es handelt sich um keinen eigentlichen Toleranzartikel, wie er von verschiedenen Seiten gewünscht worden ist. Ich habe bereits in meinem Eintretensvotum erklärt, dass die Kommissionsminderheit nicht so weit gehen möchte. Toleranz ist eine Gesinnung, die nach meiner Auffassung nicht durch eine Verfassungsbestimmung erzwungen werden kann. Was sich jedoch durch eine Verfassung regeln lässt, ist der Kampf gegen offenbare und handgreifliche Intoleranz. In diesem Sinne betrachten wir es als einen Mangel in dem sonst ausgezeichneten Gutachten von Professor Kägi, dass er auf der Suche nach Ersatzlösungen für die zu tilgenden Ausnahmebestimmungen sich zwar auch mit dem Artikel 50, nicht aber mit dem grundlegenden Artikel 49 befasst hat. Für einen Staatsrechtler mag es unter Umständen so sein, dass er den Zusatz, den wir zum Absatz 1 vorschlagen, als überflüssig betrachtet, weil er irgendwie im Sinn und Geist unserer Bundesverfassung stillschweigend enthalten sei. Anders sieht es für den Bürger aus, der seinen Stimmzettel ausfüllen muss. Ich bin überzeugt, dass vielen in ihrer Meinung noch schwankenden Frauen und Männern unseres Volkes der Entschluss zu einem Ja erleichtert würde, wenn der von der Minderheit I vorgeschlagene Text in die Verfassung hineinkäme. Die Schweiz würde damit keineswegs etwas Ungewohntes tun. Eine ähnliche Formulierung findet sich schon in der Umschreibung des Freiheitsbegriffs in der französischen Menschenrechtserklärung von 1789 und ausserdem im Artikel 2 des Grundgesetzes der Bundesrepublik Deutschland.

Der Vollständigkeit halber erwähne ich noch, dass die restlichen Absätze 2 bis 6 des Artikels 49 durch unseren Antrag nicht tangiert werden. Sie würden unverändert bestehen bleiben.

Ich begründe nun noch den Vorschlag zu einem neuen Absatz 2bis zum Artikel 50 der Bundesverfassung. Auch dieser Text entspringt nicht meiner eigenen Erfindung, sondern er lehnt sich an eine Formulierung an, die Professor Kägi selber in seinem Gutachten vorgeschlagen hat. Damit sollte der Absatz 2 im bisherigen Artikel 51 ersetzt werden, der bekanntlich lautet: «Dieses Verbot» — also das Jesuiten-Verbot — «kann durch Bundesbeschluss auch auf andere geistliche Orden ausgedehnt werden, deren Wirksamkeit staatsgefährlich ist oder den Frieden der Konfessionen stört.» Professor Kägi bezeichnet diese Bestimmung, also den bisherigen Absatz 2 im Artikel 51, als den noch relativ «rechtsstaatlichsten» Bestandteil des Jesuitenverbotes. Er solle in den neuen Verfassungstext übernommen werden, um festzuhalten, dass auch die Sanktion des Verbotes in der Form eines Bundesbeschlusses weiterhin möglich sein werde. An Stelle der engen kulturkämpferischen Sicht solle aber die rechtsstaatliche Objektivierung treten, indem nicht nur die geistlichen Orden, sondern jede Vereinigung oder Institution getroffen werden könne, deren Wirksamkeit staatsgefährlich sei

oder den religiösen Frieden störe. (Das ist nachzulesen auf den Seiten 50 und 51 des Gutachtens Kägi.)

In unserem Minderheitsantrag haben wir darauf verzichtet, namentlich auf Empfehlung des Kollegen Meier, noch von der Störung der öffentlichen Ordnung zu reden, was Herr Professor Kägi vorgesehen hatte, um nicht den Verdacht zu erwecken, es solle durch diese Hintertüre ganz allgemein eine Verschärfung der Staatsschutzbestimmungen erreicht werden. Wir sprechen also im Gegensatz zum Vorschlag Kägi nur noch von der Störung des religiösen Friedens.

Leider hat nun Professor Kägi in einem Nachtrag zu seinem Gutachten seine Meinung entscheidend geändert. Er lässt seinen Vorschlag für einen Ersatz für den bisherigen Absatz 2 von Artikel 51 fallen und stimmt der vom Bundesrat beantragten ersatzlosen Streichung des Jesuitenverbotes zu. Damit haben allerdings verschiedene Teilnehmer am Vernehmlassungsverfahren einigen Grund, sich geprellt zu fühlen. Ihre zustimmenden Antworten zum Gutachten Kägi erfolgten in der Annahme — ich weiss das auf alle Fälle aus den Diskussionen in der Zürcher Kirchensynode und in unserer Partei —, es komme anstelle der zu eliminierenden Artikel 51 und 52 etwas in die Bundesverfassung hinein, was den konfessionellen Frieden bestmöglich weiterhin garantieren werde. Nun tönt es aber plötzlich anders, indem Herr Professor Kägi feststellt, dass die bestehenden rechtlichen Handhaben eigentlich genügen. Ich bin mit Herrn Bundesrat Tschudi natürlich damit einverstanden, dass die Existenz der evangelischen Kirche von ihrer Glaubensüberzeugung abhängt und nicht von staatlichen Schutzbestimmungen. Aber es geht ja hier um das, was Herr Kollege Schürch in den Kommissionsberatungen als Schwimmgürtel bezeichnet hat, den man dem Kind geben könnte, damit es in den Wogen der Volksabstimmung nicht untergehe. Für einen Staatsrechtler mag das wiederum so aussehen, wie es jetzt Herr Professor Kägi in seinem Nachtrag geschrieben hat. Die gleiche Auffassung ist denn auch von Herrn Bundesrat Tschudi in der Kommission vertreten worden, der auf den Absatz 2 des bisherigen Artikels 50 hingewiesen hat. Nach diesem Absatz 2, der ja bleiben würde, soll es sogar einem Kanton, nicht nur dem Bund, freistehen, eine Vereinigung oder Institution zu verbieten, welche den religiösen Frieden stört. Ob das wirklich in Zukunft so wäre, kann ich als juristischer Laie zu wenig beurteilen. Sicher kann heute ein religiöser Orden, gestützt auf den bisherigen Verfassungstext, nur durch einen Bundesbeschluss verboten werden. Wenn es jedoch zutreffen sollte, dass dieses Recht nach der Streichung des Artikels 51 in Zukunft sogar den Kantonen zustehen würde, müsste ich das als zu weitgehend betrachten. Es wäre dann ja auch denkbar, dass eine Kantonsregierung beispielsweise die Heilsarmee oder die Jesus-people-Bewegung verbieten könnte, mit der Behauptung, sie störe durch ihr Auftreten in der Öffentlichkeit den religiösen Frieden. Ein so schwerwiegender Eingriff in die Glaubens- und Gewissensfreiheit wie das Verbot einer religiösen Vereinigung oder Institution sollte auf alle Fälle, wie bisher, nur durch einen Beschluss der Bundesversammlung erfolgen dürfen, schon um eine einheitliche Praxis für das ganze Gebiet unseres Landes zu gewährleisten. Andererseits darf diese Sanktionsmöglichkeit als äusserste Massnahme auch nicht einfach wegfallen. Sie soll aber von jeder Spitze gegen die römisch-katholische Konfession befreit und völlig objektiviert werden. Dieses Ziel wird mit den

Vorschlägen der beiden Minderheiten I und II erreicht. Zudem wird auch dieser Text in besonderem Masse geeignet sein, den heute noch unschlüssigen Stimmbürgern ein Ja zu erleichtern. Ich bin persönlich bereit, mich im Abstimmungskampf für die Aufhebung der konfessionellen Ausnahmeartikel voll einzusetzen. Ich kann es aber nur tun, wenn Sie mir und meinen politischen und kirchlichen Gesinnungsfreunden etwas mehr Munition liefern, als es der bundesrätliche Vorschlag tut.

Ich bitte Sie deshalb, den Minderheitsanträgen zu den Artikeln 49 und 50 zuzustimmen.

Meier Kaspar, Berichterstatter der Minderheit II: Die Minderheit II, die ich vertrete, unterbreitet Ihnen einen Antrag für einen Bundesbeschluss über die Wahrung des konfessionellen Friedens und die Herstellung der gleichen Rechte und Pflichten auf religiösem Gebiet. Dieser Antrag beinhaltet die sogenannte umfassende «Flurbereinigung», von der im Gutachten von Professor Kägi Seite 25 ff. die Rede ist.

Aeusserungen ausserhalb des Rates und Zuschriften veranlassen mich noch zu einer persönlichen Bemerkung. Als liberaler Katholik und Luzerner interessieren mich die konfessionellen Ausnahmebestimmungen in besonderer Weise. Hätte ich im letzten Jahrhundert gelebt, so wäre ich wohl im Schatten der beiden grössten luzernischen Staatsmänner, des Liberalen Dr. Kasimir Pfyffer und des Konservativen Dr. Philipp Anton Segesser, ebenfalls gegen die Jesuitenberufung nach Luzern eingetreten. Noch zu Beginn meiner politischen Tätigkeit spielten konfessionelle Fragen bei den heissen politischen Wahlkämpfen im Kanton Luzern oft eine nicht geringe Rolle. Ich habe mich stets für die Aufhebung der konfessionellen Ausnahmebestimmungen ausgesprochen, und ich tue das auch heute mit voller Ueberzeugung.

Mit dieser Feststellung schliesse ich jeden auch nur leisen Verdacht aus, dass ich mit dem Minderheitsantrag das gesteckte Ziel irgendwie gefährden möchte. Im Gegenteil, der Antrag der Minderheit II bietet meines Erachtens eine bedeutend grössere Chance für die Annahme in der Volksabstimmung als eine Vorlage nur auf Aufhebung des Jesuiten- und Klosterverbotes. Schon der Gutachter des Bundesrates, Herr Prof. Dr. Werner Kägi, warnte vor einer allzu optimistischen Beurteilung der Abstimmungssituation. Er wies auf alte und tief eingewurzelte Urteile und Vorurteile hin und machte darauf aufmerksam, dass für die konfessionelle Situation immer noch eine gewisse Labilität kennzeichnend sei. Auch in den Verhandlungen des Ständerates wurde darauf hingewiesen, dass es noch einer grossen Aufklärung bedürfe, um ein positives Ergebnis der Volksabstimmung zu erreichen. In der letzten Zeit haben sich die Gegner vermehrt zum Wort gemeldet. Ein Aktionskomitee sagt der Verfassungsrevision den schärfsten Kampf an. Und im Gegensatz zum Ständerat haben wir ja hier in unserem Haus bereits einen Nichteintretensantrag zu entscheiden gehabt.

Der Minderheitsantrag II will einerseits den abstimmungspolitischen Bedenken Rechnung tragen. Andererseits entspricht er der Ueberzeugung, dass nur eine umfassende Revision mit der Beseitigung aller konfessionellen Ausnahmebestimmungen dem Gebot der Rechtsgleichheit und der vollen Freiheit auf religiösem Gebiet gerecht wird. Nach unserem Antrag soll die Verfassungsrevision, wie im Ingress vorgeschlagen, un-

ter der grossen Leitidee — Wahrung des Friedens und Herstellung der gleichen Rechte und Freiheiten auf religiösem Gebiet — stehen.

Zu diesem Problem der Generalbereinigung bemerkt Professor Kägi in seinem Gutachten: «Ueber die Notwendigkeit und Wünschbarkeit einer ‚umfassenden Flurbereinigung‘ ist kein Wort zu verlieren. Sie ist nach dem Kulturkampf allzu lange aufgeschoben worden. Die ungelösten Probleme und der immer wieder auf den verschiedensten Gebieten und in den verschiedensten Formen auflebende Kleinkrieg haben nicht nur das kirchliche Leben, sondern das öffentliche Leben überhaupt stark belastet.» Auf Seite 26 fährt Kägi fort: «Die umfassende Flurbereinigung ist als Idealpostulat und Aufgabe auf lange Sicht unbestritten. Sie muss als Leitidee bei all den kleinern und grössern Schritten (insbesondere in allen Partialrevisionen), die getan werden sollen, vor Augen stehen.»

Leider kommt dann Professor Kägi auf Seite 27 seines Gutachtens zur resignierenden Feststellung, dass es eine illusionäre Erwartung sein dürfte, wenn man glaube, die heiss umstrittenen Probleme, insbesondere die Revision der konfessionellen Ausnahmereartikel, würden sich im Rahmen einer umfassenden Partialrevision leichter lösen lassen. Der Bundesrat hat sich dieser Meinung angeschlossen. Die Minderheit, die ich hier vertrete, teilt die Bedenken nicht, und zwar zur Hauptsache aus folgenden Gründen:

Die heutige Zeit, und vor allem unsere Jugend, verlangt nach klaren, eindeutigen politischen Lösungen. Für Halbheiten, oder gar salamitaktisches Vorgehen, fehlt vielerorts das Verständnis. Man will Sachfragen erschöpfend und umfassend gelöst haben. Der Stimmbürger fühlt sich — nicht ganz zu Unrecht — desavouiert, wenn man ihm ein an sich zusammengehörendes Problem nur bruchstückweise unterbreitet. Die nur auf die Beseitigung des Jesuiten- und Klosterartikels beschränkte Vorlage ist eine weniger gute Lösung als die Gesamtbereinigung. Mit Recht weist der Bundesrat in seiner Botschaft darauf hin, dass Ausnahmebestimmungen in der Bundesverfassung den Geboten unserer Staatsidee und der Gerechtigkeit widersprechen. Die Ausnahmebestimmungen sind aber auch politisch unzweckmässig geworden und nicht mehr praktikabel. — Es wurde hier schon wiederholt ausgeführt, dass das nicht nur für den Jesuiten- und Klosterartikel gilt, sondern für alle diskriminierenden Verfassungsbestimmungen. Wenn wir *tabula rasa* machen wollen, dann müssen wir nicht nur einen Teil, sondern alle Ausnahmereartikel beseitigen.

In den Vernehmlassungen zum Gutachten von Professor Kägi wurde verschiedentlich zum Ausdruck gebracht, dass die Revision sich nicht nur auf die Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung beziehen sollte, da sie nicht die einzigen Ausnahmereartikel darstellen. Erwähnt werden in der Botschaft die Kantone Zug, Basel-Stadt, Baselland, Zürich und Luzern, ferner der Bund schweizerischer Frauenvereine, der Israelitische Gemeindebund, die Evangelische Volkspartei, die CVP, die Bischofskonferenz, der Schweizerische Studentenverein und andere Organisationen. Alle diese Organisationen, Kantone und Verbände haben im Vernehmlassungsverfahren eine generelle Bereinigung vorgeschlagen.

Sie gestatten mir, dass ich zum Beispiel aus der Vernehmlassung der Bischofskonferenz ganz kurz — es sind 16 Seiten — einen Abschnitt zitiere. Die Bischofs-

konferenz schreibt: «Die Bischöfe glauben, dass eine Abstimmungsvorlage mit dieser Zielsetzung» — also mit der Zielsetzung auf Totalbereinigung — «mehr Aussicht auf Erfolg hat als eine Abstimmung nur über die Aufhebung des Jesuiten- und Klosterartikels, denn es ist sicher der Wunsch des Schweizervolkes, dass alle Menschenrechte und Grundfreiheiten in der Schweiz mindestens im gleichen Umfang gewährleistet sind, wie in den übrigen Mitgliedstaaten des Europarates. Dieser Gedanke muss unseres Erachtens sowohl in der Botschaft als auch im Abstimmungskampf unterstrichen werden, wenn die Stimmbürger das Gewicht der Abstimmungsfrage richtig in den Blick bekommen sollen.»

Die CVP, die sich ja auch sehr eingehend mit dieser Frage befasst hat, schreibt u. a. in ihrer Vernehmlassung — ich zitiere aus dem Heft I/71 der «Schweizer Rundschau»: «Im Zusammenhang mit der Aufhebung der Artikel 51 und 52 Bundesverfassung stellt sich die Frage, ob nicht die Zeit gekommen sei, gerade durch diese Partialrevision das Problem der religiösen Freiheitsrechte einer Gesamtlösung zuzuführen. Wir wissen, dass namentlich die junge Generation einer solchen Lösung zugetan ist.» Ich bedaure, dass es den Anschein macht, dass die CVP bereits heute, nach relativ kurzer Zeit, nicht mehr zu ihrer Vernehmlassung steht.

Der Bund schweizerischer Frauenvereine, der sicher auch ein gewisses Gehör bei der Bevölkerung hat, bemerkt, dass viele teils sehr gewichtige Bedenken gegen eine Partialrevision von nur Artikel 51 und 52 sprechen. Diese sei durch ihre Konzentration auf diese eine Sache geeignet, alte Gräben aufzureissen, schlafende Ressentiments wieder aktiv werden zu lassen und die religiösen Leidenschaften aufzuputschen. Die Frauenvereine, der Bund schweizerischer Frauenvereine, der praktisch alle Organisationen in der Schweiz umfasst, empfehlen deshalb eine weitergehende Revision als eine solche, die sich nur auf Artikel 51 und 52 beschränkt.

Abstimmungspolitisch muss in Betracht gezogen werden, dass mit dem Jesuiten- und Klosterartikel ausschliesslich Postulate der Katholiken zur Diskussion gestellt werden. Dass dem so ist, hat Herr Bundesrat Dr. Tschudi im Ständerat und in der Kommission ausdrücklich bestätigt. Nach dem Gutachten von Professor Schindler und einem Bericht der Eidgenössischen Justizabteilung fallen protestantische Klöster oder klosterähnliche Gebilde nicht unter das Klosterverbot. Es wurde hier dargelegt, dass die Entstehungsgeschichte dieser Ausnahmereartikel eigentlich weniger konfessionellen als politischen Ursprungs sei. Das möchte ich durchaus bejahen. Aber heute haben diese Ausnahmereartikel konfessionellen Charakter, und heute geht es darum, hier einer konfessionellen Gruppe Recht zukommen zu lassen. Heute habe ich die Meinung, dass es gefährlich und abstimmungspolitisch unglücklich ist, wenn nur eine einzige konfessionelle Gruppe, der ich übrigens angehöre, hier zur Diskussion gestellt wird.

Mit dem Vorschlag der Minderheit II wird das Verfassungswerk auf eine breitere Ebene gestellt. Es wird vom einseitigen katholischen Aspekt entlastet. Das scheint mir ausserordentlich wichtig zu sein.

Im Ingress habe ich als Leitidee eine positive Formulierung vorgeschlagen, mit der Minderheit II. Ein positiver Appell an die Bürgerschaft ist besser als ein negativer, wie Aufhebung einer Bestimmung, Aufhebung des Jesuiten- und Klosterverbotes. Sicher werden die Stimmbürger auf einen positiven Appell zur Bereinigung unserer konfessionellen Situation besser und akti-

ver reagieren als nur auf den negativen Appell einer Aufhebung von Ausnahmebestimmungen.

Um dieser Leitidee nun vermehrtes Gewicht zu geben, hat die Minderheit II auch die Anträge der Minderheit I, die Herr Sauser vorhin vertreten hat, voll übernommen. Damit ergibt sich ein abgerundetes Bild, eine Vorlage, die nun von allen Kreisen in der Bevölkerung viel überzeugender und viel besser vertreten werden kann als nur eine Vorlage: Jesuitenartikel und Klosterverbot.

Ich möchte hier darauf verzichten, die Gründe darzulegen, die zu den Vorschlägen zu Artikel 49 und 50 geführt haben — Herr Sauser hat das sehr gut getan. Dagegen seien noch einige Worte zu den übrigen Bestimmungen des Minderheitsantrages II gestattet. — Zum Bistumsartikel hat Herr Nationalrat Alfred Ackermann im September 1964 eine Motion eingereicht und damals den ganzen Fragenkomplex in historischer, religiöser und politischer Hinsicht erschöpfend erörtert. Der Nationalrat hat sich damals ohne Gegenstimme der Auffassung angeschlossen, dass der Genehmigungsverbehalt des Bundes für die Errichtung und Aenderung von Bistümern eine konfessionelle Ausnahmebestimmung darstellt, die längst überholt ist und keinerlei Berechtigung mehr besitzt. Der Bundesrat hat vor mehr als acht Jahren die Motion Ackermann als Postulat entgegengenommen, und zwar — wie es im Stenographischen Bulletin heisst — mit dem Auftrag, über die anhängig gemachte Frage mit möglichster Beförderung Bericht zu erstatten und Antrag zu stellen. Es sind jetzt acht Jahre verflossen, seit dieses Postulat mit diesem zusätzlichen Auftrag an den Bundesrat erheblich erklärt wurde, und es hätte ausgereicht, auch zu diesem Artikel nun einen Antrag zu stellen. Ich glaube, es ist heute nicht mehr verfrüht, wenn diese überflüssige konfessionelle Ausnahmebestimmung auch in das Paket eingebaut wird. Es ist übrigens so, dass dieser Artikel gar nicht gehandhabt wird. Bei der Schaffung des Bistums des Tessin — also bei der Abtrennung vom Bistum Basel und der Umwandlung in ein selbständiges Bistum — wurde Artikel 50 Absatz 4 als nicht anwendbar bezeichnet, und die Vorlage hatte gestützt auf Artikel 8 der Bundesverfassung die Form des Staatsvertrages.

Herr Kollega Binder hat den Bistumsartikel ebenfalls als überflüssig bezeichnet. Es ist interessant, dass dieser Bistumsartikel während seiner ganzen Dauer ausgerechnet nur einmal zur Anwendung kam, und zwar nicht bei der römisch-katholischen, sondern bei der christkatholischen Kirche, nämlich damals, als die Christkatholiken (die Altkatholiken) ihr Bistum schaffen wollten, musste die Genehmigung gemäss diesem Bistumsartikel eingeholt werden. Der Artikel ist vollständig überholt; er ist eine Ausnahmebestimmung, die der Verfassung schlecht ansteht, und er muss deshalb aufgehoben werden. Ein Vernehmlassungsverfahren kann sich hier wirklich erübrigen, indem bei der Vernehmlassung zum Gutachten Kägi verschiedene Angefragte ja bereits zu diesem Artikel Stellung genommen haben.

Auch zum Artikel 75 kann ich mich kurz halten. Frau Kollega Sahlfeld hat hier dargelegt, dass diese Diskriminierung eines ganzen Standes unserer Bevölkerung dem Gebot der Gerechtigkeit und der Rechtsgleichheit widerspricht. Der Aufhebung der Bestimmung, wonach Geistliche nicht in den Nationalrat und damit auch nicht in den Bundesrat gewählt werden können, kommt grundsätzliche, dagegen weniger prakti-

sche Bedeutung zu. Diese Bestimmung betrifft in erster Linie reformierte Theologen. Diese haben bei einer Wahl in den Nationalrat auf die Ausübung ihrer kirchlichen Tätigkeit zu verzichten. Als Mitglied der Wahlprüfungskommission muss ich Ihnen sagen, dass es mich beschämt hat, dass unsere Kollegin Frau Sahlfeld der Kommission eine schriftliche Erklärung abgeben musste, sie werde nun nach ihrer Wahl in den Nationalrat sich nicht mehr in der Kirche betätigen, um dieses Verbot zu beachten. Das ist einer modernen Demokratie sicher nicht würdig, und dieses Verbot ist überfällig. Die CVP hat übrigens dazu noch eine ganz interessante Bemerkung gemacht; sie hat nämlich geschrieben: «Obschon heute Geistliche in den Ständerat und praktisch in sämtliche kantonalen Parlamente und in kommunale Behörden wählbar sind, ist kaum zu erwarten, dass bei Aufhebung dieser Bestimmung nun eine Invasion von Geistlichen in den Nationalrat zu erwarten sei.» Ich glaube das auch nicht. Es geht hier um eine Ausnahmebestimmung, die dem Rechtsstaat und der Religionsfreiheit und der Rechtsgleichheit widerspricht und nicht mehr gerechtfertigt ist.

Das Schächtverbot haben wir ausgeklammert; es wurde bereits dargelegt, dass es nicht ein reiner Ausnahmeartikel ist. Es enthält vor allem auch Anliegen des Tierschutzes, und es ist nicht in diesem Sinn ein konfessioneller Ausnahmeartikel, sondern wird besonders von den Tierschutzkreisen als Tierschutzartikel betrachtet. Es darf hier immerhin darauf hingewiesen werden, dass mit Ausnahme von Norwegen praktisch kein einziger Staat eine solche Bestimmung in seinem Verfassungsgrundgesetz hat. Was in Artikel 25bis des Schächtverbotes enthalten ist, gehört nicht in die Bundesverfassung, sondern in ein Tierschutzgesetz. Darüber sind sich auch die Tierschutzkreise durchaus einig, die in einer Vernehmlassung über das sogenannte Schächtverbot diese Auffassung vertreten. Es kann — wie es nun die Kommission mit einer Motion vorschlägt — ersetzt werden durch einen Tierschutzartikel. Auch hier möchte ich immerhin darauf hinweisen, dass eine ganze Reihe von Vernehmlassungen im Zuge der Bereinigung auf diese Bestimmung hingewiesen haben, um auch diese Diskriminierung der jüdischen Konfession in der Verfassung — sie betrachtet es als solche — zu entfernen, und dass ein Problem, das Tierschutzfragen berührt, auch im Tierschutzartikel erledigt wird. In diesem Sinn möchte ich Ihnen die Motion der Kommission empfehlen.

Ich bedaure, dass ich noch einige Worte zum Problem der Einheit der Materie äussern muss. Die Minderheit II ist der Auffassung, dass die Einheit der Materie besser gewahrt ist, wenn der Bundesbeschluss unter die umfassende Leitidee — konfessioneller Frieden, gleiche Rechte und Freiheiten auf religiösem Gebiet — gestellt wird.

Zunächst ist in rechtlicher Beziehung festzustellen, dass Artikel 121 Absatz 3 den Grundsatz der Einheit der Materie nur für Volksinitiativen festlegt. Es ist allerdings bisher in der Rechtslehre weitgehend unbestritten geblieben, dass dieser Grundsatz auch für Verfassungsvorlagen der Bundesversammlung gelten soll. Herr Prof. Dr. Giacometti, mein hochgeschätzter Rechtslehrer an der Universität Zürich, hat sich sehr leidenschaftlich für das Postulat der Einheit der Materie eingesetzt. In seiner Abhandlung in der «Schweizerischen Juristenzeitung» (Band 32 S. 93) «Die Einheit der Materie als formelle Voraussetzung der Volksanregung

auf Partialrevision der Bundesverfassung und die Kriseninitiative» hat Herr Dr. Giacometti zu diesem Problem sehr eingehend Stellung genommen. Es ist aber interessant, dass die ganze Abhandlung sich immer nur auf Volksinitiativen bezieht. Das Prinzip der Einheit der Materie soll nach Giacometti eine Schranke gegen missbräuchliche Geltendmachung des Initiativrechtes bilden. Er schreibt, dass die Initianten durch geschickte Formulierungen das Ergebnis der Unterschriftensammlung sowie das Resultat der Abstimmung in ihrem Sinne stark beeinflussen können. Damit könnte der Volkswille verfälscht, ja unter Umständen sogar gefährdet werden. Nach Professor Giacometti ist die Einheit der Materie dann gewahrt, wenn ein innerer Zusammenhang zwischen den Bestandteilen einer Vorlage besteht.

Wenn man die Praxis der Bundesversammlung überprüft, so kann man feststellen, dass das Prinzip der Einheit der Materie nicht streng gehandhabt wurde. Ich verweise auf die Ausführungen in der Dissertation von Dr. Manfred Kuhn über das Prinzip der Einheit der Materie. Es lässt sich — wie das auch im Ständerat zum Ausdruck gekommen ist — eine grosse Anzahl von Fällen zitieren, bei denen die Bundesversammlung Volksinitiativen als gültig anerkannt hat, bei denen eine Reihe verschiedenster Fragen gekoppelt war. Es wurde gestern erklärt, es sei überhaupt noch nie vorgekommen, dass die Bundesversammlung eine Initiative ungültig erklärt habe, weil die Einheit der Materie nicht gewahrt gewesen sei. Ich verweise hier auf die Ausländerinitiative vom Jahre 1920, die einerseits die Neuregelung der Einbürgerung und anderseits fremdenpolizeiliche Vorschriften enthielt, dann die Kriseninitiative, dann eine Initiative aus dem Jahre 1940, welche die Erhöhung der Mitgliederzahl des Bundesrates enthielt und zugleich auch noch die Volkswahl in einer einzigen Frage.

In den Vorlagen der Bundesversammlung hat man sehr oft dieser Einheit der Materie überhaupt keine Beachtung geschenkt. Ich verweise auf die Wirtschaftsartikel, dann auf die Finanzbeschlüsse; wer einem Finanzbeschluss zustimmen wollte, der musste die Wehrsteuer, die Warenumsatzsteuer und die Biersteuer, die Verrechnungssteuer und so weiter, d. h. das ganze Paket annehmen oder ablehnen. Das gleiche galt bei der Eigentumsgarantie und bei der Raumplanung. Die Minderheit vertritt die Auffassung, dass die Einheit (wenn sie schon gelten soll) besser gewahrt ist, wenn wir ein gesamtes Paket, als wenn wir nur zwei Artikel haben.

Die von der Minderheit II vorgeschlagene Generallösung verfolgt ein hohes politisches Ziel. Es soll bewirkt werden, dass in der kommenden Volksabstimmung nicht nur, oder wenn möglich überhaupt nicht in erster Linie, ein kleinliches Feilschen um Jesuitenartikel und Klosterverbot, um katholisch oder nichtkatholisch stattfindet. Vielmehr sollen die Fragen der Gerechtigkeit, der Rechtsstaatlichkeit, der Volksrechte in den Vordergrund gestellt werden. Wir hoffen zuversichtlich, dass mit einer Gesamtlösung die konfessionelle Situation eher entspannt wird, wie das die Bischöfe, wie das die CVP erwarten, und dass in weitesten Kreisen von Bürgern aller Konfessionen Verständnis dafür besteht, dass heute der Zeitpunkt für die Gewährung gleicher Rechte und gleicher Pflichten für alle gekommen ist.

Ich empfehle Ihnen, den Anträgen der Kommission Minderheit II zuzustimmen.

Präsident: Wir werden die Diskussion um die Minderheitsanträge I und II gemeinsam führen.

Frau Sahlfeld: Als Mitunterzeichnerin des Minderheitsantrages II, welcher einen Bundesbeschluss zur Herstellung der gleichen Rechte und Freiheiten auf religiösem Gebiet vorschlägt, möchte ich doch noch einige Erläuterungen zu Artikel 75 anbringen. Ich bedaure zwar, dass wir über eine Selbstverständlichkeit hier noch so lange reden müssen. Aber vielleicht kann ich einige Missverständnisse klären und aus dem Wege räumen.

Wie bereits gesagt, haben wir in der Vernehmlassung zur Totalrevision der Bundesverfassung keine einzige Stimme gefunden, die sich für eine Beibehaltung des jetzigen Wortlauts von Artikel 75 ausgesprochen hätte. Die Frage dreht sich also nur darum: Wollen wir jetzt aufräumen oder auf irgendwann warten? Ich möchte ganz kurz einen Blick auf die Geschichte dieses Artikels werfen. Das Verbot der Wählbarkeit von Geistlichen in den Nationalrat tauchte 1848 als Artikel 64 Absatz 1 in der Bundesverfassung auf und war dann bis 1873 sehr umstritten. So hat der Nationalrat der Einschränkung erst wieder im Differenzbereinungsverfahren mit dem Ständerat zugestimmt, und die damaligen Debatten lassen klar erkennen, dass man sich von dieser Einschränkung vor allem eine Eindämmung des Einflusses der Kirche als Institution, als angeblich einer dem Staate gegenüberstehenden Macht, erwartete. Man wollte die Kirche treffen, in ihren Dienern allerdings, und man meinte gar nicht so sehr die Geistlichen als Personen. Sie sehen also, dass Artikel 75 aus der gleichen Geisteshaltung heraus entstanden ist und im Grunde genommen die gleiche Zielsetzung hatte wie die Artikel 51 und 52.

Obwohl sich Artikel 75 der Intention nach vor allem gegen die katholische Kirche wendet, wurde er stets auch gegen protestantische Geistliche angewandt, und zwar sehr konsequent. Hierbei stiess man allerdings schon bald auf die Schwierigkeit, dass es eben nach protestantischem Kirchenrecht einen geistlichen Stand überhaupt nicht gibt, denn die reformierte Kirche lehrt bekanntlich das allgemeine Priestertum der Gläubigen und lehnt eine Unterscheidung in weltlich und geistlich ab. Daher wurde dann der Artikel auch ausgelegt im Sinne der Einschränkung der Unvereinbarkeit und wurde bei den Protestanten auf amtierende Pfarrer eingeschränkt. Hier kommen wir zu der Rechtsungleichheit, dass ein protestantischer Pfarrer zwar im Nationalrat einziehen kann, wenn er auf die Ausübung seines Berufes und damit natürlich auf seinen Lohn verzichtet; hingegen kann sich ein katholischer Geistlicher keinesfalls in den Nationalrat wählen lassen, weil der geistliche Stand durch Niederlegung eines kirchlichen Amtes nicht aufgehoben wird. Denn wer einmal zum Priester geweiht ist, bleibt es bis an sein Lebensende. Herr Kollege Meier hat ja bereits gesagt, dass keine Invasion von Geistlichen zu befürchten ist; denn die katholische Kirche regelt das in ihrem Kirchenrecht und untersagt ihren Geistlichen die Uebernahme eines Parlamentsmandats, wobei allerdings Dispensationen möglich sind. Aber bitte, das ist Kirchenrecht und sollte uns doch nicht hindern, im politischen Recht endlich Rechtsgleichheit zu schaffen.

Und, lieber Herr Bundesrat, wenn Sie im Ständerat die Meinung vertreten haben, dass zuerst das Frauenstimm- und -wahlrecht hätte eingeführt werden müssen,

weil durch dessen Fehlen ein grösserer Volksteil als durch die Artikel 51 und 52 diskriminiert werde, dann war das sicher recht. Aber wenn man schon so argumentiert, dann kann man jetzt eigentlich nicht die Artikel 51 und 52 aufheben und Artikel 75 stehen lassen; denn durch den Artikel 51 werden, wie immer betont wird, in der Schweiz etwa 90 Jesuiten betroffen, demgegenüber gibt es aber schätzungsweise mindestens 4000 bis 5000 Personen, die durch Artikel 75 in einem politischen Grundrecht betroffen werden. Ich glaube, auch diese Zahlen sprechen.

Zudem meinte der Bundesrat im Jahre 1921, nachdem zwei Motionen zu Artikel 75 überwiesen worden waren, das Volk würde es nicht verstehen, wenn um einer Einzelfrage willen der ganze Abstimmungsapparat in Bewegung gesetzt würde. Heute haben wir es mit einer Vorlage mit zwei Artikeln zu tun und dabei wird eher gegenteilig argumentiert. Und wer garantiert uns, ob nicht die jetzigen Motionen, die die Kommission einreichen wird, das gleiche Schicksal erleben werden wie die Motionen aus dem Jahre 1919, oder wie die Motion von Moos, oder wie die Motion Ackermann aus dem Jahre 1964? Und wer garantiert uns, ob man nicht in einigen Jahren wieder argumentieren wird, wie 1921, das Volk verstehe es nicht, wenn um Einzelfragen willen der ganze Abstimmungsapparat in Bewegung gesetzt wird?

So scheint es denn, dass eben die Rechtsgleichheit auf «irgendwann» aufgeschoben wird. Denn Sie können es drehen und wenden wie Sie wollen, eine Einschränkung im passiven Wahlrecht bedeutet natürlich Rechtsungleichheit.

Als Nichtjuristin, aber doch immerhin als historisch Interessierte wundere ich mich ganz nebenbei, dass die Einheit der Materie bei Artikel 51 und 52 gegeben sein soll, hingegen bei einer Erweiterung auf Artikel 75 plötzlich nicht mehr. Ich betone nochmals: Ich opponiere keineswegs der Aufhebung von Artikel 51 und 52. Ich werde mich dafür einsetzen. Aber ich bin nach wie vor der Ueberzeugung, dass wir mit einer Erweiterung der Vorlage vor allem auch Befürworter der Vorlage gewinnen werden und dass wir gar nicht so viele Gegner finden werden, wie hier in diesem Rat befürchtet wird.

Schalcher: Ich bin nur für eine Aufhebung der beiden Artikel Bundesverfassung 51 und 52, wenn dafür ein wirksamer Toleranzartikel eingetauscht werden kann, wie ihn ja auch Professor Kägi in offensichtlich richtiger Einschätzung der Situation im Volk vorschlug. Nun soll der Vorschlag der Minderheit I einen solchen wenigstens ansatzweise darstellen. Er ist allerdings kein Muster, denn Wendungen wie «jedes Andern» sind in einer Verfassung nicht gerade schön. Der Sache näher käme der Vorschlag der Zürcher Frauenzentrale. Schade, dass diese Eingabe nicht schon der Kommission vorlag, damit hätte versucht werden können, auch jene durchaus guten Gedanken einzubauen. Mangels etwas Besserem stimme ich dem Vorschlag der Minderheit I zu.

Was die Minderheit II anbelangt, würde ich heute keine Eskalation der Forderungen vornehmen. Ich würde jetzt einmal sehen, ob es möglich ist, die beiden jetzt zur Diskussion stehenden Artikel durch einen tragbaren Toleranzartikel zu ersetzen, hernach kann man weitersehen. — Als absolutes Minimum — wenn kein Toleranzartikel durchgehen sollte — bezeichne ich den

Vorschlag der Minderheit III, dass zwei Abstimmungspakete gemacht werden. Wenn man die Artikel allerdings, wenigstens in der deutschen Schweiz, durchfallen lassen wollte, dann müsste man ein Paket machen. Ich möchte aber nicht so weit gehen. Ich bin der Meinung, dass, wenn es gelänge, einen tragbaren Toleranzartikel durchzubringen, wir mehr hätten als mit diesen beiden Artikeln. Aber ein Toleranzartikel ist in der heutigen Landschaft leider nötig, ich erinnere nur an unser Juraproblem und an Nordirland. Wenn kein Toleranzartikel durchgehen sollte, werde ich gegen die Aufhebung der beiden Artikel stimmen.

M. Villard: Je combats la proposition de la minorité I à l'alinéa 2bis, car la formule proposée ne me paraît pas heureuse. Je vais essayer d'en donner les raisons. Il semble qu'on veuille supprimer, enfin, une interdiction qui devrait l'être depuis longtemps, tout en essayant d'en introduire une autre subrepticement. Ce serait regrettable. Quelle est cette paix religieuse dont il est fait mention? Je m'excuse; je ne voudrais choquer personne, surtout à notre époque où les Eglises sont en marche et prennent conscience de leurs responsabilités dans la vie sociale et ne prêchent plus une sorte de projection dans l'au-delà, ce que Lénine appelait une eau-de-vie spirituelle. J'exprime mon sentiment comme je l'ai d'ailleurs fait dans le cadre des discussions de la commission. Cette paix religieuse pourrait être et fut au cours de l'histoire, hélas! la paix des dogmes, la paix des rituels qu'on imposait; les dogmes, les rituels ne sont pas toujours la condition véritable d'une vie spirituelle intense. Cette paix religieuse pourrait être une sorte de paix de l'immobilisme, une paix qui ne ferait pas naître l'interrogation, le doute nécessaire à la recherche de la vérité. Je citerai un écrivain français: «Croyez ceux qui cherchent la vérité, doutez de ceux qui la trouvent.» Je dis cela encore une fois sans mépriser nullement ceux qui ont une belle foi enfantine. Mais je crois que cette recherche permanente de la vérité est une attitude saine qui doit être celle d'un adulte.

Il est nécessaire de pouvoir penser indépendamment de toute autorité, dit le philosophe Krishnamurti, et indépendamment de toute autorité veut aussi dire indépendamment des religions organisées. Il peut même arriver qu'il faille lutter contre certaines prétendues vérités solidement établies, officialisées même. Vous savez qu'on a même voulu imposer à la population de notre pays une sorte de Bible d'Etat en matière de défense totale (je m'excuse de cette parenthèse qui ne plaira pas à d'aucuns). Dans le domaine de la paix religieuse, un grand nombre de problèmes peuvent se poser. Vous connaissez l'affaire de Seelisberg, où devait être établi le siège de l'association pour la méditation transcendantale. Dans un pays où règne vraiment la liberté de croyance, une telle association devrait pouvoir déployer son activité. Nous ne savons pas si ce qu'elle se propose de nous apporter sera utile, peut-être même quelque chose d'utile à la paix du monde. En tout cas, ceux qui lisent des philosophes tels que Krishnamurti, par exemple (que je ne veux pas rapprocher de cette association, car sa pensée domine quelque peu les philosophies et les religions), acquièrent une sorte de paix intérieure qui est plus qu'une paix religieuse, une paix spirituelle dans l'immobilisme, car elle les incite à agir pour le bien du prochain et pour la paix du monde.

On a dit de la proposition de minorité qu'il s'agit d'un article de tolérance. Je m'oppose à une telle formule, car ce mot «tolérance» n'est pas très beau... Il faudrait qu'il corresponde à quelque chose de concret, de vécu. Il ne suffit pas de l'inscrire dans la constitution pour qu'elle se réalise dans les faits. La constitution comporte du reste déjà des dispositions applicables dans les cas extrêmes, qui peuvent toujours survenir, je vous l'accorde.

Mon intention n'était ni de choquer, ni d'apporter la confusion. La véritable paix religieuse, au sens où je l'entends avec certains philosophes d'Orient, est cet état de tranquillité de l'âme et de l'être tout entier, dans lequel se trouve au «fond des fonds» la réalité: Dieu.

Frau **Meier** Josi: Ich möchte Ihnen empfehlen, die Neuformulierungen der Minderheitsanträge I und II zu verwerfen, soweit sie einen Hinweis auf Schranken und eine ausschliessliche Bundeszuständigkeit für Verbote bestimmter Vereinigungen in die Verfassung aufnehmen wollen.

Der Hinweis, wonach Freiheitsrechte Schranken hätten, drückt vorerst einmal eine Selbstverständlichkeit aus. Jede Freiheit wird durch die gleiche Freiheit des Nächsten begrenzt und darf nicht zur Störung der öffentlichen Ordnung führen. Unsere Verfassung ist in der Formulierung von Selbstverständlichkeiten immer sehr sparsam gewesen. Wir dürfen auch weiterhin auf solche Formulierungen verzichten. Ein derart allgemeiner Satz würde allenfalls an der Spitze eines Kataloges von Grundrechten seinen Platz haben, ähnlich wie das etwa in Artikel 2 der bundesdeutschen Verfassung geschieht. Hier wird uns aber die Wendung vorgeschlagen: «Diese Freiheitsrechte haben ihre Schranken...» Damit wird sogar der irrige Eindruck erweckt, nur bei diesem Grundrecht seien solche Schranken zu ziehen, nicht bei den andern. Dieser Eindruck ist zu vermeiden.

Allgemeinen Erklärungen sind an sich Hinweise bei den einzelnen Freiheitsrechten vorzuziehen, welche ganz konkrete Schranken ziehen. Die für uns wirklich wichtige Schranke für das Grundrecht der Glaubens- und Gewissensfreiheit liegt übrigens weniger im gleichen Recht des Nächsten als in der in Artikel 49 Absatz 5 enthaltenen Abgrenzung durch die Bürgerpflichten.

Ich komme zur Ergänzung von Artikel 50. Im Nachtrag zu seinem Gutachten III hat Professor Kägi selbst ausgeführt, er halte nach erneuter Ueberlegung die ersatzfreie Streichung der Artikel 51 und 52 für die zweckmässigste Lösung. Ersatzvorschläge würden nur zur Verwirrung, nicht zur Klärung beitragen. Genau das hat sich auch in der Diskussion der Kommission gezeigt. Gerade dieser Ersatzvorschlag führte zu völlig gegensätzlichen Interpretationen. Persönlich bin ich der Meinung, dass die Kantone heute schon gestützt auf Artikel 50 Absatz 2 alle notwendigen Massnahmen treffen können, die zum Schutze der öffentlichen Ordnung und des religiösen Friedens auf ihrem Gebiet nötig sind. Bei ersatzloser Streichung bleibt es bei einer föderativen Regelung gemäss Artikel 50 Absatz 2, während der Vorschlag von Kollega Sauser eine Verschiebung der Kompetenzen zugunsten des Zentralstaates bringt. Das ist nicht bloss im Interesse der Kantone unerwünscht, sondern auch im Interesse des einzelnen Bürgers, der von solchen Verboten betroffen werden könnte. Ihm stehen nämlich bedeutend mehr Rechtsmittel zur Verfügung, wenn er sich gegen eine

kantonale Massnahme wenden kann, als wenn er von einem Bundesbeschluss betroffen wird.

Gestatten Sie mir noch kurz, die Zitationen von Kollega Kaspar Meier etwas zu ergänzen. — In Klammern möchte ich heute sagen, dass Sie Ihre helle Freude gehabt hätten, wenn Sie uns gestern beieinander beim Herrn Pfarrer gesehen hätten, wo wir Nachkommen ehemaliger Gegner in der Jesuitenfrage, Liberale, oder Konservative oder was sie immer waren, heute ohne weiteres miteinander den gleichen Wein trinken können. — Die CVP ist nicht etwa von ihrer bisherigen Auffassung abgegangen, wonach nicht bloss Artikel 51 und 52 zu streichen sind, sondern eine allgemeine Flurbereinigung der Ausnahmbestimmungen anzustreben sei. Sie hat in ihrer Vernehmlassung zu der vorliegenden Revision unter anderem ausdrücklich geschrieben, dass es Sache der politischen Behörde sei zu entscheiden, welcher Weg am sichersten zur Aufhebung der konfessionellen Ausnahmeartikel der Bundesverfassung führe. Sie hat übrigens, als sie die beiden heute vorgeschlagenen Lösungen erwog, gesagt, sie könne sich beiden Lösungsmöglichkeiten anschliessen, ihre Vorschläge seien als Alternativen zu werten, aber möglicherweise könne das gesamte Ausnahmerecht der Bundesverfassung nur nach und nach, in kleinen Schritten und unter immerwährendem Ringen um den jeweiligen Konsens von Volk und Ständen ausgemerzt werden. Das ist wahrscheinlich Herrn Kollega Kaspar Meier entgangen. Ich halte ihm hier gerne noch ein Exemplar bereit.

Heute, auch nach der jüngsten Diskussion, glauben wir, dass die Politik der kleinen Schritte schneller zum Ziele führt. Wir sind also mit Herrn Kollega Kaspar Meier über das Ziel völlig einig, beurteilen höchstens den einzuschlagenden Weg, gestützt auf die Beurteilung der heutigen Lage, etwas verschieden.

Eine letzte Bemerkung: Ein Toleranzartikel ist uns hier von niemandem vorgeschlagen worden. Er wurde uns auch von Herrn Professor Kägi und auch von Herrn Kollega Schalcher nicht vorgeschlagen. Herr Professor Kägi hat im Gegenteil darauf hingewiesen, dass ein solcher Artikel nutzlos wäre, weil eben Toleranz nicht erzwingbar sei. Hingegen kann Toleranz ausgeübt werden vor allem dadurch — und damit verbinde ich meine persönliche Bitte an Sie —, dass jeder von uns das Schlussergebnis der heutigen Beratung in der Volksabstimmung positiv vertritt, auch dann, wenn es nicht in allen Teilen seinen eigenen Vorstellungen entspricht.

M. Chevallaz, rapporteur: Les modifications que les minorités I et II proposent aux articles 49 et 50 ont pour but de définir, s'il est possible, les limites de la liberté de conscience et de croyance. Politiquement, elles devraient apporter aux esprits qui sont encore tourmentés d'une inquiétude sourde et d'ailleurs vague à l'égard de la Société de Jésus une sorte de compensation à l'abrogation des articles 51 et 52.

Quant aux limites nécessaires à la liberté de conscience et de croyance, nous rappellerons — nous l'avons dit hier — d'abord qu'elles vont de soi, dans la doctrine et dans la pratique, que toute liberté individuelle a inévitablement pour limite le droit, la possibilité d'autrui de jouir de sa propre liberté. La constitution prévoit d'ailleurs en maints endroits ces limitations et les moyens de les faire respecter. L'article 2 de la

constituiton, d'une manière générale, définit la mission fédérale de maintenir la tranquillité et l'ordre à l'intérieur, de protéger la liberté et les droits des Confédérés. Les articles 49 (liberté de conscience et de croyance) et 50 (libre exercice des cultes) précisent en leurs dix alinéas de multiples conditions de ces libertés d'une manière suffisante. Par exemple, en déclarant que «les cantons et la Confédération peuvent prendre des mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre public et de la paix entre les membres des diverses communautés religieuses, ainsi que les empiétements des autorités ecclésiastiques sur les droits des citoyens et de l'Etat» — il s'agit du 2e alinéa de l'article 50 — on donne aux cantons mais aussi à la Confédération toute faculté d'agir à l'encontre d'une association ou d'une institution, pour reprendre les termes de la minorité, qui trouble de manière durable la paix religieuse. Prévoir, comme le proposent les deux minorités, que l'interdiction d'une telle association ou d'une telle institution peut être prononcée par arrêté fédéral n'appelle dans l'efficacité pratique aucune sécurité supplémentaire et, par ailleurs, dépouille les cantons de leurs prérogatives. C'est donc apporter, sans utilité, sans nécessité, un supplément de méfiance à une revision qui veut précisément se justifier de la confiance mutuelle qu'entre bons Confédérés nous entendons confirmer.

Quant à la compensation que ces dispositions — qu'on a dites de tolérance ou de sauvegarde de la paix religieuse — apporteraient aux protestants, disons d'abord que les protestants n'en ont pas besoin pour la bonne raison qu'aucune disposition constitutionnelle ne limite expressément, sauf les réserves générales d'ordre public, leur liberté de conscience, de culte et d'organisation ecclésiastique, ni pour les Eglises officielles, ni pour les congrégations particulières. Au surplus, les protestants doivent avoir en leurs convictions une conscience assez forte pour se passer de restrictions aujourd'hui dépassées sans justification et sans effet qui frappent, sur le papier — je le veux bien — surtout l'Eglise catholique. La tolérance ou, mieux, la compréhension mutuelle n'est pas un article de loi, mais la crainte n'est pas un article de foi.

Le professeur Kägi lui-même a retiré, après ample méditation, son article sur la tolérance et nous vous invitons à rejeter les propositions de la minorité I et de la minorité II sur la modification de ces articles 49, 1er alinéa, et 50, alinéa 2bis. Et nous souhaitons surtout — nous le disons à ceux qui ont pris la parole tout à l'heure — que les défenseurs de ces amendements ne fassent pas de leurs propositions la condition de leur appui à une revision constitutionnelle qui est tout simplement une mesure d'équité générale.

A l'article 75, qui réserve l'accès de notre assemblée aux seuls laïcs, Mme Sahlfeld et M. Meier ont eu raison de signaler une discrimination qui, en droit absolu, est critiquable. Je constate aussi, soit dit en passant, que d'autres citoyens, les fonctionnaires fédéraux, sont frappés du même empêchement. Je constate aussi que parfois il y a des accommodements avec le Ciel dont bénéficient, comme Mme Sahlfeld l'expliquait tout à l'heure, exclusivement les pasteurs protestants et dont les prêtres catholiques, *sacerdotes in aeternum*, ne peuvent bénéficier. Il y a donc incontestablement une inégalité.

Permettez-moi ici une parenthèse très personnelle. Je ne pense pas qu'il soit dans l'intérêt très direct des Eglises que les titulaires de paroisse s'engagent dans la

lutte politique directe et dans la mêlée des partis. Mais c'est une affaire intérieure aux Eglises, c'est leur droit. Je sais bien que certains ne s'en offusquent pas et que, par exemple, dans d'autres pays que le nôtre et qui passent pourtant pour très intolérants, des ecclésiastiques siègent dans des assemblées. Ainsi, le patriarche de l'Eglise orthodoxe autocéphale de Roumanie siège à l'Assemblée nationale de ce pays. Mais il est vrai que le système électoral en vigueur en ces lieux doit lui assurer une élection non contestée, qui ne trouble ni la paix religieuse, ni la paix politique et la durée des sessions de cette assemblée n'est sans doute pas telle qu'elle nuise à l'exercice des responsabilités épiscopales.

Toutefois, même si Mme Sahlfeld et M. Meier ont raison en droit, je pense qu'il convient de suivre la procédure de la motion — des consultations préalables — plutôt que de trancher le problème par une décision abrupte, pour ne pas dire improvisée, de notre part. Nous proposons dans ce cas aussi de repousser les propositions de la minorité II et d'accepter la motion de la commission.

Quant aux évêchés, nous sommes d'accord sur le fond avec les thèses de la minorité II. A ce propos, nous devons corriger une erreur que nous avons commise hier. L'autorisation de créer de nouveaux évêchés ne frappe pas tellement, ou pas seulement, l'Eglise catholique romaine que l'ensemble des Eglises qui ont un système épiscopal. Et même, dans la pratique, l'institution d'un évêché catholique romain ou la délimitation d'un diocèse sont établies par des concordats liant le Saint-Siège et un ou plusieurs cantons. Ces concordats eux-mêmes relèvent, d'après les articles 9 et 10 de la constitution, de l'examen du Conseil fédéral, le cas échéant d'une approbation par les Chambres. L'article 50, 4e alinéa, ne touche donc l'Eglise catholique romaine qu'à titre éventuel puisqu'en règle générale ce problème des évêchés est réglé par concordat. Une des craintes quant à l'abrogation pure et simple de ce 4e alinéa de l'article 50, ou de toute disposition en la matière, serait que certaines parties de notre pays ne soient, comme ce fut le cas à certaine époque, incorporées à un diocèse étranger. Là encore, ce problème fort intéressant et judicieusement soulevé en son temps par notre collègue M. Alfred Ackermann est complexe. Il convient qu'il soit étudié plus précisément avec les cantons directement intéressés et souverains avant que les Chambres ne soient saisies d'une proposition. D'où, là encore, notre motion, motion de la commission, et l'invitation de la majorité de cette commission à repousser les propositions de la minorité II. De surcroît, les propositions des minorités I et II ajoutent quelques dispositions que je considère malgré tout comme des dispositions de détail, utiles sans doute, dans le sens d'un traitement d'égalité. Mais, il s'en faut, elles ne réforment pas dans l'ensemble — ce serait d'ailleurs une besogne d'une autre ampleur — les rapports entre les Eglises et l'Etat. Est-ce d'ailleurs aujourd'hui une besogne nécessaire et n'est-elle pas peut-être un peu périlleuse? Quoi qu'il en soit, revision partielle pour revision partielle, nous préférons la proposition limitée et précise du Conseil fédéral à un bateau un peu trop chargé d'accessoires.

Hofmann, Berichterstatter der Mehrheit: Ich äussere mich zunächst zu Artikel 49 Absatz 1 und Artikel 50 Absatz 2bis (neu), wie er von den Minderheiten I und II beantragt wird.

Sachlich sind wir uns sicher fast alle darin einig, dass in unserem Lande Toleranz herrschen soll, weil sie eine grundsätzliche Voraussetzung unserer gegensatzreichen Gesellschaft ist, sprachlich, kulturell, politisch und religiös-konfessionell. Ich stimme Herrn Kollega Sauser zu, wenn er sagt, Toleranz sei eine Gesinnung, sie lasse sich nicht durch Gesetze regeln; was sich regeln lasse, sei der Kampf gegen die Intoleranz.

Die entscheidenden Fragen für uns sind nun die: Erstens: Muss der allgemeine Wille zur Toleranz noch durch eine Einfügung in die Verfassung, durch Worte, wie sie die Minderheiten I und II beantragen, zum Ausdruck gebracht werden, oder beinhaltet die Verfassung den Willen zur Toleranz heute schon zur Genüge? Zweitens: Erfolgt durch die Beseitigung der Artikel 51 und 52 eine Entblössung der Staatsgewalt von den nötigen Mitteln zur Handhabung der öffentlichen Ordnung und des konfessionellen Friedens, also zur Bekämpfung der Intoleranz?

Professor Kägi vertrat anfänglich die Auffassung — wie es gesagt wurde —, man sollte anstelle der Artikel 51 und 52 eine generell abstrakte Norm einsetzen. Er vertrat dies aber vor allem aus verfassungskosmetischen Gründen. Durch die einfache Aufhebung von Artikeln entstehen Lücken in der Abfolge der nummerierten Verfassungsartikel, wie Kägi hervorhebt. Er hat aber bereits von Anfang an gesagt, dass die Kantone es vielfach in Kauf nehmen müssen, dass solche Lücken entstehen, wenn jeweils neues Bundesrecht gesetzt wird. Eine Lücke in der Abfolge der nummerierten Verfassungsartikel entsteht ohnehin, denn sonst müssten wir für die Artikel 51 und 52 zwei neue Artikel einführen. Professor Kägi macht aber auch von Anfang an geltend — und ich glaube, das ist wesentlich —, dass durch die Beseitigung von Artikel 51 und 52 keineswegs eine Entblössung der Staatsgewalt von den nötigen Mitteln zur Handhabung der öffentlichen Ordnung und des konfessionellen Friedens erfolgt; wir finden diese Ausführungen auf Seite 42 seines Gutachtens. Wenn Professor Kägi später die Ansicht vertrat und sie noch heute vertritt und geltend macht, ein Ersatz für die Artikel 51 und 52 sei nicht nötig, so dürfen wir das nicht beanstanden. Diejenigen, die vom Irrtum zur Wahrheit reisen, sind die Weisen, und nicht diejenigen, die im Irrtum verharren, wenn sie ihn als solchen erkannt haben.

Auch Bundesrat Feldmann hat seinerzeit schon — er war Protestant — darauf hingewiesen, dass es nicht nötig sei, für die aufzuhobenden Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung einen Ersatz einzuführen.

Was nun einen eigentlichen besonderen Toleranzartikel betrifft, so hat Professor Kägi auch von Anfang an gesagt, dass ein solcher rechtlich in unserer Verfassung gar nicht nötig sei. Was rechtlich bedeutungsvoll und rechtlich fassbar sei, sei bereits in den Artikeln 49 und 50 verankert. Ich war anfänglich auch der Auffassung, man solle einen Toleranzartikel einführen, aber als ich dann diese Verfassungsartikel gründlich studierte, musste auch ich mich der Ueberzeugung von Bundesrat und Mehrheit der Kommission anschliessen. Es geht — wie es auch Frau Kollegin Meier gesagt hat — aus dem Sinn der Verfassung hervor, dass die Grenzen jeder Freiheit und aller Rechte im Schutz gleicher Rechte und Freiheiten jedes ändern gegeben sind.

Wenn man schliesslich aus taktischen und psychologischen Ueberlegungen einen Toleranzartikel wünscht, so ist es aber ebenso leicht, dem Volke zu sagen, dass

die heutigen Verfassungsbestimmungen und gesetzlichen Bestimmungen genügen, um die öffentliche Ordnung zu schützen und den konfessionellen Frieden zu wahren.

Was insbesondere Artikel 50 Absatz 2bis betrifft, so ist zu sagen, dass er gar nicht notwendig ist; denn wenn Sie Artikel 50 Absatz 2 der Bundesverfassung lesen, so finden Sie dort alles, was für den Schutz erforderlich ist. Ich zitiere deshalb kurz diesen Absatz 2: «Den Kantonen sowie dem Bunde bleibt vorbehalten, zur Handhabung der Ordnung und des öffentlichen Friedens unter den Angehörigen der verschiedenen Religionsgemeinschaften sowie gegen Eingriffe kirchlicher Behörden in die Rechte der Bürger und des Staates die geeigneten Massnahmen zu treffen.» Zu diesen geeigneten Massnahmen kann auch das Verbot gehören. Wenn Sie nun aber neu einen Artikel 50 Absatz 2 einführen wollen, so entsteht ein gewisser Widerspruch. Bisher lag die Kompetenz sowohl bei den Kantonen wie beim Bund. Nach dem Artikel 50 Absatz 2bis (neu), wie er von den Minderheiten I und II beantragt wird, wäre dann die Bundesversammlung zuständig, und hier ergeben sich Unklarheiten im Recht zwischen Artikel 50 Absatz 2 (bisher) und dem, was die Minderheiten I und II dort neu zufügen wollen. Die Kommission hat es deshalb mit 17 : 6 Stimmen abgelehnt, diesen Artikel 50 Absatz 2bis (neu) einzufügen. Sie war mehrheitlich der Auffassung, es sei auch kein Tauschgeschäft nötig.

Im übrigen ist doch auch zu beachten, was Herr Kollega Villard ausführte: Wenn man nämlich zu weit gehen wollte in der Immobilität, müssten sich die Protestanten bewusst sein, dass eine Reformation überhaupt nie möglich gewesen wäre.

Herr Kollega Kaspar Meier befürwortet mit den Anträgen der Minderheit II noch (um mit den Worten von Herrn Professor Kägi zu sprechen) eine umfassendere Flurbereinigung. Sein Antrag ist aber auch nur partiell, denn für eine vollständige Flurbereinigung müsste man ja auch die Schulfrage, die Ehefrage usw., wie das aus dem Gutachten Kägi hervorgeht, in die Behandlung einbeziehen.

Die Mehrheit der Kommission war mit dem Ziel von Herrn Kollega Meier einig, aber nicht über die Art des Vorgehens. Aus dem Gutachten Kägi geht hervor, dass der Boden für eine umfassende Flurbereinigung doch ungenügend vorbereitet ist, das sagt auch die Botschaft des Bundesrates; es ist also vorteilhafter, schrittweise vorzugehen und sich einmal auf die Aufhebung der Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung zu beschränken. Das ist der Antrag der Mehrheit der Kommission.

Was Artikel 75 und Artikel 50 Absatz 4 betrifft, hat die Kommission die betreffenden Antragsteller auf den Weg der Motion verwiesen, um keine Erweiterung der Materie vornehmen zu müssen. Auch wenn die Kommission fast einhellig die Auffassung teilte, dass Artikel 75 entsprechend dem Antrag abzuändern sei, so ist doch zu sagen — dessen müssen wir uns bewusst sein —, dass alsdann im Volk wahrscheinlich auch noch wesentliche Widerstände zu überwinden sein werden; denn man hat sowohl aus katholischen wie protestantischen Kreisen hören können, dass diese Frage doch noch zu Diskussionen Anlass gibt.

Was Artikel 50 Absatz 4 betrifft, hat Herr Bundesrat Tschudi schon auf das Problem hingewiesen in bezug auf ein Konkordat unter den Kantonen; im übrigen haben wir doch feststellen können, dass dieser Artikel zurzeit keine Schwierigkeiten bereitet, weshalb

seine Aufhebung nicht so dringend ist wie die Aufhebung der Ausnahmeartikel 51 und 52.

Die Kommission beantragt Ihnen daher mehrheitlich, die Anträge der Minderheiten I und II abzulehnen und den Anträgen des Bundesrates und der Kommissionmehrheit zuzustimmen.

Bundesrat Tschudi: Die Vorschläge der Minderheit I, vertreten durch Herrn Nationalrat Sauser, beruhen auf dem Gedanken, dass ein Ausgleich zur Abschaffung des Jesuiten- und des Klosterverbots geschaffen werden müsse. Vorweg möchte ich wiederholen, dass die Verbote weder im Interesse der evangelischen Kirche noch auf deren Verlangen eingeführt wurden. Die evangelische Kirche hat deshalb keinen Anlass, für deren Aufhebung eine Kompensation zu fordern. Ich bin überzeugt, dass sie keinen Anspruch auf staatliche Stützung erhebt. Eine Kirche, die auf Staatshilfe angewiesen wäre, würde ihrer Aufgabe kaum gerecht.

Wenn also die Kirche keines vermehrten Schutzes bedarf, braucht dann der Staat einen solchen, müssen wir die polizeiliche Grenze der Freiheitsrechte neu formulieren, müssen wir die Wahrung des öffentlichen Friedens, den Schutz des religiösen Friedens verstärken? Es kann wohl nicht geltend gemacht werden, dass die heutigen Bestimmungen über den Schutz der öffentlichen Ordnung nicht ausreichen. Irgendwelche Lücken sind nicht bekannt. In seinem Zusatzgutachten schreibt Professor Kägi ausdrücklich: «Wir haben eh und je die These vertreten, dass auch nach einer Beseitigung des Jesuiten- und Klosterartikels durch eine Volksabstimmung die bestehenden rechtlichen Handhaben zum Schutze der öffentlichen Ordnung und des konfessionellen Friedens völlig genügen.» Wenn man daran denken will, z. B. im Rahmen der Totalrevision der Bundesverfassung, die Schranken der Freiheitsrechte festzulegen, dann wird dies durch eine allgemeine Regelung erfolgen müssen, die für alle Freiheitsrechte gilt. Legt man ausdrücklich nur bei der Glaubens- und Gewissensfreiheit die an sich unbestrittenen Schranken fest, so entsteht eine Unsicherheit. Soll dies bedeuten, dass hier Sonderrecht gilt, gelten bei der Glaubens- und Gewissensfreiheit allenfalls engere oder allenfalls weitere Schranken als bei den übrigen Freiheitsrechten? Diese Erwägung spricht eindeutig gegen die Ergänzung von Artikel 49 Absatz 1.

Aber auch der Zusatzartikel 50 Absatz 2bis erscheint mir nicht als angezeigt. Der geltende Artikel 50 Absatz 2 gibt nämlich den Kantonen und dem Bund die Kompetenz und damit auch die Verpflichtung zur Handhabung der Ordnung und des öffentlichen Friedens unter den Angehörigen der verschiedenen Religionsgemeinschaften sowie gegen Eingriffe kirchlicher Behörden in die Rechte der Bürger und des Staates, die geeigneten Massnahmen zu treffen. Kantone und Bund haben also die nötigen Mittel zur Wahrung des religiösen Friedens. Im Vorschlag wird ausdrücklich das Verbot einer Vereinigung oder Institution erwähnt als Sanktion bei Störung des religiösen Friedens. Es ist unbestritten, dass nach dem geltenden Absatz 2 von Artikel 50 auch Verbote erlassen werden können, denn zu den dort genannten geeigneten Massnahmen gehören nötigenfalls auch Verbote. Zusätzlich wird nun im Vorschlag die Bundesversammlung als kompetent erklärt für Verbote; diese Zuständigkeit würde hinzukommen zu derjenigen der Kantone, denn man will wohl kaum die Kompetenzen der Kantone zur Aufrechterhal-

tung der öffentlichen Ordnung und des Religionsfriedens einschränken.

Es wäre auch wenig zweckmässig, bei lokalen oder regionalen Schwierigkeiten Entscheide des Bundesrates oder gar Entscheide der Bundesversammlung anrufen zu wollen. Die Kantone sind besser in der Lage, die tatsächlichen Verhältnisse zu beurteilen und adäquate Massnahmen zu treffen, als der Bund. Endlich — Frau Nationalrat Meier hat das bereits erwähnt — ist auch vom Standpunkt des Rechtsschutzes aus die Belassung des Entscheides bei den Kantonen vorzuziehen. Gegen kantonale Entscheide ist der Rekurs an das Bundesgericht offen, so dass den Betroffenen ein Instanzenzug und eine Beurteilung nach rein rechtlichen Kriterien gewährleistet ist. Ueberlegt man sich die Verhältnisse und Konsequenzen näher, so kann der neue Absatz 2bis von Artikel 50 keine Verbesserung bringen, hingegen einige Unklarheiten in seinem Verhältnis zum bisherigen Absatz 2 und einige wenig erwünschte Folgen.

Zum Antrag der Minderheit II habe ich mich in meinem Eintretensvotum bereits geäussert. Ich wiederhole, dass er rechtlich die Einheit der Materie sprengt; er ist aber auch politisch unzweckmässig, das Schiff wird eindeutig überladen und damit die Opposition verstärkt. Von einer Flurbereinigung oder Gesamtbereinigung des Verhältnisses Kirche—Staat oder Religion—Staat kann dennoch nicht die Rede sein; diese müsste zahlreiche weitere Fragen regeln, die entsprechende geistige Vorarbeit wurde noch nicht geleistet. Wir hoffen, dass sie im Hinblick und im Zusammenhang mit der Totalrevision der Bundesverfassung geleistet wird. Hingegen ist der Bundesrat bereit, die von der Minderheit II gewünschten Revisionen — Bistumsartikel, Wählbarkeit von Geistlichen in den Nationalrat — an die Hand zu nehmen. Deshalb nimmt der Bundesrat die Motionen Ihrer Kommission entgegen.

Beim Bistumsartikel bestehen in der Praxis keine Schwierigkeiten, aber es wird nötig sein, vor einer Revision die Kantone zu befragen, da die Abgrenzung der Bistümer für die Kantone von Bedeutung ist. Artikel 75, der die Wählbarkeit der Geistlichen in den Nationalrat ausschliesst, widerspricht, wie schon gesagt, der Rechtsgleichheit und dem allgemeinen passiven Wahlrecht und muss deshalb aufgehoben werden. Doch muss der Zeitpunkt gut gewählt werden, da es auch Anhänger dieses Verbotes gibt. Ich bin überzeugt, dass nach der Aufhebung von Artikel 51 und 52 das Terrain für diese Bereinigung günstiger sein wird.

Mit diesen Erwägungen möchte ich Sie bitten, der Fassung des Ständerates und den Anträgen Ihrer Mehrheit zuzustimmen.

Präsident: Wir kommen nun zur Bereinigung der einzelnen Artikel.

Art. 49 Abs. 1

Präsident: Die Minderheiten I und II möchten einen zweiten Satz einfügen; die Mehrheit und der Bundesrat lehnen dies ab.

Abstimmung — Vote

Für den Antrag der Mehrheit	103 Stimmen
Für den Antrag der Minderheiten I und II	38 Stimmen

Art. 50 Abs. 2bis

Präsident: Die Kommissionminderheiten I und II möchten einen neuen Artikel 50 Absatz 2bis in die

Verfassung einfügen. Die Mehrheit der Kommission lehnt dies ab.

Abstimmung — Vote

Für den Antrag der Mehrheit	105 Stimmen
Für den Antrag der Minderheiten I und II	32 Stimmen

Art. 75

Präsident: Der Artikel 75 betrifft die Wahlfähigkeit in der Nationalrat. Die Kommissionsminderheit II möchte diese auf alle Schweizerbürger ausdehnen. Die Mehrheit lehnt das ab.

Abstimmung — Vote

Für den Antrag der Mehrheit	76 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit II	66 Stimmen

Art. 50 Abs. 4

Präsident: Die Minderheit II möchte die Bestimmung über die Errichtung von Bistümern streichen; die Mehrheit will sie beibehalten.

Abstimmung — Vote

Für den Antrag der Mehrheit	79 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit II	48 Stimmen

Präsident: Damit kommen wir zur Grundsatzfrage: Abstimmung in ein oder zwei Vorlagen.

Schwarzenbach, Berichterstatter der Minderheit III: Nachdem nun die Minderheitsanträge abgelehnt worden sind, bleibt die Frage über die getrennte Abstimmung von Artikel 51 und 52. Bei der Aussprache in der Kommission habe ich den Kollegen, die die Minderheitsanträge stellten, gesagt, dass ich meinen Antrag auf getrennte Abstimmung zurückziehen würde, weil mir in höherem Sinne bei der Aufhebung aller konfessionellen Ausnahmeartikel die Einheit der Materie als deutlich gewahrt erschien. Heute muss ich diesen Antrag nach der neuen Situation begründen, weil mir bei Artikel 51 und 52 isoliert die Einheit der Materie durchaus nicht mehr als gewahrt erscheint. In der ganzen Debatte, die hier geführt wurde, klang immer wieder der Name «Kägi»; Kägi, Kägi und nochmals Kägi! Wenn einer nicht mehr weiter wusste, berief er sich auf Kägi. «Hoch klingt das Lied vom braven Mann wie Orgelton und Glockenklang»: Kägi!

Nun ist es aber ausserordentlich interessant, und das ist wohl eine Kernfrage, eine Quiz-Frage an den Bundesrat, wie es kommt, dass er sich auch in allen Punkten seiner Vorlage auf Herrn Kägi beruft, namentlich dort, wo Kägi seine Ansichten revidiert hat und nicht mehr der gleichen Meinung ist, und ausgerechnet in dem einen Punkt, wo Herr Kägi festgeblieben ist, nämlich in der getrennten Fragestellung, dem Rat der Weisen nicht mehr folgen kann. Das ist doch eigentlich eine ausserordentlich interessante Frage in erster Linie an den Bundesrat, der uns ja die gemeinsame Fragestellung beliebt machen will.

Wenn wir es ganz einfach naiv, banal ausdrücken, so ist doch ein Kloster und ein Jesuit kaum dasselbe. Ich nehme an, jeder weiss, dass da irgendwie ein Unterschied besteht. Wenn wir etwas subtiler werden, etwas subtiler nun auf die Feinheiten des Ordenslebens eingehen, dann müssen wir feststellen, dass der Jesuitenorden zu denjenigen gehört, die keine klösterliche Gemeinschaft pflegen, also auf das Attribut des Klo-

sters verzichten, um in der Welt zu wirken, und dass wir in der Schweiz es mit Benediktinern und Kapuzinern zu tun haben, die ihre Stammklöster haben. Also auch hier schon *in rebus catholicis* ist gewiss von einer Einheit der Materie in dieser Frage nicht die Rede.

Es ist nun ausserordentlich interessant, wie man sich im Ständerat um diese Frage herumgewunden hat. Der Berichterstatter, Herr Bächtold, ging auf das Problem der Einheit der Materie überhaupt nicht ein und überliess das Berufeneren. Zu den Berufeneren zählte Herr Munz. Sein Antrag in der Kommission lautete auf Zweiteilung der Fragestellung. Die Kommission hat aber anders entschieden, und Herr Munz fügte sich, und zwar fügte er sich mit einem merkwürdigen Argument. Er sagte: «Wer die Aufteilung der Abstimmung in zwei Vorlagen vornimmt, lässt die Vermutung aufkommen, man wolle Hindernisse in den Weg legen.» Nicht gerade eine sehr tapfere Haltung meiner Ansicht nach, um von einer Rechtsüberzeugung abzuweichen! Aber im Kielwasser des Bundesrates bewegt sich Herr Munz, denn der Bundesrat ist auch dieser Ansicht und hat es sogar hier geäussert, es könnte ausserordentlich peinlich sein, wenn die eine Frage mit Ja und die andere mit Nein beantwortet würde. Mit anderen Worten, Herr Bundesrat, meine Damen und Herren, man rechnet damit, dass im Volk zweierlei Beantwortungen dieser Frage möglich sind, und man möchte dem aus dem Wege gehen. Dem sagt man im Volk vielleicht nicht unter uns, im Parlament sind wir natürlich viel höflicher —: Man manipuliert. Man legt nur eine gemeinsame Frage vor, damit das Volk nicht den unbequemen Weg ergreift, die Sache in zwei getrennten Antworten deutlich zu bekunden, so dass beispielsweise Frage a positiv und Frage b negativ beantwortet wird, wobei sich jeder von Ihnen selber ausmalen kann, was ich unter Frage a und unter Frage b verstehe. Ich möchte nichts vorwegnehmen vom Ergebnis der Volksabstimmung; ich sage nur: Es gibt eine Frage a und eine Frage b.

Herr Ständerat Luder hielt persönlich die Einheit der Materie ebenfalls für nicht gegeben und meinte deutlich, das Volk müsse ein Recht auf optimale Stimmgebung haben. Das scheint mir ausserordentlich wichtig und richtig: auf optimale Stimmgebung. Herr Bundesrat Tschudi erklärte aber, Eile sei geboten. Nach 18 Jahren ist allerdings Eile geboten! Er verwies auf die Menschenrechtskonvention, die unterzeichnet werden müsse.

Wir haben uns nun lange genug mit den Artikeln 51 und 52 herumgeschlagen. Ich möchte meine Argumente nicht verlängern. Ich möchte nur sagen, dass wir vermutlich mit Ehrlichkeit in der Abstimmung besser fahren als mit einer, wenn auch nicht als solche gedachten, Manipulation und dass es gut wäre, auch in diesem letzten Punkt, mit Berufung auf Herrn Professor Kägis Gutachten, dessen weisem Rat zu folgen, den der Bundesrat in seiner Botschaft zwar festgehalten hat, aber aus unerklärlichen Gründen nicht befolgen will.

Ich empfehle Ihnen also, damit wir vor dem Volk diesen schweren Fragepunkt vertreten können, eine gesonderte Abstimmung zu verlangen, getrennt in der Fragestellung. Sie werden das bessere und chriichere Resultat erzielen. Ich danke Ihnen.

Bächtold-Bern: Ich war von Anfang an gegen jede weitere Belastung der Vorlage, bin aber für eine getrennte Abstimmung über die beiden Artikel 51 und

52. Erfahrungsgemäss liebt der Schweizerbürger «Multi-pack»-Vorlagen nicht. Er wünscht ein sauberes Auseinanderhalten verschiedener Abstimmungsfragen.

Eine kleine Zwischenbemerkung: Herr Schwarzenbach hat in einem früheren Votum zu dieser Vorlage darauf hingewiesen, dass die Einwohnerschaft der Schweiz im Laufe der letzten Jahre künstlich, d. h. durch Einwanderung, re-katholisiert worden sei. Das trifft zu: Heute ist es die Einwohnerschaft, die bereits mehrheitlich katholisch ist, morgen wird es die Bürgerschaft sein. Da und dort haben die Ausländer bereits das kirchliche Stimmrecht erhalten, und in diesem Sinne wird es nun weitergehen. Wir haben also von protestantischer Seite her das allergrösste Interesse, dass der Toleranz immer grössere Bedeutung beigemessen wird. Die heutige Debatte gibt Gelegenheit, wieder einmal mit aller Deutlichkeit dem Wunsche Ausdruck zu geben, dass auch von Rom aus der Begriff «Toleranz» mehr und mehr gross geschrieben werde. Es ist ja allgemein bekannt, dass der sogenannte niedere Klerus durchaus bereit wäre, in dieser Frage eben Toleranz walten zu lassen. Auf Gebirgsbaustellen haben wir schon vor mehr als 20 Jahren gemeinsame ökumenische Gottesdienste der römisch-katholischen, der christkatholischen und der protestantischen Kirche durchgeführt. Kürzlich hatte ich Gelegenheit, eine ökumenische Trauung mitzuerleben. Herr Kollega Binder hat ja heute morgen erklärt, dass es leider — hauptsächlich in den oberen Regionen der katholischen Kirche — da und dort noch sehr menschlich zu- und hergehe. Der erwähnte Wunsch darf also sicher bei dieser Gelegenheit angebracht werden, obschon — das ist hier wiederholt richtig betont worden — es hier ja nicht um ein Entgegenkommen gegenüber der katholischen Kirche geht, sondern um eine politische Frage, die heute überreif geworden ist.

Ich wiederhole: Wir brauchen hier sicher nicht Wahltaktik oder Abstimmungstaktik zu betreiben. Ich glaube, das Schweizervolk ist heute reif, um alle in dieser Vorlage enthaltenen Probleme zu begreifen und richtig zu beurteilen. Deshalb lehne ich eine «Multi-pack»-Abstimmung ab und empfehle Ihnen, dafür einzutreten, dass die beiden Artikel getrennt zur Abstimmung gebracht werden.

M. Aubert: Je vous invite à repousser l'amendement de M. Schwarzenbach. Je crois que, pour bien comprendre la question qui nous est posée, il est commode de distinguer trois hypothèses: Première hypothèse — c'est celle d'où part M. Schwarzenbach: la constitution nous impose la division en deux arrêtés. Deuxième hypothèse: la constitution nous impose la réunion en un seul arrêté. Troisième hypothèse: la constitution n'impose ni division ni réunion, la question est purement politique et il appartient à l'Assemblée fédérale de dire si les deux textes lui paraissent assez proches pour mériter un arrêté unique ou assez éloignés en revanche pour mériter deux votes.

J'aimerais brièvement reprendre devant vous ces trois hypothèses. Tout d'abord, la constitution imposerait la division en deux arrêtés. C'est le principe de l'unité de la matière, vue dans sa face négative. Une proposition de revision constitutionnelle est elle-même inconstitutionnelle si elle présente au citoyen en un seul vote deux ou plusieurs idées qui n'ont pas entre elles de lien suffisant. Le principe est expressément prévu pour les initiatives populaires, à l'article 121, 3e alinéa, de la

constitution. On peut admettre qu'il vaut aussi, implicitement, pour les initiatives gouvernementales ou parlementaires, puisque la raison dont il procède est la même, c'est-à-dire ne pas attenter à la liberté des citoyens.

Mais la pratique est large. Elle l'est pour les initiatives populaires; aucune n'a jamais été annulée pour défaut d'unité. Elle l'est au moins autant pour les initiatives gouvernementales ou parlementaires. On ne compte plus les occasions où l'Assemblée fédérale a proposé, en un seul arrêté, des idées dont le lien intérieur n'était pas si étroit qu'elles n'eussent pas supporté une division. Parmi les exemples les plus connus: les articles économiques de 1947, les régimes financiers, avec la combinaison réitérée de l'impôt direct et de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Et si M. Schwarzenbach sait voir la différence entre un jésuite et un couvent, le peuple suisse aussi est capable de voir la différence entre un impôt direct et un impôt indirect.

Parmi d'autres exemples moins connus, il y a la revision de 1866. Elle comprenait assurément neuf projets différents, mais certains d'entre eux réunissaient des matières qui pouvaient fort bien être distinguées. Un exemple est la suppression de la discrimination qui frappait, du point de vue de l'établissement, les israélites et les naturalisés de fraîche date. Plus près de nous: les articles 34^{quater} et 41^{ter} de 1925, sur l'assurance-vieillesse et survivants et sur l'imposition du tabac. L'article 34^{quinquies} de 1945, sur les allocations familiales, l'aide au logement et l'assurance-maternité. Nous venons d'abroger un alinéa de cet article 34^{quinquies}, tout en laissant les autres. C'est donc la preuve qu'on pouvait dissocier. Et cela continue:

Le nouvel article 34^{quater} nous propose trois piliers. Les nouveaux articles 27 et 27^{bis} nous offrent, notamment, un droit à la formation et un nouveau partage de compétence entre la Confédération et les cantons, en un seul arrêté. Là aussi, je pourrais imaginer que le citoyen aimerait accepter l'article 27 et refuser l'article 27^{bis}.

Si, avec M. Schwarzenbach, vous dites qu'en l'espèce la constitution impose la division, vous désavouez la pratique plus que séculaire de cette assemblée. J'estime, pour ma part, que le grief d'inconstitutionnalité est inacceptable.

Deuxième hypothèse: la constitution imposerait la réunion en un seul arrêté. Ce n'est pas invraisemblable. On pourrait parler ici du principe de l'unité de la matière, vue dans sa face positive, ou du principe de la cohérence. Deux idées sont tellement liées qu'elles ne souffrent pas de division. Voici un exemple d'école: si l'on veut l'élection populaire du Conseil fédéral, on devra décider, dans un seul vote, la modification de l'article 96 sur la composition du Conseil fédéral et celle de l'article 85 sur les compétences de l'Assemblée fédérale. Une division ici serait inconcevable. On peut se demander si les articles 51 et 52 ne sont pas dans un tel rapport.

En effet, s'il est vrai qu'on peut imaginer l'abolition de l'article 52 et le maintien de l'article 51, on comprendrait moins bien en revanche l'abolition de l'article 51 et le maintien de l'article 52, puisque la prohibition de l'ordre des jésuites, levée par l'un des votes, serait conservée par l'autre. Mais je reconnais qu'une telle éventualité — improbable du point de vue politique —

ne serait pas, du point de vue logique, absolument incohérente. L'ordre des jésuites continuerait d'être interdit, mais l'activité singulière des jésuites dans l'Eglise et dans l'école, que vise particulièrement le texte de 1874, cesserait d'être prohibée.

En résumé, je suis convaincu que la constitution n'impose pas la division et j'admets qu'elle n'impose pas non plus la réunion.

Reste la troisième hypothèse: la constitution laisse à l'Assemblée fédérale la liberté de choisir entre la division et la réunion. L'Assemblée fédérale se trouve donc devant un choix politique. Et j'entends ici naturellement la politique dans son sens le plus élevé: si la constitution ne dit rien, qu'est-ce qui est le plus juste, un ou deux arrêtés?

Pour la division, il y a un bon argument, j'en conviens: donner au citoyen la plus grande liberté possible. Lui permettre à la fois, s'il lui plaît, de restaurer les ordres et les couvents et de témoigner sa méfiance à l'égard des jésuites, comme on aurait pu lui offrir naguère le choix entre l'impôt direct et l'impôt indirect. C'est un argument de poids et je comprends fort bien qu'il ait ébranlé plusieurs de nos collègues, à l'instar, si vous permettez le mot, du professeur Kägi.

La réunion en un seul arrêté ne manque pas non plus d'excellentes justifications.

Et d'abord une justification historique. On nous dit: l'article 51 date de 1847, l'article 52 date de 1874. Ce n'est pas juste. Dans leur libellé actuel, les deux articles datent bel et bien de 1874; c'est dans ce libellé seul qu'ils forment un ensemble cohérent, puisque l'un interdit à tous les nouveaux ordres une activité collective, tandis que l'autre interdit de surcroît aux membres d'un seul ordre prohibé certaines activités individuelles.

Ensuite, une justification téléologique. Nous voulons adapter notre constitution aux exigences du libéralisme européen, tel qu'il est exprimé dans la Convention de Rome de 1950. Or le but ne sera atteint que si les deux textes discriminatoires sont également abolis. Le but serait manqué, si l'un seul des textes venait à disparaître et si l'autre demeurait.

J'oserais même ajouter une justification morale: je crains qu'en dissociant le sort de l'article 51 de celui de l'article 52, nous ne fournissions à certains électeurs, adversaires des jésuites, l'occasion de se donner bonne conscience à peu de frais et, en votant l'abrogation du seul article 52, de se décerner complaisamment un certificat de demi-libéralisme. Je crains surtout — et ceci me paraît plus important — que nous ne dressions, par la division des textes, un ordre catholique contre les autres. Quels que puissent être les rapports entre ces ordres, il me semble qu'il n'appartient pas à l'Assemblée fédérale de les détériorer.

En conclusion: les deux articles, dans leur libellé actuel, sont nés ensemble, il y a une centaine d'années; ils forment un tout; il faut maintenant qu'ils vivent ou qu'ils meurent ensemble.

Müller-Zürich: Meine Familie ist eine typische Mischehe, meine Frau ist katholisch, ich bin reformiert, die Kinder zwar katholisch getauft, eines geht in die reformierte Kirche, das andere in eine katholische Schule. Wir leben nach Auffassung der katholischen Kirche ungesetzlich im sogenannten Konkubinat und die Kinder seien — so heisst es — in Sünde gezeugt, und das seit 16 Jahren. Ich spreche zu Ihnen als praktischer Fall aus unserem Volke, als Volksvertreter

und als ein Vertreter Tausender von Mischehen. Wir sind aber eine recht tolerante Familie. Ich habe viele katholische Freunde, und mein bester Freund ist Jude.

Gerade darum wünschen wir eine saubere Abstimmung. Wagen die Initianten die offene, klare, getrennte Aufhebung von Artikel 51 und 52 denn nicht? Die Aufhebung des Klosterartikels ist für mich eine klare Sache, sie ist selbstverständlich. Umstrittener wird die Abstimmung über Artikel 51 ausgehen. Halten Sie das Volk nicht für so dumm, dass es bei der von der Kommissionmehrheit versuchten Paketabstimmung nicht stutzig wird. Es handelt sich um einen typischen politischen Fall des Zugabewesens. Es kann geschehen, dass der Schuss — wie man in unserem Volke sagt — nach hinten hinausgeht. Das Volk aber hat aufgrund von Artikel 121 Absatz 3 der Bundesverfassung einen klaren Rechtsanspruch auf eine getrennte Abstimmung. Die Einheit der Materie ist im vorliegenden Falle nicht gewahrt. Ich habe dazu bereits Ausführungen gemacht; ich verweise vor allem auf die staatsrechtlichen Ausführungen von Professor Fleiner und Professor Giacometti. In diesem Sinne bitte ich um Unterstützung des Minderheitsantrages III und ihm die Stimme zu geben und nicht dem Kommissions-Mehrheitsantrag und dem Vorschlag des Bundesrates.

Breitenmoser: Erlauben Sie mir, das Argument von Herrn Schwarzenbach kurz unter die Lupe zu nehmen. Er sagt, Klöster und Jesuiten seien nicht das selbe. Herr Schwarzenbach, das selbe aber sind die Gerechtigkeit, die Niederlassungsfreiheit und die Redefreiheit. Hierin liegt auch, Herr Müller, die Einheit der Materie für Postulate, die den guten alten Republikanern eine Selbstverständlichkeit waren.

Beide Artikel, die hier gesamthaft zur Abstimmung gestellt werden sollen, haben Schweizer in den letzten Jahrzehnten — wir dürfen das hier wohl offen sagen — ins Exil getrieben. Ich habe als Kind von meiner Mutter nie verstanden, warum das Grab ihres Bruders im Ausland liegt. Er war Benediktiner. Ich möchte mich hier zum Sprecher all jener Schweizerfamilien machen, deren Angehörige als Jesuiten oder als Ordensbrüder und Geistliche anderer Orden aufgrund der Verbote im Ausland leben, wirken und sterben mussten. Ich möchte Sie bitten, die Einheit der Materie darin zu sehen, dass Sie diesen Leuten, auch denen, die heute noch fort sind, die Niederlassungsfreiheit, die Redefreiheit und die Gerechtigkeit zurückgeben.

In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, den Antrag von Herrn Schwarzenbach abzulehnen.

Stahelin: Ich gestatte mir, doch noch einmal kurz für den Antrag des Herrn Schwarzenbach einzutreten.

Herr Aubert hat uns eine interessante Vorlesung über die Abstimmungen gegeben, bei denen es sich auch um die Einheit der Materie handelte. Bei diesem Katalog hat mir aber doch eins gefehlt. Wir haben nämlich auch Abstimmungen gehabt mit getrennten Fragen, wo es sich ganz eindeutig um die Einheit der Materie handelte, und zwar in jüngster Zeit, Beispiele, die nicht so weit zurückliegen. Ich erinnere an die beiden Konjunkturabstimmungen, die wir gehabt haben, jedesmal über einen Bau- und Kredit- oder Geldbeschluss. Dort haben wir beide Male mit zwei Stimmzetteln abgestimmt, obwohl dort die Einheit der Materie auch vorhanden war. Man hat uns damals deutlich gesagt: Es hat gar keinen Sinn, den einen Artikel zu verwerfen und den

ändern anzunehmen, weil sie innerlich dermassen zusammenhängen, dass man sie entweder beide annehmen oder beide verwerfen soll. Heute stehen wir vor einer ganz andern Situation. Heute können Sie den einen Artikel annehmen und den andern können Sie verwerfen, ohne dass das irgendwelche innere Schwierigkeiten gibt. Mir geht es hier also gar nicht um eine juristische Frage, um die Einheit der Materie, sondern einfach um die Besorgnis, dass wir in der Volksabstimmung ein Ja für beide Teile, für die Aufhebung des Kloster- und des Jesuitenartikels, bekommen. Ich habe Ihnen schon in der Eintretensdebatte gesagt, dass die protestantischen Kreise, die wissen, wie die Stimmung im Volke ist, uns nahelegen und uns dringend bitten, eine getrennte Abstimmung vornehmen zu lassen, weil sie wissen, wie sehr diese gekoppelte Abstimmung im Volke Enttäuschung hervorgerufen hat und noch hervorrufen wird. Im Zweifelsfall soll man doch dem Volke das Recht lassen, eine möglichst klare Antwort zu geben und mit zwei Stimzetteln abzustimmen. Ich bin auch persönlich überzeugt, dass sich, wenn wir gekoppelt abstimmen, dann die Nein-Stimmen kumulieren und alle diejenigen, die für den einen Artikel stimmen und den andern ablehnen wollten, einfach zu einem kollektiven Nein kommen und gegen beides stimmen werden. Das andere ist sehr unwahrscheinlich, dass jemand die eine Vorlage ablehnt, zugunsten der andern Vorlage dann aber ein gemeinsames Ja abgeben wird.

Wir haben auch sonst ein Interesse daran, den Volkswillen so klar als möglich zu kennen. Dazu dienen ja auch diese Volksabstimmungen. Ob nun die Abstimmung positiv oder ob sie negativ ausfallen wird — wir werden alle ein Interesse daran haben, weiterzuarbeiten, das ökumenische Gespräch unter den verschiedenen Konfessionen weiterzuführen. Die Annäherung der Konfessionen untereinander muss weitergehen, im einen wie im andern Falle. Wir werden diese Arbeit nur dann erfolgreich weitertreiben können, wenn wir auch wissen, wie das Volk denkt. Ich möchte Sie aus allen diesen Gründen doch noch einmal bitten, dem Antrag von Herrn Schwarzenbach diesmal zuzustimmen und für eine getrennte Volksabstimmung zu plädieren.

M. Chevallaz: Après la démonstration fort brillante de notre collègue Aubert, il serait bien impertinent d'ajouter de longs commentaires. Je veux, toutefois, maintenir devant vous et défendre le point de vue de la majorité de la commission qui paraît conforme à l'esprit de la modification que le Conseil fédéral propose d'apporter à notre constitution. En l'occurrence et dans l'esprit, les deux articles forment un tout parce qu'ils constituent tous deux une mesure d'exception à l'encontre d'institutions relevant d'une confession particulière, qu'il s'agisse de couvents, d'ordres religieux — dispositions générales — ou qu'il s'agisse de la Société de Jésus — dispositions particulières. La mécanique de la votation séparée nous paraît le démontrer. Si le peuple et les cantons approuvaient l'abrogation de l'article 51 sur les jésuites, mais maintenaient l'article 52 sur l'interdiction de rétablir les ordres supprimés, la Société de Jésus demeurerait interdite, au moins dans l'esprit de cet article si ce n'est dans sa lettre. Si le peuple et les cantons abrogeaient l'article 52 en laissant en vigueur l'article 51, ils supprimeraient une inégalité relativement générale pour maintenir une inégalité limitée. Cette subtilité de calcul politique en matière de liberté de conscience nous paraît regrettable. Nous

pourrions courir le risque de rester à mi-chemin de la réforme d'équité souhaitée. Il faut donc avoir le courage de la netteté et reconnaître qu'il y a unité de matière entre les articles 51 et 52 et, pour reprendre le terme d'un collègue, «saubere Abstimmung».

Mais, en terminant, je voudrais bien insister sur ce point: ce n'est pas la perspective de la Convention européenne des droits de l'homme qui doit conduire notre jugement en la matière, ici et devant le peuple. C'est le souci, formulé en toute indépendance, de corriger une inégalité de traitement et de conformer notre constitution à l'esprit de liberté et de compréhension mutuelle qui doit marquer notre solidarité confédérale.

Hofmann, Berichterstatter: Es gibt Argumente für eine getrennte Abstimmung über die Artikel 51 und 52, und es gibt Argumente, dass sie als Einheit zusammengefasst werden.

Die Argumente, die für eine getrennte Abstimmung sprechen, wurden vorgetragen. Man machte geltend, Jesuitenverbot und Klosterverbot seien verschiedene Dinge; man erklärte, sie seien historisch zu verschiedenen Zeiten entstanden; man solle nicht manipulieren; der Eindruck der Nötigung solle beim Volk vermieden werden; es solle nichts erzwungen werden; das Volk werde es honorieren. Es ist auch so, dass der Gutachter, Herr Kägi, erklärt hat, man solle beide Fragen getrennt der Volksabstimmung unterbreiten.

Herr Schwarzenbach hat gerügt, dass man hier immer wieder Herrn Kägi zitiert hat. Dazu ist erstens zu sagen: Wenn der Bund schon ein Gutachten in Auftrag gibt, ist es doch wesentlich, dass man nachher auch sagt, was der Gutachter erklärt hat. Zweitens: Wenn man zu den gleichen Ueberlegungen kommt wie der Gutachter, Herr Professor Kägi, so ist es auch wiederum ehrlich, wenn man es sagt, damit man sich bei seinen Ausführungen nicht mit fremden Federn schmückt. Drittens: Wir haben auch den Mut, es zu erklären, wenn die Mehrheit der Kommission eine andere Auffassung hat als Herr Professor Kägi, und damit kann man nicht sagen, wir seien etwa diesem Professor verklagt. Ich glaube, das ist auch wesentlich.

Nun gibt es aber doch auch Argumente, die dafür sprechen, wie es der Bundesrat und die Mehrheit der Kommission beantragen, die Aufhebung von Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung sollen formell in einem einzigen Erlass beschlossen und Volk und Ständen auch in einer einzigen Frage zur Abstimmung vorgelegt werden. Herr Bundesrat Tschudi hat schon in der Kommission und nun unser Kollege Aubert hier nochmals sehr ausdrücklich dargelegt, welche rechtlich sehr unklare Situation entstehen kann, wenn allfällig der eine Artikel verworfen und der andere angenommen wird. Ich brauche hier die Ausführungen von Kollega Aubert nicht zu wiederholen, aber es ist klar, dass das Volk nur dann klar entscheiden kann, wenn man ihm sagt: «Lehne beide Artikel ab, oder lasse sie weiter existieren.» Man kann also auf diese Weise für einen klaren Entscheid eintreten. Herr Kollega Aubert ist zur Ueberzeugung gelangt, es sei viel besser, wenn entweder das Volk sowohl Artikel 51 und 52 nun zusammen aufhebe oder sie beide zusammen weiterbestehen lasse.

Nun sind wir hier eine politische Behörde, und wir haben doch feststellen dürfen, dass die grosse Mehrheit unseres Rates bereit ist, dass diese konfessionellen

Ausnahmeartikel aufgehoben werden sollen. Zu dieser Auffassung dürfen wir auch gegenüber dem Volke stehen, und wir dürfen deshalb gegenüber dem Volke auch einen Antrag und eine Frage unterbreiten.

Im übrigen kann man doch sagen: Die Einheit der Materie ist auch gewährt. Die beiden Artikel stehen in einem innersachlichen Zusammenhang; sowohl der Jesuiten- wie der Klosterartikel bedeuten beide eine Ausnahme von der verfassungsmässig garantierten Religionsfreiheit; es sind beides konfessionelle Ausnahmekartikel; beide Artikel treffen die römisch-katholische Kirche und ihre Glieder, von denen sie als rechtsstaatswidrige Diskriminierung empfunden werden.

Gemeinsam ist beiden Artikeln ferner der politische Ursprung, auch wenn sie historisch aus verschiedenen Epochen — der eine aus dem Sonderbundkrieg, der andere aus dem Kulturkampf — stammen. Sodann dient die angestrebte Aufhebung der beiden Artikel doch dem gleichen Zweck. Wir wollen die zum Teil über 100 Jahre alte Restanz konfessionellen Haders wegräumen und dadurch den Widerspruch der in Frage stehenden Artikel zu unserer freiheitlich-rechtsstaatlichen Grundordnung beseitigen.

Aus diesem Grunde empfiehlt Ihnen die Kommission mit 15 : 8 Stimmen, dem Antrag des Bundesrates zu folgen und beide Artikel zusammengefasst in einer Frage dem Volk zur Stellungnahme zu unterbreiten.

Bundesrat Tschudi: Die Gegner der Einheit der Materie können sich auf das Gutachten von Herrn Professor Kägi berufen, wobei auch Herr Professor Kägi anerkennt, dass die Einheit der Materie juristisch vertreten werden kann. Herr Nationalrat Schwarzenbach ist erstaunt, dass wir in diesem Falle nicht einfach den Gedanken und den Vorschlägen von Herrn Professor Kägi folgen; wir stützten uns dort, wo es uns richtig schien, auf dieses Gutachten, aber wir folgten weder theologischen noch juristischen Autoritäten ohne eigene Prüfungen.

Kommissionsmehrheit und Bundesrat empfehlen einen einzigen Bundesbeschluss und damit eine einzige Volksabstimmung, aber wir geben gerne zu, dass sich die gegenteilige These vertreten lässt. Immerhin ist zu sagen, dass die Praxis der eidgenössischen Räte bei Volksinitiativen im ganzen in entgegenkommende Richtung, also im Zweifel für die Bejahung der Einheit der Materie geht. Herr Nationalrat Aubert hat in seinem glänzenden Votum Ihnen entsprechende Beispiele dargelegt.

Für den Fall, dass die beiden Artikel getrennt zur Abstimmung kommen, müssen die rechtlichen Folgen überlegt werden. Diese wären eindeutig, wenn entweder beide Artikel aufgehoben oder beide Artikel in der Verfassung belassen würden. Sie wären rechtlich auch einigermaßen klar, wenn der Klosterartikel aufgehoben, der Jesuitenartikel aber belassen würde. Dann hätten wir den unbefriedigenden, aber doch klaren Rechtszustand, der zwischen 1848 und 1874 mit dem Jesuitenverbot bestand. Rechtlich zweifelhaft aber würde die Sache, wenn das Jesuitenverbot aufgehoben, der Klosterartikel aber weiterbestehen würde. Wir müssen mit allen Möglichkeiten rechnen. Es würde sich dann die Frage stellen, ob die Wiederherstellung des Jesuitenordens im Sinne des Kloster- und Ordensverbotes von Artikel 52 weiterhin verboten bliebe, trotzdem das weitergehende Verbot der Wirksamkeit in Kirche und Schule für das einzelne Mitglied des Ordens im Sinne

von Artikel 51 nicht mehr bestehen würde. Es gibt also einen wesentlichen rechtlichen Grund für die Bejahung der Einheit der Materie. Weiter weisen wir darauf hin, dass beide Artikel gleichen historischen Ursprung haben; sie sind Folgen bestimmter politischer Auseinandersetzungen und Gegensätze des 19. Jahrhunderts. Das Ziel unserer Vorlage ist einheitlich: die Beseitigung des letzten Relikts des Sonderbundkriegs und des Kulturkampfes, die Aufhebung bestimmter Ausnahmen von unserer freiheitlich-rechtsstaatlichen Grundordnung.

Das sind die wesentlichen Argumente, weshalb der Bundesrat die Einheit der Materie bejaht.

Präsident: Die Kommissionsmehrheit, die Minderheiten I und II und der Bundesrat beantragen, die Artikel 51 und 52 in einer einzigen Vorlage zur Aufhebung zu empfehlen.

Die Minderheit III, vertreten durch Herrn Schwarzenbach, beantragt, die Artikel 51 und 52 getrennt zur Abstimmung zu bringen.

Abstimmung — Vote

Für den Antrag der Mehrheit und der Minderheiten I und II	93 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit III	46 Stimmen

Präsident: Der Ingress ist nun gemäss Antrag der Mehrheit der Kommission und des Bundesrates angenommen.

Gesamtabstimmung — Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes	121 Stimmen
Dagegen	3 Stimmen

Motionen der Kommission

I

Bistumsartikel. Aufhebung (Art. 50 Abs. 4)

Angesichts der Beratungen der eidgenössischen Räte über die Aufhebung der Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung wird der Bundesrat beauftragt, im Sinne des im Jahr 1964 von Herrn Nationalrat Alfred Ackermann begründeten Postulats, den eidgenössischen Räten ohne Verzug den Entwurf zu einem Bundesbeschluss auf Aufhebung von Artikel 50 Absatz 4 der Bundesverfassung, welcher eine Genehmigungspflicht des Bundes zur Errichtung von Bistümern vorsieht, zu unterbreiten.

II

Tierschutz. Verfassungsartikel

Die in die Wege geleitete Aufhebung des Jesuiten- und Klosterartikels der Bundesverfassung lässt es als wünschbar erscheinen, dass im Zusammenhang mit dem Erlass eines neuen Tierschutzartikels auch das Schächtverbot gemäss Artikel 25bis der Verfassung revidiert wird.

Der Bundesrat wird deshalb beauftragt, die entsprechenden Vorarbeiten zu fördern und den eidgenössischen Räten einen Vorschlag für einen Tierschutz-Verfassungsartikel zu unterbreiten.

III

Nationalratswahlen. Wählbarkeit der Geistlichen (Art. 75)

Artikel 75 der Bundesverfassung beschränkt die Wählbarkeit in den Nationalrat auf Schweizer Bürger

weltlichen Standes. Für diese Einschränkung gibt es keine sachliche Rechtfertigung. Bereits im Jahre 1921 hat der Bundesrat erklärt: «Wir halten dafür, dass angesichts dieser Sachlage die Revision von Artikel 75 der Bundesverfassung vorzunehmen ist, wenn solche Einzelrevisionen an die Hand genommen werden, mit denen die Ausschlussklausel in einem inneren Zusammenhange steht.» Es ist klar, dass Artikel 75 mit den Artikeln 51 und 52 in einem inneren Zusammenhang steht. Wenn die Artikel 51 und 52 aufgehoben werden, ist der Artikel 75 der einzige Artikel in der Bundesverfassung, der eine Gruppe von Schweizer Bürgern in ihren politischen Rechten diskriminiert. Das ist eines Rechtsstaates unwürdig.

Der Bundesrat wird daher beauftragt, den eidgenössischen Räten eine Vorlage mit dem Antrag auf Aufhebung vorgenannter Einschränkung zu unterbreiten.

Motions de la commission

I

Article constitutionnel concernant les évêchés.
Abrogation (art. 50, 4e al.)

Dans l'esprit des débats parlementaires sur l'abrogation des articles 51 et 52 de la constitution, le Conseil fédéral est invité, dans le sens du postulat développé en 1964 par le conseiller national Alfred Ackermann, à soumettre aussitôt que possible aux Chambres une proposition pour l'abrogation du 4e alinéa de l'article 50 de la constitution fédérale, lequel subordonne la création de nouveaux évêchés à l'autorisation de la Confédération.

II

Protection des animaux. Article constitutionnel

Dans la ligne de l'abrogation des articles de la constitution relatifs aux jésuites et aux couvents, il paraît équitable de réviser l'article 25bis concernant l'abattage du bétail. Cette révision pourrait trouver sa place dans l'élaboration d'un article consacré à la protection des animaux.

Le Conseil fédéral est invité à poursuivre activement les études en cours dans ce sens.

III

Conseil national.

Eligibilité des personnes ecclésiastiques (art. 75)

Selon l'article 75 de la constitution fédérale, seuls les citoyens suisses laïcs sont éligibles au Conseil national. Cette restriction n'a pas de justification objective. En 1921 déjà, le Conseil fédéral déclarait qu'il conviendrait d'entreprendre la révision de l'article 75 de la constitution lorsqu'on procéderait à la révision partielle de dispositions touchant la liberté de conscience. Or il est manifeste que l'article 75 est en rapport étroit avec les articles 51 et 52. Si ces derniers sont abrogés, l'article 75 sera le seul article de la constitution qui frappera de discrimination un groupe de citoyens suisses dans l'exercice de ses droits politiques. Cette situation est contraire à notre droit fondamental.

Aussi le Conseil fédéral est-il chargé de soumettre aux Chambres un projet tendant à abroger la restriction susmentionnée.

Präsident: Wir kommen zu den Motionen der Kommission des Nationalrates. Diese wurden im Ver-

lauf der Debatte begründet. Der Bundesrat ist bereit, alle drei Motionen entgegenzunehmen.

Wird die Motion I, Bistumsartikel, Aufhebung des Artikels 50 Absatz 4 der Bundesverfassung, bekämpft? Es ist nicht der Fall. Die Motion ist überwiesen.

II

Tierschutz. Verfassungsartikel

Rothen: Ich bedaure es ausserordentlich, dass Artikel 25bis in diese Motion der Kommission einbezogen wurde. Artikel 25bis unserer Bundesverfassung ist kein konfessioneller Ausnahmeanartikel und darf demzufolge nicht im Zusammenhang mit den Artikeln 51 und 52 gesehen werden, über die wir nun eben entschieden haben. Tatsächlich ist es doch so, dass Artikel 25bis auf das Begehren der schweizerischen Tierschutzvereine zurückzuführen ist, die an ihrer Delegiertenversammlung 1891 den Zentralvorstand beauftragten, die Schächtfrage dem Volksentscheid zu unterbreiten. Die Verfassungsinitiative kam 1892 zustande und wurde in der Volksabstimmung vom 20. August 1893 angenommen. Schon damals wurde den Tierschutzorganisationen völlig zu Unrecht eine antisemitische Haltung vorgeworfen, und es ist nicht zweifelhaft, dass diese Verunglimpfungen einen positiven Einfluss auf das Abstimmungsresultat hatten.

Heute nun, bald 80 Jahre später, wird die Diskussion wiederum auf die Ebene der konfessionellen Ausnahmeartikel und des Antisemitismus verschoben, und es wird versucht, den Schächtakt als eine Schlachtart darzustellen, die durchaus mit tierschützerischen Prinzipien vereinbar sei. Dazu ist nun doch festzustellen, dass die rituellen Vorschriften für das koschere Schlachten seit 1891 in keiner Weise modernisiert und humanisiert wurden, dass aber in der gleichen Zeit die eidgenössische Fleischschauverordnung mehrmals ganz wesentliche Verbesserungen erfahren hat. Wenn sich also unsere Vorväter gegen die Duldung einer schon von den alten Aegyptern — und von den Aegyptern her haben ja die Israelis, die Juden, das Schächten übernommen — praktizierten höchst brutalen Schlachtmethode auflehnten, haben wir heute keinen Grund, den 1893 erreichten Fortschritt aus einer falsch verstandenen Toleranzhaltung heraus wieder aufzuheben. Wenn die Tierschützer in dieser Auffassung unnachgiebig sind, so wissen sie sich einig mit einer grossen Zahl von Mitbürgern aller Bevölkerungsschichten, die den Vorwurf antisemitischer Gefühle entrüstet zurückweisen. In einem Punkte sind die Tierschützer zu einem Entgegenkommen bereit. Massgebende Rechtsgelehrte sind ja bekanntlich der Meinung, der Betäubungszwang gehöre nicht in die Bundesverfassung, sondern in ein Spezialgesetz. Nachdem wir seit Jahren für die Schaffung eines eidgenössischen Tierschutzgesetzes eintreten, können wir uns mit der Umwandlung des Artikels 25bis in einen allgemeinen Tierschutzartikel einverstanden erklären, der den Bund zur Legiferierung auf dem Gebiete des Tierschutzes verpflichtet, vorausgesetzt allerdings, dass der Betäubungszwang in dieses Gesetz aufgenommen wird.

Was hat sich in der letzten Zeit in diesem Zusammenhang ergeben oder abgespielt? Am 15. März 1971 bestellte das Volkswirtschaftsdepartement eine ausserparlamentarische Studienkommission mit dem Auftrag, die Vorentwürfe für folgende Erlasse vorzulegen: a) Aenderung des Artikels 25bis der Bundesverfassung in

dem Sinne, dass der Tierschutz allgemein zur Bundessache erklärt wird, und b) für ein auf die revidierte Verfassungsbestimmung abgestütztes Bundesgesetz über den Tierschutz. Nach Abschluss ihrer Arbeiten reichte die Kommission nebst ihrem Bericht folgenden Entwurf zu einem Tierschutzartikel der Bundesverfassung ein: «Artikel 25bis. Die Gesetzgebung über den Tierschutz ist Sache des Bundes», und dann wird unter anderem ausgeführt: «Die Ausführungsgesetzgebung ordnet insbesondere die durch den Tierschutz gebotenen Anforderungen an . . . c) das Schlachten und anderweitige Töten von Tieren.»

Mit der Ersetzung des bisherigen Artikels 25bis durch die vorstehende revidierte Bestimmung fällt das Verbot der Schlachtung ohne vorherige Betäubung auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens des neuen Verfassungsartikels dahin. Um zu vermeiden, dass bis zum Erlass einer entsprechenden Vorschrift im Tierschutzgesetz eine Regelungslücke entsteht, soll den Uebergangsbestimmungen zur Bundesverfassung folgender Artikel beigefügt werden: «Artikel 12. Bis zum Inkrafttreten des Ausführungsgesetzes zu Artikel 25bis bleibt das Schlachten der Tiere ohne vorherige Betäubung vor dem Blutentzug bei jeder Schlachtart und Viehgattung ausnahmslos untersagt.»

Meine Frage an den Bundesrat lautet: Vertritt der Bundesrat die Meinung, in diesem Sinne dem Parlament eine entsprechende Vorlage zu unterbreiten und, wenn ja, wann?

M. Chevallaz, rapporteur: Je chercherais à rassurer notre collègue, M. Rothen, en précisant toutefois que cet article 25bis, lorsqu'on connaît l'histoire de sa naissance, est, hélas! il faut bien le dire, beaucoup plus marqué d'une préoccupation d'antisémitisme que du souci de la protection des animaux, si on se réfère à l'époque où il a été introduit dans notre constitution.

Le but de la motion est alors de faire examiner le problème en le dégageant de tout préjugé de religion. Il ne s'agit pas d'abolir purement et simplement l'article 25bis. Les études en cours au sein de l'administration fédérale — M. le conseiller fédéral Tschudi nous en dira certainement davantage tout à l'heure à ce sujet — doivent permettre d'apprécier à la seule lumière de la protection des animaux quelle est la mort la plus douce ou en tout cas la moins cruelle, car le spectacle de nos abattoirs par assomage n'est pas nécessairement toujours un spectacle très édifiant à conseiller aux personnes sensibles. Si, par souci d'éviter la souffrance des animaux, les dispositions touchant la mort par saignée sont maintenues telles qu'elles existent à l'article 25bis, elles seront au moins libérées et exorcisées, si l'on peut dire, de leur relent d'antisémitisme. Les animaux auront la mort la moins cruelle. Voilà le sens dans lequel la commission a demandé qu'on reconsidère cet article 25bis.

Hofmann, Berichterstatter: Es ist die Auffassung der Kommission, dass das Schächtverbot, der sogenannte Artikel 25bis, erst aufgehoben werden darf, wenn ein entsprechender Tierschutzverfassungsartikel genehmigt ist, so dass nicht Befürchtungen gehegt werden müssen, wenn diese Motion allfällig angenommen wird.

Persönlich möchte ich sagen, dass ich unbedingt ein Gegner davon bin, eine Betäubung der Tiere vor dem Schächtchnitt nicht zu verlangen. Es gibt zwar kontroverse akademische Gutachten, aber wenn wir die Wirk-

lichkeit sprechen lassen, nämlich wenn wir das Tier nach dem Schächtchnitt, ohne dass es vorher betäubt worden ist, beobachten, bekommt man eine eindeutige Antwort in dem Sinne, dass eine solche Handlung nichts mit Humanität zu tun hat. Es ist ein Postulat der Ritterlichkeit gegenüber dem Schwachen, es ist ein Postulat der Wortführung für die Entrechteten, dass wir uns dafür einsetzen, dass hier in der Zukunft nicht Tierquälereien Eingang finden können. Deshalb hat eigentlich der Artikel 25bis meines Erachtens mit konfessionellen Ausnahmeregelungen wenig zu tun, denn hier spielen ethische Überlegungen die entscheidende Rolle.

Ich darf auch noch persönlich sagen, dass in der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei das Problem zur Sprache gekommen ist. Nach den Äusserungen zweier Tierärzte und eines Metzgermeisters hat sich die Fraktion einhellig dagegen ausgesprochen, dass bei Tieren ein Schächtchnitt gemacht werden darf, ohne dass sie vorher betäubt worden sind.

Ich möchte also hier sagen, nun wiederum im Sinne der Kommission: Ich halte dafür, wenn nun auch diese Motion angenommen wird, dass dann noch alle Fragen offen sind und dass wir beim Tierschutzverfassungsartikel Gelegenheit haben werden, die erforderlichen Sicherheiten einzubauen, damit nicht Tierquälereien in unserem Lande Eingang finden können.

Bundesrat Tschudi: Die Fragen, die Herr Nationalrat Rothen an mich gestellt hat, sind leicht zu beantworten. Er erkundigt sich darnach, ob eine Vorlage über einen Verfassungsartikel und dann über ein Gesetz für den Tierschutz ausgearbeitet und dem Parlament vorgelegt werde. Diese Frage ist mit Ja zu beantworten. Herr Nationalrat Rothen kennt diese Vorlage, er hat sie selber zitiert. Nach Auffassung des Bundesrates und auch nach Auffassung des Sprechenden wird es keine Abschaffung des Schächtverbots in der Verfassung geben ohne Ersatz durch einen Tierschutzverfassungsartikel und ein Tierschutzgesetz. Es kommt also hier eine blosser Abschaffung nicht in Frage, sondern es muss ein neuer, umfassender Artikel, der dem Bunde viel weitergehende Kompetenzen in bezug auf den Tierschutz gibt als die heutige Verfassungsregelung, Aufnahme finden.

Die zweite Frage lautete, wann diese Vorlage dem Parlament zugeleitet werde. Die Federführung liegt beim Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement. Es ist mir aber bekannt, dass die Vernehmlassungen zur Vorlage eingetroffen sind und dass auch der Entwurf zur Botschaft bereits weitgehend ausgearbeitet ist, so dass Sie damit rechnen können, dass Ihnen in kurzer Frist die Vorlage vorgelegt werden kann.

Präsident: Der Bundesrat ist bereit, die Motion entgegenzunehmen. Herr Rothen bekämpft sie.

Abstimmung — Vote

Für Annahme der Motion II	85 Stimmen
Dagegen	12 Stimmen

III

Nationalratswahlen. Wählbarkeit der Geistlichen (Art. 75)

Präsident: Der Bundesrat nimmt diese Motion betreffend Nationalratswahlen, Wählbarkeit der Geistlichen, entgegen. Wird sie aus der Mitte des Rates bekämpft? — Es ist nicht der Fall. Die Motion ist überwiesen.

Bundesverfassung. Aufhebung der Artikel 51 und 52

Constitution fédérale. Abrogation des articles 51 et 52

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1972
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	11148
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.09.1972 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1399-1422
Page	
Pagina	
Ref. No	20 001 289

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Linie an den Gesetzgeber, und im übrigen verdiene das Bundesgericht Vertrauen, Justizabenteuer seien nicht zu befürchten. Wenn sich dieses Recht auf Bildung, wie immer wieder beteuert wird, nun aber wirklich vor allem an den Gesetzgeber wendet, warum hat man dann, so frage ich mich, nicht entsprechend gehandelt und dem kantonalen und eidgenössischen Gesetzgeber im neuen Bildungsartikel verpflichtende Gesetzgebungsaufträge erteilt? Warum hat man diese bedeutend ehrlichere und unserer Verfassung adäquatere Alternative zum Recht auf Ausbildung nicht in Erwägung gezogen? Verspricht man sich soviel von der politischen Stosskraft eines Rechtes auf Ausbildung, dass man meint, dessen juristische Schwäche einfach übergehen zu können? Glaubt man wirklich, das ein Recht auf Bildung oder Ausbildung, das nach der Botschaft nicht einmal eine Rechtsgrundlage für ein Verbot des Numerus clausus an unseren Universitäten abgibt, unsere Jugend begeistern wird? Im Gegenteil, sie wird uns einmal mehr der grossen Worte, wenn nicht gar der Heuchelei zeihen.

Ich mache mir keine Illusionen. Ich weiss, der Zug ist längst in Fahrt und lässt sich durch juristische Bedenken kaum mehr bremsen. Selbst die Hoffnung, dass er sich zwischen dem Recht auf Bildung und Ausbildung verkeile und so letztlich bei der Formulierung des neuen Bildungsartikels doch noch der unserer Verfassung gemässe nüchterne juristische Sachverstand zum Zuge komme, ist gering. Eine Einsicht aber drängt sich auf: Weniger wäre hier mehr gewesen!

(Ende der Berichtigung)

**11 148. Bundesverfassung.
Aufhebung der Artikel 51 und 52
Constitution fédérale.
Abrogation des articles 51 et 52**

Siehe Seite 1399 hiervor — Voir page 1399 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 6. Oktober 1972
Décision du Conseil des Etats du 6 octobre 1972

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 143 Stimmen
Dagegen 4 Stimmen

An den Bundesrat — Au Conseil fédéral

**10 563. Bäuerliches Zivilrecht.
Aenderung des Bundesgesetzes
Droit civil rural.
Modification de la loi**

Siehe Seite 1637 hiervor — Voir page 1637 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 6. Oktober 1972
Décision du Conseil des Etats du 6 octobre 1972

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 153 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat — Au Conseil fédéral

**11 157. Militärversicherung.
Anpassung der Leistungen
Assurance militaire.
Adaptation des prestations**

Siehe Seite 1268 hiervor — Voir page 1268 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 26. September 1972
Décision du Conseil des Etats du 26 septembre 1972

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 154 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat — Au Conseil des Etats

**11 162. Trainpferde und Maultiere.
Erhaltung des Landesbestandes
Chevaux du train et mulets.
Maintien dans le pays
d'un nombre suffisant**

Siehe Seite 1262 hiervor — Voir page 1262 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 19. September 1972
Décision du Conseil des Etats du 19 septembre 1972

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 156 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat — Au Conseil des Etats

Bundesverfassung. Aufhebung der Artikel 51 und 52

Constitution fédérale. Abrogation des articles 51 et 52

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1972
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	11148
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.10.1972 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1855-1855
Page	
Pagina	
Ref. No	20 001 397

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Gesetzesentwurfes 35 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat — Au Conseil fédéral

**11 073. Genossenschaft
für Getreide und Futtermittel.
Verlängerung des Bundesbeschlusses**

**Société coopérative suisse
des céréales et matières fourragères.
Prorogation de l'arrêté fédéral**

Siehe Seite 472 hiervor — Voir page 472 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 28. Juni 1972
Décision du Conseil national du 28 juin 1972

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes 35 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat — Au Conseil fédéral

**11 074. Aussenwirtschaftliche Massnahmen.
Bundesbeschluss**

**Mesures économique extérieures.
Arrêté fédéral**

Siehe Seite 166 hiervor — Voir page 166 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 22. Juni 1972
Décision du Conseil national du 22 juin 1972

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes 38 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

**11 148. Bundesverfassung.
Aufhebung der Artikel 51 und 52**

**Constitution fédérale.
Abrogation des articles 51 et 52**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 23. Dezember 1971
(BB1 1972 I, 105)

Message et projet d'arrêté du 23 décembre 1971
(FF 1972 I, 101)

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Berichterstattung — Rapport général

Bächtold, Berichterstatter: Unsere Bundesverfassung aus den Jahren 1848 und 1874 schleppt in einigen Artikeln die Schlacken ihrer Entstehungszeit mit sich,

die nicht eine Epoche ruhiger Abklärung, sondern harter Auseinandersetzungen und jenes seltsamen Fiebers war, das als Kulturkampf bezeichnet wird. In Artikel 51 heisst es, dass der Orden der Jesuiten und der ihm affilierten Gesellschaften in keinem Teil der Schweiz Aufnahme finden dürfe, dass seinen Mitgliedern jede Wirksamkeit in Kirche und Schule verboten sei. Was ist der Grund dieses Verbotes? Er wird aus dem Zusatz ersichtlich, der besagt, dass das Verbot durch Bundesbeschluss auch auf andere Orden ausgedehnt werden könne, deren Wirken staatsgefährlich sei und den konfessionellen Frieden störe. Von den Klöstern heisst es im folgenden Artikel 52 — etwas milder —, dass die Errichtung neuer und die Wiederherstellung aufgehobener Klöster oder religiöser Orden unzulässig sei. Ein Grund für dieses zweite Verbot wird in der Verfassung nicht genannt. Man muss annehmen, es sei ähnlich motiviert wie das erste. Das Gemeinsame der betroffenen Institutionen liegt jedenfalls darin, dass sie besonders konzentrierte Erscheinungen des christlichen Glaubens in seiner katholischen Ausprägung darstellen. Sie haben keine Entsprechung im Protestantismus, es wäre denn, man wolle die in jüngerer Zeit entstandenen Gemeinschaften von Taizé, Gelterkinden und Grandchamps als Klöster betrachten. Nach der herrschenden Auffassung findet aber der Klosterartikel auf die protestantischen Niederlassungen keine Anwendung.

Wie sind diese beiden Artikel in die Bundesverfassung hineingeraten? Die Zahl der Abhandlungen, die darüber Auskunft geben, ist nahezu Legion. Wenn ich eine einwandfreie, knapp zusammengefasste Darstellung zur Lektüre empfehlen müsste, würde ich heute auf das Dokument mit der Nummer 11 148 auf die Botschaft des Bundesrates verweisen, mit der er der Bundesversammlung die Aufhebung des Jesuiten- und Klosterartikels beantragt. Diese Botschaft ist objektiv und vortrefflich im Erfassen des Wesentlichen. Darüber darf ich mir vielleicht ein Urteil erlauben als ehemaliger Geschichtsstudent, der während seines Studiums eine etwas widersinnige Seminararbeit über Ignatius von Loyola und den Jesuitenorden zu schreiben hatte.

Es ist verständlich, dass eine Vorlage, die den Zweck verfolgt, die Ausmerzung der beiden Artikel zu empfehlen, die starken Kontraste dämpft. Dennoch erkennt der Leser das grosse Drama, das sich im letzten Jahrhundert auf der eidgenössischen Bühne abgespielt hat, klar genug. Sollte er den Eindruck erhalten, dass damals brave Radikale und brave Konservative aneinandergeraten seien, so wäre allerdings eine Korrektur am Platz. Im Grunde prallten zwei Radikalismen auseinander, und das Tragische liegt darin, dass es beide mit den gleichen Menschen zu tun hatten. Aber vielleicht braucht es immer wieder solche Radikalismen, um die Kirche, den Staat und die Gesellschaft vorwärts zu bringen.

Hinter der Botschaft des Bundesrates tritt eine beachtenswerte Gestalt unseres öffentlichen Lebens hervor: der Kopf von Professor Dr. Werner Kägi, Ordinarius für Staats-, Kirchen- und Völkerrecht an der Universität Zürich, der unbeirrbar an der Vervollkommenheit unseres Rechtsstaates und an den Fundamenten freier Gemeinschaft arbeitet. An der Kommissionssitzung ist diesem Gutachter die verdiente Anerkennung ausgesprochen worden. Ich wiederhole sie hier im Plenum. Zwar ist seine Arbeit noch nicht vollendet, aber an den Schlussfolgerungen und unserer Meinungsbildung werden die noch nicht abgelieferten Kapitel kaum etwas zu ändern vermögen. Es scheint uns ausserordentlich

wertvoll, dass die Diskussion über die Ausnahmeartikel auf eine wissenschaftliche Durchleuchtung der Probleme abgestützt werden kann. Es lag im Interesse der gründlichen Abklärung und ist nicht zu bedauern, dass der Bundesrat die Motion von Ständerat Ludwig von Moos aus dem Jahre 1954 keineswegs überstürzt behandelt hat. Sie wurde von Bundesrat Feldmann als Postulat entgegengenommen und hat nun auch schon wieder ihre 18jährige Geschichte hinter sich. Herr Bundesrat Tschudi verdient Dank für seinen Mut, diese Angelegenheit, die von manchen als heisses Eisen betrachtet wird, an die Hand genommen zu haben, und für seine Bereitschaft, sie zu einem guten Ende führen zu wollen.

Sie werden mich davon dispensieren, lange in der Vergangenheit herumzustochern und die beiden Ausnahmeartikel auf ihre historische Rechtfertigung zu untersuchen. Schuld, Tragik und Verwirrung, Recht und Unrecht sind in einem äusserst komplizierten Durcheinander vermischt. Es will mir gar scheinen, als ob sich die Geschichte hier mancherlei Ironie erlaubte. Eine zürcherische Form der Ironie war es jedenfalls, dass die Zürcher Tagsatzungsgesandten ein Jesuitenverbot nur deshalb verlangten und durchsetzten, weil entgegen ihrem Willen auch Artikel gegen unerwünschte Ausländer und gegen Seuchengefahren angenommen worden waren. Der Zufall — wenn man so sagen darf — waltete offensichtlich, als 1872 der vom Ständerat abgelehnte Klosterartikel von der Kommission des Nationalrates bei 7 : 7 Stimmen, mit dem Stichentscheid des Kommissionspräsidenten Philippin aus Neuenburg, angenommen wurde. Aber vielleicht gilt hier das Wort des katholischen Schriftstellers Georges Bernanos: «Was wir Zufall nennen, ist die Logik Gottes.»

Von keinem Mitglied der mit Bedacht aus einer protestantischen Mehrheit zusammengesetzten Kommission ist die einst so heiss umstrittene Schuldfrage geworfen worden. Wir sind uns einig in der Feststellung, dass das Entstehen der Ausnahmeartikel aus der konkreten politischen Situation heraus erklärbar ist. Denn das macht die Botschaft des Bundesrates in ihren ersten Abschnitten sehr deutlich, dass der Konflikt vorwiegend politischer und nicht konfessioneller Natur war, wie es gewisse Zeitgenossen, vielleicht unter dem Einfluss eines einseitigen Geschichtsunterrichtes, heute noch zu glauben scheinen.

Der Sonderbundskrieg war eine politische Ausmar- chung um die Frage: Staatenbund oder Bundesstaat. Die Sieger und die Verfassungsgeber waren der Ansicht, dass das Jesuitenverbot eine Notwendigkeit zur Erhaltung der mühsam erkämpften Einheit des jungen Bundesstaates in einer feindlich gesinnten Mächtekonstellation war. In die Verfassung hineingekommen — das möchte ich nochmals unterstreichen — ist dieser Artikel nicht um die protestantische Kirche, sondern um den jungen Bundesstaat zu schützen.

Kein ernsthafter Historiker wird heute bestreiten, dass die Jesuitenfrage, die auch in der Botschaft des Bundesrates mit Recht breiten Raum einnimmt, im ganzen verhängnisvollen Kausalnexus nur ein auslösender Faktor war. Wenn ich vorhin von der Rolle des Zufälligen sprach, so scheint es mir allerdings ausserhalb des Zufalls zu liegen, dass das Verbot gerade den Orden traf, der durch seine Bildung und Disziplin ein besonders scharf geschliffenes Instrument im Dienste der katholischen Kirche war. Wir müssen zugeben, dass es den Nichtkatholiken schwerfällt, zu einem unbefangenen Urteil über den Jesuitenorden zu gelangen. Neben

den dunkeln Seiten stehen die hellen, von protestantischer Seite immer wieder vernachlässigten Seiten der grossen Leistungen und Liebesübungen, wozu zum Beispiel der Kampf des Jesuiten Friedrich von Spee gegen die Hexenprozesse und Hexenverbrennungen zu zählen ist. Lang ist die Liste der Verfehlungen, die von beiden Konfessionen im leidenschaftlichen Kampf für ihren Glauben begangen worden sind. Ich glaube, es wird auch heute nicht allzu schwer sein, mit Exzerpten aus den Schriften einzelner Jesuiten oder prominenter Radikaler ein Sündenregister zusammenzustellen, das den Zorn und die Emotionen erneut heraufbeschwört. Wenn wir Mühe haben, ihre Leidenschaften zu verstehen, so wollen wir uns doch hüten, uns als Richter über die Vorfahren zu stellen. Sie vermochten sich den herrschenden Vorstellungen ihres Zeitalters so wenig zu entziehen, wie wir es zu tun vermögen.

Es ist beinahe eine Art von Consensus geworden, die Berufung der Jesuiten nach Luzern als eine Ungeschicklichkeit zu bezeichnen. Ständerat Ludwig von Moos hat dies in seiner äusserst gründlichen und gewissenhaften Motionsbegründung am 23. Juni 1955 getan, und diese Meinung ist auch in unserer Kommission von katholischen Mitgliedern bestätigt worden. Nun scheint mir eine bemerkenswerte Pointe gerade darin zu liegen, dass sich die Jesuiten damals selber gegen die Fahrt nach Luzern sträubten und dass sie in jenen entscheidenden Tagen überhaupt eine sehr zurückhaltende Rolle gespielt haben. Ganz offensichtlich waren sie klüger als die damaligen Luzerner Politiker und sahen voraus, dass die Sache ein böses Ende nehmen könnte und dass sie selber zum Prügelknaben der Geschichte würden. So ist es denn auch gekommen. Es liegt hier ein historisches Trauma vor, das mir fast hereditär zu sein scheint. Aber die Geschichte braucht eben für die Aggressionen und Abreaktionen der Menschen immer wieder ihre Sündenböcke. Im Staate Neros waren es die Christen, im Mittelalter und bei einigen Rückfällen die Juden, dann einmal die Freimaurer, und heute ist es ganz allgemein das Establishment, dem man die Schuld an allem Bösen in die Schuhe schieben will.

Ein protestantischer Pfarrer hat die Clichévorstellung vom Jesuiten folgendermassen umschrieben: «Jesuit ist eines der Worte, wie es zu allen Zeiten Worte gibt, die man überall hört, während die wenigsten genau wissen, was sie bedeuten, Worte, mit denen man alles bezeichnet, was man hasst, bei denen einem ein kalter Schauer durch den Leib fährt, während andere Respekt kriegen und in unerklärlicher Erfurcht das Kreuz machen.» Sie kennen alle den Namen des Pfarrers, von dem diese Worte stammen, es ist Jeremias Gotthelf.

Wenn beim Klosterartikel aus dem Jahre 1874 ein besonderer Hinweis auf die Staatsgefährlichkeit fehlt, so lässt sich dieser Unterschied zum Jesuitenartikel vielleicht aus einer etwas differenzierten Motivierung erklären, die insbesondere aus den damaligen Verhandlungen des Ständerates fassbar wird. Gelübde seien, so meinten einige unserer Vorgänger, eine Bindung, die verfassungswidrig seien. Der Eintritt in ein Kloster bedeute den bürgerlichen Tod. Der Einzelne könne auf seine Persönlichkeitsrechte überhaupt nicht verzichten. So dachte man damals auf dem Höhepunkt der bürgerlichen Gesellschaft, als, dem Pendelschlag der Zeit folgend, mehr und mehr der Staat in den Vordergrund trat und das liberale Gedankengut eine antiklerikale Fär-

bung angenommen hatte. Dazu kam die Verurteilung der liberalen Postulate in Staat, Schule und Zivilrecht durch den Syllabus des Papstes Pius IX., den ich heute ebenfalls in wesentlichen Punkten als historisches Zeitdokument betrachten möchte. In beiden Konfessionen gab es damals Kirchen- und Staatsleute, die glaubten, durch die demokratische Freiheitsbewegung könne der Glaube Schaden nehmen.

Doch das ist Vergangenheit, ob bewältigte oder unbewältigte, das werden wir am Tag der Volksabstimmung wissen. Für die Beratung der Kommission war und für unser heutige Diskussion und Stellungnahme ist die primäre Frage nicht die historische, sondern die rechtsstaatliche. Sowohl der Jesuiten- wie der Klosterartikel sind Ausnahmenormen, weil sie den beiden Institutionen Freiheiten vorenthalten, die unsere Bundesverfassung sonst allgemein gewährleistet. Sie stehen im Widerspruch zum Rechtsstaat, den gerade die Liberalen des letzten Jahrhunderts als grösste Errungenschaft abendländischer Kulturentwicklung feierten und für den es heute und in aller Zukunft keine Alternative geben kann.

Unsere Kommission ist sich bewusst, dass es noch andere Verfassungsbestimmungen gibt, welche die volle Religionsfreiheit einschränken. Doch hält sie es für richtig, dass wir uns heute auf jene konzentrieren, deren Ausmerzung durch das vom Ständerat einmütig überwiesene Postulat von Moos verlangt worden ist. Sämtliche Ausnahmeartikel sollen durch Partialrevisionen Schritt für Schritt und unter jeweiligem Ringen um die Zustimmung des Volkes aus der Verfassung eliminiert werden. Das scheint uns der richtige und saubere Weg zu sein, um aus dem juristischen Halbdunkel des heutigen Zustandes herauszukommen. Dieses Halbdunkel besteht nicht zuletzt darin, dass die Ausnahmeartikel nicht im Einklang mit den Anforderungen der Praktikabilität stehen. Werden sie angewendet, verstösst man gegen grundlegendes Freiheits- und Menschenrecht, werden sie nicht angewendet, wird die Verfassung verletzt, und das ist auch falsch.

Unwiderlegbar weisen das Gutachten Kägi und die Botschaft des Bundesrates nach, dass die Artikel 51 und 52 unvereinbar mit den verfassungsmässig garantierten Rechten der Glaubens- und Gewissensfreiheit, der Kulturfreiheit, der Vereinsfreiheit und der Unterrichtsfreiheit sind, «eines Rechtsstaates unwürdig», das ist auch das Ergebnis des breit angelegten Vernehmlassungsverfahrens. Gegen die Aufhebung der beiden Artikel hat sich nur der «Bund aktiver Protestanten» ausgesprochen. Meines Erachtens kommt es nicht darauf an, wie aktiv ein Protestant in seinem christlich-evangelischem Glauben steht und lebt, sondern ob er gegenüber dem Gebot der Gerechtigkeit offen ist und ob er einsieht, dass das, was gerecht ist, in der Regel auch klug ist. Professor Karl Barth, der einer der führenden Köpfe des Protestantismus war, erklärte kurz vor seinem Tod:

«Die Frage ist die, ob eine Mehrheit des Schweizervolkes heute im Unterschied zu damals bereit ist, dem christlichen Glauben die Freiheit zu gewähren, sich neben seinen gewöhnlichen und auch in gewissen aussergewöhnlichen Formen darzustellen.» Weiter sagt er: «Wir Protestanten verbitten uns höflich, aber bestimmt einen solchen Schutz und wollen mit diesem Zeichen der Unfreiheit nichts zu tun haben.»

Vollends wird die Unhaltbarkeit der beiden Artikel in einer Zeit deutlich, da in der Schweiz anarchistische

und revolutionäre Gruppen nicht verboten sind, die uns offen ins Gesicht sagen, dass sie unsere Staats- und Gesellschaftsform ablehnen und zerstören wollen. Während des Zweiten Weltkrieges sind nationalsozialistische und kommunistische Organisationen notrechtlich verboten worden. Doch wurden die Massnahmen nach Kriegsende wieder aufgehoben. Artikel 51 heisst folglich, dass die Tätigkeit der Jesuiten für unsern Staat als gefährlicher beurteilt wird als die Agitation revolutionärer Gruppen. Was immer zur historischen Rechtfertigung eines vorübergehenden Verbotes gesagt werden könnte, eine dauernde Verankerung und Stigmatisierung als staatsgefährlich ist unmöglich geworden.

Seit den Ereignissen im letzten Jahrhundert hat sich die politische und geistige Landschaft, haben sich die grossen Potenzen Staat, Kirche und Gesellschaft in einem geradezu erstaunlichen Ausmass gewandelt. Die Front verläuft längst nicht mehr zwischen den Parteien, die sich 1848 und 1874 gegenüberstanden. Die Vorherrschaft der Radikalen besteht nicht mehr. Wir sehen ihre Nachkommen mit den Nachkommen der früheren Widersacher in einer Kollegialregierung und Regierungskoalition vereint, die manchen Kritikern nur allzu eng erscheint. Das Trennende wurde nicht zuletzt dank unserer freiheitlichen Institutionen, die niemand mehr missen möchte, überwunden. Aus den Gegnern von gestern sind Kollegen geworden. Wer könnte diesen Wandel besser veranschaulichen als gerade der Ständerat, so wie er sich meinen Augen jetzt in diesem Moment darbietet.

Auch die Kirchen leben in dieser Welt. Wie immer sie auf die Welt einwirken, die Welt mit ihren gewaltigen Wandlungen wirkt auf sie zurück. Auch ihre Strukturen werden verändert im Meinungs- und Gewissenstreit jener, die kühn und oft leidenschaftlich ins Morgen drängen oder ängstlich ins Gestern zurückflüchten wollen. Wir alle wissen, dass die Kirchen in Bewegung geraten sind, die katholische — möchte ich meinen — fast noch mehr als jene, der ich selber angehöre. Ich spreche bewusst nicht von einer Krise der Kirche, denn es geht — wenn ich es richtig sehe — darum, die Substanz des Glaubens aus eng gewordenen Formen zu lösen und in dieser Welt wieder virulent zu machen. Mit Recht macht die Botschaft des Bundesrates in ihrem zentralen Kapitel «Die Beurteilung des Jesuiten- und Klosterartikels aus der Sicht der Gegenwart» darauf aufmerksam, dass wir es heute nicht mehr mit dem Katholizismus des 19. Jahrhunderts — Jesuitenorden und Klöster miteingeschlossen — zu tun haben, und dass die beiden Artikel auf Gegner zielen, die nicht mehr im Felde stehen. Diesem Abschnitt möchte ich lediglich noch beifügen, dass es in jedem Prozess der Wandlung fortschrittliche Kräfte gibt, progressive Gegenkräfte, um moderne Modewörter zu gebrauchen. Das Zweite Konzil mit seiner Erklärung der Religionsfreiheit und mit seinem Bekenntnis zur Würde des Menschen gemäss dem Entwurf des Jesuiten Kardinal Bea bewegt sich in einer ganz andern Richtung als das Vatikanum des Jahres 1869/1870, das liberale und nationale Strömungen aus der konkreten Situation von damals heraus ablehnte. Die Radikalen der Jahre 1848 und 1874 hätten wahrscheinlich behauptet, die Beschlüsse des Zweiten Konzils seien im besten Sinne des Wortes liberal.

Gewandelt hat sich auch die Societas Jesu. Es gibt, so lautet die Antwort auf eine Frage, die an der

Kommissionssitzung gestellt wurde, nicht oder nicht mehr eine besondere jesuitische Ethik und Moral. Die Lehre des Jesuitenordens deckt sich mit jener der römischen Gesamtkirche, eine Feststellung, zu der auch der protestantische Theologieprofessor an der Universität Zürich, Fritz Blanke, in seiner Abhandlung über den heutigen Charakter des Jesuitenordens gekommen ist.

Die Klöster der Schweiz, deren Nachwuchssorgen ja bekannt sind, auch sie sind im Begriff, sich in kleineren oder grösseren Schritten den neuen Verhältnissen anzupassen. Soziale und karitative Leistungen im Schuldienst und in der Krankenpflege treten in den Vordergrund, und es scheint mir, dass in unserer von Unrast erfüllten Zeit auf protestantischer Seite das Verständnis für Meditation und Kontemplation gestiegen sei.

Unser öffentliches Leben ist heute weithin geprägt durch eine Toleranz, die für unduldsamen Konfessionalismus, komme er woher er wolle, wenig übrig hat. Man empfindet Fanatiker als Störenfriede. Endlich hat der klassische Zündstoff des Streites zwischen Kirche und Staat, der so blutige Spuren durch die Geschichte zog, seine Brisanz verloren. Man verlangt von Kirche und Staat, dass sie die grossen Kräfte, die in ihnen liegen, frei machen sollen zur partnerschaftlichen Zusammenarbeit in der gemeinsamen Sorge für den Menschen. In beiden Lagern ist heute oder gestern schon die Einsicht erwacht, dass der Streit der Konfessionen untereinander immer zur Diskreditierung des Religiösen führt.

Nicht alle Weisheit stammt aus unserer Zeit. Der Bundesrat darf für sich in Anspruch nehmen, schon vor hundert Jahren die einsame Höhe Nathans des Weisen erreicht zu haben. Der Bundesrat erklärte 1873 in einen wirren Chor hinein, ich zitiere wörtlich: «Der Bundesrat glaubt, es gebe ein Mittel zur Beseitigung der drohenden Gefahren, zugleich ein solches, das allen gerecht wird, nämlich die Proklamierung der religiösen Freiheit.» Leider hat sich damals der Bundesrat nicht durchzusetzen vermocht.

In der öffentlichen Diskussion und in einigen Vernehmlassungen ist verlangt worden, dass an die Stelle der auszumerzenden Artikel ein Toleranz- und Staatsschutzartikel gesetzt werden soll. In unserer Kommission besteht Uebereinstimmung darüber, dass solche zusätzliche Verfassungsformen nicht erforderlich sind, auch wenn sie vielleicht für den Volksentscheid von Vorteil wären. Toleranz ist ein Prinzip, das schwer in Rechtsformen gefasst werden kann. Zudem geht es bei der Aufhebung der Artikel 51 und 52 nicht so sehr um Toleranz als um den Rechtsanspruch auf die allgemeine und gleiche Freiheit. Dass der Staat Mittel in der Hand haben muss, um die Ordnung und den konfessionellen Frieden wirksam zu verteidigen, steht ausser Zweifel; was aber rechtlich relevant ist, findet sich bereits in der Verfassung verankert. Auch nach der Aufhebung der Ausnahmeartikel hat der Staat genügende Interventionsmöglichkeiten gegen Feinde der staatlichen Ordnung und des konfessionellen Friedens auf Grund von Artikel 50, Absatz 2, Artikel 56 und der generellen Polizeiklausel von Artikel 102, Ziffer 10. Konkrete Störungen der Glaubens- und Gewissensfreiheit werden durch Artikel 261 des Strafgesetzes erfasst. Die Verfassung ist dazu da, Rechte zu verankern, nicht aber um Deklamationen zur Beschwichtigung von Vorurteilen und Bedenken aufzunehmen. Diese Auseinandersetzung gegen Emotionen und unzutreffende Anschauungen hat nicht im Verfassungstext, sondern in der Diskussion der Abstimmungskampagne zu erfolgen. Dass die lange Geltungs-

dauer der beiden Verfassungsartikel und die starke Betonung emotioneller Momente eine intensive Aufklärungsarbeit notwendig machen, darüber ist sich unsere Kommission einig. Diese Aufklärung wird eine Aufgabe der Parteien, der Presse, des Radios und des Fernsehens sein.

In einem Punkte gingen die Meinungen auseinander. Entgegen dem Vorschlag des Gutachters beantragt der Bundesrat Volk und Ständen die Streichung der Artikel 51 und 52 in der Form einer einzigen Frage zu unterbreiten, während Herr Professor Kaegi getrennte Fragenstellung vorgeschlagen hat. Für die Annahme der Einheit der Materie spricht eine stattliche Reihe von Argumenten. Ohne Zweifel haben die beiden Artikel in ihrem Entstehen und in ihrer Zielsetzung etwas Gemeinsames und hängen innerlich zusammen. Gegen die Einheit der Materie wird vor allem geltend gemacht, dass man dem Volk die beiden Artikel getrennt vorlegen sollte, wenn man den wirklichen Willen des Stimmbürgers erfahren will, der vielleicht den einen Artikel streichen, den andern aber beibehalten möchte. Dabei ist natürlich das Risiko eines halben Erfolges nicht auszuschliessen. Die Lehre ist in der Frage der Einheit der Materie nicht eindeutig, so dass bei einer rein rechtlichen Beurteilung so oder anders entschieden werden könnte.

Unsere Kommission stimmte mit 10:1 Stimme bei zwei Enthaltungen dem Antrag des Bundesrates zu, die Ausmerzung des Jesuiten- und des Klosterartikels in einem einzigen Erlass zu beschliessen. Die überwiegende Mehrheit konnte sich der Einsicht nicht verschliessen, dass wir mit der Streichung des Klosterartikels bei gleichzeitiger Bestätigung des Jesuitenartikels in eine äusserst unangenehme Situation hineinkämen. Es würde die bestehende Diskriminierung verschärft, und in einem Zeitpunkt, da wir den Schritt in die Richtung des vollen Rechtsstaates und der Unterzeichnung der Menschenrechtskonvention tun wollen, ausdrücklich neues Ausnahmerecht geschaffen. Für die Schweiz nach innen wie nach aussen wären die Konsequenzen eines solchen Ergebnisses höchst unerwünscht. Das mögen politische Ueberlegungen sein, aber der Ständerat — das Parlament überhaupt — ist ein politisches Gremium und hat politische Verantwortung zu tragen. Im übrigen brauche ich auf die Streitfrage der Einheit der Materie nicht mehr einzutreten, da sich in der Diskussion bewährte Juristen unseres Rates zum Worte melden werden.

Einmütig ist die Kommission im Antrag, dem Ständerat zu empfehlen, auf den Bundesbeschluss einzutreten, die Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung zu streichen und das Postulat Ludwig von Moos vom 23. Juni 1955 abzuschreiben.

Wir Schweizer stehen heute mit dieser Diskriminierung in der ganzen Welt allein. Alle anderen Staaten haben sie abgeschafft, ohne dass es zu irgendwelchen Missständen gekommen wäre; zuletzt Norwegen im Jahre 1956. Im Ausland bedurfte es allerdings nur eines Kabinettsbeschlusses oder gar des Federstrichs eines Ministers. Bei uns ist es die direkte Demokratie, die freiheitlichste und darum auch schwierigste Staatsform, die diese Bewährungsprobe zu bestehen hat. Mit dem Bundesrat hofft die Kommission, dass diese direkte Demokratie im Jahre 1973 imstande sein werde, die Streitigkeiten des 19. Jahrhunderts hinter sich zu lassen, ein Gebot des Rechtsstaates und der Gerechtigkeit zu erfüllen und eine alte Quelle eidgenössischen Haders endlich zu stopfen.

Allgemeine Beratung — Discussion générale

Hofmann: Im Namen der ständerätlichen Gruppe der christlichdemokratischen Fraktion der Bundesversammlung nehme ich zur Vorlage des Bundesrates wie folgt Stellung. Wir stehen einmütig zu der von 19 Ständeräten unterzeichneten, von der Ständekammer am 23. Juni 1955 als Postulat erheblich erklärten Motion von Moos vom 24. Juni 1954. Mit ihr wurde der Bundesrat eingeladen, eine Vorlage als Teilrevision der Bundesverfassung vorzulegen mit dem Antrag auf Aufhebung der Artikel 51 und 52. Die Motion ging von der Feststellung aus, dass die Bundesverfassung besonders in den Artikeln 51 und 52 Bestimmungen enthalte, «die mit den freiheitlichen Grundsätzen der schweizerischen Demokratie im Widerspruch stehen und Ausnahmerecht schaffen.»

Wenn inzwischen, seit der Annahme des Postulates, 17 Jahre verstrichen sind, so machen wir daraus niemandem einen Vorwurf. Es waren dafür sachliche und persönliche Gründe massgebend, die wir anerkennen. Wir danken vielmehr dem Bundesrat, besonders Herrn Bundesrat Dr. Tschudi, den Verfassern der Botschaft, sodann dem Experten Professor Kägi für ihre sorgfältige und kluge Vorarbeit. Botschaft und Gutachten haben eine gute Aufnahme gefunden und dürften, wie wir hoffen, wesentlich dazu beitragen, noch bestehende Vorurteile gegen die Orden, insbesondere gegen die Jesuiten, zu überwinden und den Weg zur vorgeschlagenen Verfassungsrevision zu ebnen.

Dankbar anerkennen wir auch die loyale und sachliche Behandlung in der vorberatenden Kommission, wie auch — nachdem wir es gehört haben — das heutige ausgezeichnete Referat unseres Kommissionspräsidenten.

Die in der Motion von Moos enthaltenen Feststellungen werden durch Botschaft und Gutachten vollauf bestätigt. Wir teilen die Schlussfolgerung von Professor Kägi, wiedergegeben auf Seite 43 der Botschaft, wonach «Verfassungsbestimmungen, die wie Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung in dieser Weise der Gerechtigkeit und den Grundnormen unseres Verfassungssystems widersprechen, politisch unzumutbar, nicht mehr praktikabel und völkerrechtswidrig geworden sind, aufgehoben werden müssen.» Auch wenn wir grundsätzlich auf dem Standpunkt stehen, dass die beiden Artikel nicht gerechtfertigt oder politisch notwendig waren, so liegt es uns fern, den Schöpfern der Bundesverfassung von 1848 und 1874 Vorwürfe machen zu wollen. Die Entstehung der Ausnahmerechtsartikel lässt sich aus der damaligen geschichtlichen und politischen Situation heraus erklären. Sie stellt das Ergebnis nicht so sehr religiös-konfessioneller, als vielmehr politischer Kämpfe dar. Dabei sei wiederum nicht in Abrede gestellt, dass die damals politisch Unterlegenen ihrerseits durch die Berufung der Jesuiten an die Kantonsschule Luzern unnötig zur Verschärfung der Lage beigetragen haben.

Aufgrund eingehender Forschungen ist heute ziemlich allgemein anerkannt, dass weder die Klöster noch die Jesuiten um die Zeit der Entstehung der Ausnahmerechtsartikel staatsgefährlich waren. Wo darüber noch andere Auffassungen bestehen sollten, so lassen sich die Ausnahmerechtsartikel heute schlechthin in keiner Weise mehr rechtfertigen. Bei sachlicher Prüfung ist ein anderes Urteil kaum mehr denkbar.

Die politische Situation hat sich gegenüber der Zeit vor gut hundert Jahren grundlegend geändert. Die Lei-

enschaften und Probleme, die damals die innenpolitischen Auseinandersetzungen beherrschten, sind weitgehend abgeklungen. Mochte der junge Bundesstaat seinen Schöpfern noch als angefochten oder gefährdet erscheinen, so haben sich die politisch Unterlegenen von 1848 inzwischen mit dem neuen Staat versöhnt und tragen seit Jahrzehnten ihren Anteil an der Verantwortung. Staat und Gesellschaft haben sich zu pluralistischen Welten gewandelt, die sich nicht mehr mit einer bestimmten politischen Weltanschauung identifizieren. Auch die Auffassungen über Staat und Kirche und ihre Beziehungen zueinander haben ein Umdenken erfahren.

Gewandelt hat sich auch die katholische Kirche, insbesondere seit dem Zweiten vatikanischen Konzil, das, wie auch der Herr Kommissionspräsident erwähnt hat, in einer besonderen Erklärung die Religionsfreiheit, das Recht der menschlichen Person auf religiöse Freiheit wie auch die Autonomie von Staat und Politik markant verkündet hat. Von «politischem Katholizismus» heute noch zu reden, ist ein Anachronismus geworden. Mit der Kirche haben sich auch die Orden, damit auch derjenige der Jesuiten, der neuen Zeit angepasst. Die Tätigkeit der meisten Orden in charitativer, kultureller und sozialer Hinsicht ist allgemein anerkannt. Der Jesuitenorden, dessen Geschichte ebenfalls zu verstehen ist aus der Zeit seiner Gründung, der Person des Gründers, der weltumspannenden Organisation und Tätigkeit, hat in der katholischen Kirche eine führende Stellung in der ökumenischen Bewegung eingenommen. Ich erinnere beispielsweise an Kardinal Bea, auf den auch die Botschaft auf Seite 13 hinweist.

Wer das in der Botschaft gezeichnete Bild der Jesuiten nicht wahrhaben will, wer die jahrelangen Forschungen unter anderem von Professor Kägi nicht gelten lassen will, möge den Beweis für das Gegenteil erbringen, aber nicht alte, überholte oder wiederlegte Zerrbilder und Anschuldigungen vortragen.

Von über 30 000 Jesuiten in der Welt wirken knapp 90 in der Schweiz, fast alles Schweizer. Man müsste sich fragen, weshalb die Jesuiten nur gerade in der Schweiz gefährlich sein sollen, nicht aber in den anderen Ländern, in denen sie überall frei arbeiten können. Will denn jemand behaupten, die Schweizer Jesuiten seien gefährlicher als andere? Wir möchten als Christen und Schweizer nicht länger auf die Tätigkeit von Mitbürgern, die auf verschiedenen Gebieten Hervorragendes leisten, verzichten. In einer so gewandelten Welt sind die Ausnahmerechtsartikel schlechthin unvereinbar geworden mit einem modernen Verhältnis zur Idee der Freiheit und zu zahlreichen in der Bundesverfassung garantierten Freiheitsrechten. Sie beeinträchtigen das Ansehen und die Stellung der Schweiz im Ausland und erschweren unsere Teilnahme in internationalen Gremien.

Die Ausnahmerechtsartikel richten sich gegen Teile der katholischen Kirche, treffen damit diese selbst und bedeuten deren Angehörigen gegenüber eine Diskriminierung, was dem Ausdruck des Misstrauens und der Ablehnung gleichkommt. Es ist deshalb verständlich, wenn sich vorab Katholiken für die Aufhebung einsetzen und sie das verlangen, worauf man ja uns auch immer wieder zu Recht verwiesen hat. Die Bereinigung eines Zustandes aber, der mit den modernen freiheitlichen Grundrechten des Schweizervolkes, unserem Rechtsstaat und der völkerrechtlichen Stellung und Aufgabe der Schweiz unvereinbar geworden ist, sollte ein Anliegen aller Schweizer geworden sein. Wir anerkennen dankbar, dass sich im Vernehmlassungsverfahren praktisch alle

Befragten für die Aufhebung ausgesprochen haben, und dass sich sehr viele und prominente Vertreter auch der evangelischen Kirche und aller Parteien bereits dafür einsetzen.

Den Vorschlägen des Bundesrates schliessen wir uns in allen Teilen an, ohne hier auf die Detailprobleme einzugehen. Immerhin gestatte ich mir eine Bemerkung zur Frage der Einheit der Materie, die in der Kommission besonders diskutiert worden ist und von deren Beantwortung es abhängt, ob der Stimmbürger zu beiden Verfassungsartikeln gemeinsam oder getrennt Stellung nehmen soll. Wir unterstützen auch hier die Auffassung des Bundesrates. Rein rechtlich lassen sich aus Lehre und Doktrin offenbar für beide Auffassungen gute Gründe vorbringen. Es sei zum Beispiel an eine Aeusserung von Professor Hans Huber Bern in der Zeitschrift «Civitas» vom Mai 1970 mit folgendem Wortlaut erinnert: «Wie die Abstimmungsvorlage gefasst werden soll, scheint mir noch eine offene Frage zu sein. Verstösst sie gegen den Grundsatz der Einheit der Materie, wenn Jesuitenverbot und Klosterartikel zusammengefasst werden? Das würde ich eher verneinen. Wenn dagegen ein Ersatz in Gestalt einer neuen Bestimmung über den konfessionellen Frieden vorgeschlagen würde, könnte sich die Frage zuspitzen, ob die Einheit der Materie noch gewahrt sei.» So Professor Huber. Ist die Einheit der Materie verfassungsrechtlich sicherlich vertretbar, so drängt sie sich verfassungspolitisch geradezu auf. Der Stimmbürger möge sich zu einem Gesamturteil über die in innerem Zusammenhang stehenden, gegen Teile der katholischen Kirche gerichteten Ausnahmeartikel aussprechen. Eine Aufhebung nur des Klosterverbotes, die wohl selbstverständlich ist, die Beibehaltung aber des Jesuitenverbotes wäre — wie auch der Herr Kommissionspräsident unterstrichen hat — eine neue qualifizierte Diskriminierung der Jesuiten. Das Nein des Schweizervolkes würde sich nicht gegen die Orden, die katholische Kirche oder die Schweizer Katholiken im allgemeinen richten, sondern spezifisch gegen die Jesuiten, was eine neue krasse Ungerechtigkeit wäre, welche dem konfessionellen Frieden und dem internationalen Ansehen der Schweiz zusätzlichen Schaden zufügen müsste. Die bisherige tolerante Handhabung des Artikels 51 wäre in Frage gestellt, während eine Ablehnung beider Artikel wohl dahin ausgelegt werden müsste, dass das Volk einfach den bisherigen Zustand beibehalten will. Die Streichung nur eines Artikels könnte und müsste auch komplizierte Auslegungs- und Handhabungsschwierigkeiten zur Folge haben.

Zweifellos kommt der Vorlage mehr grundsätzliche, rechtsstaatliche, ideelle als materielle Bedeutung zu. Nach Aufhebung der beiden Ausnahmeartikel wäre weder mit einer Jesuiteninvasion noch mit der Gründung zahlreicher neuer Orden und Klöster zu rechnen. Dem stehen allein schon die Nachwuchsschwierigkeiten im Wege. Ausserdem benötigen andere Länder als die Schweiz — ich denke an die Missionen, die Entwicklungsländer, Südamerika und so weiter — dringend zusätzliche Ordenskräfte.

Zum Schlusse möchte ich namens unserer Gruppe der grossen Hoffnung Ausdruck geben, dass es allen gerecht und objektiv denkenden Schweizern, den Politikern, Parteien, Kirchen, Massenmedien gelingen werde, in intensiver, sachlicher Aufklärung noch vorhandene Emotionen zu beseitigen — im Interesse der Gerechtigkeit, unseres Rechtsstaates, des konfessionellen Friedens

und des internationalen Ansehens der Schweiz. Ich danke Ihnen.

Allgemeine Beratung — Discussion générale

M. Grosjean: Il appartient à un radical de vieille souche, représentant le canton de Neuchâtel à majorité protestante, de se déterminer sans ambiguïté sur un problème qui va vraisemblablement échauffer quelques esprits en mal de querelles de religion.

Pour éviter tout byzantinisme dans mes propos, je dirai d'entrée de cause que je conclus à l'abrogation des articles 51 et 52 de la constitution. Je considère qu'il faut laisser à l'ordre des jésuites et à ses membres liberté d'action qu'il faut permettre la fondation de nouveaux couvents ou ordres religieux dans notre pays.

Ces paroles venant d'un radical pourraient prêter à confusion. Il n'y a rien dans mon attitude qui rappelle Canossa, cette humiliation de Henri IV devant le pouvoir guelfe. Si, en 1848, à la suite des querelles fratricides qui bouleversèrent notre pays, on dut prendre les mesures d'exception sur lesquelles nous délibérons, j'estime que tout cela est révolu, que la situation a totalement changé, que les faits qui ont provoqué en Suisse l'expulsion des jésuites ont disparu. Cette attitude n'a rien de versatile. J'ajouterai même que j'en trouve la justification dans la politique du Vatican puisque Paul III, en 1540, a reconnu l'ordre des jésuites et que Clément XIV, en 1773, aux termes de la bulle *Dominus ac Redemptor noster*, l'a interdit. Je ne fais par conséquent que suivre le pragmatisme du Vatican.

Il est cependant utile, puisque nous discutons du problème de fond, de rappeler devant le plénum pourquoi, à l'époque, il y a eu cette hostilité contre les jésuites, ce qui me permet, en même temps, de plaider le dossier de nos ancêtres de 1848. Certes, si des esprits aussi avisés qu'Alexandre Vinet, Karl Burckhart et d'autres encore ont eu des réticences en 1848, il n'en demeure pas moins que la littérature y est pour beaucoup dans cette agressivité contre l'ordre des jésuites. Souvenons-nous de Pascal et de ses *Provinciales*. Trouvons-nous un Fouquier-Tinville plus féroce que le grand penseur et philosophe du XVIIe siècle? L'esprit d'alors est assez bien résumé par ce mot de Chateaubriand: «Un mystérieux nuage couvre toujours les affaires des jésuites.» Ce n'étaient pas seulement des agnostiques ou des athées qui parlaient de la sorte. D'autres sources de meilleure veine et ne sentant pas le fagot s'exprimaient à peu près dans ces termes. Il s'agit du pape Sixte V: «Il serait plus à propos, mon neveu, que je confesse les jésuites que de les choisir pour me confesser.» Enfin, pour rendre hommage à la très remarquable culture de notre président qui aime, et je le sais, un grand auteur espagnol, Miguel de Unamuno, je cite: «Se mueren porque piensan demasiado» en parlant des jésuites («Les jésuites se meurent parce qu'ils pensent trop»). Etrange destin d'ailleurs que celui d'Ignace de Loyola qui conçoit son idéal devant Pampelune, qui fonde son ordre à Montmartre où se trouve aujourd'hui le Moulin-Rouge, haut lieu de libertinage, et qui gît à l'église del Gesù à Rome, au milieu des trances folles du baroque délirant italien.

Mais à part cet aspect polémique de la littérature des XVIIIe et XIXe, à part ce pragmatisme politique vaticanal, il y eu des motifs objectifs qui ont poussé les hommes d'alors à montrer quelque méfiance. Ces vrais motifs se trouvent résumés dans les deux devises fondamentales de l'ordre des jésuites: La première, *Ad*

majorem Dei gloriam («Pour la plus grande gloire de Dieu»), tremplin de leurs activités pastorale, missionnaire, éducative, œcuménique, charitable, sociale, la seconde a prêté davantage encore à discussion; c'est le fameux *Perinde ac cadaver* («Semblable à un cadavre»), c'est-à-dire obéissance absolue envers le pape. Devise qui en a fait un ordre puissant. Et puis intelligent. Parce qu'il faut de l'intelligence pour comprendre que l'obéissance est une vertu cardinale.

Je suis, en revanche, de ceux qui ne croient pas à ce mot qu'on a prêté aux jésuites: «La fin justifie les moyens.» Je dis bien qu'on leur a prêté. Mais on ne prête qu'aux riches. Il est certain que l'immixtion permanente du spirituel dans le temporel, par l'ordre des jésuites au XVIII^e et au XIX^e siècle, est pour beaucoup dans ce mot qui n'a jamais été le leur. Et leur intrusion dans le monde politique n'a pas toujours revêtu une forme empreinte de la plus grande franchise. Bien sûr, la réaction ne se fait pas attendre. C'est Louis XV qui interdit l'ordre en 1764; c'est Charles III d'Espagne, en 1767. Il est assez curieux de constater que les cours européennes se divisent. Les Bourbons sont contre les jésuites; les Habsbourg sont favorables aux jésuites. Et, par voie de conséquence, les Romanov, alliés des Habsbourg, suivant la trace de ceux-ci. La victoire de Waterloo, c'est d'abord la victoire des Habsbourg, ce qui signifie que la Restauration va favoriser le retour des jésuites. Et puis, c'est la réaction classique et indubitable, c'est le pendule de l'histoire, c'est les Trois Glorieuses», c'est 1848. J'en arrive tout naturellement, ainsi, au problème suisse.

Je ne partage pas le sentiment de ces historiens qui allèguent que la Suisse, petit pays, n'a pas connu les grandes querelles européennes. Je considère que nous avons été, nous aussi, emportés par les violences. Mais il appartient à l'esprit helvétique, au contraire d'autres peuples, de savoir toujours trouver la solution de conciliation. Or qu'analysons-nous si l'on veut faire une synthèse rapide de ces vastes conflits qui ont touché notre pays?

Ce sont les longues luttes des cantons campagnards contre les villes; ce sont les guerres de religion; c'est enfin le peuple contre le patriciat. Or, en 1848, lors du Sonderbund, nous retrouvons cette hostilité ancienne de la campagne contre la ville, qui date des XIV^e et XV^e siècles. La guerre du Sonderbund est tout d'abord une chouannerie, une jacquerie. Elle tient aussi un peu du siège de La Rochelle, d'un Richelieu qui veut s'emparer des places fortes des protestants. Entendons, chez nous, Fribourg et Lucerne. Puis, c'est également une révolte contre l'esprit de la Sainte-Alliance, apporté dans les fourgons de la Restauration.

Mais en analysant cette situation historique, j'arrive à une première conclusion: tout cela a disparu aujourd'hui. On ne retrouve aucune trace de chouannerie dans les temps présents. Ni traces de guerres de religion, en tout cas dans une phase aiguë. Nous n'avons plus ce patriciat contre lequel, au XIX^e, il fallait s'insurger.

Les choses ayant changé, il nous appartient également de modifier notre Charte fondamentale.

Arrivons-en à la synthèse.

On a reproché aux jésuites, à juste titre, leur influence dans les sphères de l'Etat. Or aujourd'hui, cette influence a singulièrement diminué. Elle s'est amenuisée. Par ailleurs, les Eglises à l'heure actuelle, qu'elles soient catholiques ou protestantes, ont subi un phéno-

ne contraire, car elles se sont politisées. Lisez la presse catholique ou protestante de notre temps. Vous constaterez que toutes les Eglises cherchent à intervenir dans l'arène politique. A un phénomène de déchristianisation, de manque de foi qui s'empare de notre monde occidental, les Eglises veulent réagir par un engagement politique. Je considère, pour ma part, que c'est une tactique aberrante. Mais enfin, à chacun ses responsabilités. Vous pourrez constater, par exemple, que la goinfrie érotique de notre époque préoccupe moins nos Eglises que la réforme des structures de notre société dite de consommation, ou aliénante, pour prendre les poncifs à la mode. Ne leur parlez pas de morale; vous subiriez leur mépris. En cet an de grâce 1972, une fois de plus, l'Eglise a succombé à la tentation, à laquelle d'ailleurs elle succombe régulièrement: elle veut tâter du politique. Comme bien des phénomènes sociologiques, celui-ci est cyclique et il faudra bien une fois de plus qu'elle se brûle les doigts. Pourtant, l'Histoire est riche en enseignements. Chaque fois que les chapelles se mêlent des pouvoirs temporels, elles s'étiolent, se stérilisent. Car les éthiques politiques, si élevées soient-elles, sont condamnées à périr. Elles sont limitées dans le temps, par essence. Alors que l'Eglise se devrait d'assurer sa pérennité.

Donc, pour cette première raison déjà, il serait malséant de reprocher, aujourd'hui, aux jésuites de s'occuper de politique, puisque les Eglises de tout bord ne font que cela avec un esprit missionnaire, dépourvu parfois de la connaissance la plus élémentaire du problème traité. Mais il est bien connu que l'enthousiasme fait des miracles.

Comme deuxième raison, je rappellerai que la liberté d'expression représente actuellement un dogme en Suisse. Permettez-moi d'emprunter cette expression théologique. Les communistes, les membres de la Ligue marxiste révolutionnaire peuvent parler, s'exprimer, agir dans notre pays dans le cadre très large de nos lois. Or nous savons que la finalité poursuivie par les membres de ces partis est d'abattre notre Etat démocratique. Dès lors pourrions-nous, sans tomber dans le ridicule, soutenir l'interdiction qui existe contre les jésuites, qui n'ont, et de loin, semblable visée?

D'aucuns reprochent à ceux-ci certaines de leurs positions. Avouons tout de même que vis-à-vis de la société que nous voulons défendre, de notre ordre démocratique, les fils spirituels de Loyola sont — et combien — plus dignes de notre sollicitude que ceux qui, révolutionnaires, veulent abattre notre Etat.

Dès lors, au nom de la liberté d'expression, il faut entrer en matière.

La troisième raison consiste en un droit à la liberté religieuse qui est un fondement de notre Etat libéral. Mais que recouvrent ces mots? Ils signifient choix de son maître à penser, choix de son éthique, choix de son activité. Nous voyons mal comment, au nom du droit à la liberté religieuse, nous pourrions aujourd'hui interdire la fondation de nouveaux couvents et l'activité de l'ordre des jésuites dans notre Etat.

Sur ces trois premières thèses, je ne m'étendrai pas davantage, car le professeur Kägi et le message du Conseil fédéral me paraissent convaincants.

J'aimerais encore, très rapidement, plaider en faveur, d'une quatrième raison qui a, je le reconnais, un relent voltairien. Je suis parfois las, Monsieur le président, de l'agression permanente que subissent aujourd'hui l'esprit et la culture. On a parfois l'impression de vivre dans une

civilisation de Bas-Empire où l'on se vautre dans la médiocrité et la bêtise. Avec de grands mots, l'on défend un analphabétisme déguisé; et les «mass media», accentuent encore cette culture de Monoprix. On se repaît d'une philosophie du néant, d'une recherche du morbide et du laid. L'art, dans notre monde occidental, s'atrophie dans l'absurde et le snobisme. Enfin, un masochisme spirituel frappe d'aucuns qui ne cessent de se sentir culpabilisés pour tout et pour rien. Ils se sentent solidaires de la planète tout entière qui est pourtant bien loin de connaître la sagesse suprême. Comme si l'on pouvait mettre au même diapason une civilisation américaine et les peuplades néolithiques de certaines régions d'Afrique. Dans cette culture de Bas-Empire, si la science proverbiale des jésuites pouvait apporter une bouffée d'oxygène dans la grisaille contemporaine, j'en serais bien heureux.

Pour cette dernière raison, superfétatoire d'ailleurs, je suis pour l'entrée en matière sans aucune réserve.

Eggenberger: Zunächst möchte ich festhalten, dass auch unsere Gruppe aus rechtsstaatlichen Erwägungen und aus Gründen der Gerechtigkeit für Eintreten auf die Vorlage und für Zustimmung zu den bundesrätlichen Anträgen votieren wird.

Wir glauben, dass die Zeit dafür reif sein sollte, gewisse Relikte aus politisch und konfessionell bewegten Perioden des letzten Jahrhunderts aus unserer Verfassung zu eliminieren. Ich sage das nicht nur als Politiker, ich sage es auch als Vizepräsident des Evangelischen Kirchenrates von St. Gallen. Ich sage es in Uebereinstimmung mit der Synode des evangelischen St. Gallenvolkes, die der positiven Vernehmlassung des Kirchenrates zugestimmt und sich dadurch von der Gruppe aktiver Protestanten distanziert hat. Wir wären auch damit einverstanden gewesen, wenn der Bundesrat in seinen Anträgen über den Text der Motion von Moos hinausgegangen wäre und uns beantragt hätte, noch einige andere antikirchliche Nadelstiche in unserer Verfassung in die "Ausmerzaktion" einzubeziehen. Zu denken ist vor allem an Artikel 50, Absatz 4, und an Artikel 75 der Bundesverfassung. Artikel 50, Absatz 4, macht die Errichtung von Bistümern von einer Bewilligung der weltlichen Behörde abhängig, und Artikel 75 verbietet Schweizer Bürgern geistlichen Standes, sich in den Nationalrat wählen zu lassen.

Ich bin der Ueberzeugung, dass es dem Staate heute gleichgültig sein kann, wo die katholische Kirche auf unserem Gebiete Bistümer errichten und wie sie diese Bistümer einteilen will. Ich habe es aber auch immer als eine Diskriminierung eines durchaus ehrenwerten Standes betrachtet, dass die Geistlichen aller Konfessionen — nicht nur der katholischen — von der Wahl in den Nationalrat ausgeschlossen sein sollen. Diese Bestimmung unserer Verfassung ist heute nicht mehr zeitgemäss, und ich finde keine sachlichen Gründe, die einen solchen Ausschluss der Geistlichen aller Konfessionen rechtfertigen könnten.

Andererseits verstehe ich, dass der Bundesrat die Abstimmungssituation nicht komplizieren, das «Fuder» nicht überladen wollte. Wenn man auch die ändern von mir jetzt angedeuteten Verfassungsbestimmungen in das Revisionsverfahren eingeschlossen hätte, dann wäre es wohl unmöglich gewesen, die staatsrechtliche Vorschrift der Einheit der Materie zu bejahen, und das hätte das Abstimmungsverfahren für den Bürger sehr komplizieren müssen.

Frage: Ist die Einheit der Materie heute, wo es um die Ausmerzung von zwei verschiedenen Artikeln der Bundesverfassung geht, gegeben? In der Kommission gehörte ich mit den Kollegen Munz und Stucki zu den Zweiflern. Ich habe ausdrücklich den Vorbehalt angebracht, diese Frage noch einmal gründlich zu prüfen. Ich habe das in der Zwischenzeit getan und bin zum folgenden Ergebnis gekommen: Streng verfassungsrechtlich betrachtet, wäre eine Zweiteilung der Volksabstimmung die sauberere Lösung. Andererseits beuge ich mich den mehr politisch-praktischen Argumenten des Bundesrates und der Kommission. Es ist richtig, dass die eidgenössischen Räte auch in früheren Fällen in der Anwendung der Vorschrift über die Einheit der Materie liberaler gewesen sind, als es die Mehrheit der Rechtsgelehrten, der Vertreter der Rechtswissenschaft, heute wohl noch ist. Es ist, glaube ich, auch richtig, dass im Hinblick auf die Motive, die zu den beiden Artikeln 51 und 52 geführt haben, die Einheit der Materie bejaht wird, dass auch im Hinblick auf gewisse logische Zusammenhänge in den Auswirkungen beider Artikel das ebenfalls getan werden kann. Ich habe mich in der Kommission davon überzeugen lassen, dass bei einer Doppelabstimmung unter Umständen schwer zu lösende Konfliktsituationen entstehen könnten.

Zur Frage, ob die in der Verfassung entstehende Lücke unter der Voraussetzung der Annahme der bundesrätlichen Anträge durch das Volk auszufüllen sei oder nicht, teile ich die Auffassung, wie sie vom Herrn Kommissionspräsidenten dargelegt worden ist. Eine Aufteilung des jetzigen Artikels 50 auf drei verschiedene Artikel wäre unzweckmässig und geeignet, den Stimmbürger zu verwirren, die Abstimmungssituation zu komplizieren. Ich glaube auch, dass ein besonderer Toleranzartikel in unserer Verfassung nicht nötig ist, weil er praktisch wahrscheinlich bedeutungslos wäre. Reine Deklamationen aber gehören nach meiner Ueberzeugung nicht in das eidgenössische Grundgesetz.

Die Volksabstimmung über die Ausmerzung der beiden Ausnahmeartikel 51 und 52 wird einen Testfall eidgenössischer Toleranz oder Intoleranz darstellen. Sicher werden gewisse Hitzköpfe auftreten und das Feuer der konfessionellen Intoleranz zu schüren versuchen. Sicher werden Emotionen, wie etwa bei der Abstimmung über die Fremdarbeiter-Initiative, eine wesentliche Rolle spielen, sicher werden alte Ressentiments wieder neu aufflammen. Vielleicht aber darf man doch hoffen, dass der Geist der Toleranz, wie er aus den meisten Vernehmlassungen, wie er aus dem Gutachten von Professor Kägi und wie er aus der Botschaft des Bundesrates herausleuchtet, auch die Entscheidung des Souveräns zumindest einer Mehrheit der Schweizer Stimmbürger und Stimmbürgerinnen leiten werde. Es wäre im Interesse des konfessionellen Friedens sehr zu wünschen.

Munz: Nachdem unsere Diskussion sich bisher weitgehend im Grundsätzlichen bewegt hat, gestatten Sie mir, dass ich ein Votum abgebe, das sich mehr oder weniger und in der Hauptsache auf ein Problem beschränkt, nämlich auf die Frage der Einheit der Materie.

Die vom Bundesrat den eidgenössischen Räten und damit indirekt dem Schweizervolk unterbreitete Vorlage, geht auf die Eliminierung von zwei Artikeln aus unserer Bundesverfassung, nämlich den Artikel 51 und 52 in einer einzigen Abstimmungsfrage.

Unsere Bundesverfassung beschäftigt sich in Artikel 121 mit dem Problem der Einheit der Materie. Die Einheit der Materie wird dort ausdrücklich allerdings nur vorgeschrieben bei der Einleitung einer Volksinitiative. Es ist aber ein unbestrittener Grundsatz, dass die Einheit der Materie auch gegeben sein muss, wenn eine Verfassungsrevision durch den Bundesgesetzgeber direkt, also ohne vorausgegangene Volksinitiative, eingeleitet wird. Das heisst mit andern Worten, dass bei Volksabstimmungen über Verfassungsänderungen die Einheit der Materie zu beachten ist, was zu bedeuten hat, dass in einer Abstimmungsfrage nur ein Gegenstand enthalten sein soll. Es versteht sich von selbst, dass in der vorberatenden Kommission diese Frage diskutiert worden ist. Ich gebe auch ganz gerne zu — und nehme auch das Odium auf mich —, dass ich in der Kommission diese Frage aufgeworfen und auch den Antrag gestellt habe, man möchte diese Abstimmung aufteilen in zwei Abstimmungsfragen. Die Kommission hat anders entschieden; Sie können beruhigt sein, ich stelle heute keinen anderslautenden Antrag mehr.

Betrachtet man die Dinge mit möglicher Objektivität, unter Berücksichtigung der staatsrechtlichen wie der politischen Aspekte, so wird man anerkennen, dass auch die andere Lösung sehr wohl vertretbar wäre. Ich kann es mir nicht versagen, daran zu erinnern, dass Herr Professor Kägi, der Mentor des Bundesrates in dieser ganzen Geschichte, in seinem Nachtragsgutachten es ursprünglich als selbstverständlich vorausgesetzt hat, dass zwei Abstimmungsfragen formuliert würden. Er hat dann später eingeräumt, dass auch das andere Verfahren nicht als unzulässig betrachtet werden könne.

Was bedeutet «die Einheit der Materie»? Wir sind ja in unserer Zeit immer gerne bereit, mit Worten und Begriffen um uns zu werfen, ohne dass wir uns um die Interpretation des Inhaltes näher bemühen. Ich habe mich in der Literatur umgesehen und möchte nur eine Textstelle hier zitieren, und zwar aus Fleiner/Giaccometti, wo es zu dieser Frage heisst: «Die Einheit der Materie ist dann gegeben, wenn die einzelnen Punkte einer Volksinitiative innerlich zusammenhängen. Dieses Erfordernis ist jedoch nicht schon in dem Falle erfüllt, dass der innere Zusammenhang zwischen dem Motiv, dem Zweck der Initiative und dem in dieser zu dessen Verwirklichung vorgesehenen Massnahmen besteht. Der innere Zusammenhang muss vielmehr zwischen den einzelnen geplanten Massnahmen selber bestehen. Das ist dann der Fall, wenn die vorgeschlagenen Massnahmen in einer logischen Beziehung zueinander stehen, die eine also logischerweise die andere zur Folge hat oder wenn die eine geplante Massnahme notwendiges Mittel für die Anwendbarkeit der andern ist.» — Hier, im konkreten Fall, geht es nicht um die Einführung neuer Verfassungsbestimmungen, sondern um die Aufhebung bestehender. Die Frage der Einheit der Materie stellt sich hier also sozusagen mit umgekehrten Vorzeichen, ein Fall, mit dem sich die Bundesversammlung meines Wissens bis heute präjudiziell noch nicht zu beschäftigen gehabt hat.

Dabei stellen wir fest, dass die beiden Verfassungsbestimmungen (Artikel 51 und 52) sich nicht eigentlich gegenseitig bedingen. Das wird schon aus der Tatsache ersichtlich, dass diese beiden Verfassungsnormen nicht gleichzeitig entstanden sind. Die eine — nämlich der heutige Artikel 51 — stammt aus der Verfassung von 1848, der Artikel 52 aber ist eine Frucht des Kulturkampfes, die dann ihre Auswirkung gefunden hat in der

Verfassungsrevision von 1874. Damals ist dieser zweite Artikel hineingekommen.

Andererseits kann materiell nicht übersehen werden, dass ein innerer Zusammenhang zwischen den beiden Bestimmungen vorhanden ist. Würde nämlich bei der Aufteilung der Abstimmungsfragen beispielsweise — man kann nämlich auch einmal so exemplifizieren — der Artikel 51 aufgehoben, aber der Artikel 52 in der Verfassung bestehen bleiben — ich gebe zu, ein nicht sehr wahrscheinlicher Fall, aber als Denkmodell hier anwendbar —, so würde nämlich der Artikel 52 für sich allein die Wiederherstellung des Jesuitenordens in der Schweiz verunmöglichen, trotzdem man ihn mit der Eliminierung von Artikel 51 eigentlich wieder zulassen wollte. Insofern kann man den sachlichen inneren Zusammenhang zwischen den beiden Bestimmungen zweifellos bejahen und insoweit ist unter staatsrechtlichen Gesichtspunkten die Einheit der Materie gegeben. Dazu kommen die politischen Überlegungen, wobei ich mit diesen politischen Überlegungen vielleicht nicht so weit gehen möchte, wie der Herr Kommissionsreferent und auch nicht so weit, wie mein Vorredner, Herr Hofmann. Ich glaube, wir dürfen die Sache nicht so stilisieren, dass wir aus dieser Abstimmung sozusagen eine Vertrauensfrage gegenüber der katholischen Kirche machen. So betrachtet, hätte ich gewisse Bedenken.

Wir haben hier ganz konkret die Eliminierung des Jesuitenverbotes und die Eliminierung des Klostersverbotes zu diskutieren und dem Volke vorzulegen und keine sogenannte «Vertrauensabstimmung» damit zu verbinden. Ich bin auch nicht ganz damit einverstanden, wenn der Herr Kommissionsreferent sagt, die politischen Aspekte müssten einfach den Vorrang haben oder die politische Opportunität müsste hier in hohem Masse berücksichtigt werden. Nur soweit man zwischen den politischen und den staatsrechtlichen Aspekten — sagen wir — eine Parallele findet, soweit ist die Berücksichtigung der politischen Aspekte zweifellos gerechtfertigt. Aber die staatsrechtlichen Grundsätze dürfen von der Politik nicht einfach weggeschwemmt werden. Das wäre nach meiner Meinung nicht im Sinne der Forderung des Rechtsstaates. Aber hier kommen diese politischen Überlegungen, die ein Stück weit mindestens parallel laufen, zu den rechtlichen hinzu. Wer die Aufteilung der Abstimmung in zwei Vorlagen begehrt, lässt nämlich die Vermutung aufkommen, man wolle damit mindestens der Aufhebung der einen der beiden Bestimmungen und vornehmlich dem Artikel 51 unseres Bundesverfassung Hindernisse in den Weg legen, d. h. es wird vermutet, dass hier nicht die formalen Gründe die Hauptsache seien, sondern vielmehr die materiellen. Da ich persönlich in Übereinstimmung mit den übrigen Mitgliedern der Kommission der Überzeugung bin, dass die Ausnahmeartikel, und zwar beide, als Relikte einer verflochtenen Zeit nicht mehr in unsere Bundesverfassung gehören, kann ich mich sehr wohl damit abfinden, dass die Frage der Einheit der Materie hier bejaht und damit die Aufhebung der beiden Artikel in einer Abstimmung vorgenommen wird.

Der Referent hat in seinem vorzüglichen Referat die historischen Zusammenhänge über die Entstehung dieser Ausnahmeartikel einleuchtend und in einer Art und Weise dargestellt, die keine Emotionen aus vergangenen Zeiten wieder hochgespielt hat. Dabei bin ich überzeugt davon, dass es ihm als Historiker ein leichtes gewesen wäre, mit Zitaten aus Tagsatzungsprotokollen aus dem Jahrzehnt 1838 bis 1848 in Vorbereitung des Abstimm-

mungskampfes die Emotionen schon ganz wacker anzuheizen. Ich bin überzeugt, dass ihm Zitate in dieser Richtung in reicher Zahl zur Verfügung gestanden wären. Sie sind übrigens auch nicht sehr schwer zu finden, wenn man nach ihnen sucht. Ich danke ihm dafür, dass er es vermieden hat, uns in dieser Richtung einen Vortrag zu halten und dass er ihn auf eine ganz andere Ebene gestellt hat. Es wäre vermessen, wollte ich dem, was er uns vorgetragen hat, von meinem Standpunkt aus noch etwas beifügen. Ich darf wohl annehmen, dass in unserem Rate der Aufhebung dieser beiden Artikel 51 und 52 kein grundsätzlicher Widerstand entgegengestellt wird. Es wäre aber verfehlt, daraus zu schliessen, eine ähnliche Geschlossenheit der Meinungen bestehe heute auch schon beim Schweizervolke. Es wird noch einer Aufklärungsarbeit bedürfen. Ich hoffe nur, dass diese Aufklärungsarbeit und dieser Aufklärungseinsatz erfolgreich geleistet werden wird.

Heimann: Ich möchte mich vorerst dem Dank an unseren Herrn Kommissionspräsidenten für seine hervorragende Einführung in die Materie anschliessen.

Wenn man im Jahre 1972 zur Frage der Aufhebung des Jesuitenverbotes Stellung nimmt, muss man sich von emotionellen Ueberlegungen befreien. Man darf über die Jesuiten in der heutigen Zeit nicht urteilen, indem man ihnen die Sünden ihrer geistigen Väter aus früheren Jahrhunderten vorhält. Wir müssen uns aber trotzdem mit Gewissensvorwürfen auseinandersetzen. Der Vorwurf gegenüber den Jesuiten, sie würden die Staatsführung unzulässig beeinflussen, geht an den heutigen realen Möglichkeiten vorbei. Wir haben es in unserem Land weder mit einem allmächtigen Staatspräsidenten noch mit einem Fürsten zu tun, der, wirkungsvoll beeinflusst, zum willigen Werkzeug undurchsichtiger Mächte gemacht werden kann. Die Regierungsmacht ist in der Schweiz zwischen Volk, Parlament und Exekutive sowohl im Bund wie in den Kantonen so aufgeteilt, dass einer derartigen Einflussnahme jeder Erfolg versagt bleiben müsste. Von einer rechtswidrigen Tätigkeit im allgemeinen schützt uns, unbesehen woher eine solche ausgehen mag, unsere Rechtsordnung. Eine Rechtsordnung, die diesen Schutz zu gewähren vermag, bestand zur Zeit der Einführung des Jesuitenverbotes noch nicht. Von einer Gefährdung des konfessionellen Friedens oder gar einer Bedrohung der reformierten Kirche durch die Aufhebung des Jesuitenverbotes kann keine Rede sein. Angesichts der Aufweichungserscheinungen in allen konfessionellen Fragen hat die katholische Kirche mit der Betreuung ihrer eigenen Anhänger genug zu tun. Was wir Reformierte mit der katholischen Kirche noch zu bereinigen haben — ich denke vor allem an eine andere Haltung bei der Beurteilung der Mischehen und der Kindererziehung in diesen Ehen — wird durch die Aufhebung der Ausnahmeartikel weder erschwert noch erleichtert. Die Tatsache, dass es auch in unserem Land Zehntausende solcher Ehen gibt, wird ein Einlenken der katholischen Kirche erzwingen. Die Frage der Mischehen zum Tauschobjekt gegen die Aufhebung des Jesuitenverbotes zu machen, wie das auch vorgeschlagen wird, ist nicht möglich.

Die Frage der Aufhebung der Ausnahmeartikel wird die schweizerischen Gemüter bis zur Abstimmung noch stark beschäftigen. Das Abstimmungsergebnis wird internationale Beachtung finden. Die Gegner sind bereits am Werk, um die Leidenschaften vergangener Jahrhunderte wenigstens auf die Abstimmung hin wieder anzufachen.

Sie können das aus den verschiedenen Traktätchen, die uns zugestellt wurden, ablesen.

Wir dürfen aber davon ausgehen, dass heute religiöse und politische Fragen wesentlich ruhiger angegangen werden. Trotzdem: die Saat des Misstrauens und der Verdächtigung schlägt selbst auf steinigem Boden Wurzeln. Misstrauen kann am besten durch Information beseitigt werden. Die katholische Kirche, der Jesuitenorden, die politischen Parteien, Presse, Radio und Fernsehen tragen in dieser Hinsicht für die Abstimmung eine grosse Verantwortung. Die heute überholten verfassungsmässigen Verbote müssen fallen; sie sind eines modernen Staates nicht würdig. Unsere Verfassung garantiert jedermann die Glaubens- und Gewissensfreiheit. Diesen Anspruch haben auch die Mitglieder des Jesuitenordens. Wie Herr Kollega Grosjean bereits ausführte, gewähren wir ja diese und andere Freiheiten auch jenen, die in Wort und Schrift unsere staatlichen Einrichtungen zu untergraben versuchen, ja sogar offen bekennen, dass sie auf den Umsturz unserer staatlichen und gesellschaftlichen Ordnung hinarbeiten. Die Ausnahmeartikel haben heute ihren Sinn verloren. Wenn sie nicht aufgehoben werden, ist das ein Ausdruck der Schwäche und der Intoleranz. Ich hoffe, die Abstimmung zeige uns ein tolerantes Schweizervolk, und als Zürcher glaube ich, dass das Züchervolk diesen Beweis der Toleranz erbringen wird.

Amstad: Nachdem Herr Hofmann formuliert hat, was die Ratsmitglieder unserer Farbe bewegt, müsste ich über das Was, Wie und Warum keine weiteren Worte verlieren. Ich habe mich in der Meinung gemeldet, mich einlässlich über die Einheit der Materie zu äussern, nachdem diese Frage in unserer Kommission einen breiten Platz eingenommen hat. — Nachdem Herr Munz aufgrund seiner weiteren Prüfung seine damalige Auffassung weitgehend aufgegeben hat, möchte ich Sie nicht mit allzu langen Ausführungen langweilen, sondern Ihnen nur sagen, dass ich nach einlässlicher Prüfung dazu gekommen bin, dass die Einheit der Materie unbedingt als gewahrt betrachtet werden muss. Zwar ist es so, dass, wie Herr Munz erklärt hat, Fleiner/Giacometti eine sehr enge Auffassung von der Einheit der Materie haben, und dass man nach dieser engen Auffassung bezweifeln könnte, ob im vorliegenden Fall mit dem bundesrätlichen Vorschlag, die Einheit gegeben ist. Gegen Fleiner/Giacometti sind aber Zeugen aufgetreten, die ich Ihnen zitieren möchte: 1966 schon — es geschah im Zusammenhang mit der sozialistischen Bodenrechtsinitiative — hat der Bundesrat in einer Botschaft gesagt, dass man der Auffassung Fleiner/Giacometti nicht folgen könne, da sie viel zu eng sei; das Bundesgericht hat in einem Urteil vom 17. November 1971 davon Abstand genommen, diese enge Auffassung zu stützen und auch die übrigen Autoren — ich nenne hier Aubert und den von Herrn Hofmann zitierte Hans Huber — sind in der Auffassung von der Einheit der Materie viel weiter als Fleiner/Giacometti. Ich möchte aber nebstdem noch auf die Praxis verweisen und festhalten, dass die Bundesversammlung, wie der Bundesrat wiederum 1966 in einer Botschaft feststellt, überhaupt noch nie bei einer Volksinitiative die Einheit der Materie verneint hat. Weiter möchte ich darauf hinweisen, dass die Bundesversammlung auch in ihren eigenen Anträgen die Einheit der Materie oft bedeutend weiter gefasst hat als in der jetzigen Vorlage. Ich möchte Sie erinnern an unsere Vorlage von 1969, als wir die Bestimmung über die

Eigentums garantie mit der Bestimmung über die Raumplanung zusammengefasst und in einer einzigen Abstimmung dem Volk unterbreitet haben. Ich möchte Sie weiter an die Wirtschaftsartikel von 1947 erinnern. Damals hat die Bundesversammlung in einer einzigen Vorlage beantragt: erstens die Aufhebung von insgesamt drei Verfassungsartikeln und einem Artikel der Uebergangsbestimmungen; zweitens die Anpassung eines Verfassungsartikels und drittens die Aufnahme von insgesamt sieben neuen Verfassungsartikeln, welche doch weitgehend verschiedenen Inhalt hatten.

Zusammenfassend muss ich Ihnen also sagen, dass wenn man die Praxis der Bundesversammlung verfolgt, man unbedingt dazu kommen muss, die Einheit der Materie auch im Antrag des Bundesrates als erfüllt zu betrachten. Ich möchte schliessen, indem ich meiner Freude Ausdruck gebe über den vielen guten Willen und das grosse Verständnis, das unser Anliegen allseits findet. Ich spreche nicht als Vertreter eines imaginären ultramontanen Katholizismus, den es heute sicher nicht gibt, sondern freue mich als Schweizer, der zufällig noch Katholik ist und findet, dass wirklich alle Bürger vor dem Gesetze gleich sein sollen.

Urech: Als Mitglied der Kommission, das leider verhindert war, an der Sitzung teilzunehmen, gestatte ich mir nur ganz kurz, meine Auffassung noch zum Ausdruck zu bringen. Gestützt auf die sehr fundierte Botschaft des Bundesrates, gestützt auf das hervorragende Referat des Kommissionspräsidenten und gestützt auf grundsätzliche eigene Ueberlegungen stehe ich vorbehaltlos für die Aufhebung dieser beiden Ausnahmeartikel ein. Diese Artikel sind heute überholt und nicht mehr zeitgemäss, sie stehen im Widerspruch zu unserer Staatsidee und des sich in ihr ausdrückenden Willens zur Gerechtigkeit, sie sind unvereinbar mit unserer Glaubens- und Gewissensfreiheit. Wir müssen uns ernsthaft bemühen, in unserem Land das kostbare Gut des konfessionellen Friedens aufrechtzuerhalten. Persönlich bin ich auch der Auffassung, dass sich die Einheit der Materie bei den beiden Artikeln auch juristisch belegen lässt und dass es verfassungspolitisch absolut gerechtfertigt ist, dass wir diese beiden Artikel in einer Frage dem Volk zur Abstimmung unterbreiten.

M. Guisan: Le message du Conseil fédéral nous donne un certain nombre de renseignements historiques qui, pour moi, sont des plus intéressants et étaient absolument nouveaux. Je me demande cependant s'ils sont utiles pour la discussion d'aujourd'hui et s'il est bien nécessaire qu'à tour de rôle nous cherchions à nous disculper. Selon les uns, les catholiques seraient responsables parce qu'ils ont appelé les jésuites à Lucerne; pour les autres, ce sont les protestants, parce qu'ils ont introduit un article relatif aux jésuites dans la constitution de 1848, puis deux autres dans celle de 1874, les libéraux classiques tels que celui qui vous parle étant dans la situation agréable de se référer à Vinet, le libéral authentique qui était peu favorable à ces distinctions et à ces interdictions.

Je crois que la discussion d'aujourd'hui peut être centrée sur le problème des jésuites. C'est en effet de cela qu'il s'agit. Il y a unité de matière et je suis mes collègues préopinants à cet égard.

Le problème est de savoir s'il faut maintenir les articles 51 et 52 de la constitution fédérale et la question à laquelle nous devons répondre est la suivante: les

jésuites, en 1972, compromettent-ils la marche de l'Etat suisse, Etat fédéral et démocratique? Il semble que les faits à eux seuls devraient être suffisants pour permettre de répondre à cette question. L'autorité fédérale en particulier a fait preuve d'une grande tolérance dans l'application des articles 51 et 52 et cette tolérance, notamment à l'égard des jésuites, n'a pas été préjudiciable à notre Etat fédéral et démocratique. Et pourtant, il existe en Suisse allemande comme en Suisse romande des comités qui ne partagent pas du tout l'opinion du Conseil fédéral ni des divers orateurs qui se sont exprimés au cours de la discussion. L'un de ces comités est le «Comité d'action pour la souveraineté nationale et l'autonomie spirituelle du citoyen». Un «groupe évangélique d'études» nous a fait connaître son opinion sur le problème que nous discutons et il me paraît digne d'être pris en considération car il réunit incontestablement, sous des dénominations confessionnelles qui ne sont peut-être pas les nôtres, des femmes et des hommes absolument convaincus. A ce groupe collaborent les Eglises baptistes, l'Assemblée des Frères, les Mouvements pentecôtistes, diverses Eglises fondamentalistes et l'Armée du Salut. Il y a donc en Suisse un certain nombre de groupes qui jugent inopportune l'abolition des dispositions constitutionnelles visant les jésuites.

Il n'est pas question, pour leur répondre, de parler de la tolérance en général. Il s'agit de résoudre le problème de fond. Il s'agit de savoir si un ordre tel que celui des jésuites compromet le fonctionnement de l'Etat libéral tel que nous le voulons. Le problème que nous avons à résoudre aujourd'hui est celui que l'Etat libéral doit résoudre en permanence. L'Etat libéral — et je crois que nous pouvons tous être d'accord sur la définition de l'Etat libéral: c'est l'Etat dans lequel la volonté nationale peut librement se former selon le jeu des institutions — doit déterminer ce qu'il tolère et ce qu'il ne tolère pas afin que son fonctionnement soit assuré. C'est de la limite entre ce qui est tolérable et ce qui ne l'est pas que nous devons nous inspirer.

L'Etat libéral ne tolère pas ce qui compromet son fonctionnement. Par exemple, il ne tolère pas le règne de la rue dans laquelle on élève des barricades et empêche la libre disposition des citoyens par eux-mêmes. L'Etat libéral ne tolère pas la falsification des résultats électoraux; il ne tolère pas — cela paraît aller de soi aujourd'hui, mais cela n'allait pas de soi à toutes les époques — que les délibérations du Parlement soient entravées et menacées par la galerie ou par la rue. Par contre, l'Etat libéral tolère les mouvements qui veulent transformer la société dans le libre jeu des institutions. Il ne manque pas aujourd'hui dans notre pays de mouvements qui veulent transformer la société et qui sont tolérés par notre Etat. Je pense aux mouvements d'extrême-droite. Il y en a en Suisse. Je pense aux mouvements d'extrême-gauche, et il y en a aussi. Ces mouvements ne veulent pas de notre Etat libéral. Ils veulent le transformer, mais nous devons les tolérer dans la mesure où ils s'expriment conformément aux institutions que nous avons créées. Nous pensons en effet que, si ces institutions sont respectées, notre Etat libéral peut-être, notre Etat fédéral et démocratique peut-être, est assez fort pour se défendre tout seul. Ceci m'amène à dire que quand bien même les affirmations de ces comités qui nous ont fait connaître leur opinion, du reste à juste titre, seraient vraies, cela ne suffirait pas encore pour interdire l'ordre des jésuites dans notre pays.

J'aimerais également dire quelques mots à propos de l'esprit missionnaire. Notre conclusion peut-être aussi inspirée par une certaine indifférence, par la conviction que la foi et la religion importent peu dans l'Etat moderne. Or je crois que cette indifférence serait déplorable et que nous devons reconnaître l'importance de l'esprit missionnaire.

En fait, l'esprit missionnaire correspond à une mise en question permanente. Le missionnaire est celui qui n'est pas satisfait de l'état actuel et qui veut le transformer. Nous avons besoin de missionnaires à notre époque, mais ce qui frappe dans les missions qui s'expriment dans certaines manifestations populaires, c'est la violence dans la forme et l'absence d'un véritable contenu missionnaire. Notre époque, dis-je, a besoin de missionnaires et, sur ce point, j'approuve sans réserve ce que vient de dire notre collègue M. Grosjean sur le rôle de l'Eglise et la politique. Je crois en effet que les missionnaires doivent s'adresser à l'homme beaucoup plus qu'à la société, que c'est l'homme renouvelé qui construira une société renouvelée, tandis que si l'homme reste le même, la société qu'il construira ne différera pas de l'ancienne.

Il y a deux mois, la chance a voulu que je passe deux jours en milieu missionnaire avec les Suisses mormons et j'ai pu constater à cette occasion que l'état missionnaire, pour celui qui le partage, est extrêmement absorbant, car aucun geste n'est gratuit: se lever le matin, la phrase qu'on prononce, le menu que l'on commande, tout cela est dans la mission. Mais en même temps, le milieu missionnaire offre une cohérence et une conviction qui sont profondément réconfortantes à l'époque actuelle.

Je ne suis pas prêt à m'engager, en matière missionnaire, sur la même voie que les mormons ou les jésuites. Mais je suis persuadé que notre époque a besoin de foi et de missionnaires, que ce point devait être aussi mentionné au moment où nous discutons d'une question que nous pourrions traiter avec une certaine indifférence, parce que nous pensons que ce que représentent les jésuites, selon leurs convictions, n'a pas d'importance dans le monde moderne. Je suis persuadé que cela en a une très grande et que nous en avons grand besoin.

Ceci dit, je me rallie aux propositions du Conseil fédéral et à celles de la commission.

Luder: Mein Ja zur Aufhebung der beiden Ausnahmeartikel gründet auf der Ueberzeugung, dass es eine staatspolitische Notwendigkeit ist, jene Gräben einzu-ebnen, die vor 125 Jahren aufgerissen wurden und die Eidgenossenschaft an den Rand des Untergangs geführt haben. Heute wissen wir, unser Urteil ist schon durch die zeitliche Distanz gesichert, dass hinter jenem verbissenen Ringen um Orden und Klöster zusätzlich eine viel grössere und entscheidendere Auseinandersetzung stand, nämlich der Uebergang vom Staatenbund zum Bundesstaat, ein Ringen, in das zudem der Fackelschein naher Umwälzungen in Europa hineinzündete. Vielleicht prallten in jenen vierziger Jahren in unserem Lande zu viele Ideen, zu viel Angst vor Neuem auf der einen Seite und zu viele idealistische Hoffnungen auf das Neue aufeinander. Die daraus entstehende eruptive Entzweiung unseres Volkes, die noch heute im Rückblick beängstigend anmutet, wenn man sie nachliest, musste ihre emotionellen Auswirkungen haben. Sie sind nachher in den siebziger Jahren noch einmal aufgeflammt, obwohl in zwischen längst der Bundesstaat auch bei den einstigen Gegnern seine innere Berechtigung

erwiesen hatte. Und heute ist es ganz einfach an der Zeit, mit diesen Emotionen aufzuräumen. Wer durchaus verständliche Erinnerungen, positive oder negative, an Kriegszeiten mit sich herumträgt, braucht heute nicht mehr jene Tage verhärteten Bürgerkrieges zu bemühen; sie sind inzwischen längst durch andere Erinnerungen abgelöst worden, an ein innerlich gefestigtes Schweizer-volk, das in Tagen äusserer Bedrohung für ein Land, für sein Land, einzustehen hatte. Mir scheint, dass gerade die Erlebnisse der beiden letzten Weltkriege den Entscheid, den wir heute zu fällen haben, doch wesentlich zu beeinflussen vermögen.

Im übrigen glaube ich, ganz abgesehen von der Forderung nach Rechtsgleichheit, dass unser Staatswesen stark genug ist, ohne diese beiden kleinen Artikel auszukommen. Es gibt allerdings noch Mitbürger, die vom Verbleiben der beiden Ausnahmeartikel in der Verfassung irgendwie eine Garantie des heutigen Verhältnisses zwischen Staat und römisch-katholischer Kirche erhoffen. Professor Kägi hat in seinem Gutachten überzeugend nachgewiesen, dass das weder tatsächlich der Fall ist noch rechtlich mit derartigen Ausnahmeverbotnormen zu erreichen wäre. Zweifellos haben in früheren Jahrhunderten kirchliche Institutionen gelegentlich freiheitsbehindernd gewirkt. Die Erfahrungen der letzten Jahrzehnte zeigen aber, dass die Freiheit — auch die Religionsfreiheit und diejenige der religiösen Bekenntnisse überhaupt — gerade von nichtkirchlichen, nämlich von totalitären Staatsideologien gefährdet oder bekämpft werden, gegen die wir uns ja mit Recht — wie auch die Herren Heimann und Guisan angetönt haben — nicht veranlasst gesehen haben, mit speziellen Ausnahme- und Verbotsnormen in der Verfassung aufzutreten.

Noch ein Wort zur Frage der Einheit der Materie. Wenn man den Sinn des Prinzips zu Rate zieht, ergäbe sich ein Entscheid für die Trennung. Professor Kägi hat vor allem mit der Forderung nach dem Recht der optimalen Stimmgebung des Stimmbürgers argumentiert. Nichts verschleiern und nichts plebiszitär verfälschen, hat er erklärt. Solchen Befürchtungen würde eine Zweiteilung sicher entgegenwirken. Auch Professor Aubert erklärt ja, dass die Einheit der Materie dann verletzt sei, wenn eine Vorlage mindestens zwei Punkte umfasse und wenn der Bürger nur den einen ohne den anderen wollen könne. Das ist natürlich an sich hier der Fall: Es ist durchaus denkbar, dass jemand zwar dem einen Artikel zustimmt, aber den andern aufgehoben haben möchte. Das zeigt übrigens auch — allerdings in sehr geringem Masse — das Ergebnis des Vernehmlassungsverfahrens. Es sind dort solche Stimmen aufgetaucht. Auch historisch ist diese Trennung gegeben, indem in den Verfassungsverhandlungen von 1848 der Klosterartikel zwar vorgeschlagen, aber im Gegensatz zum Jesuitenartikel nicht in die Verfassung aufgenommen worden ist. Das war erst später der Fall.

Gewiss ist ein Zusammenhang zwischen den beiden Artikeln vorhanden. Es ist interessant, dass sich gerade in der entscheidenden Phase vor dem Sonderbunds-krieg, im Oktober 1847, die Sonderbundsvertreter zu einem entgegenkommenden Schritt in der Jesuitenfrage bereiterklärten, wenn gleichzeitig auch die Klosterfrage wieder in das Verhandlungspaket aufgenommen werde. Das zeigt, dass ein Zusammenhang vorhanden ist, aber dass diese beiden alten Streitpunkte eben doch immer wieder, je nach taktischer Lage, nur als Manövriermasse verwendet wurde.

Persönlich halte ich deshalb die Einheit der Materie für nicht gegeben. Ich verkenne aber die staatspolitischen Bedenken gegenüber einer Trennung nicht. In einer Stunde, da Gräben zugeschüttet, Diskriminierungen beseitigt und ein Rostfleckchen vom Sockel des freiheitlichen Rechtsstaates entfernt werden sollen, reicht eine vorwiegend formell-rechtliche Gewichtung, der von der Sache her ohnehin ein gewisser Ermessensspielraum zugewiesen ist, nicht aus; um so mehr als die Gefahr besteht, dass katholische Kreise in der Forderung nach getrennter Fragestellung einfach die verkappte Gegnerschaft gegen die Aufhebung der Ausnahmeartikel erblicken würden. Das scheint mir eigentlich das Gefährlichste zu sein. Daraus könnte die Ausgangsbasis für eine sachliche Diskussion bei der Abstimmung in verhängnisvoller Weise verändert werden. Man wird es also, entsprechend dem bundesrätlichen Antrag, bei einem Beschluss bewenden lassen dürfen. Allerdings muss der Stimmbürgerschaft vor der Abstimmung klar gesagt werden, weshalb in den Augen des heutigen Gesetzgebers die beiden Artikel als so eng verbunden gelten dürfen, dass sie auch mit einer gemeinsamen Antwort auf dem Stimmzettel aufgehoben werden können. Dieser Hinweis sollte deutlich erfolgen, wenn man nicht riskieren will, dass das Volk den Eindruck erhält, sein Recht auf optimale Stimmgebung — ich zitiere nochmals Herrn Professor Kägi — sei eingeschränkt. Mit diesen Worten erkläre auch ich Zustimmung zu dieser Vorlage.

Honegger: Ich glaube, dass es gefährlich wäre, einfach annehmen zu wollen, dass in allen Schichten unseres Volkes die gleiche erfreuliche Auffassung herrscht wie in unserem Rate, dass nämlich die Zeit gekommen ist, die konfessionellen Ausnahmeartikel aufzuheben. Die Gründe für diese Haltung sind vom Herrn Kommissionspräsidenten einleuchtend und sehr überzeugend dargelegt worden, ich teile sie in vollem Umfange.

Ich teile aber auch die Auffassung, dass es noch eine grosse Aufklärungsarbeit braucht, wenn der Volkentscheid — das möchte ich wünschen — deutlich zugunsten unseres Antrages ausfallen soll. Es gibt, wenn Sie etwas herumhören, immer noch sehr viele Bürger, die vor allem die Aufrechterhaltung des Jesuitenverbotes nach wie vor als gerechtfertigt erachten. Wenn Sie in Diskussionen verwickelt werden, stellen Sie aber immer wieder fest, dass wir uns in dieser Frage auf dem heiklen Gebiete der emotionalen Argumentation, der bekanntlich nicht so leicht erfolgreich beizukommen ist, bewegen.

Nicht ganz ungefährlich scheint mir auch die Auffassung zu sein, die wohl für die Aufhebung der Ausnahmeartikel einsteht, aber vorher von der katholischen Seite noch Gegenleistungen verlangt. Herr Kollega Heimann hat darauf aufmerksam gemacht. In diesen Kreisen ist man erst dann bereit — das stellen Sie in den Diskussionen auch immer wieder fest —, in der Jesuiten- und Klosterfrage nachzugeben, wenn die Mischengesetzgebung geändert werde und in den staatlichen Schulsystemen der katholischen Kantone — man erwähnt da immer wieder die Kantone Freiburg und Wallis — die Benachteiligung der protestantischen Kinder behoben sei. Ich bin zwar der Auffassung, dass in den beiden Fragen in letzter Zeit beträchtliche Fortschritte gemacht worden sind, und dass mit einiger

Geduld auch eine befriedigende Regelung erwartet werden darf.

Was mich in diesem Zusammenhang besonders beschäftigt, ist der Umstand, dass eine grundsätzliche Frage auf dem Niveau eines Tauschgeschäftes ausgehandelt werden soll. Ich glaube persönlich, dass es nur eine Feststellung gibt: Entweder ist man der Meinung, dass das Jesuiten- und Klosterverbot nach wie vor zu Recht in unserer Verfassung besteht, oder man ist umgekehrt davon überzeugt, dass sich aus Gründen, wie sie dargelegt worden sind (Rechtsgleichheit, Prinzipien unseres freiheitlichen Rechtsstaates und im Blick auf die meines Erachtens notwendige ökumenische Zusammenarbeit), die Abschaffung der Ausnahmeartikel aufdrängt. Für mich geht es um eine sehr wichtige, für unsere staatliche und kirchliche Gemeinschaft bedeutsame Grundsatzfrage, die nicht mit einem kleinlichen Krämergeist verknüpft werden darf. Ich hoffe deshalb, dass die kommende Diskussion in unserem Volke über die konfessionellen Ausnahmeartikel auf diesem grundsätzlichen Niveau geführt werden kann.

Hürlimann: Ich habe zum Schluss das Wort verlangt, um zunächst einen Dank auszusprechen für alles, was jetzt in dieser interessanten Diskussion, die von hohem Niveau getragen war, gesagt worden ist. Ich glaube, die historischen, grundsätzlichen und juristischen Aspekte, die zu diesem Thema aufleuchten mussten, sind durch das Einleitungsreferat, das ich ebenfalls sehr verdanke, und sämtliche Voten eindrücklich dargelegt worden.

Ich möchte — nachdem man immer wieder davon gesprochen hat, dass wir uns von Emotionen lösen sollten — hier nur noch ein ganz persönliches Votum beifügen, um Ihnen zu zeigen, dass es auch positive Emotionen gibt, die Emotion der Genugtuung. Gestatten Sie mir zwei Gesichtspunkte, auf die ich noch hinweisen möchte.

Ein Erster: Unser Staat ist nie gefeit vor der Gefahr, von innen oder von aussen her bedroht zu werden, und es ist eine Tragik und eine Ironie, dass wir heute prüfen müssen, ob eine Staatsgefährlichkeit seitens Mitbürgern, die nicht tätig sein dürfen, vorliegt, von Mitbürgern, die uns grösste Dienste erweisen würden, wenn sie auf Kanzel und Lehrstuhl tätig sein dürften.

Der Herr Kommissionspräsident hat in seinem Votum das 2. Vatikanische Konzil erwähnt. Darf man darauf hinweisen, dass dieses 2. Vatikanische Konzil mit seinen Dekreten eine Politik vertritt, wie sie hier in dieser Diskussion zum Ausdruck kam, und dass es auch Jesuiten waren, die diese Dekrete im Vaticanum II vorbereitet und entscheidend beeinflusst haben. Darf ich ein Beispiel aus unserer Schweiz erwähnen: In Zürich wird eine Zeitung herausgegeben, die von Jesuiten redigiert wird; sie trägt den Titel «Orientierung». Ein ähnliches Blatt wird in der Westschweiz redigiert mit dem Titel «Choisir». Darf ich als ein Beispiel erwähnen, wie in diesem Blatt «Orientierung» das Problem der Landesverteidigung vor einigen Wochen behandelt wurde. Ich habe bis jetzt keine bessern Argumente für die Notwendigkeit unserer Landesverteidigung gefunden als aus dem Dialog, der in dieser «Orientierung» zu diesem Thema erschienen ist.

Ich möchte bei dieser Gelegenheit auf das Votum von Herrn Kollega Heimann und Kollega Honegger eingehen, die das Problem der Jesuiten mit dem Problem der Mischehe und mit dem Problem der Schule verknüpfen. Darf ich zunächst grundsätzlich festhalten,

dass es unserer freiheitlichen Verfassung entspricht, dass wir zwischen Staat und Kirche trennen wollen und dass wir jeder Konfession ihre eigene Freiheit und damit jedem Einwohner sein freies Bekenntnis lassen. Daher dürfen wir nicht den Kirchen durch den Staat in Belangen, die sie zu Sakramenten erklären, Vorschriften und Auflagen machen. Ich füge gleichzeitig bei: Auch wir sind an der Lösung dieses Problems interessiert, und es ist wiederum eine Tragik, dass es ja ausgerechnet die Jesuiten sind, die in unserer Kirche sehr viel zu einem Ausgleich unter den Konfessionen und zur Lösung dieser Probleme beitragen.

Ich möchte noch ein Zweites beifügen:

Wir werden täglich mit dem Problem der Fremdarbeiter und der Ausländer konfrontiert. Wir diskutieren ständig, wie vielen wir die Berufsausübung und den Aufenthalt bewilligen wollen. Aber gleichzeitig haben wir in der Verfassung noch eine Bestimmung, wonach wir unsern eigenen Mitbürgern — die also wahrlich nicht zur Ueberfremdung beitragen, sondern eben zum Gegenteil — verbieten, die Kanzel zu besteigen und von einem Lehrstuhl aus Positives an unsere jungen Leute weiterzugeben.

Ich habe gesagt, es sei für mich eine Frage des Gefühls und der Genugtuung. Das kommt nicht von ungefähr, wenn ich denke, dass ich als Benediktinerschüler mit Freunden aufgewachsen und zur Schule gegangen bin, mit ausgezeichneten Leuten, mit guten Schweizerbürgern, die heute ihre Tätigkeit in Tokio und Brasilien ausüben müssen, weil es ihnen verboten ist, ausgerechnet in der Schweiz, wo wir sie in der Kirche und in der Gemeinschaft bitter notwendig hätten, im Interesse unserer Demokratie tätig zu sein. Deshalb stellt sich die Frage, ob wir einen juristisch vertretbaren Weg begehen mit der zweifachen Abstimmung, ein Weg, der von einem zusätzlichen Risiko begleitet ist: Dass wir die Jesuiten gerade in der heutigen Zeit, da wir eine Tat der Toleranz tun wollen, zusätzlich diskriminieren, indem wir vielleicht einerseits den Klosterartikel aufheben und den Jesuitenartikel stehen lassen. Damit würden die Jesuiten im Jahre 1972 noch einmal zusätzlich gebrandmarkt, in einem Zeitpunkt, da wir Hunderttausenden von Fremden aus allen Ländern Aufenthalt und Berufsausübung bewilligen. Ein solcher Weg kann auch juristisch nicht richtig sein.

Ich möchte nochmals für die Art, wie Sie von allen Seiten an das Problem herangegangen sind und auch zum Schluss für das ausgezeichnete Dokument des Bundesrates danken. Ich habe schon in der Kommission gesagt: Es wäre wünschbar, wenn dieses Dokument in gewissen Mittelschulen — hüben und drüben — abgegeben würde, weil es kaum je ein Geschichtsbuch gegeben hat, das derart objektiv die Jesuiten- und Klosterfrage behandelt hat wie eben diese Botschaft. Das wäre ein Beitrag zum staatsbürgerlichen Unterricht, wie wir ihn aus diesem Rate schon wiederholt gewünscht und postuliert haben.

Ich bitte Sie deshalb auch aus diesen Gründen und weil auch für uns eine Genugtuung darüber empfunden wird, dass dieses Unrecht — das nicht nur die Jesuiten, sondern uns alle bis auf den heutigen Tag getroffen hat — aus der Welt geschafft wird, auf diese Vorlage einzutreten und eine echte Tat der Toleranz und der Gerechtigkeit zu tun.

Bundesrat Tschudi: Vorerst möchte ich Ihnen herzlich danken für die positive Würdigung der bundesrätli-

chen Botschaft und unseres Antrages auf Aufhebung der konfessionellen Ausnahmeartikel. Ich danke dem Kommissionspräsidenten, Herrn Ständerat Dr. Bächtold, und allen Votanten für die überaus sachkundigen Ausführungen, die gleichzeitig Verständnis für religiöse Fragen wie politischen Weitblick bewiesen. Man wirft uns Politikern gerne vor, dass wir uns nur um materielle, vor allem wirtschaftliche Aufgaben kümmern. Die heutige Aussprache zeigt, dass Ihr Rat auf höchstem Niveau auch weltanschauliche und rechtsstaatliche Themen zu behandeln weiss. Im Jahre 1955, bei Entgegennahme der Motion von Moos, hat Herr Bundesrat Feldmann zum Schluss folgendes ausgeführt: «Die Geschichte lehrt, dass Fragen, welche die Beziehungen zwischen Staat und Kirche und das Verhältnis unter den verschiedenen religiösen Bekenntnissen berühren, besonders behutsam und sorgfältig angefasst werden müssen. Das trifft in hohem Masse zu für die Schweiz, deren staatliche Existenz durch konfessionelle Hader mehr als einmal an den Rand des Abgrundes geführt worden ist. Der Bundesrat erblickt in dem von ihm in Aussicht genommenen Vorgehen die sicherste Gewähr dafür, dass die Stellungnahme zu der von der Motion von Moos erhobenen Forderungen in Behörden und Volk eine Verschärfung der konfessionellen Gegensätze und eine Belastung der gesamtpolitischen Lage vermeidet.»

Nach den Beratungen in Ihrer Kommission und vor allem auch aufgrund unserer heutigen Diskussion möchte ich noch einen Schritt weiter als seinerzeit Bundesrat Feldmann gehen. Kann die Behandlung der konfessionellen Ausnahmeartikel in der heutigen Zeit nicht sogar das gegenseitige Verständnis zwischen den christlichen Konfessionen vertiefen? Es ist für uns alle nützlich und anregend, uns die Entwicklung, die sich im Verlaufe von 100 bis 125 Jahren vollzogen hat, zu vergegenwärtigen. Nicht nur der ökumenische Gedanke kann durch eine ernsthafte Diskussion zwischen den Angehörigen der verschiedenen Konfessionen gewinnen, die Vorbereitung der kommenden Abstimmung über die Streichung der Verfassungsartikel 51 und 52 kann auch politische Früchte bringen, nämlich die verstärkte und die vertiefte Erkenntnis des Wertes des freiheitlichen Rechtsstaates. Unsere Bestrebungen stehen unter dem Motto der Toleranz. Dieses Prinzip gebietet nicht nur die Beseitigung von Einschränkungen der Glaubens- und Gewissensfreiheit, das Prinzip der Toleranz liegt unserm Staatswesen zugrunde, das sich aus mehreren Sprachen, verschiedenen Glaubensbekenntnissen und divergierenden politischen Ueberzeugungen zusammensetzt. Die Behandlung des Jesuiten- und Klosterartikels sollte benützt werden, um unser Bekenntnis zur Toleranz, zur Freiheit und zum Rechtsstaat zu erneuern. Damit diese Prinzipien lebendig bleiben, muss jede Generation sich neu mit ihnen auseinandersetzen, muss sie neu überdenken und auf ihre Verhältnisse und Gegebenheiten anwenden. Zu dieser Klärung der Gedanken kann die kommende Auseinandersetzung über die Aufhebung von Artikel 51 und 52 führen. Voraussetzung zu dieser positiven Entwicklung ist in erster Linie, dass die politischen Parteien und die Kirchen aktiv und mit Phantasie die Aufklärung an die Hand nehmen. Bei dieser Verfassungsrevision liegt die Verantwortung bei ihnen und nicht bei den Wirtschaftsverbänden. Oft genug wurde deren Vorrangstellung beklagt. Ich hoffe, dass die politischen Parteien sich ihrer Aufgabe gewachsen erweisen werden. Aber auch den Kirchen kommt die Verpflichtung zu, bei dieser Gelegenheit der gesamten

Bevölkerung ihr gegenseitiges Verhältnis klar darzulegen und insbesondere auch ihre positive Stellung zu unserm Staatswesen und zu seinen tragenden Grundsätzen der Rechtsgleichheit, der Freiheit und der Toleranz deutlich hervorzuheben.

Damit kann ich auch auf die sehr berechtigte Frage antworten, ob der jetzige Zeitpunkt opportun für die Inangriffnahme dieser Verfassungsrevision sei. Die Voraussetzungen erscheinen als gegeben; nachdem Norwegen 1956 als vorletzter Staat das Jesuitenverbot aufgehoben hat, kommt die Schweiz gewiss nicht zu früh.

Der Bundesrat hat stets die Auffassung vertreten, dass zuerst das Frauenstimm- und wahrrecht eingeführt werden müsse, weil durch dessen Fehlen ein grösserer Volksteil als durch die Artikel 51 und 52 diskriminiert werde. Seit dem Jahre 1971 ist die politische Gleichberechtigung der Frau verwirklicht. Die Tatsache, dass die konfessionellen Ausnahmeartikel ein Hindernis für den Beitritt zur Europäischen Menschenrechtskonvention bilden, muss uns ebenfalls veranlassen, sie möglichst bald aufzuheben.

Günstige Voraussetzungen für die Abschaffung der konfessionellen Ausnahmeartikel schufen auch das Wirken von Papst Johannes XXIII. und das 2. Vatikanische Konzil sowie Reformen innerhalb des Jesuitenordens durch die Generalkongregation von 1965/66. Als besonders wichtig möchte ich aber die Entwicklung und Erstarkung der ökumenischen Bewegung in unserem Lande betrachten. Endlich darf man wohl behaupten, dass die Vergangenheit des Sonderbundkrieges und des Kulturkampfes bewältigt und überwunden ist. Die junge Generation vor allem hat kein Verständnis für Auseinandersetzungen zwischen den Konfessionen, dagegen tritt sie mit Ueberzeugung für die Toleranz und für die Freiheitsrechte ein. Wir dürfen also bei der kommenden Abstimmung mit der Unterstützung der jungen Generation rechnen.

Dass besonders bei älteren Mitbürgerinnen und Mitbürgern unterschwellig, emotionell noch erhebliche Resentiments des Kulturkampfes nachwirken, darf nicht übersehen werden. Das Urteil bestimmter Bevölkerungskreise ist historisch und gefühlsmässig verwurzelt. Hier ist noch eine erhebliche Orientierungsarbeit zu leisten. Als Beiträge hiezu dürfen zweifellos die bundesrätliche Botschaft und die heutigen Beratungen angesehen werden, doch werden, wie schon erwähnt, die Parteien und die Kirchen die Hauptlast zu tragen haben. Ich kann daher die Frage, ob der heutige Zeitpunkt für die Teilsrevision der Verfassung opportun sei, dann eindeutig bejahen, wenn Parteien und Kirchen ihrer Verantwortung entsprechend handeln und ihre Verpflichtungen auf sich nehmen.

Es wäre nun überaus anregend, uns eingehend mit Zielsetzung, Verfassung und Tätigkeit des Jesuitenordens zu befassen, insbesondere mit seiner über 400jährigen Geschichte, mit Höhepunkten und Niedergang, Erfolgen und Irrtümern, mit bedeutenden Persönlichkeiten vom Gründer des Ordens, Ignatius von Loyola, bis zu Kardinal Bea in unmittelbarer Vergangenheit. Dies kann aber nicht unsere Aufgabe sein, weil wir uns nicht mit den Jesuiten und nicht mit den Klöstern in der Vergangenheit, sondern mit ihrer Tätigkeit in der Gegenwart zu befassen haben. Auch haben wir nicht die weltanschaulich theologische Seite zu beurteilen, sondern einzig die staatsrechtlich politische Problematik. Doch sei nochmals ausdrücklich hervorgehoben, dass eine präzise Orientierung weitester Bevölkerungskreise,

vor allem über die Jesuiten, einem Bedürfnis entspricht. Angesichts der emotionalen Stellungnahmen ist die Entmythologisierung, die Demystifikation des Ordens wichtig, damit allgemein zum Bewusstsein kommt, dass bei den Jesuiten weder Geheimnisvolles noch Aufsehen-erregendes zu finden ist. Ich hoffe, dass bis zur Volksabstimmung Fachleute aus protestantischer, aus katholischer und aus laizistischer Sicht diese Information übernehmen werden.

Nicht weniger spannend als die Geschichte des Jesuitenordens ist für uns Schweizer das Studium der Entstehung des Jesuiten- und Klostersverbots. Hierbei handelt es sich um ein zentrales Thema der Geschichte des 19. Jahrhunderts. Herr Ständerat Bächtold hat in seiner magistralen Darlegung uns diese Entwicklung, insbesondere im Sonderbundkrieg und im Kulturkampf, nachgezeichnet. Die Schaffung der Bundesverfassung von 1848 und die Totalrevision von 1874 wurden stark durch diese Fragen beeinflusst. Die Behandlung dieses Zeitabschnittes ist um so interessanter, als wir im Zeitalter der ökumenischen Bestrebungen Mühe haben, uns in die Gedankenwelt unserer Urgrossväter und Grossväter zurückzusetzen. Doch müssen wir in dieser Debatte auf solche Darlegungen verzichten, weil wir die konfessionellen Ausnahmeartikel einzig und allein aus der Sicht der Gegenwart, und nicht mit den Massstäben des 19. Jahrhunderts zu beurteilen haben. Damit wird gleichzeitig klar und eindeutig hervorgehoben, dass mit dem Antrag auf Aufhebung der Artikel 51 und 52 keinerlei Kritik an den Entscheiden der Verfassungsgesetzgeber von 1848 und 1874 verbunden ist. Sie haben die Bundesverfassung in einer historischen Situation geschaffen, die sich von der heutigen grundlegend unterscheidet. Es wäre höchst ungerecht, ihr Werk, das sich hervorragend bewährt hat, zu kritisieren. Nur wenige Verfassungen haben sich während so langer Zeit gehalten wie die Bundesverfassung von 1848 und 1874. Sie hat unserem Volk eine kulturelle Entfaltung und einen wirtschaftlichen Aufschwung ermöglicht, den inneren Frieden und stabile Institutionen gesichert. Diese staatspolitische Leistung bleibt bemerkens- und bewundernswert, auch wenn wegen Neuentwicklungen immer wieder Revisionen an unserer Verfassung vorgenommen werden müssen. Insbesondere diese Anpassungsfähigkeit, die Revisionsmöglichkeiten, gehören auch zu den Vorzügen unserer Bundesverfassung. Nur eine Feststellung historischer Natur muss immer wieder unterstrichen werden: Das Jesuitenverbot hat seinen Ursprung nicht im konfessionellen Gegensatz zwischen Katholiken und Protestanten. Es wurde nicht zuerst in protestantischen, sondern in katholischen Ländern (Portugal, Spanien, Frankreich) verhängt. Die katholische Kirche selber — wie schon erwähnt Papst Clemens XIV. — hatte den Orden während einiger Jahre aufgehoben. Träger des Kulturkampfes auf «antikatholischer» Seite war nicht die evangelische Kirche, sondern die Führung lag bei den Radikalen; es ging um eine politische und nicht um eine konfessionelle Auseinandersetzung.

Die Botschaft des Bundesrates gibt Aufschluss über die Vorbereitung unserer Vorlage. Ich möchte nicht auf diese Ihnen bekannten Ausführungen zurückkommen. Ich darf nur daran erinnern, dass Herr Professor Werner Kägi zwar erst den dritten Teil des von ihm erbetenen Gutachtens abgeliefert hat, dass aber dieser Teil, der die verfassungspolitischen und verfassungsrechtlichen Erwägungen enthält, die entscheidenden Grundlagen für die Revision bietet, um so mehr als die

Stellungnahme und die Schlussfolgerungen überzeugend sind. Ferner sei noch hervorgehoben, dass das umfassende Vernehmlassungsverfahren ein eindeutiges Resultat ergeben hat. Einmütig wird von allen befragten Stellen die Aufhebung der konfessionellen Ausnahmeregelungen empfohlen und fast ausnahmslos auch die Vornahme einer Partialrevision und nicht die Verschiebung auf die Totalrevision der Bundesverfassung befürwortet. In diesem Sinne lautet insbesondere auch die Stellungnahme des Schweizerischen Evangelischen Kirchenbundes nach gründlicher Diskussion in sämtlichen kantonalen Synoden.

Die Frage, die wir zu beurteilen haben, lautet: Bilden aufgrund ihres heutigen Wirkens und ihres heutigen Ideengutes Klöster und Jesuiten eine Gefahr für die staatliche Ordnung und für den konfessionellen Frieden? Erscheint diese Gefahr als so gross, dass sich ein dauerndes Verbot und gar ein Verbot auf der Verfassungsebene rechtfertigt?

Eine solche Massnahme ist unerhört weitgehend und hart, wenn man sie vergleicht mit sonstigen Freiheitsbeschränkungen; allerdings wird sie dadurch gemildert, dass die Praxis in der Anwendung des Verbotes seit ungefähr 50 Jahren erheblich gelockert wurde. Die Antwort auf die gestellten Fragen kann nur Nein sein. Unser stabiles Staatswesen könnte nicht von einigen Klöstern und einigen Jesuiten in Gefahr gebracht werden, sogar nicht, wenn sie nicht positiv zu unserem demokratischen Rechtsstaat Stellung nehmen würden. Ich befürworte es, dass Trotzkiten, Anarchisten und Faschisten ihre Auffassungen vertreten dürfen. Herr Ständerat Guisan hat mit grosser Klarheit dargelegt, weshalb wir diese Stellung einnehmen. Darf man aber gleichzeitig das Wirken der Jesuiten einschränken? Kann man eine Lockerung oder gar eine Beseitigung des Redeverbots für ausländische Politiker empfehlen, jedoch schweizerische Jesuiten nicht predigen lassen?

Mit Herrn Professor Kägi muss festgestellt werden, dass die Ausnahmeregelungen unter den heutigen Gegebenheiten gegen wichtigste allgemeine verfassungsrechtliche und verfassungspolitische Grundsätze verstossen, nämlich gegen die Gerechtigkeit, gegen die Legitimität, gegen die Freiheit und gegen die Rechtsgleichheit. Der freiheitliche Rechtsstaat will möglichst ausgedehnte individuelle Freiheitsrechte gewährleisten. Dazu gehört auch die Freiheit des Lehrens und die Freiheit des Predigens, die den Jesuiten heute verwehrt wird, wie die Freiheit der persönlichen Lebensgestaltung, also auch des Lebens in einer klösterlichen Gemeinschaft, die durch Artikel 52 eingeschränkt wird. Die Glaubens- und Gewissensfreiheit, die konfessionelle Freiheit, sind im Prinzip durch Artikel 49 der Bundesverfassung umfassend gewährleistet, und zwar für Christen und Nichtchristen, für Gläubige und für Ungläubige. Es kann mit sachlichen Argumenten nicht begründet und nicht gerechtfertigt werden, warum für Jesuiten und für Klöster eine Ausnahme zu gelten hat. Die Verbote stehen im Widerspruch zur europäischen Menschenrechtskonvention von 1950, der beizutreten der Bundesrat in zwei Berichten empfohlen hat.

Die eidgenössischen Räte haben 1969 eine Motion angenommen, mit der sie den Bundesrat beauftragen, der Bundesversammlung sobald wie möglich Vorschläge zu unterbreiten, welche die Streichung der bei der Ratifikation der Konvention zum Schutz der Menschenrechte notwendigen Vorbehalte ermöglichen. Diesem Begehren wurde durch unsere Vorlage entsprochen. Im

Ergänzungsbericht des Bundesrates über die Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten vom 23. Februar 1972 wird vorgeschlagen, die Konvention noch dieses Jahr zu unterzeichnen. Die Botschaft mit dem Antrag auf Ratifikation würde Ihnen nach der Abstimmung über die Aufhebung der Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung vorgelegt.

Unser Antrag ist klar und einfach. Wir schlagen die Streichung von Artikel 51 und 52 der Bundesverfassung vor, wobei die entstehende Lücke weder formell ausgefüllt werden soll durch Aufteilung des jetzigen Artikels 50 auf drei Artikel, noch materiell durch Aufnahme eines Toleranzartikels. Der Verzicht auf eine Vermeidung von Leerstellen in der Verfassung wurde in dem Ihnen bekannten Ergänzungsgutachten von Professor Kägi von 1970 begründet. Auch das Vernehmlassungsverfahren hat dieses Ergebnis gezeitigt. Die Fragestellung für Volk und Stände muss einleuchtend und unkompliziert sein. Ein Toleranzartikel würde dem Aufbau unserer Verfassung widersprechen, weil es sich nur um eine Proklamation, um eine Zielsetzung handeln würde, jedoch nicht um eine Rechtsvorschrift. Toleranz ist eine Grundlage unseres Staatswesens mit seinen vier Sprachen, verschiedenen Glaubensbekenntnissen, zahlreichen politischen Parteien. Was rechtlich fassbar ist, findet sich bereits in der Bundesverfassung.

In Ihrer Kommission ergab sich nur in einem Punkt eine Meinungsverschiedenheit, die auch heute intensiv diskutiert wurde, nämlich in der Frage, ob für die Artikel 51 und 52 die Einheit der Materie gegeben sei. Die Gegner können sich auf das Gutachten von Professor Kägi berufen, wobei auch Professor Kägi anerkennt, dass die Einheit der Materie juristisch vertreten werden kann. Kommission und Bundesrat empfehlen einen einzigen Bundesbeschluss und damit eine einzige Volksabstimmung. Auch wir geben gerne zu, dass die gegenteilige These sich mit guten Gründen vertreten lässt. Eine gewisse Unsicherheit ergibt sich aus der Praxis der eidgenössischen Räte. Immerhin geht sie bei Volksinitiativen im ganzen in eine entgegenkommende Richtung, also im Zweifel für die Bejahung der Einheit der Materie. Herr Ständerat Amstad hat Ihnen die Praxis und wissenschaftliche Zitate dargelegt.

Der Bundesrat gibt vor allem aus folgenden rechtlichen und politischen Gründen einer einzigen Abstimmung den Vorzug. Beide Artikel haben gleichen historischen Ursprung. Sie sind Folgen bestimmter politischer Auseinandersetzungen und Gegensätze. Beide Artikel richten sich gegen katholische Orden; beide Artikel stehen in gleichem Widerspruch zu allgemeinen verfassungsrechtlichen Prinzipien. Die Aufhebung nur eines der beiden Artikel würde im Innern die Situation eher erschweren als erleichtern. Auch für unsere völkerrechtliche Stellung wäre nichts gewonnen. Die Schwierigkeit für die Unterzeichnung der Menschenrechtskonvention würde bestehen bleiben. Bei Aufhebung des Jesuitenverbots — Artikel 51 —, aber Beibehaltung der Einschränkung für die Klöster — Artikel 52 — ergäbe sich eine höchst eigenartige und unangenehme Rechtslage. Herr Ständerat Munz hat sie heute geschildert. Für die katholischen Orden im allgemeinen würden weiterhin Einschränkungen gelten, der Jesuitenorden aber wäre in seiner Entfaltung dann völlig ungehindert. Die Interpretation einer solchen Rechtslage wäre jedenfalls schwierig. Das Ziel unserer Vorlage ist einheitlich: die Beseitigung des letzten Relikts des Sonderbündenkrieges und des Kulturkampfes, die Aufhebung bestimmter Aus-

nahmen von unserer freiheitlich rechtsstaatlichen Grundordnung.

Herr Ständerat Eggenberger hat hervorgehoben, dass auch die Artikel 50, Absatz 4, nämlich die Zustimmung des Bundes für die Schaffung von Bistümern und Artikel 75 der Verfassung (das Verbot der Wahl von Geistlichen in den Nationalrat) überholt seien. Er hat zweifellos mit seiner Argumentation recht. Doch hat Herr Ständerat Eggenberger selber erklärt, dass durch Einbezug auch dieser Bestimmungen, die sich nicht gegen katholische Orden richten, die Einheit der Materie nicht mehr gegeben wäre. Es müssten also ohnehin getrennte Abstimmungen erfolgen, so dass es gegeben war, diese Revisionen nicht in die jetzige Vorlage einzubeziehen.

Aufgrund dieser Ueberlegungen möchte ich Sie meinerseits um Eintreten auf die Vorlage und um Zustimmung zu unserem Antrag bitten.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles

Artikelweise Beratung — Discussion des articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen — Adopté

Ziff. I, II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Ch. I, II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Gesamtabstimmung — Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 37 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

Schluss der Sitzung um 11 Uhr

La séance est levée à 11 heures

Vierzehnte Sitzung — Quatorzième séance

Donnerstag, 29. Juni 1972, Vormittag

Jeudi 29 juin 1972, matin

8.00 h

Vorsitz — Présidence: M. Bolla

11 249. Postulat Stucki.

Dezentralisierung der Bundesverwaltung

Décentralisation de l'administration fédérale

Wortlaut des Postulates vom 15. März 1972

Die Ergebnisse der letzten Volkszählung zeigen, dass sich die Bevölkerung der Schweiz immer mehr in gewissen Zentren zusammenballt. Zu dieser Entwicklung trägt auch der Bund bei, weil seine Anstalten vielfach in oder in der Nähe der grossen Bevölkerungsagglomerationen liegen. Die besseren Verkehrsverbindungen würden es nun aber erlauben, Bundesbetriebe und Verwaltungszweige vermehrt in wirtschaftlich und bevölkerungsmässig benachteiligte Gebiete zu verlegen, die zudem in der Regel wenig Dienstleistungsbetriebe aufweisen.

Der Bundesrat wird deshalb eingeladen, zu prüfen, ob nicht bestehende, vor allem aber neue Bundesbetriebe oder Verwaltungszweige vermehrt in wirtschaftlich und bevölkerungsmässig benachteiligten Gebieten angesiedelt werden könnten.

Texte du postulat du 15 mars 1972

Les résultats du dernier recensement fédéral ont montré que la population de la Suisse se concentre toujours plus dans certaines agglomérations. La Confédération est aussi responsable de cette évolution, car ses entreprises et régies sont fréquemment implantées dans les grands centres ou dans leurs environs. Pourtant, les bonnes communications ferroviaires et routières dont on dispose actuellement devraient permettre de transférer un nombre croissant d'entreprises fédérales et de branches de l'administration dans des régions défavorisées du point de vue économique et démographique; en règle générale, ces régions ne sont dotées que d'un nombre restreint d'entreprises de services.

C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral est invité à examiner s'il ne serait pas possible d'implanter plus souvent des entreprises fédérales ou des branches de l'administration anciennes ou nouvelles — ces dernières surtout — dans des régions défavorisées du point de vue économique et démographique.

Mitunterzeichner — Cosignataires: Amstad, Arnold, Bodenmann, Dillier, Hefti, Herzog, Leu, Muheim, Nänny, Oechslin, Reimann, Theus (12)

Stucki: Ich habe am 15. März folgendes Postulat eingereicht:

«Die Ergebnisse der letzten Volkszählung zeigen, dass sich die Bevölkerung der Schweiz immer mehr in gewissen Zentren zusammenballt. Zu dieser Entwicklung trägt auch der Bund bei, weil seine Anstalten vielfach in oder in der Nähe der grössten Bevölkerungsagglomera-

Bundesverfassung. Aufhebung der Artikel 51 und 52

Constitution fédérale. Abrogation des articles 51 et 52

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1972
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	11148
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	28.06.1972 - 08:00
Date	
Data	
Seite	510-526
Page	
Pagina	
Ref. No	20 001 256

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Elfte Sitzung — Onzième séance

Freitag, 6. Oktober 1972, Vormittag

Vendredi 6 octobre 1972, matin

08.00 Uhr

Vorsitz — Présidence: *M. Lampert, vice-président*

11 001. Telephonabhörung und Immunität

Ecoute téléphonique et immunité

Siehe Seite 572 hiervor — Voir page 572 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 6. Oktober 1972

Décision du Conseil national du 6 octobre 1972

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 25 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat — Au Conseil fédéral

11 111. Bildung und Forschung.

Verfassungsartikel

Enseignement et recherche.

Articles constitutionnels

I

Bundesbeschluss über die Aenderung der Bundesverfassung betreffend das Bildungswesen

Arrêté fédéral modifiant les articles de la constitution sur l'enseignement

Siehe Seite 573 hiervor — Voir page 573 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 25. September 1972

Décision du Conseil national du 25 septembre 1972

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 20 Stimmen
Dagegen 4 Stimmen

II

Bundesbeschluss über die Ergänzung der Bundesverfassung betreffend die Förderung der wissenschaftlichen Forschung

Arrêté fédéral complétant la constitution par un article sur l'encouragement de la recherche scientifique

Siehe Seite 111 hiervor — Voir page 111 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 22. Juni 1972

Décision du Conseil national du 22 juin 1972

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 26 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

11 148. Bundesverfassung. Aufhebung der Artikel 51 und 52

Constitution fédérale.

Abrogation des articles 51 et 52

Siehe Seite 510 hiervor — Voir page 510 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 19. September 1972

Décision du Conseil national du 19 septembre 1972

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 25 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

10 563. Bäuerliches Zivilrecht. Aenderung des Bundesgesetzes

Droit civil rural.

Modification de la loi

Siehe Seite 660 hiervor — Voir page 660 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 2. Oktober 1972

Décision du Conseil national du 2 octobre 1972

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 26 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

11 157. Militärversicherung. Anpassung der Leistungen

Assurance militaire.

Adaptation des prestations

Siehe Seite 605 hiervor — Voir page 605 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 6. Oktober 1972

Décision du Conseil national du 6 octobre 1972

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 26 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat — Au Conseil fédéral

Bundesverfassung. Aufhebung der Artikel 51 und 52

Constitution fédérale. Abrogation des articles 51 et 52

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1972
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	11148
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.10.1972 - 08:00
Date	
Data	
Seite	721-721
Page	
Pagina	
Ref. No	20 001 515

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.